

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1962

Ce volume contient les tables de la 2^e session ordinaire
de 1961 - 1962, des sessions extraordinaires et de
la 1^{re} session ordinaire de 1962-1963.

TABLES

Volume 5

PARIS
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX, 26

1963

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS



ANNÉE 1962

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

Session extraordinaire.....	20 et 21 mars 1962.
2 ^e session ordinaire de 1961-1962.....	Du 24 avril au 23 juillet 1962.
Session extraordinaire.....	Du 24 au 27 juillet 1962.
1 ^{re} session ordinaire de 1962-1963.....	Du 2 octobre au 22 décembre 1962.

NOTA. — Les numéros des documents du Sénat sont relatifs à la session de 1961-1962 pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre et à la session de 1962-1963 pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre.

ABREVIATIONS

I Impression.

J. O..... *Journal officiel.*

p. page.

TABLE DES DÉBATS

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche des questions traitées au cours des débats parlementaires du Sénat.

Elle réunit en un seul volume et en trois parties distinctes : une Table nominative, une Table analytique et une Table de renseignements divers.

Elle met à la disposition des membres de l'Assemblée :

— en regard des noms de MM. les Sénateurs (Table nominative), un exposé chronologique succinct de leur activité parlementaire au cours de l'année ;

— pour chacune des matières examinées par le Sénat (Table analytique), le résumé et l'analyse des travaux de l'Assemblée ;

— enfin, dans la dernière partie figurent divers renseignements relatifs à l'organisation intérieure du Sénat.

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les références des dates sont celles des dates de séances.




TABLE NOMINATIVE

A

ABEL-DURAND (M.) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Deuxième *rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à la cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles [24 mai 1962] (n° 209).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger certaines dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement [28 juin 1962] (n° 249).

Interventions :

Projet de loi relatif à la **cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles** et des unions de coopératives agricoles [8 mai 1962] ; dans la discussion générale, en sa qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 178 à 181) ; dans la discussion des articles, s'oppose au retrait du projet de l'ordre du jour proposé par le Gouvernement (p. 181, 182). — Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la **profession d'opticien-lunetier** détaillant [17 mai 1962]. — Discussion des articles : article additionnel sur l'amendement n° 2 de M. Lévêque (p. 246) ; sur le sous-amendement n° 4 rectifié de M. Lemarié (p. 247). — Projet de loi de programme relatif à la **restauration des grands monuments historiques** [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 285). — Sur la question orale avec débat (n° 15) de M. Auguste Pinton relative aux **accidents de la route** [5 juin 1962] (p. 428). — Discussion du projet de loi relatif à la **cessation des paiements des coopératives agricoles** et des unions de coopératives agricoles [5 juin 1962] (p. 429 à 441). — En qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Art. 1^{er} : défend l'amendement n° 1 (p. 430) ; Art. 22 : défend son amendement n° 22 (p. 435) ; Art. 25 : défend son amendement n° 27 (p. 436) ; Art. 26 : défend son amendement n° 85 (p. 437) ; Art. 31 : défend son amendement n° 34 (p. 438). — Projet de loi relatif au **droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. Deuxième lecture ; discussion des articles [26 juin 1962]. — En qualité de président de la commission spéciale. — Sur l'article 2 *ter* (p. 103). — Art. 14 : à propos de l'amendement n° 15 de M. Hugues (p. 609 et 610). Proposition de loi tendant à proroger diverses dispositions relatives au logement [4 juillet 1962]. — En qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 582). — **IV^e plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 720) [10 juillet 1962] (p. 838, 848, 853). — Projet de loi de programme relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricole** [20 juillet 1962] (p. 1081 et suiv.). — Projet de loi de finances recti-

ficative pour 1962. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Agriculture (p. 1459) [20 décembre 1962].

AHMED ABDALLAH (M.) [Comores].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Intervention :

IV^e Plan de développement économique et social [11 juillet 1962] (p. 901 et suiv.)

ALRIC (M. GUSTAVE) [Aube].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Est élu membre titulaire délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

Intervention :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962 [18 juillet 1962] (p. 1000 et suiv.).

ANDRE (M. LOUIS) [Calvados].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Intervention :

Orientation agricole [25 juillet] (p. 1170, 1179, 1212).

D'ARGENLIEU (M. PHILIPPE) [Sarthe].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de cession des établissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, signé à New-Delhi, le 28 mai 1956 [19 juillet 1962] (n° 297).

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [9 juillet 1962] (p. 813). — Projet de loi autorisant la ratification du **traité des Etablissements français de l'Inde** [23 juillet 1962] comme rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1095 et suivantes).

ARMENGAUD (M. ANDRÉ) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social [28 juin 1962] (n° 247).

Questions orales :

M. André Armengaud expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* : 1° que les nouvelles parues récemment dans la presse laissent entendre qu'une aide serait accordée à l'Egypte par des « puissances occidentales » en vue de permettre des travaux d'investissements utiles au développement économique de ce pays ; 2° que, dans le même temps, les personnes physiques et morales d'Egypte, à l'exception de la compagnie internationale de Suez qui a été en fait indemnisée, ont vu leurs espoirs de sauver une faible partie de leurs biens s'évanouir au fur et à mesure des difficultés qu'éprouvait la commission des biens français en Egypte à obtenir des règlements et des transferts, si minimes soient-ils ; 3° qu'un crédit, d'ailleurs entamé, de 40 millions de nouveaux francs a été ouvert à l'Egypte à la suite des accords de Zurich dans l'espoir qu'il aurait pour contrepartie le fonctionnement satisfaisant de la commission des biens français et le transfert rapide de la contre-valeur des biens français désequestrés et liquidés ; 4° qu'il apparaît maintenant que les accords de Zurich sont devenus caducs du fait des difficultés graves, rencontrées par les dirigeants et conseils de ladite commission, qui se sont terminées par le retour en France de ces derniers. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas opportun de lier sans équivoque l'aide française au règlement des sommes dues aux Français d'Egypte à la suite de la séquestration, de la liquidation ou de l'égyptionisation de leurs biens, et en se fondant sur leur valeur à la date de la dépossession de leurs biens. Ou bien, au cas où il estimerait mal venu de lier tout concours éventuel de la France à l'Egypte au règlement précité, s'il n'entend pas dédommager les Français en cause sans plus attendre, tout en accélérant la procédure de reconversion et de relogement prévue par la loi du 26 décembre 1961, dont l'application est rendue inefficace du fait des lenteurs des organismes prêteurs et des conditions de prêts qui n'ont aucun rapport avec les besoins justifiés des intéressés [19 juin 1962] (n° 412). — Réponse [17 juillet 1962] (p. 945).

M. André Armengaud expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'au cours de la séance du 8 décembre 1961, M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés a fait entendre clairement que le Gouvernement entendait « coup par coup » accorder aux Français rapatriés du Congo ex-belge ou plus exactement expulsés de celui-ci, les mêmes facilités de reconversion et de relogement que celles accordées aux Français d'outre-mer ayant estimé devoir regagner la métropole à la suite des mutations politiques intervenues dans les pays de leur résidence, qu'en tout une quarantaine de dossiers sont parvenus aux sénateurs représentant les Français de l'étranger émanant de familles rapatriés du Congo et demandant qu'à la suite de la spoliation complète de leurs biens, ils bénéficient des conditions de reconversion, de reclassement, de relogement accordées aux Français rentrés d'Afrique ; que sans doute, si la France n'est pas responsable des malheurs survenus aux compatriotes du Congo et si, aussi, il n'y a pas d'accord de réciprocité entre la France et la Belgique au sujet de l'aide à accorder aux rapatriés des deux pays en provenance d'Afrique par le pays sous la tutelle duquel se trouvait celui de leur résidence, il n'en reste pas moins qu'en vertu du caractère même de la loi du 26 décembre 1961, qui est une loi de solidarité et non pas d'indemnisation mettant en cause la responsabilité de l'Etat français, tout milite en faveur d'un traitement satisfaisant pour les quelques Français rapatriés du Congo qui demandent le bénéfice de ladite loi. Il lui demande en conséquence si c'est à l'attitude de ses propres services ou à celle du secrétariat d'Etat aux rapatriés ou à une décision gouvernementale à l'échelon le plus élevé qu'est dû le refus brutal et désobligeant d'examiner les dossiers des quelques Français du Congo belge qui ont demandé que leur soient appliquées tout au moins pour l'accueil, l'assistance, le reclassement et le relogement, les dispositions de la loi du 26 décembre 1961 ou si, par contre, c'est simplement parce que les engagements pris par le Gouvernement devant le Parlement sont considérés caducs en raison de l'évolution de nos institutions [21 juin 1962] (n° 414). — Réponse [17 juillet 1962] (p. 946).

M. André Armengaud expose à *M. le Premier ministre* : I. que la Convention franco-monégasque du 23 décembre 1951 a été dénoncée par le Gouvernement français le 12 avril 1962 dans les formes prévues par l'article 54 (titre V) de ce texte, c'est-à-dire avec un préavis de six mois ; II. que cette convention ne prévoyait pas l'exercice d'un droit de veto à l'installation dans la Principauté de Monaco des Français de la métropole ; III. que néanmoins cette installation est soumise à une autorisation préalable du ministère des finances, laquelle autorisation est signifiée par la permission donnée au consul de France à Monaco d'immatriculer comme Français domiciliés à Monaco les Français s'y installant ; que l'exercice de ce droit de veto

a toujours été exercé depuis 1951 ; IV. que l'article 14 de la Convention précitée prévoit la nécessité, pour tout Français de Monaco, d'obtenir un certificat de domicile du gouvernement monégasque, afin de pouvoir bénéficier, après cinq années de séjour, de la législation fiscale monégasque, ainsi qu'il apparaît de sa rédaction ci-après reproduite : « § 1^{er}. — Art. 14. — Les personnes de nationalité française qui sont passibles en France des impôts directs en fonction de leur domicile ou de leur résidence demeurent soumises en France auxdits impôts, tant qu'elles n'ont pu produire un certificat délivré par le ministre d'Etat de la Principauté, après avis du consulat général de France, et constatant qu'elles ont eu en fait leur résidence habituelle à Monaco depuis cinq ans au moins » ; V. qu'en dépit du fait que la dénonciation de la Convention entre en vigueur le 12 octobre 1962 seulement, la situation actuelle des Français récemment installés à Monaco est la suivante : a) immatriculation : après avoir arrêté puis rétabli l'immatriculation des Français à Monaco, cette possibilité d'immatriculation est stérilisée du fait que le consulat général de France à Monaco ne reçoit plus l'autorisation préalable du ministère des finances, même après examen individuel des demandes déposées par nos compatriotes ; b) certificat de domicile : l'administration française ne répond plus à aucun avis (prévu à l'article 14) aux demandes du ministre d'Etat concernant les Français s'installant à Monaco, alors qu'il avait été annoncé, par une circulaire destinée aux Français du Maroc, de Tunisie, d'Algérie, que le bénéfice de la législation fiscale monégasque leur serait appliqué dès leur arrivée en Principauté. Il lui demande en conséquence : en vertu de quel texte l'administration peut-elle : 1° opposer son veto à l'installation de certains Français à l'étranger, et, plus spécialement, à Monaco ; 2° étendre ce veto à tous les Français, depuis le 12 avril 1962, en bloquant le mécanisme administratif qu'elle a elle-même créé ; 3° mettre le consulat général de France à Monaco hors d'état d'appliquer la Convention de 1951, et ce, durant la période de préavis [3 juillet 1962] (n° 425).

M. André Armengaud expose à *M. le Premier ministre* : a) que son prédécesseur a maintes fois répété que les réponses des ministres aux questions orales sans débat constituaient un moyen efficace de contrôle par le Parlement des actes du Gouvernement ; b) qu'il a, dans cet esprit, maintes fois critiqué, lorsqu'il était sénateur, les gouvernements de la IV^e République, motif pris de ce qu'ils laissaient répondre aux questions orales posées à tel ou tel membre du Gouvernement par n'importe quel autre de ses collègues, lequel lisait sans conviction une note généralement elliptique ou incomplète, préparée par les services du ministre interpellé ; que néanmoins, depuis l'instauration de la V^e République, les fâcheuses habitudes tant critiquées par ce parlementaire, se renouvellent maintenant de façon répétée, ce qui fait que, dans la plupart des cas, il est impossible qu'une question orale sans débat donne lieu au dialogue nécessaire entre le Gouvernement et le Parlement sur des questions limitées et précises, et qui méritent des réponses claires et des solutions. Il lui demande, dans ces conditions, s'il n'estime pas opportun de rappeler à ses ministres que lorsque des questions orales viennent en séance, les ministres interrogés doivent s'y rendre personnellement, et, d'autre part, répondre autrement qu'en lisant une note incomplète ou tronquée ou insuffisante de leurs services, aux questions posées par le parlementaire interpellant : s'il n'estime pas que, ce faisant, il facilitera la reprise des liens entre le Gouvernement et le Parlement, sans lesquels il n'y a pas de fonctionnement correct de la démocratie [24 juillet 1962] (n° 435).

Interventions :

Proposition de loi de *M. André Armengaud* sur les **marques de fabrique et de commerce** [28 juin 1962]. — Discussion générale (p. 636). — Discussion des articles : sur le titre I^{er}, du droit de propriété des marques : son amendement n° 1 et rectifié 1 bis (p. 637). — Sur le procès-verbal de la séance du 3 juillet 1962 à propos de la **fin du mandat des sénateurs d'Algérie** [4 juillet 1962] (p. 681). — **IV^e Plan de développement économique et social** [4 juillet 1962]. — En qualité de rapporteur pour avis de l'ensemble du projet, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 683). — [6 juillet 1962] (p. 782). — Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 819 et suivantes). — Question orale n° 405, en remplacement de *M. Louis Gros* [17 juillet 1962] (p. 945) ; sa **question orale n° 412** [17 juillet 1962] (p. 946) ; sa **question orale n° 414** [17 juillet 1962] (p. 947). — **Projet de loi de finances 1963**. — Discussion générale (1^{re} partie) [19 décembre 1962] (p. 1399 à 1401). — Discussion des articles : Art. 2 : sur amendement n° 12 du Gouvernement ; Art. 5 : au nom de la commission des finances (p. 1406) ; Art. 8 : sur amendement n° 8 rectifié de *M. Pellenc* (p. 1408) ; Art. 9 : sur amendement n° 2 de *M. Pellenc* (p. 1413) ; sur la réserve

demandée par le Gouvernement (p. 1415); au ministre des finances sur les atteintes portées à l'économie française (p. 1441).

AUBERT (M. EMILE) [Basses-Alpes].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

AUBERGER (M. FERNAND) [Allier].

Décédé le 3 mars 1962. Eloge funèbre prononcé par M. Gaston Monnerville [20 mars 1962] (p. 72 à 74).

AUDY (M. MARCEL) [Corrèze].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Marcel Audy fait part à *M. le ministre des travaux publics et des transports* des difficultés insurmontables que rencontrent les agriculteurs pour maintenir en état les installations électriques équipant les remorques de leurs tracteurs utilisés pour le transport de matières corrosives comme le fumier, les engrais, les amendements, etc., dans des itinéraires tous terrains, étroits et difficiles, dommageables également à ces installations. Il lui demande de bien vouloir faire admettre une tolérance d'équipement pour ces véhicules agraires, dans leur utilisation, du lever du jour au coucher du soleil et sur les circuits de desserte des tenements de l'exploitation agricole à laquelle ils sont attachés, de telle manière que leurs propriétaires ne soient plus verbalisés [20 mars 1962] (n° 383). — Réponse reportée [22 mai 1962] (p. 273). — Réponse [5 juin 1962] (p. 420).

M. Marcel Audy expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le reboisement, qui est indispensable et que l'Etat a d'ailleurs entendu favoriser par divers moyens, risque actuellement d'être freiné, et peut-être même arrêté, à la suite d'une position prise par son département sur une question d'ordre fiscal. Il lui rappelle, en effet, que les surfaces reboisées sont exemptées pendant trente ans, non seulement de l'impôt foncier d'Etat, mais encore de la contribution foncière perçue au profit des départements et des communes. Or, cette dernière exonération se traduit, en fait par une surcharge fiscale pour les autres contribuables assujettis à la contribution foncière, situation qui inquiète les administrateurs des collectivités locales à vocation forestière et qui, dès maintenant, incite certains d'entre eux à se montrer hostiles au reboisement. Il lui indique que, pour mettre fin à cet état de choses, il serait souhaitable que l'Etat, par analogie avec ce qui a été prévu pour les constructions nouvelles, verse aux dites collectivités une subvention compensatrice égale au montant des exonérations de la contribution foncière consentie en faveur du reboisement. Mais son département, dans une réponse récente à une question écrite posée par *M. Clamens*, député (débats parlementaires, Assemblée nationale, *Journal officiel*, 10 mai 1962, p. 1006), s'est opposé à cette solution. Compte-tenu des graves conséquences que cette décision pourrait entraîner, en ce qui concerne le reboisement, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de procéder à un nouvel examen de ce problème et d'adopter des dispositions assurant aux collectivités locales intéressées la légitime compensation des exonérations fiscales en cause. [26 juin 1962] (n° 419). — Réponse [17 juillet 1962] (p. 947).

Interventions :

Sa question orale n° 419 [17 juillet 1962] (p. 947). — **Travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique** [18 décembre 1962]. Son amendement n° 10 dans la discussion générale (p. 1375). — Son amendement n° 11 (p. 1376).

B

BAGNEUX (M. JEAN DE) [Côtes-du-Nord].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Interventions :

IV° Plan de développement économique et social [10 juillet 1962] (p. 842). — **Orientafion agricole** [25 juillet 1962] (p. 1203).

BAJEUX (M. OCTAVE) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à modifier les articles 811, 837, 838, 842, 843, 845 et 861 du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [13 décembre 1962] (n° 20).

Question orale :

M. Octave Bajoux rappelle à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* l'intérêt qui s'attache à la mise en application effective de la convention franco-belge signée le 20 septembre 1958, publiée au *Journal officiel* du 22 novembre 1960, et qui vise à régler le cas douloureux des victimes civiles de la guerre 1939-1945, dont la plupart résident dans les régions limitrophes de la frontière franco-belge. Il précise que l'instruction des dossiers qui relèvent de la compétence belge a été entreprise dès le mois de septembre 1961 et que, d'indications fournies le 10 janvier 1962 par les services ministériels français eux-mêmes, il résulte que « rien ne s'oppose plus à l'élaboration définitive de la circulaire fixant les modalités d'application en France de cette convention ». Il s'étonne donc que, depuis cette date, la circulaire d'application n'ait pu être diffusée et lui demande pour quelles raisons un tel retard a pu être apporté à la mise au point des modalités d'application d'un texte qui règle des cas douloureux, parfois dramatiques, et qui attendent une solution depuis plus d'une dizaine d'années [29 mai 1962] (n° 402). — Réponse [26 juin 1962] (p. 592 et 593).

Interventions :

Projet de loi relatif aux **groupements agricoles d'exploitation en commun** [17 mai 1962]. Discussion des articles : Art. 8 : sur l'amendement n° 6 de *M. Golvan* et les amendements n° 15, 16 et 17 de *M. Molle* (p. 257). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. — Deuxième lecture; discussion des articles [26 juin 1962]; Art. 7 : sur l'amendement n° 11 de la commission (p. 605). — En réponse à une intervention de *M. Jozau-Marigné* (p. 606). — **IV° Plan de développement économique et social** [10 juillet 1962] (p. 864). — **Orientafion agricole** [25 juillet 1962] (p. 1178, 1184, 1185, 1186, 1187, 1191).

BALESTRA (M. CLÉMENT) [Var].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

BARATGIN (M. PAUL) [Hautes-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

BARDOL (M. JEAN) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Jean Bardol demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de maintenir en activité la gare de Tintelleries à Boulogne-sur-Mer. En effet, la fermeture de cette gare envisagée pour la fin du mois de juin présenterait de graves inconvénients pour une partie importante de la population de Boulogne et de sa région. Chaque jour, la gare de Tintelleries est le lieu d'un important trafic voyageur, car elle est pratiquement au cœur de l'agglomération boulonnaise. La nouvelle gare centrale occupe par contre une position excentrique qui

obligera de très nombreux voyageurs à un long trajet supplémentaire. La gêne sera particulièrement importante pour les nombreux ouvriers, employés et élèves qui viennent chaque jour de l'extérieur pour travailler ou étudier à Boulogne-sur-Mer (pour ces personnes la durée d'absence du domicile est déjà très longue, elle atteint plus de douze heures pour certains). En outre, un nombre important de commerçants locaux vont être sévèrement lésés. En conséquence, il lui demande: 1° de maintenir ouverte la gare de Tintelleries tout au moins en ce qui concerne les omnibus et les trains ouvriers; 2° de surseoir à l'ouverture de la gare centrale jusqu'à l'achèvement des installations, car il apparaît que celle-ci, prévue pour le 28 juin, est prématurée. Les travaux sont loin d'être terminés et de ce fait, de nombreux inconvénients vont en résulter pour les voyageurs et le personnel de la S. N. C. F. D'autre part, cette hâte qui semble ne s'expliquer que par la volonté d'accélérer la compression du personnel dans une ville déjà frappée par le chômage est contraire également à la bonne finition des travaux [7 juin 1962] (n° 407). — Réponse [19 juin 1962] (p. 519 et 520).

M. Jean Bardol demande à *M. le ministre de l'industrie* de supprimer la taxe à la valeur ajoutée (T. V. A.) appliquée à l'allocation de chauffage accordée au personnel des houillères et aux retraités et veuves. L'article 22 du statut des mineurs précise au paragraphe « a » que les membres du personnel des mines ont droit à une attribution de combustible fournie par l'exploitant. Si cette attribution n'est pas possible, ils ont droit à une indemnité compensatrice versée par l'exploitant. Cet avantage est également accordé aux agents retraités et aux veuves. Le charbon attribué aux ayants droit est considéré comme un charbon non commercial. Sa qualité laisse d'ailleurs très sérieusement à désirer et les mineurs revendiquent, à juste titre, son amélioration. C'est pourtant sur cette attribution de combustible non commercial et de basse qualité qu'est appliquée la T. V. A. qui s'élève actuellement à environ 600 anciens francs pour une tonne. L'application de cette taxe à un avantage social découlant d'un droit reconnu par le statut des mineurs, et alors qu'il ne s'agit ni d'une vente, ni d'une opération commerciale, est donc abusive. Cela motive donc sa suppression [19 juin 1962] (n° 410).

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la situation des mineurs silicosés. L'article 89 de la loi de finances (*Journal officiel* du 24 décembre 1960) précise que: « Tout mineur, justifiant d'au moins quinze ans de services miniers, reconnu atteint, dans les conditions prévues par la législation sur les réparations des maladies professionnelles, d'une incapacité permanente au moins égale à 30 p. 100 résultant de la silicose professionnelle, peut, s'il le désire, obtenir la jouissance immédiate d'une pension proportionnelle de retraite correspondant à la durée et à la nature de ses services miniers ». Les dispositions de cet article ne concernent que les travailleurs présents à la mine à la date de la demande de pension. Elles ne jouent malheureusement pas pour les silicosés ayant quitté la mine avant le 1^{er} janvier 1961. Ces mineurs silicosés pourraient être classés en deux catégories: 1° les mineurs silicosés à plus de 30 p. 100, justifiant d'au moins quinze ans de services miniers et qui ont été admis obligatoirement à l'invalidité générale avant le 1^{er} janvier 1961 à cause même de leur pourcentage de silicose. Il est absolument injuste que ces mineurs les plus gravement atteints ne puissent bénéficier comme les autres, s'ils le désirent, des avantages de la retraite anticipée. Dans l'état actuel des textes, ils ne pourront faire valoir leurs droits à la pension anticipée qu'à l'âge de cinquante ans et même de cinquante-cinq ans pour ceux ayant effectué moins de vingt ans de travail au fond. C'est seulement à cet âge qu'ils pourront cumuler leur rente de silicose avec la pension de retraite correspondant à la durée et à la nature de leurs services miniers (le cumul de la rente de silicose et de la pension d'invalidité n'étant pas autorisé). Ces mineurs gravement silicosés et admis à l'invalidité générale sont donc l'objet d'une véritable injustice. Leurs souffrances physiques et morales sont encore accentuées par leurs difficultés matérielles de vie. Pour le seul bassin du Nord et du Pas-de-Calais, 712 décès imputables à la silicose ont été relevés pour l'année 1961. Il faut faire beaucoup plus en faveur des mineurs atteints de la plus terrible des maladies professionnelles. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de permettre à tous les silicosés à 30 p. 100 justifiant de quinze ans

de services miniers de bénéficier, s'ils le désirent, des dispositions de l'article 89 de la loi de finances précitée [19 juin 1962] (n° 411).

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la situation de la ville d'Etaples dans le Pas-de-Calais. Alors que le projet départemental de carte scolaire avait prévu: 1° le principe de la création d'un collège d'enseignement technique à Etaples; 2° l'ouverture dans cette même commune de classes techniques dès la rentrée de 1962, il apparaît officiellement qu'aucun de ces projets n'a été retenu. C'est à Montreuil-sur-Mer (3.253 habitants) qu'est créé un collège d'enseignement technique dépendant du lycée technique de Boulogne. La décision qui prive Etaples d'un établissement technique pourtant indispensable ne s'explique pas et crée une légitime émotion parmi la population. En effet, de multiples raisons militent en faveur de l'ouverture à Etaples de cet établissement: 1° l'importance de la population d'Etaples: 8.650 habitants au dernier recensement; 2° la proximité immédiate de localités importantes (Cucq-Trépiéd, Camiers, le Touquet, etc.), qui font d'Etaples le centre d'une agglomération de près de 20.000 habitants; 3° le taux de natalité dans la commune (l'un des plus élevés en France) et la proportion considérable d'enfants d'âge scolaire. Faute de qualification professionnelle, ces enfants ne peuvent prétendre, dans le meilleur des cas, dans une région déjà frappée par le chômage, qu'à l'emploi de marin-pêcheur ou de manœuvre du bâtiment; 4° la décision de création d'une zone industrielle à Etaples (première tranche en cours de réalisation); 5° la facilité des communications (trains-autobus) entre Etaples et les localités voisines; 6° la réservation au nouveau plan d'urbanisme de la ville d'une vaste zone scolaire (plus de trois hectares) à proximité du collège d'enseignement général en voie d'achèvement. Dans ce collège d'enseignement général, dès la rentrée 1962, du fait de l'achèvement de la deuxième tranche des travaux, deux ou trois salles de classes seront vacantes. En outre, va commencer cette année la réalisation de la troisième tranche qui permettra de disposer dans quelques mois de nouveaux locaux dont deux salles spécialement prévues pour l'enseignement ménager; 7° l'existence à proximité de cette zone d'une vaste cantine scolaire à l'équipement ultra-moderne, de plateaux d'éducation physique et d'une grande salle des sports en voie d'achèvement. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir réexaminer le problème et de donner les instructions nécessaires pour que le collège d'enseignement technique prévu à Etaples soit ouvert dès la rentrée 1962 [28 juin 1962] (n° 423).

M. Jean Bardol signale à *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'information* que les travaux accomplis au relais émetteur de télévision du Mont-Lambert (près de Boulogne-sur-Mer) ont eu et ont encore de fâcheuses répercussions. La majorité des téléspectateurs ont été pratiquement privés d'émissions pendant deux mois. D'autre part, ils ont été dans l'obligation de faire procéder au changement de leur antenne, ce qui leur a occasionné des frais importants. En outre, la nouvelle disposition du relais émetteur ne donne pas satisfaction. Les images reçues sont de mauvaise qualité dans la majeure partie de l'agglomération boulonnaise. Les protestations justifiées élevées par les téléspectateurs et par le groupement des radio-électriciens sont restées jusqu'alors sans effet. Il lui demande en conséquence de bien vouloir: 1° exempter les téléspectateurs de leur redevance annuelle en réparation du préjudice matériel et financier subi; 2° prendre les dispositions techniques nécessaires à une bonne réception des émissions de la région boulonnaise [5 décembre 1962] (n° 451).

Interventions :

Sur sa question orale relative au maintien en activité de la gare des Tintelleries à Boulogne-sur-Mer [19 juin 1962] (p. 520). — **IV^e Plan de développement économique et social** [4 juillet 1962] (p. 709); [9 juillet 1962] (p. 804); [10 juillet 1962] (p. 848). — **Projet de loi de finances pour 1963 (1^{re} partie)** [19 décembre 1962]. Discussion des articles. Sur art. 8 (p. 1408).

BARRACHIN (M. EDMOND) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi constitutionnelle, tendant à compléter l'article 11 de la Constitution [24 avril 1962] (n° 164).

Question orale avec débat :

M. Edmond Barrachin expose à *M. le Premier ministre* que les listes électorales établies en janvier dernier avant le retour de près de 600.000 Français réfugiés d'Algérie ne reflètent plus la physionomie actuelle du peuple français ; que ces Français réfugiés sont placés dans une condition juridique inférieure tant aux métropolitains qu'aux Français restés en Algérie ou résidant à l'étranger et qu'ils se trouvent actuellement privés de l'exercice de tout droit civique. Il demande qu'à l'occasion du référendum qui doit intervenir dans les derniers mois de l'année, le Gouvernement fasse procéder par décret, comme il a été opéré dans des circonstances analogues en 1955 et en 1960, à la révision anticipée des listes électorales, selon une procédure accélérée et en assouplissant les conditions de résidence exigées des électeurs inscrits afin de permettre l'intégration civique la plus rapide des Français d'Algérie réfugiés ; intégration expressément promise par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement à l'Assemblée nationale le 27 juillet dernier. (Question transmise à *M. le ministre de l'intérieur.*) [4 octobre 1962] (n° 29).

Interventions :

Sur la date du débat suivant la communication du Gouvernement sur les **accords d'Evian** [20 mars 1962] (p. 78). — **IV^e plan de développement économique et social.** — Explication de vote sur l'ensemble [12 juillet 1962] (p. 934).

BAUMEL (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est élu membre suppléant délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social. Tome II : recherche scientifique et technique [26 juin 1962] (n° 239).

Interventions :

Sur les **questions orales avec débat** (n° 4, 5, 8, 9 et 11) de MM. Georges Portmann, Jean Périquier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos, relatives à la **politique étrangère du Gouvernement** [12 juin 1962] (p. 477 à 480, 487). — **IV^e Plan de développement économique et social** [6 juillet 1962] En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la recherche scientifique et technique (p. 777). — **Projet de loi autorisant la ratification du traité de cession des établissements français de l'Inde** [23 juillet 1962] (p. 1097 et suiv.).

BAYROU (M. MAURICE) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

BEAUJANNOT (M. JOSEPH) [Loir-et-Cher].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la Convention internationale des télécommunications, signée à Genève le 21 décembre 1959 [10 mai 1962] (n° 177).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome VIII : Ports et télécommunications [26 juin 1962] (n° 238).

Interventions :

Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale des télécommunications, signée à Genève le 21 décembre 1959 [22 mai 1962], en qualité de rapporteur de la commission

des affaires économiques et du plan. — Discussion générale (p. 290). — **IV^e plan de développement économique et social** [10 juillet 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, sur les postes et télécommunications (p. 832, 837).

BENE (M. JEAN) [Hérault].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Donne sa démission de la commission des affaires économiques et du plan [18 décembre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [18 décembre 1962].

Interventions :

Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques [22 mai 1962]. Discussion de l'article unique : amendement n° 1 de *M. Raybaud* ; défend son sous-amendement n° 2 (p. 287) ; répond à *M. Louvel* (p. 287).

BERNIER (M. LUCIEN) [Guadeloupe].

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Lucien Bernier rappelle à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* que des engagements ont été pris à l'égard des planteurs et fabricants pour l'enlèvement actuellement en cours dans le département de la Guadeloupe de la récolte sucrière 1962, à la suite de décisions intervenues au cours d'un conseil interministériel qui s'est tenu le 4 avril 1962 à l'hôtel Matignon. Ces engagements consistent dans les dispositions suivantes : 1° les petits planteurs de moins de 150 tonnes recevront une rémunération de 4.350 anciens francs la tonne pour toute leur récolte ; 2° les petits planteurs de 150 à 250 tonnes recevront une rémunération de 4.200 anciens francs la tonne pour leur récolte ; 3° les moyens planteurs de 250 à 500 tonnes recevront une rémunération de 4.160 anciens francs la tonne pour toute leur récolte ; 4° les moyens planteurs de 1.000 à 5.000 tonnes recevront une rémunération de 4.160 anciens francs pour la canne du contingent, de 4.000 anciens francs pour leur canne excédentaire qui sera entièrement broyée ; 5° les gros planteurs de 1.000 à 5.000 tonnes recevront une rémunération de 4.160 anciens francs pour la canne contingentée, de 4.000 anciens francs pour 40 p. 100 de leurs excédents, les autres 60 p. 100, soit 15 p. 100 de leur récolte totale, restant en principe sur pied ; 6° les gros planteurs de plus de 5.000 tonnes recevront une rémunération de 4.160 anciens francs pour la canne contingentée, de 4.000 anciens francs pour 30 p. 100 de leurs excédents, les autres 70 p. 100, soit 19 p. 100 de leur récolte, restant en principe sur pied ; 7° les quantités excédentaires broyées des gros planteurs de plus de 1.000 tonnes pourront être augmentées en fonction de la quote-part supplémentaire éventuelle du déficit de la Martinique ; 8° les fabricants devront broyer la totalité des productions ci-dessus définies et recevront pour la canne excédentaire une aide de l'Etat permettant de fixer leur marge de fabrication à 2.500 anciens francs la tonne ; 9° les fabricants verseront pour toutes les livraisons susdites un acompte uniforme de 3.500 anciens francs la tonne. Il voudrait savoir si lesdits engagements seront tenus [22 mai 1962] (n° 400). — Réponse [19 juin 1962] (p. 519).

Interventions :

Sur sa **question orale relative à la récolte sucrière de 1962 à la Guadeloupe** [19 juin 1962] (p. 519). — **IV^e plan de développement économique et social** [11 juillet 1962] (p. 892 et suiv.).

BERTAUD (M. JEAN) [Seine].

Est nommé président de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi de *M. Jean Bertaud* tendant à assurer une réorganisation administrative de la France. — (Enregistrée à la présidence le 6 novembre 1962). — Rattachée pour ordre à la séance du 9 octobre 1962 (n° 8).

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion de l'article unique : sur l'amendement n° 1 de M. Lévêque (p. 245) ; contre l'ensemble de l'amendement n° 2 de M. Lévêque et du sous-amendement n° 4 rectifié de M. Lemarié (p. 248) ; Article additionnel (p. 249). — **Plan de développement économique et social** [9 juillet 1962], en sa qualité de président de la commission des affaires économiques et du plan, accepte la suspension de séance demandée par le ministre de l'agriculture (p. 814). — En tant que président de cette même commission [11 juillet 1962] (p. 889). — **Projet de loi de finances pour 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles [15 décembre 1962] : Art. 6 (p. 1406).

BERTHOIN (M. JEAN) [Isère].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

BESSON (M. ROGER) [Allier].

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

BETHOUART (Général ANTOINE) [Français établis hors de France].

Est réélu le 4 octobre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

BILLIEMAZ (M. AUGUSTE) [Ain].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

BLONDELLE (M. RENÉ) [Aisne].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [9 juillet 1962] (p. 811) ; explication de vote sur l'ensemble [12 juillet 1962] (p. 935). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1153 à 1155, 1171, 1209) ; sur les conclusions de la commission mixte paritaire [27 juillet 1962] (p. 1238).

BOIN (M. RAYMOND) [Haute-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

BONNEFOUS (M. EDOUARD) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Question orale avec débat :

M. Edouard Bonnefous expose à M. le Premier ministre que l'unification politique de l'Europe, longtemps retardée, se trouve dans une impasse depuis l'échec de la conférence de Paris du 17 avril dernier ; or, l'intégration économique déjà réalisée et les développements prévus de la Communauté européenne seraient gravement compromis si une communauté politique n'était pas rapidement instituée. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir préciser quelle est la position du Gouvernement sur cette question et par quels moyens il entend faire aboutir la communauté politique [3 mai 1962] (n° 8). Discussion [12 juin 1962] (p. 456 à 488).

Interventions :

Intervient au sujet de la fixation de la date de discussion des questions orales avec débat concernant la politique étrangère du Gouvernement [17 mai 1962] (p. 281 et 282). — Prend la parole lors de la fixation de la date de discussion des questions orales avec débat sur la politique étrangère du Gouvernement [24 mai 1962] (p. 391). — Sur la question orale avec débat (n° 15) de M. Auguste Pinton relative aux accidents de la route [5 juin 1962] (p. 422, 427). — Sur sa question orale avec débat (n° 8) relative à la politique étrangère du Gouvernement [12 juin 1962] (p. 461 à 466, 479, 485, 486, 487). — **IV^e plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 735) ; sur les articles [12 juillet 1962] (p. 922).

BONNEFOUS (M. RAYMOND) [Aveyron].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi de MM. Raymond Bonnefous, Emile Hugues et Paul-Jacques Kalb tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de la loi validée du 22 septembre 1942 sur les effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux. (Enregistrée à la présidence le 28 février 1962.) — Rattachée pour ordre à la séance du 15 décembre 1961 (n° 159).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la suite de la mission effectuée du 28 janvier au 10 février par une délégation de la commission chargée d'étudier les projets d'organisation de la Guyane et l'état de départementalisation de la Guadeloupe et de la Martinique [21 mars 1962] (n° 162).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique portant dérogation temporaire en ce qui concerne la Polynésie française à l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [25 juillet 1962] (n° 318).

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 741). — **Projet de loi organique concernant la représentation de la Polynésie française au Sénat** [27 juillet 1962], en qualité de rapporteur, sur le retrait du projet de loi (p. 1239). — En qualité de président de la commission des lois sur la réunion de celle-ci pour discussion immédiate de la proposition de M. Moutet tendant à l'affichage du discours du président du Sénat [9 octobre 1962] (p. 1308). — Propose au Sénat de voter l'affichage du discours du président du Sénat [9 octobre 1962] (p. 1308).

BONNET (M. GEORGES) [Lozère].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome V : Energie [26 juin 1962] (n° 238).

Intervention :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Sur les articles [18 juillet 1962] (p. 1020 et suiv.).

BORDENEUVE (M. JACQUES) [Lot-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Question orale :

M. Jacques Bordeneuve souligne à *M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* la vive émotion créée par la nouvelle de l'expédition, en Amérique, du tableau *La Joconde*. Il lui rappelle l'extrême fragilité d'un tel chef-d'œuvre peint sur des panneaux jointifs, selon des procédés picturaux qui rendent actuellement sa manutention et ses déplacements particulièrement dangereux pour sa conservation et pour sa sécurité. Il lui demande, en conséquence, quelles sont les supérieures raisons d'intérêt national qui auraient pu amener le Gouvernement à donner son accord à un tel projet contre lequel s'élèvent les plus hautes autorités artistiques du pays, en raison des risques d'altération encourus par ce chef-d'œuvre, risques que ne saurait couvrir une indemnité d'assurance aussi élevée soit-elle. Il l'adjure de s'opposer, s'il en est temps encore, à la réalisation de ce dangereux projet [4 décembre 1962] (n° 450).

Question orale avec débat :

M. Jacques Bordeneuve signale à *M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* la nécessité de faire bénéficier des assurances sociales les artistes peintres, sculpteurs, graveurs, décorateurs, créateurs professionnels non salariés. Il lui demande s'il n'estime pas, enfin, opportun de faire voter par le Parlement le projet de loi — depuis longtemps préparé — portant création d'une « Caisse nationale des arts plastiques et graphiques ». Il souhaiterait, en outre, que soit clairement définie la politique d'aide matérielle et de soutien moral que le Gouvernement entend suivre pour permettre à ces artistes d'exercer leur profession dans des conditions sociales dignes de notre pays et conformes à son rayonnement dans le monde [3 mai 1962] (n° 6). Discussion le 3 juillet 1962 (p. 650).

Interventions :

Sa question orale avec débat (n° 6) sur l'aide aux créateurs d'art non salariés [3 juillet 1962] (p. 650). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Discussion générale [20 décembre 1962] (p. 1451).

BOSSUS (M. RAYMOND) [Seine].

Appelé à remplacer *M. Garaudy (Roger)*, démissionnaire de son mandat de sénateur de la Seine, à compter du 31 octobre 1962 [6 décembre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales et des affaires culturelles [6 décembre 1962].

Intervention :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Discussion générale [20 décembre 1962] (p. 1453).

BOUCHER (M. ALBERT) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

BOULANGE (M. MARCEL) [Territoire de Belfort].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

BOULANGER (M. GEORGES) [Pas-de-Calais].

Est nommé secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement [29 mai 1962] (n° 210).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant modification des articles 12, 14 et 87 du code électoral, relatifs à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration [6 décembre 1962] (n° 13).

Interventions :

Projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, instituant une servitude sur les fonds privés par la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Deuxième lecture [14 juin 1962]. Discussion générale et discussion des articles (p. 494 et 495).

BOULIN (M. ROBERT), secrétaire d'Etat aux rapatriés.

Secrétaire d'Etat au budget (cabinet de M. Georges Pompidou du 28 novembre 1962).

Interventions :

Discussion générale du projet de loi de finances rectificative pour 1962 [20 décembre 1962] (p. 1448, 1449, 1456, 1457). Discussion des articles : Art. 1^{er}, Etat A, AGRICULTURE (p. 1458) ; ANCIENS COMBATTANTS (p. 1459, 1460) ; INTÉRIEUR (p. 1460) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 1460 ; art. 3), Etat C (p. 1461 et 1462). — **Convention internationale sur l'importation des échantillons commerciaux**. Discussion générale [21 décembre 1962] (p. 1469). — **Délibérations douanières de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie**. Discussion générale [21 décembre 1962] (p. 1470).

BOULOUX (M. JEAN-MARIE) [Vienne].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965 [26 juin 1962] (n° 236).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social ; tome III : Habitation [26 juin 1962] (n° 238).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction, par M. Jean-Marie Bouloux [13 décembre 1962] (n° 18).

Interventions :

Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965 [26 juin 1962]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 625 et 626). — **IV^e Plan de développement économique et social** [6 juillet 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan pour l'habitation (p. 760) ; sur les articles [12 juillet 1962] (p. 924 et suiv.). — **Projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction**. Discussion générale en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [19 décembre 1962] (p. 1384, 1385). Discussion des articles : Art. 3 : sur son amendement n° 1 (p. 1387).

BOUQUEREL (M. AMÉDÉE) [Oise].

Est élu vice-président du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Question orale avec débat :

M. Amédée Bouquerel demande à *M. le Premier ministre* comment il entend poursuivre, dans le cadre du IV^e plan, la politique d'expansion dans l'équilibre qu'il a défini dans sa déclaration du 26 avril et de quelle manière il assurera un équitable

partage des fruits de cette expansion entre les catégories socio-professionnelles de la nation. En particulier, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre pour : donner à l'agriculture sa juste place dans la vie économique de la nation et assurer une réelle égalité de traitement entre les enfants des villes et ceux des campagnes ; résorber les déséquilibres régionaux et ranimer la vie économique régionale ; assurer une juste rémunération aux salariés des secteurs publics et para-publics ; doter notre jeunesse des moyens nécessaires à son éducation et à sa formation professionnelle ; développer la politique de promotion sociale ; doter la France d'un équipement sanitaire et social digne d'une grande nation moderne ; éviter le ralentissement des investissements, seuls gages d'une véritable politique sociale, et fournir à notre économie les moyens de surmonter les handicaps qu'elle peut avoir sur le plan européen [3 mai 1962] (n° 10). Discussion [15 mai 1962] (p. 198 à 224).

Interventions :

Sur sa **question orale avec débat** (n° 10) relative à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 205 à 208). — Sur la **question orale avec débat** (n° 15) relative aux **accidents de la route** [5 juin 1962] (p. 424, 425).

BOUSCH (M. JEAN-ERIC) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation [12 juin 1962] (n° 222).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyers modérés pour les années 1962 à 1965 [21 juin 1962] (n° 233).

Interventions :

Projet de loi relatif au **droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité** et dans les **zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation, en tant que rapporteur de la commission spéciale. Discussion générale en deuxième lecture [26 juin 1962] (p. 593 et 594). Discussion des articles : Art. 1^{er} *quater* : amendement n° 2 de la commission (p. 599) ; Art. 1^{er} *quinquiès* : amendement n° 3 (p. 599) ; Art. 2 : amendement n° 4 de la commission (p. 600) ; Art. 2 *bis* (nouveau) : sur l'amendement n° 17 de M. Hugues (*id.*) ; amendements n° 5 et 6 de la commission (p. 600 et 601) ; Art. 2 *ter* : amendement n° 7 de la commission (p. 601) ; en réponse à une intervention de M. Voyant (p. 602 et 603) ; amendements n° 8 et n° 9 de la commission (p. 604) ; Art. 6 : amendement n° 10 de la commission (p. 605) ; Art. 7 : amendement n° 11 de la commission (*id.*) ; Art. 11 : amendement n° 12 de la commission (p. 606) ; amendement n° 13 de la commission tendant à rétablir l'article 12 (*id.*) ; Art. 14 : sur l'amendement n° 15 de M. Hugues (p. 608 et 609) ; Amendement n° 14 de la commission (p. 610). — **Projet de loi de programme**, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les **habitations à loyer modéré** pour les années 1962 à 1965 [28 juin 1962]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 623 à 625). Discussion des articles : amendement n° 1 de la commission (p. 633) ; amendement n° 2 de la commission (p. 633 à 635). — **IV^e plan de développement économique et social** [5 juin 1962] (p. 722) ; sur les articles [12 juillet 1962] (p. 920 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative** pour 1962 ; rappel au règlement [18 juillet 1962] (p. 988 et suiv.). — **Collectif** deuxième lecture [24 juillet] (p. 116 et suiv.). — **Orientation agricole** [25 juillet] (1190, 1197, 1201, 1209, 1211 et suiv.), en tant que vice-président de la commission des finances. — **Loi de finances 1963**. Discussion générale : interrompt le ministre des finances [15 décembre 1962] (p. 1391). Discussion des articles [19 décembre 1962]. Sur l'Art. 9 (p. 1412). — **Projet de loi de finances rectificative** pour 1962. Discussion des articles [20 décembre 1962] : Art. 1^{er} AGRICULTURE (p. 1459).

BOUVARD (M. ROBERT) [Haute-Loire].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

BRAJEUX (M. JEAN) [Eure].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense [12 juin 1962] (n° 219).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale, en première lecture, relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accident lors de leur participation à des séances d'instruction militaire [19 juillet 1962] (n° 298).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, en première lecture, relatif à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense [19 juillet 1962] (n° 299).

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de deux ans fixé par l'article 7 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 prévoyant la définition des exploitations types [27 juillet 1962] (n° 323).

Proposition de loi tendant à atténuer les inégalités de densité entre les réseaux routiers départementaux [27 juillet 1962] (n° 324).

Interventions :

Projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 sur l'**organisation générale de la défense** [14 juin 1962]. — Discussion générale : en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 501 et 502). Discussion des articles : Art. 1^{er} : amendement tendant à déterminer par décret les obligations des employeurs des assujettis au service national (p. 502). — **Projet de loi de programme** relatif à l'**enseignement et à la formation agricole** [20 juillet 1962] (p. 1075 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif aux **réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité** ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire, en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [23 juillet 1962] (p. 1092). — Deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de la défense, en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [23 juillet 1962] (p. 1092). — **Projet de loi** autorisant la ratification du traité de **cession des Etablissements français de l'Inde**. Sa motion préjudicielle [23 juillet 1962] (p. 1099 et suiv.).

Elu député [25 novembre 1962].

BRAYARD (M. JOSEPH) [Ain].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

BREGEGERE (M. MARCEL) [Dordogne].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 735) ; [9 juillet 1962] (p. 807) ; [10 juillet 1962] (p. 851). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1149). — **Projet de loi de finances pour 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles [19 décembre 1962] ; Sur l'art. 9 (p. 1413). — **Question orale** au ministre des finances sur les **rachats de cotisations** (p. 1441).

BROGLIE (M. JEAN DE), *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la fonction publique* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962). *Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des affaires algériennes* (2^e cabinet de M. Georges Pompidou du 28 novembre 1962).

Interventions :

Proposition de loi de MM. Raymond Bonnefous, Emile Hugues et Paul-Jacques Kalb tendant à **étendre aux départements d'outre-mer l'application de la loi validée du 22 septembre 1942 sur les effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux** [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 231). — Projet de loi relatif à la **vaccination anti-poliomyélitique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 238). Discussion des articles : Art. 1^{er} : accepte l'amendement n° 1 de M. Henriet (p. 239) ; accepte l'amendement n° 2 de M. Henriet (p. 239) ; Art. 1^{er} bis (nouveau) : amendement n° 3 de M. Henriet, propose une nouvelle rédaction (p. 239) ; Art. 1^{er} ter (nouveau) : sur l'amendement n° 5 de M. Fournier (p. 240) ; accepte la modification de l'intitulé (p. 241) ; Art. 1^{er} quater (nouveau) : accepte l'amendement n° 4 de M. Henriet (p. 241). — Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'**exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [17 mai 1962]. Discussion de l'article unique : sur l'amendement n° 1 de M. Levêque (p. 245) ; sur le nouvel amendement proposé par M. Levêque (p. 246) ; Article additionnel : sur le sous-amendement n° 4 rectifié de M. Lemarié (p. 246) ; répond à M. Lemarié (p. 247) ; répond à M. Lecanuet (p. 247) sur les sous-amendements n° 5 rectifié de M. Jung et n° 3 de M. Zussy (p. 248 et 249) ; donne des assurances à M. Jung et à M. Zussy (p. 249).

BROUSSE (M. MARTIAL) [Meuse].

Est nommé secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de **loi de finances rectificative pour 1962** [18 juillet 1962] (p. 1001 et suivantes). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1166, 1202).

BRUN (M. RAYMOND) [Gironde].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome IV : agriculture et industries agricoles et alimentaires [26 juin 1962] (n° 238).

Interventions :

Sur la proposition de la **conférence des présidents** [5 juillet 1962] (p. 751). — **IV^e plan de développement économique et social** [9 juillet 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan pour l'agriculture et les industries agricoles et alimentaires (p. 802) ; sur les articles [12 juillet 1962] (p. 930). — Projet de loi de programme relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricole** [20 juillet 1962] ; sur les articles (p. 1083 et suivantes). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1198, 1201).

BRUNHES (M. JULIEN) [Seine].

Est nommé secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de **loi de finances rectificative pour 1962** [18 juillet 1962] (p. 1005 et suiv.).

BRUYAS (M. FLORIAN) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

BRUYNEEL (M. ROBERT) (Loir-et-Cher).

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Intervention :

Sur les **questions orales** avec débat relatives à la **revision** constitutionnelle par referendum [17 juillet 1962].

BURON (M. ROBERT), *Ministre des travaux publics et des transports*. (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959) (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962), démission le 16 mai 1962.

Interventions :

Donne lecture de la **communication du Gouvernement** sur les **accords d'Évian** [20 mars 1962] (p. 74). — Sur la **date du débat** portant sur **ladite communication** [20 mars 1962] (p. 76 et 77).

BURRET (M. ROBERT) [Hautes-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

C

CAPELLE (M. OMER) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

CARCASSONNE (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi de M. Roger Carcassonne et des membres du groupe socialiste et apparenté tendant à instituer au cours de la procédure de divorce, tant en première instance qu'en appel, un conseil désigné à l'effet de donner son avis sur l'attribution du droit de garde et à proposer toutes mesures dans l'intérêt de l'enfant. (Enregistrée à la présidence le 30 janvier 1962.) — (Rattachée pour ordre à la séance du 15 décembre 1961 (p° 156).

Question orale :

M. Roger Carcassonne, persuadé des bienfaits d'une politique agricole commune, signale à **M. le ministre de l'agriculture** les inquiétudes des producteurs agricoles de fruits et primeurs du Sud-Est et lui demande quels éclaircissements il peut d'ores et déjà donner sur les mesures de sauvegarde et de protection dont le principe a été retenu dans les récents accords de Bruxelles [16 janvier 1962] (n° 378). — Réponse [8 mai 1962] (p. 174, 175).

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [4 juillet 1962] (p. 713).

CARDOT (MME MARIE-HÉLÈNE) [Ardennes].

Est réélue le 23 septembre 1962.

Est élue vice-présidente du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

En qualité de **vice-présidente** du Sénat, préside : la première séance du 22 mai 1962 ; la séance du 29 mai 1962, la deuxième partie de la deuxième séance du 3 juillet 1962 ; la séance du

6 juillet 1962 (début et fin de l'après-midi) ; la séance du 9 juillet 1962 (après-midi) ; la séance du 20 juillet 1962 ; la séance du 23 juillet 1962 (après-midi) ; la séance du 18 décembre 1962 (après-midi).

Questions orales.

Mme Marie-Hélène Cardot signale à M. le ministre de la santé publique et de la population la très pénible situation dans laquelle se trouvent de nombreux Vietnamiens, repliés en France après la signature des accords de Genève, et qui ne peuvent en aucun cas retourner dans leurs pays d'origine. Elle évoque particulièrement le cas d'un certain nombre de jeunes gens dont les familles ont été décimées ou ont entièrement disparu à l'occasion des événements de cette époque ; ceux-ci se sont engagés ou rengagés dans l'armée française, où ils servent sous un statut mal défini ; à plus ou moins bref délai, ils seront dégagés des cadres, et se trouvant dans la position d'étrangers isolés moralement et matériellement, éprouveront les plus grandes difficultés à trouver un logement, un emploi, à fonder un foyer. Elle demande qu'une simplification des conditions et formalités nécessaires à leur naturalisation française et une priorité absolue soient établies dans ce domaine en faveur d'hommes qui ont tout sacrifié au pays [21 juin 1962] (n° 418). — Réponse le 3 juillet 1962 (p. 655).

Mme Marie-Hélène Cardot attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur les problèmes posés par la parution des décrets n° 62-594 et 62-595 du 26 mai 1962 relatifs à la rémunération et aux carrières des catégories D et C des fonctionnaires de l'Etat, vis-à-vis de la situation des anciens combattants et victimes de guerre. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence pour l'application honnête du « rapport constant » qui doit exister entre les traitements des fonctionnaires et les pensions de guerre [28 juin 1962] (n° 422).

Interventions :

Sur les questions orales avec débat (n° 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux relatives à la politique financière, économique et sociale du Gouvernement [15 mai 1962] (p. 217, 218). — Sa question orale n° 418 [3 juillet 1962] (p. 655). — IV^e plan de développement économique et social [6 juillet 1962] (p. 774) ; [9 juillet 1962] (p. 795) ; [10 juillet 1962] (p. 853) ; sur les articles [12 juillet 1962] (p. 929). — Projet de loi de finances rectificative pour 1962 : sur les articles [18 juillet 1962] (p. 1008 et suiv.). — Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Discussion des articles [20 décembre 1962] : art. 3, Etat C (p. 1462).

CARRIER (M. MAURICE) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

CHAMPEIX (M. MARCEL) [Corrèze].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée, relatif à la caisse des retraites des membres de l'ancienne Assemblée de l'Union française. Discussion générale [19 juin 1961] (p. 522). — IV^e plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 733).

CHAMPLEBOUX (M. MICHEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

CHARPENTIER (M. MAURICE) [Loiret].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

CHAUVIN (M. ADOLPHE) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de Justice [20 décembre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'usage de documents fiscaux dans les relations de droit public et de droit privé [18 juillet 1962] (n° 291).

Question orale :

M. Adolphe Chauvin demande à M. le ministre de l'intérieur si la décision du Gouvernement précédent de créer quatre sous-préfectures nouvelles dans le département de Seine-et-Oise doit être considérée comme une mesure définitive pour une meilleure administration de ce vaste département, ou comme un premier pas dans la voie d'une vaste réorganisation de la région parisienne [7 juin 1969] (n° 408). — Report [19 juin 1962] (p. 519). — Réponse [17 juillet 1962] (p. 942).

Interventions :

Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction. Suite de la discussion des articles [21 juin 1962] : Art. : 58 : défend son amendement n° 152 sur les dispositions particulières aux sociétés de construction de forme coopérative (p. 565 et 566) ; son amendement n° 163 (p. 567). — Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965 (28 juin 1962). Discussion générale (p. 631). — IV^e plan de développement économique et social [10 juillet 1962] (p. 861). — Sa question orale n° 408 [17 juillet 1962] (p. 943). — Projet de loi relatif à l'usage de documents fiscaux dans les relations de droit public et de droit privé comme rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [23 juillet 1962] (p. 1093).

CHAZALON (M. ANDRÉ) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 juin 1962].

Elu député à l'Assemblée nationale à la suite du scrutin du 25 novembre 1962 [6 décembre 1962].

Vacance de son siège de sénateur proclamée [13 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à accorder à certaines catégories de travailleurs, obligatoirement affiliés au régime général de la sécurité sociale, postérieurement au 1^{er} juillet 1930, la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse [5 juin 1962] (n° 214).

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome II : l'emploi [28 juin 1962] (n° 243).

Interventions :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à accorder à certaines catégories de travailleurs, obligatoirement affiliés au régime général de la sécurité sociale postérieurement au 1^{er} juillet 1930, la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse [17 juin 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 448). — IV^e Plan de développement économique et social [5 juillet 1962], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour les problèmes de l'emploi (p. 751). — Orientation agricole [25 juillet 1962] (1207).

CHEVALIER (M. ROBERT) [Sarthe].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

CHEVALLIER (M. PAUL) [Savoie].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Intervention :

Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République italienne sur l'aménagement hydro-électrique du mont Cenis et prévoyant des dispositions pour l'application de l'article 6 de cette convention [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 292).

CHEVIGNY (M. PIERRE DE) [Meurthe-et-Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

CHOCHOY (M. BERNARD) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [12 juin 1962].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Bernard Chochoy rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* que, malgré de très nombreuses interventions, la situation des inspecteurs départementaux des écoles primaires et maternelles n'est pas encore réglée ; qu'en particulier, les améliorations qui ont été apportées, sur le plan des indices maintiennent et même aggravent pour bon nombre d'entre eux le déclassement qui était le leur depuis des années au sein de la hiérarchie universitaire ; qu'entre ce que peuvent laisser croire les textes adoptés et la réalité créée par leurs modalités d'application, il existe un décalage trompeur ; et tenant compte de ces faits et de la gravité qui pourrait résulter du mécontentement parfaitement légitime qui existe au sein de cette catégorie, lui demande s'il envisage de prendre très rapidement les mesures générales de revalorisation et de reclassement qui s'imposent pour ces personnels [26 avril 1962] (n° 392). — Réponse [22 mai 1962] (p. 275).

Interventions :

Projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion des articles : Art. 1^{er} ter : demande un scrutin public sur l'amendement n° 5 de M. Fournier (p. 240). — Sur sa question orale (n° 392) relative à la situation des inspecteurs départementaux des écoles primaires et maternelles [22 mai 1962] (p. 275, 276). — Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [19 juin 1962]. Discussion générale (p. 528 et 529) ; Suite de la discussion des articles [21 juin 1962]. Sur le titre V relatif aux dispositions générales (p. 571). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans ces zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation ; deuxième lecture, discussion des articles [26 juin 1962] : Art. 1^{er} bis : sur les moyens qui seront mis au service de la politique foncière (p. 597 et 598) ; sur l'ensemble (p. 611 et 612). — Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965 [28 juin 1962]. Discussion générale (p. 627 à 630). Discussion des articles : sur l'amendement n° 1 de la commission (p. 633) ; sur l'amendement n° 2 de la commission (p. 634). — IV^e plan de développement économique et social [6 juillet 1962] (p. 763, 776) ; [10 juillet 1962] (p. 833). — Projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction. Discussion des articles. Explication de vote [19 décembre 1962] (p. 1387, 1388). — Projet de loi de finances 1963 (1^{re} partie). Discussion des articles : Art. 2 : retire son sous-amendement n° 13 [19 décembre 1962] (p. 1405). — Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Discussion générale [20 décembre 1962] (p. 1453-1454).

CLAIREAUX (M. HENRI) [Saint-Pierre et Miquelon].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

CLAPAREDE (M. EMILE) [Hérault].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Est élu membre suppléant délégué représentant la France à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

Intervention :

Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1209).

CLERC (M. JEAN) [Haute-Savoie].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

COGNIOT (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [6 juillet 1962] (p. 770, 780).

COLIN (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Intervention :

Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1169).

COPPENRATH (M. GÉRALD) [Polynésie française].

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [11 juillet 1962] (p. 900 et suiv.). — Deuxième lecture de la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à modifier, pour les réclamations relatives aux enfants nés en Polynésie française, les articles 316 à 318 du code civil relatifs au désaveu de paternité [19 juillet 1962] (p. 1041).

CORNAT (M. HENRI) [Manche].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République italienne sur l'aménagement hydro-électrique du Mont-Cenis et prévoyant des dispositions pour l'application de l'article 6 de cette convention [17 mai 1962] (n° 194).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et sociales, sur projet de loi ; adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, Tome V : Energie [26 juin 1962] (n° 238).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, du 7 au 27 mars 1962 [28 juin 1962] (n° 244).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 61-1517 du 30 décembre 1961 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation [18 juillet 1962] (n° 289).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 62-494 du 14 avril 1962 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [18 juillet 1962] (n° 290).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'adhésion de la France à la convention internationale pour faciliter l'importance des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, en date du 7 novembre 1952 [6 décembre 1962] (n° 10).

Interventions :

Projet de loi autorisant l'approbation des conventions du 25 septembre 1956 relatives au fonctionnement collectif de certains services de navigation aérienne au Groenland et en Irlande [22 mai 1962], en remplacement de M. Parus, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 289). — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République italienne sur l'aménagement hydro-électrique du mont Cenis et prévoyant des dispositions pour l'application de l'article 6 de cette convention [22 mai 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 291). — **IV^e Plan de développement économique et social**, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [11 juillet 1962] (p. 878 et suiv.). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1190). — **Projet de loi de finances 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles : Art. 2 [15 décembre 1962] (p. 1404). Discussion des articles : Art. 2 : rappel de la question posée sur les droits de circulation des pommes [15 décembre 1962]. — (p. 1405). — **Modification de tarifs douaniers**. Discussion générale [21 décembre 1962], en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1468) (n° 262) ; (p. 1468 et 1469) (n° 263). — **Convention internationale sur l'importation des échantillons commerciaux**. Discussion générale [21 décembre 1962] (p. 1469).

CORNU (M. ANDRÉ) [Côtes-du-Nord].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1792 du code civil en ce qui concerne la responsabilité des constructeurs d'immeubles [3 mai 1962] (n° 168).

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la restauration de grands monuments historiques [10 mai 1962] (n° 174).

Questions orales avec débat :

M. André Cornu demande à *M. le ministre de l'agriculture* de vouloir bien lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre de toute urgence pour réaliser la régionalisation de la production agricole [26 avril 1962] (n° 3).

M. André Cornu demande à *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'information*, de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour imposer à la télévision française l'objectivité des informations dont elle n'aurait jamais dû se départir [30 octobre 1962] (n° 36).

Interventions :

Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques [22 mai 1962], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. Discussion générale (p. 283 à 285). — **Question orale** n° 6 de M. Borde-neuve sur l'aide aux créateurs d'art non salariés [3 juillet 1962] (p. 652).

COUDE DU FOESTO (M. YVON) [Deux-Sèvres].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965 [28 juin 1962]. Discussion des articles : sur l'amendement n° 2 de la commission (p. 635). — **IV. Plan de développement économique et social** [4 juillet 1962] (p. 703) ; [10 juillet 1962] (p. 852). — **Projet de loi de finances rectificative** pour 1962 [18 juillet 1962] (p. 998 et suiv.). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1178, 1215).

COURRIERE (M. ANTOINE) [Aude].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Question orales avec débat :

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les grandes lignes de la politique financière, économique et sociale de son Gouvernement et si le changement du ministre des finances doit être interprété comme entraînant une modification de la politique sociale du Gouvernement vis-à-vis des salariés, des travailleurs de la fonction publique et du secteur para-public, des retraités, des économiquement faibles, des rentiers-viagers et des bénéficiaires des lois sociales [19 janvier 1962] (n° 123). — Rendue caduque par la démission du Gouvernement de M. Michel Debré [24 avril 1962].

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les grandes lignes de la politique financière, économique et sociale de son Gouvernement et quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour donner aux salariés du secteur public et para-public des émoluments en rapport avec le coût de la vie tel qu'on le constate après les dernières hausses de prix ; s'il entend de la même manière aligner les pensions et les retraites sur les prix actuels et quelle est la politique qu'il compte promouvoir pour assurer aux rentiers viagers, aux économiquement faibles et aux bénéficiaires des lois sociales des ressources correspondant aux sommes confiées à l'Etat ou à l'effort fait en faveur de la collectivité et leur permettant de vivre décemment [24 avril 1962] (n° 1). Discussion [15 mai 1962] (p. 198 à 224).

M. Antoine Courrière, considérant qu'aux termes de l'article 11 de la Constitution, « le Président de la République, sur proposition du Gouvernement, pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux Assemblées, publiées au *Journal officiel*, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord de communauté ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions », demande à *M. le Premier ministre* s'il interprète ce texte comme de nature à autoriser le Gouvernement à proposer au Président de la République d'« appeler directement chaque citoyen », sur tout « sujet vital pour le pays », à « en juger pour sa part et à prendre ses responsabilités », ou s'il entre bien dans les intentions du Gouvernement d'appliquer l'article 11 de la Constitution dans le respect de sa lettre et de son esprit [3 mai 1962] (n° 7). Discussion [17 juillet 1962] (p. 948 et suiv.).

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour mettre les traitements et les salaires en concordance avec le niveau du coût de la vie ; plus particulièrement ce qu'il compte faire : pour accorder aux traitements les augmentations qui s'imposent en raison de la diminution constante du pouvoir d'achat des salariés ; pour revaloriser les traitements de la fonction publique et la mettre ainsi en harmonie avec le secteur privé ; pour attribuer aux salaires et rémunérations du secteur nationalisé ou para-public les hausses leur permettant de rattraper le retard pris en raison de la non-exécution d'engagements antérieurs ou de la montée du coût de la vie ; pour allouer aux retraités de tous ordres, et aux personnes âgées ou infirmes, des augmentations leur permettant de recevoir une rétribution décente [26 juillet 1962] (n° 26).

M. Antoine Courrière, faisant état du communiqué officiel du conseil des ministres selon lequel le Président de la République « a fait connaître son intention de proposer au pays de décider, par voie de référendum, que le Président de la République sera dorénavant élu au suffrage universel », demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien exposer devant le Sénat les raisons pour lesquelles il pourrait consentir à ce que soient violées les dispositions fondamentales de l'article 89 de la Constitution de la République française [4 octobre 1962] (n° 27).

M. Antoine Courrière demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* s'il est partisan du rétablissement de l'égalité des droits en ce qui concerne la retraite du combattant et les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser l'injustice qui frappe de nombreux anciens combattants et notamment les anciens combattants prisonniers de guerre [4 octobre 1962] (n° 30).

Interventions :

Sur la date du débat suivant la communication du Gouvernement sur les accords d'Evian [20 mars 1962] (p. 77). — Sur la question orale (n° 378) de M. Roger Carcassonne sur la protection des producteurs de fruits et primeurs du Sud-Est [8 mai 1962] (p. 175). — Sur sa question orale avec débat (n° 1) relative à la politique financière, économique et sociale du Gouvernement [15 mai 1962] (p. 199 à 205). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. Deuxième lecture. Discussion des articles [26 juin 1962] : Art. 2 *ter* : sur le vote des amendements n° 7 et 18 (p. 603). — Proposition de loi relative à la durée du mandat des sénateurs remplaçants [3 juillet 1962] (p. 656). — IV^e plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 728) ; interrompt le ministre de la santé publique [9 juillet 1962] (p. 798). — Sur les questions orales avec débat n° 21 de M. René Timant et n° 20 de M. Michel Kauffmann relatives à l'application de la loi d'orientation agricole [9 juillet 1962] (p. 799). — IV^e plan de développement économique et social [12 juillet 1962] ; sur les articles (p. 920) : explication de vote sur l'ensemble (p. 931 et suiv.) ; sa question orale avec débat sur la révision constitutionnelle par référendum [17 juillet 1962] (p. 948 et suiv.). — Projet de loi de finances rectificative pour 1962 : précise la position du groupe socialiste sur une motion préjudicielle [18 juillet 1962] (p. 989). — Projet de loi relatif à l'usage de documents fiscaux dans les relations de droit public et de droit privé [23 juillet 1962] (p. 1093). — Collectif, deuxième lecture [24 juillet 1962] (p. 1127). — Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1174, 1176). — Sur le déroulement de la discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [27 juillet 1962] (p. 1230). — Orientation agricole : sur les conclusions de la commission mixte paritaire [27 juillet 1962] (p. 1238). — Projet de loi de finances pour 1963 (première partie). Discussion des articles [19 décembre 1962] : sur Art. 9 : demande précision au ministre des finances (p. 1415) ; Art. 11 : sur amendement n° 7 de M. Lagrange (p. 1440). — Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Discussion des articles [20 décembre 1962] : Art. 1^{er}, Etat A, AFFAIRES ALGÉRIENNES et AGRICULTURE (p. 1458). — Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Discussion des articles [20 décembre 1962] : Art. 1^{er} : FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, INTÉRIEUR (p. 1460) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 1460, 1461) ; Art. 3, Etat C (p. 1461 et 1462).

COURROY (M. LOUIS) [Vosges].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Question orale.

M. Louis Courroy s'étonne auprès de *M. le ministre de l'éducation nationale* des conditions qui viennent d'être faites aux élèves et parents d'élèves de l'enseignement secondaire et primaire, à l'occasion des vacances dites « de printemps ». Il trouve anormal que l'on n'ait pas tenu compte du calendrier pour fixer ces vacances qui ont débuté le jeudi 12 avril pour se terminer le vendredi 27 avril au matin. Elles furent suivies de deux jours de scolarité, les vendredi 27 et samedi 28 avril, pour revoir

à nouveau les enfants en vacances, en raison de la fête du 1^{er} mai, les dimanche 29, lundi 30 avril et mardi 1^{er} mai. Ces conditions de travail, si un travail suivi est possible dans cet état de fait, tant pour les professeurs et maîtres que pour les élèves, sont nettement préjudiciables à ces derniers. Dans certains établissements, les élèves manquèrent jusqu'au vendredi 4 mai, parfois même, hélas, des enseignants également, alors que durant cette période, des compositions avaient lieu. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir à l'avenir une meilleure répartition des congés scolaires et, dans ce cas particulier, s'il n'aurait pas été plus logique de retarder le départ en vacances jusqu'au 14 avril au soir et de faire la rentrée normalement le 2 mai, quitte à prévoir une journée de classe le jeudi 3 mai [8 mai 1962] (n° 396). — Réponse [22 mai 1962] (p. 276).

Questions orales avec débat :

M. Louis Courroy demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* les raisons pour lesquelles fut supprimée la date du 8 mai comme date commémorative de l'armistice du 8 mai 1945. Le 10 mars 1953, la loi n° 53-225 spécifiait, dans son article 1^{er}, cette commémoration ; elle ajoutait même que le 8 mai serait jour férié. Par décret n° 59-533 du 11 avril 1959, le Gouvernement abrogea cette loi et décréta : « La République française célèbre chaque année la commémoration de la victoire de 1945 le deuxième dimanche du mois de mai ». L'U. F. A. C. et de nombreuses associations d'anciens combattants ont demandé le rétablissement de cette date comme journée de commémoration de l'armistice du 8 mai. L'abrogation du décret n° 59-533 du 11 avril 1959 et le retour à la loi n° 53-225 du 10 mars 1953 montreraient que le Gouvernement veut maintenir « l'esprit » de cette victoire et ne veut pas oublier le sacrifice de tous ceux qui y participèrent [15 mai 1962] (n° 16).

Intervention :

Sur sa question orale (n° 396) relative aux congés scolaires [22 mai 1962] (p. 277).

COUTROT (M. MAURICE) [Seine]

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, du 7 au 27 mars 1962 [28 juin 1962] (n° 244).

Interventions :

Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [1^{er} juin 1962]. Discussion des articles : Art. 10 : sur l'emploi des fonds déposés (p. 537). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. — Deuxième lecture. Discussion des articles [26 juin 1962] : Art. 14 : sur l'amendement n° 15 de M. Hugues (p. 109). — Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965. Discussion générale [28 juin 1962] (p. 630 et 631). — IV^e plan de développement économique et social : sur les articles [12 juillet 1962] (p. 931).

COUVE DE MURVILLE (M. MAURICE), *Ministre des affaires étrangères* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Interventions :

Sur les questions orales avec débat (n° 4, 5, 8, 9 et 11) de MM. Georges Portmann, Jean Péridier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos, relatives à la politique étrangère du Gouvernement [12 juin 1962] (p. 480 à 487). — Projet de loi autorisant la ratification du traité de cession des établissements français de l'Inde [23 juillet 1962] (p. 1094 et suiv.).

CREMIEUX (Mme SUZANNE) [Gard].

Est réélue le 23 septembre 1962.

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Interventions :

Sur les **questions orales** avec débat (n° 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux relatives à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 212 à 214).

D

DAILLY (M. ETIENNE) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social. Tome III : aménagement du territoire et économies régionales [26 juin 1962] (n° 238).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création et au développement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles [18 juillet 1962] (n° 287).

Questions orales :

M. Etienne Dailly rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les lois des 15 avril 1954, 8 juin 1956 et 31 juillet 1959 ont étendu le bénéfice des dispositions du code des pensions d'invalidité concernant les victimes civiles de la guerre aux personnes de nationalité française qui ont subi des dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence commis à Madagascar, en Tunisie, au Maroc, ainsi que sur le territoire métropolitain. Cependant aucun texte n'a, jusqu'à ce jour, rendu applicable la législation susvisée aux victimes des événements qui ont pu se dérouler, avant leur accession à l'indépendance, sur le territoire des Etats qui constituaient auparavant l'A. O. F. et l'A. E. F. ou étaient placés sous mandat français. Les conséquences de cette omission sont indéniables. C'est ainsi, par exemple, que le fils d'un administrateur de la France d'outre-mer, tombé victime du devoir au cours d'une opération du maintien de l'ordre qu'il dirigeait au Cameroun en 1956, est actuellement, et de ce fait, privé des avantages reconnus aux pupilles de la nation. Or, ce fonctionnaire — cité à l'ordre de la nation et nommé, à titre posthume, chevalier de la Légion d'honneur — a trouvé la mort dans des circonstances en tout point comparables à celles que visent les différentes lois dont il a été fait ci-dessus mention. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour pallier, le plus rapidement possible, les effets d'une situation contraire à l'équité, et accorder à ceux qui ont souffert ou son morts pour la France, ainsi qu'à leurs familles, les droits que leur confère la reconnaissance de la nation [26 juin 1962] (n° 420).

Interventions :

Sur la date du débat suivant la communication du gouvernement sur les **accords d'Evian** [20 mars 1962] (p. 77). — sur une **communication du Gouvernement** relative aux **accords d'Evian** [21 mars 1962] (p. 109 à 111). — **Projet de loi** relatif au **droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité** et dans les **zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation. Deuxième lecture : discussion des articles [26 juin 1962]. — Sur l'article 1^{er} (p. 597) ; sur l'article 2^{ter} (p. 603). — **IV^e plan de développement économique et social** [5 juillet 1962]. En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan pour l'aménagement du territoire (p. 727 et 746). — sur les articles [12 juillet 1962] (p. 923 et suivantes). — **Projet de loi de programme** relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole [20 juillet 1962]. Comme rapporteur

pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1069 et suivantes). — **Orientation agricole** [25 juillet] (1187, 1189). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Discussion générale [20 décembre 1962] (p. 1455, 1456).

DARDEL (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Est élu membre suppléant délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

DAROU (M. MARCEL) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Question orale avec débat :

M. Marcel Darou demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre quelles sont les dispositions qui seront prises par le Gouvernement : 1° pour obtenir une application loyale du rapport constant ; 2° pour réaliser dès le budget de 1963 l'application du nouveau plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de guerre. Il constate, en effet, que les lois du 27 février 1948 et du 31 décembre 1953, devenues l'article L. 8 bis du code des pensions et qui ont organisé le rapport constant, risquent de subir les effets des dispositions nouvelles en faveur de certaines catégories de fonctionnaires et de mettre ainsi fin à ce rapport constant, portant de ce fait un grave préjudice aux pensions de la fonction publique, aux pensionnés de guerre et aux bénéficiaires de la retraite des anciens combattants et, pour maintenir l'application loyale du rapport constant, il lui demande : 1° s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de prendre les mesures qu'il convient : soit pour le respect du classement hiérarchique et l'augmentation des traitements pensions par la majoration du point indiciaire (article 8 bis du code des pensions) ; soit par la contrepartie pour les pensions du traitement nouveau des fonctionnaires, qui étaient jadis à l'indice 170 (190 brut) ; 2° s'il n'estime pas également nécessaire, pour l'application du nouveau plan quadriennal, que les représentants des organisations, qui avaient constitué la commission des vœux, soient consultés afin d'établir une méthode satisfaisante dans la réalisation de ce plan quadriennal [13 décembre 1962] (n° 2).

Intervention :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Discussion des articles [20 décembre 1962] 2 ; Art. 1^{er} : Anciens combattants (p. 1459).

DASSAUD (M. FRANCIS) (Puy-de-Dôme).

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi relative à l'extension de l'allocation de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé de province [17 mai 1962] (n° 200).

DAVID (M. LÉON) [Bouches-du-Rhône].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Léon David demande à M. le ministre de l'agriculture quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux arboriculteurs et maraîchers un écoulement et une vente rémunératrice de leurs produits à la suite des récents accords de Bruxelles préjudiciables à ces producteurs [16 février 1962] (n° 379). — Réponse [8 mai 1962] (p. 175, 176).

Interventions :

Sur sa **question orale** (n° 379) relative aux **mesures de sauvegarde en faveur des arboriculteurs et des maraîchers** [8 mai 1962] (p. 175, 176). — **Projet de loi de programme**, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les **habitations à loyer modéré** pour

les années 1962 à 1965. Discussion générale [28 juin 1962] (p. 626 et 627). — **IV^e Plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 813, 823); [10 juillet 1962] (p. 846); [11 juillet 1962] (p. 883). — Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 931).

DEFFERRE (M. GASTON) [Bouches-du-Rhône].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Elu député à l'Assemblée nationale à la suite du scrutin du 25 novembre 1962 [6 décembre 1962].

Vacance de son siège de sénateur proclamée [13 décembre 1962].

Question orale :

M. Gaston Defferre appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la situation dans laquelle se trouve l'U. N. E. F. à la suite de la suppression de la subvention gouvernementale à cette association, et tenant compte de ces faits, lui demande de préciser ses intentions sur ce problème [2 octobre 1962] (n° 443).

Intervention :

Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. — Deuxième lecture : discussion des articles [26 juin 1962]; A. N. 14 : à propos de l'amendement n° 15 de M. Hugues (p. 609).

DEGUISE (M. JEAN) [Aisne].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence [24 juillet 1962] (n° 316).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée d'examiner les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [27 juillet 1962] (n° 322).

Interventions :

Orientation agricole (rapporteur) [25 juillet 1962] (p. 1145 et suiv.). — Sur les conclusions de la commission mixte paritaire, en qualité de rapporteur [27 juillet 1962] (p. 1231 et suivantes).

DEHE (ALFRED) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

DELAGNES (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Appelé à remplacer M. Gaston Defferre en qualité de sénateur des Bouches-du-Rhône [13 décembre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [18 décembre 1962].

DELALANDE (M. JACQUES) [Mayenne].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [24 mai 1962] (n° 207).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et rétablissant l'article 1751 du code civil [12 juillet 1962] (n° 270).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, modifiant la loi n° 56-672 du 9 juillet 1956 instituant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, et rétablissant l'article 1751 du code civil [23 juillet 1962] (n° 309).

Interventions :

Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction. — Discussion générale en tant que rapporteur de la commission spéciale [1^{er} juin 1962] (p. 523 à 526). — Discussion des articles : Art. 1^{er} : considérations générales sur l'article (p. 532); Art. 2 : sur la constitution de sociétés (p. 533); rejette l'amendement de M. Molle tendant à exclure les sociétés coopératives du champ d'application de la loi (*idem*); Art. 3 : retrait de l'amendement n° 3 de la commission (*idem*). — Sur le titre I^{er} (*idem*); Art. 4 : amendement n° 6 : maintien de deux seuls types de vente : vente en l'état futur d'achèvement et vente à terme (p. 534); après l'article 4 : insertion d'un nouvel intitulé relatif à la vente en l'état futur d'achèvement (*idem*); Art. 5 : amendement n° 8 sur la définition de la vente en l'état futur d'achèvement (*idem*); Art. 6 : modifications rédactionnelles proposées par l'amendement n° 9 (p. 534); Art. 7 : amendement n° 10 : pouvoirs du syndicat vis-à-vis du vendeur (p. 535); Art. 8 : amendement n° 11 déterminant les droits des membres du syndicat (*idem*); refuse l'amendement de M. Vallin tendant à n'accorder que le cinquième des voix au vendeur de bien de tiers (*idem*); repousse l'amendement n° 133 de M. Vallin tendant à insérer un article additionnel 8 bis (*idem*); Art. 9 : sur la vente à terme (p. 536); Art. 10 : amendement n° 13 sur l'impossibilité pour le vendeur d'exiger tout versement avant l'achèvement des travaux en cas de vente à terme (*idem*); Art. 11 : amendement n° 14 : modification de présentation (p. 537); amendement n° 15 proposant un nouvel intitulé : section III : des positions communes (*idem*) et la suppression de l'intitulé : Section I : dispositions communes. — Article additionnel 11 bis, proposé par l'amendement n° 16, relatif au contenu du contrat de vente (p. 537); repousse l'amendement n° 148 de M. Vallin (p. 538). — Article additionnel 11 ter nouveau; amendement n° 17 sur la garantie des vices des immeubles construits (p. 539); Article additionnel 11 quater nouveau; amendement n° 18 sur la cession pendant la période d'exécution du contrat (*idem*); Art. 11 : amendement n° 19 sur le contrat préliminaire à la vente (*idem*); repousse à ce sujet l'amendement n° 119 de M. Voyant (p. 540); Art. 13 : amendement n° 20 sur le dépôt de garantie (p. 540); Art. 15 : amendement n° 21 sur la dénonciation de l'engagement du candidat acheteur (p. 541); repousse l'amendement n° 134 de M. Vallin (*idem*). — Amendement n° 22 tendant à remplacer le mot « remboursement » par le mot « retrait » (*idem*). — Amendement n° 23 (p. 541). — Demande la suppression de l'article 15 (p. 542). — Amendement n° 25 tendant à la suppression du titre III concernant la promesse de vente (*idem*). — En conséquence des amendements n° 26, 27, 28 et 29, propose la suppression des articles 17, 18 19 et 20 (*idem*). — *Suite de la discussion* [21 juin 1962] : Art. 21 : amendement n° 30 : sur le titre II (p. 550); Art. 22 : amendement n° 32 sur l'établissement du contrat du promoteur (p. 551); Art. 24 : amendement n° 33 : nouvelle rédaction de l'article (p. 551); repousse le sous-amendement n° 122 de M. Voyant (*idem*); Art. 25 : amendement n° 34 : refus de l'ancien article 24 du projet gouvernemental (p. 552); Art. 27 : amendement n° 35 : sur la cession (p. 552); Art. 32 : amendement n° 36 sur le syndicat des propriétaires (p. 553); sur le titre III, concernant les sociétés de construction (p. 553 et 554); Art. 34 : amendement n° 37 (p. 554); Art. 35 : amendement n° 38 : est retiré au profit de l'amendement n° 115 du Gouvernement (p. 554);

Art. 37 : amendement n° 39 sur le contenu des statuts (p. 555). — Article additionnel 37 bis (nouveau) proposé par l'amendement n° 40 relatif à la valeur relative des parts (p. 555) ; accepte le sous-amendement n° 135 du groupe communiste (p. 556) ; Art. 41 : amendement n° 43 (p. 556) ; Art. 42 : amendement n° 44 relatif à l'estimation du montant des dépenses (p. 557) ; accepte le sous-amendement n° 154 du Gouvernement (*idem*) ; amendement n° 45 sur les pouvoirs du conseil d'administration en cas d'urgence et amendement n° 46 sur les aménagements indispensables (*idem*) ; Art. 43 : amendement n° 47 : en cas de résiliation du contrat du promoteur (*idem*) ; Art. 44 : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Vallin (p. 558) ; soutient l'amendement de la commission (n° 48) sur le contrôle opéré par le commissaire censeur (*idem*). — Art. 45 : retire l'amendement n° 49 de la commission et se rallie à l'amendement n° 117 rectifié du Gouvernement (p. 558) ; Art. 47 : repousse l'amendement n° 139 de M. Vallin (p. 559) ; défend l'amendement n° 50 de la commission (*idem*) ; Art. 48 : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Vallin ; soutient l'amendement n° 51 de la commission (p. 559) ; et les amendements n° 52 et 53 (p. 560) ; Art. 49 : amendements n° 54 et 55 de la commission (*idem*) ; Art. 50 : amendement n° 56 sur la dénonciation de l'engagement du souscripteur ou du cessionnaire (*idem*). Défend son amendement n° 57 (p. 561) ; Art. 51 : amendement n° 58 relatif à la cession de parts, amendement n° 59, amendement n° 60 (*idem*) ; Art. 52 : amendement n° 61 (p. 562) ; Art. 53 : amendement n° 62 (*idem*) ; Art. 55 : amendement n° 63 (*idem*). Se rallie à l'amendement n° 155 du Gouvernement (*idem*). Amendement n° 64 de la commission (p. 563) ; Art. 56 : amendement n° 65 sur les conditions des retraits individuels (*idem*) ; l'amendement n° 66 supprimant le second alinéa de l'article (*idem*). Amendement n° 67 sur la dissolution obligatoire de la société lorsqu'un tiers de l'actif immobilier a été attribué (*idem*) ; s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Voyant (*idem*) ; Art. 57 : amendement n° 68 sur le partage en cas de dissolution (p. 564), et amendement n° 69 et 70 (*idem*) ; Art. 58 : sur les amendements n° 113 de MM. Emile Hugues et Molle et n° 152 de M. Chauvin (p. 565 et 566) ; défend l'amendement n° 71 de la commission (*idem*), et l'amendement n° 72 (*idem*) ; propose par l'amendement n° 73 un nouvel alinéa (*idem*) ; repousse l'amendement n° 167 de M. Adolphe Chauvin (p. 567) ; Art. 59 : amendement n° 74 tendant à la suppression du 1^{er} alinéa de l'article (*idem*) ; soutient les amendements 75 et 76 (*idem*) ; Art. 60 : soutient l'amendement n° 77 (p. 568) ; Art. 61 : amendement n° 78 relatif aux clauses de résiliation de plein droit et aux clauses limitatives de responsabilité (*idem*) ; Art. 62 : amendement n° 79 (*idem*) ; propose par l'amendement n° 80 d'insérer un article 62 bis nouveau (*idem*) ; Art. 63 : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Vallin (p. 569) ; défend l'amendement n° 81 de la commission (*idem*) ; puis les amendements n° 82, 83, 84, 85 et 86 (p. 570) ; sur le titre V relatif aux dispositions fiscales (p. 570 et 571) ; Art. 64 : amendements n° 87, 88 et 89 de la commission (p. 571) ; s'en remet à la décision du Sénat sur l'amendement n° 157 du Gouvernement (*idem*) ; soutient l'amendement n° 90 de la commission (p. 572) ; accepte l'amendement n° 118 rectifié du Gouvernement (*idem*) ; Art. 65 : des infractions relatives au contrat de promoteur de construction ; défend l'amendement n° 91 de la commission et accepte le sous-amendement n° 158 du Gouvernement (p. 572) ; défend l'amendement n° 92 de la commission (*idem*) ; Art. 66 : défend l'amendement n° 93 de la commission (p. 573) ; Art. 68 : amendement n° 96 (*idem*) ; Art. 71 : amendement n° 97 (*idem*) ; accepte l'amendement 160 rectifié du Gouvernement (p. 574) ; Art. 71 bis nouveau : propose par amendement n° 98 de la commission (*idem*) ; Art. 73 : soutient l'amendement n° 99 de la commission (*idem*) ; Art. 74 : soutient l'amendement n° 100 (*idem*) ; Art. 76 : amendements n° 101 et 102 (p. 574 et 575) ; Art. 78 : traitant des dispositions transitoires ; défend l'amendement n° 103 de la commission (p. 575) ; s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Voyant (p. 576) ; soutient l'amendement n° 104 de la commission (*idem*) ; Art. 80 : accepte l'amendement n° 130 de M. Voyant (*idem*) ; Art. 81 : défend l'amendement n° 108 de la commission (p. 577) ; Art. 67 : défend l'amendement n° 94 de la commission (*idem*), et l'amendement n° 95 (*idem*) ; Art. 79 : accepte l'amendement n° 156 du Gouvernement, mais repousse l'amendement n° 129 de M. Voyant (p. 578) ; présente l'amendement n° 105 de la commission (*idem*) ; et les amendements n° 106 et 107 (*idem*) ; Art. 82 : amendement n° 109 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 131 de M. Voyant (p. 579) ; Art. 83 : s'oppose à l'amendement n° 147 rectifié de M. Vallin et soutient l'amendement de la commission n° 110 (*idem*) ; Art. 84 : soutient l'amendement n° 111 de la commission (*idem*). Deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage

professionnel et rétablissant l'article 1751 du code civil. En tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [19 juillet 1962] (p. 1045 et suiv.). — Troisième lecture de ce même texte [23 juillet 1962]. En tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1106).

DELORME (M. CLAUDIUS) [Rhône].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création et au développement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole [12 juil. 1962] (n° 269).

Interventions :

Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. Deuxième lecture, discussion des articles [26 juin 1962]. — Sur l'article 1^{er} (p. 596 et 597). — **Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole** [20 juil. 1962]. Comme rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 1067 et suiv.). — **Orientation agricole** [25 juil.] (p. 1179, 1180, 1185, 1190, 1193, 1195). — Sur le déroulement de la discussion sur le projet de loi d'orientation agricole [27 juil. 1962] (p. 1230).

DELPUECH (M. VINCENT) [Bouches-du-Rhône].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [5 oct. 1962].

Interventions :

— **IV^e plan de développement économique et social** [10 juil. 1962] (p. 853). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** ; sur l'article 35 [18 juil. 1962] (p. 1018). — **Projet de loi sur le patrimoine historique** [24 juil. 1962] (p. 1115). — **Projet de loi de finances 1963 (1^{re} partie)**. Discussion des articles [19 déc. 1962] (p. 1404) ; sur art. 8 (p. 1408).

DERVAUX (Mme RENÉE) [Seine].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [5 oct. 1962].

Démissionne de cette commission [6 décembre 1962].

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [6 décembre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à assurer aux enfants aveugles, infirmes, sourds-muets, ou très déficients, les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants [18 juil. 1962] (n° 294).

Question orale :

Mme Renée Dervaux appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les décisions de la direction de l'usine Timken-Asnières de licencier 192 ouvriers et employés, dont 7 délégués et anciens délégués. Cette entreprise donne comme prétexte à ces licenciements une baisse de production et des difficultés sur les marchés étrangers (alors que le Marché commun devait apporter une expansion économique à notre pays). Ces arguments ne peuvent être acceptés par les travailleurs à qui la direction refuse la communication de son bilan d'activité, ceci en violation des lois sur l'organisation des comités d'entreprise. Devant l'émotion soulevée parmi les travailleurs et les commerçants locaux qui comprennent que cette situation est préjudiciable à leurs intérêts, au moment où l'on discute le IV^e plan d'expansion économique et sociale, elle lui demande : 1^o quelles

mesures il compte prendre pour que les services de l'inspection du travail s'opposent aux licenciements envisagés par la direction de l'usine Timken-Asnières; 2° quelles dispositions il compte prendre pour obliger la direction de cette usine à rétablir et à respecter les attributions qui sont dévolues aux comités d'entreprise en ce qui concerne la marche des affaires de l'usine; 3° comment il concilie l'application du IV^e plan présenté comme « Plan d'expansion économique et sociale » avec une politique économique se traduisant par des licenciements, c'est-à-dire une politique contraire à l'intérêt des travailleurs [3 juillet 1962] (n° 426).

Interventions :

Projet de loi relatif à la **vaccination antipoliomyélitique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 237). — Projet de loi relatif à la **construction d'immeubles à usage d'habitation** et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction. — Suite de la discussion [21 juin 1962]. — Amendement n° 149 sur l'établissement du contrat du promoteur (p. 551); — défend le projet. Amendement n° 135 du groupe communiste sur l'article additionnel 37 bis (nouveau) (p. 555); Art. 44: amendement n° 137 de M. Vallin sur l'institution et le rôle du conseil de surveillance (p. 558); Art. 47: amendement n° 139 sur la limitation du montant du dépôt de garantie (p. 559); retrait; Art. 48: défend l'amendement n° 130 de M. Vallin relatif au contrat préliminaire (p. 559); puis le retire; Art. 50: défend l'amendement n° 140 relatif au délai de restitution du dépôt (p. 560); le retire; Art. 63: défend l'amendement n° 151 de M. Vallin (p. 569); puis l'amendement n° 141 (*id.*); Art. 79: soutient l'amendement n° 146 de M. Vallin (p. 578); le retire (*id.*); Art. 83: présente l'amendement n° 147 rectifié de M. Vallin (p. 579). — **IV^e Plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 754). — **Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [20 juillet 1962] (p. 1073 et suiv.).

DESACHE (M. MARC) [Indre-et-Loire].

Est nommé Secrétaire de la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [5 octobre 1962].

Question orale avec débat :

M. Marc Desaché demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de bien vouloir lui préciser la politique que le Gouvernement entend suivre en matière de commerce extérieur. Notamment, il souhaiterait connaître ce qui est envisagé en vue de développer, au stade de la production, les actions d'information économique et d'aide technique qui doivent permettre aux producteurs de mieux connaître les marchés extérieurs et, partant, d'adapter, en conséquence, leur activité. De même, il désirerait savoir quelles initiatives nouvelles sont envisagées pour développer nos exportations en dehors des frontières du Marché commun; il serait en effet dangereux que les producteurs français limitent leur préoccupation à la seule Communauté économique européenne et se désintéressent d'autres zones où certains de nos partenaires font, à l'heure actuelle, de gros efforts pour s'implanter ou consolider leurs positions économiques [12 juin 1962] (n° 17).

Interventions :

Projet de loi relatif à la **vaccination antipoliomyélitique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 238).

DESCOURS DESACRES (M. JACQUES) [Calvados].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 75 du code civil [19 juillet 1962] (n° 300).

Question orale avec débat :

M. Jacques Descours Desacres demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il envisage, avant l'établissement des budgets de 1963, de proposer au vote du Parlement ou de réaliser par voie réglementaire des modifications aux finances locales [5 octobre 1962] (n° 35).

Intervention :

IV^e plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 748). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** sur l'article 35 [18 juillet 1962] (p. 1019); 2^e lecture [24 juillet 1962] (p. 1123 et suivantes). — **Orientation agricole** [25 juillet] (p. 1173, 1175, 1178, 1197).

DESSEIGNE (M. HENRI) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

DRIANT (M. PAUL) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création et au développement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles [11 juillet 1962] (n° 266).

Interventions :

Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole. Comme rapporteur de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [20 juillet 1962] (p. 1064 et suiv.). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1151).

DUBOIS (M. EMILE) [Nord].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Interventions :

— *Proposition de loi* tendant à supprimer le **privilège des pêcheurs de Fort-Mardyck**. En tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [19 juillet 1962] (p. 1042 et suiv.).

DUBOIS (M. HECTOR) [Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la **profession d'opticien-lunetier détaillant** [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 244). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1186).

DUBOIS (M. RENÉ) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Question orale :

M. René Dubois demande à **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir lui préciser : 1° le nombre d'internés administratifs actuellement détenus au camp de concentration de Saint-Maurice-l'Ardoise; 2° le coût de la journée d'internement : a) en nourriture; b) en surveillance policière; c) en entretien de la brigade canine; d) en installations matérielles (centrales électriques de secours, projecteurs, bulldozers, camions); e) en personnel administratif; 3° il rappelle que l'aménagement des conditions d'hygiène réclamées par la Croix-Rouge française et la Croix-Rouge internationale n'ont eu, jusqu'à ce jour, aucun aboutissement, et qu'il n'existe ni infirmerie, ni centre de soins dans le camp précité, alors que s'y trouvent internés plus de 230 prisonniers. Il lui demande s'il est dans ses intentions d'obvier à ces scandaleuses dispositions matérielles qui ne sauraient honorer le régime qui les installe, les tolère ou les exige [10 mai 1962] (n° 397). — Réponse [29 mai 1962] (p. 397).

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 244). — sur sa question orale (n° 397) relative à l'internement administratif à Saint-Maurice-l'Ardoise [29 mai 1962] (p. 397, 398). — Reprend la parole après l'intervention de M. le ministre de l'intérieur (p. 399).

DUCHET (M. ROGER) [Côte-d'Or].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

DUCLOS (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi relative à la construction d'immeubles à usage d'habitation. — Présentée par MM. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues [8 mai 1962] (p. 172).

Questions orales :

M. Jacques Duclos expose à M. le Premier ministre : que la manifestation organisée le jeudi 8 février, pour protester contre les attentats criminels de l'O. A. S. auxquels le Gouvernement s'avère, soit incapable, soit peu désireux de mettre fin, donna lieu à d'odieuses scènes de violence de la part des forces de répression, scènes dont le bilan tragique est de 8 morts, dont 3 femmes et un garçon de quinze ans, tandis que 260 blessés ont été ajoutés à la liste des victimes de l'O. A. S., parmi lesquelles une petite fille de quatre ans défigurée et en danger de perdre la vue ; que cette manifestation anti-O. A. S. avait été organisée par diverses formations syndicales, politiques et autres, qui toutes avaient considéré indispensable d'appeler les citoyens et les citoyennes à manifester contre les crimes de l'O. A. S. tendant à se généraliser de plus en plus, avec la conviction que, face à cette organisation factieuse constituant un péril national, il importe que le plus grand nombre possible de Français s'emploie à la combattre ; que le ministre de l'intérieur, principal responsable avec le préfet de police des événements sanglants du 8 février, en a donné une « explication » dénuée de toute objectivité en même temps que de tout sentiment humain et dont le style grossièrement anticommuniste rappelait le langage officiel que les Français eurent la douleur et la honte d'entendre au cours des années sombres de 1940 à 1944 ; que cette « explication » laborieusement échafaudée pour essayer de rejeter, selon une méthode bien connue, la responsabilité des événements sanglants sur ceux qui en ont été les victimes, a été repoussée avec indignation par toutes les organisations démocratiques et par tous les Français de bon sens et de bonne foi ; qu'au moment où les forces de répression faisaient couler le sang des manifestants anti-O. A. S., les criminels appartenant à cette organisation pouvaient se livrer à une douzaine d'attentats en plein Paris, comme si la répression violente mise en œuvre contre la manifestation anti-O. A. S. avait constitué à la fois pour eux un encouragement et une garantie ; que l'enquête ouverte par la police elle-même sur les événements du 8 février ne constitue rien d'autre qu'une dérision, étant donné que l'on peut être sûr d'avance de ce qui en résultera, les forces de police tendant tout naturellement à se disculper, alors que, de témoignages de personnes dignes de foi, il ressort que les forces de répression, en se livrant à une brutale agression au moment où la manifestation du boulevard Voltaire se dispersait, furent à l'origine des événements sanglants, ce qui est confirmé par le fait que dans les autres lieux de la manifestation, où la police ne se livra pas à des provocations, il n'y eut aucun incident ; que, contrairement aux déclarations du ministre de l'intérieur, des forces de répression d'un caractère particulier semblent avoir été mises en action le 8 février, comme le laissent supposer, d'une part, les témoignages relatifs au port par certains membres de ces formations d'un insigne « Pieds-Noirs » et, d'autre part, le communiqué du syndicat des C. R. S. qui, pour dégager la responsabilité de ses adhérents, a déclaré qu'une confusion aurait pu se produire « en raison de la similitudes des uniformes ». Il lui demande, en conséquence : 1° quelles instructions avaient été données par le Gouvernement au ministre de l'intérieur ; 2° quelles étaient les formations de police mises

en action le 8 février ; 3° quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour châtier les responsables de la mort des huit victimes du 8 février ; 4° quels moyens le Gouvernement entend mettre en œuvre pour en finir avec les agissements criminels de l'O. A. S. ; 5° quelles mesures le Gouvernement compte prendre afin que les forces ouvrières et républicaines, sans lesquelles on ne peut combattre victorieusement l'O. A. S., puissent manifester librement sans que l'autorisation dépende de la volonté d'un ministre qui, selon son bon plaisir, peut interdire un jour ce qu'il a toléré la veille [12 février 1962] (n° 126).

M. Jacques Duclos expose à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° que des classes de sixième ont été supprimées à l'annexe du lycée Voltaire de Montreuil et que trois de ces classes sont transférées dans des établissements d'enseignement primaire surchargés ou en passe de l'être (groupes Marcelin-Berthelot et Daniel-Renoult), que le prétexte invoqué pour procéder à ce transfert de classes a été un prétendu manque de locaux, ce qui est inexact, l'annexe du lycée Voltaire disposant de salles de classes libres ; 2° que le lycée technique de garçons situé rue Condorcet, à Montreuil, ne dispose toujours pas d'un budget propre et fonctionne avec les crédits affectés au collège d'enseignement technique annexé, ce qui témoigne, d'une part, d'un évident désordre administratif pour ne pas dire plus et, d'autre part, de l'insuffisance de crédits consacrés à l'enseignement ; 3° que l'Etat refuse de payer à la ville de Montreuil les subventions promises pour la construction d'un groupe provisoire d'enseignement primaire au quartier du Bel-Air, ce qui a comme conséquence d'interdire à la ville de Montreuil et de ce fait à l'ensemble des communes, de préfinancer la construction de locaux scolaires ; que la construction du groupe Bel-Air a été rendue indispensable du fait de la construction d'un groupe d'habitations par la société immobilière de la caisse des dépôts et consignations ; 4° que ces problèmes d'intérêt local semblent se rapporter à la politique d'ensemble suivie par le Gouvernement en matière scolaire, en ce qui concerne, d'une part, sa volonté de fermer l'accès des lycées à un grand nombre d'élèves et, d'autre part, sa volonté de faire retomber sur les communes des dépenses d'équipement scolaire. Or, ces dépenses devraient être à la charge du Gouvernement dont la politique rétrograde en matière d'enseignement se manifeste dans tous les domaines y compris dans les lenteurs calculées apportées par l'administration aux études techniques et au financement des locaux scolaires. Il lui demande en conséquence : quelles mesures il compte prendre pour régler les problèmes ci-dessus évoqués, pour assurer le maintien des classes de sixième à l'annexe du lycée Voltaire, le financement normal du lycée technique et le financement des subventions dues au titre du préfinancement du groupe du Bel-Air [5 juin 1962] (n° 403).

Réponse : [12 juin 1962] (p. 516 à 519).

M. Jacques Duclos expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre : qu'une émotion légitime s'est emparée des anciens combattants et victimes de guerre du fait de l'injustice dont ils sont victimes à la suite des dispositions contenues dans les décrets du 26 mai 1962 concernant les aménagements des catégories C à D de la fonction publique, que les pensions de guerre rattachées par référence à l'indice 190 brut qui est celui de l'huissier de ministère arrivé en fin de carrière, sont exclues des mesures envisagées, les indices de début de carrière étant seuls relevés ; que l'indice 190 de fin de carrière de la nouvelle échelle E 2, reste sans changement, alors que les fonctionnaires ayant atteint cet indice, et notamment l'huissier de ministère, accéderont à l'échelle supérieure E 3 avec un indice de fin de carrière de 210 ; que le fait d'avoir écarté l'indice 190 de toute augmentation apparaît comme un moyen détourné d'annuler les effets des dispositions légales relatives au rapport constant et semble s'inspirer d'une volonté délibérée de nuire aux anciens combattants ; il lui demande en conséquence : quelles mesures il compte prendre afin que l'indice 210 serve désormais de référence, par application du rapport constant, pour la fixation de la valeur du point d'indice des pensions de guerre [21 juin 1962] (n° 416).

M. Jacques Duclos rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que dans une question écrite, datée du 2 février 1961, il avait attiré son attention sur le fait qu'un citoyen tchécoslovaque directement responsable de la mort d'au moins neuf citoyens français sur le territoire tchécoslovaque, et dont l'extradition avait été demandée à la date du 10 avril 1958 par le Gouvernement de la République populaire tchécoslovaque, avait cependant, à la date du 12 septembre 1958, cinq mois après cette demande, obtenu sa naturalisation française sans que, dans l'intervalle, aucune réponse ait été faite à la demande du Gouvernement tchécoslovaque. Que d'après la réponse de M. le ministre

de la santé publique datée du 21 juillet 1961, la décision de naturalisation avait été prise après enquête et avis favorable de la direction de la sécurité du territoire, qui a fait valoir qu'aucune preuve n'avait été fournie à l'appui de la demande d'extradition. Or il résulte d'informations recueillies depuis que la demande d'extradition du 10 avril 1958 était assortie de la copie d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités tchécoslovaques le 26 mars 1958, ainsi que des dépositions de quatre témoins, des photocopies du registre d'érou de la prison de Banska Bystrica et des noms et dates de naissance des citoyens français assassinés. En conséquence, il lui demande : 1° à quelle date la demande d'extradition du Gouvernement tchécoslovaque a été transmise au ministre de la justice, conformément à l'article 10 de la loi du 16 mars 1927 sur l'extradition ; 2° pour quels motifs le ministre des affaires étrangères n'a pas demandé les renseignements complémentaires au Gouvernement tchécoslovaque au cas où, contrairement aux apparences, il aurait estimé que les renseignements fournis dans la demande d'extradition étaient insuffisants et ce, conformément à la convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre la France et la Tchécoslovaquie en date du 7 mai 1928 qui prévoit dans son article 10 que dans le cas où l'Etat requis estimerait nécessaire de recevoir des renseignements complémentaires, ceux-ci devraient lui être fournis ; 3° si, à l'appui de sa demande de naturalisation, l'intéressé a attesté qu'il n'a fait l'objet dans son pays d'origine d'aucune condamnation pénale, attestation qu'il avait l'obligation de produire alors qu'il avait été condamné à mort par un jugement du 15 juin 1948 rendu par le tribunal populaire de Bratislava ; 4° si une procédure de retrait de naturalisation a été engagée à l'encontre de l'intéressé, conformément à l'article 98 de l'ordonnance du 9 octobre 1945, qui précise : « L'individu qui a acquis la qualité de Français peut, par décret, être déchu de la nationalité française... ; 4° s'il s'est livré, au profit d'un Etat étranger, à des actes incompatibles avec la qualité de Français et préjudiciables aux intérêts de la France ; 5° s'il a été condamné en France ou à l'étranger pour un acte qualifié crime par la loi française et ayant entraîné une condamnation à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement » [6 septembre 1962] (n° 436).

M. Jacques Duclos appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur les conséquences des mesures gouvernementales prises, concernant la liquidation de plusieurs établissements de l'Etat et plus particulièrement d'établissements de la direction des études et fabrication d'armements. Il lui rappelle : que par décision du 11 avril 1961, le conseil des ministres a décidé de supprimer les établissements de Châtelleraut, le Havre, Irigny, Mulhouse, Valence ; que la suppression d'établissements dépendant du ministère des armées n'est nullement la conséquence d'une réduction des crédits militaires, puisque les crédits prévus pour 1963 sont en augmentation sérieuse ; que les fabrications d'armement qui sont contraires aux aspirations du peuple se poursuivent, les commandes étant passées à des sociétés privées qui, de la sorte, peuvent réaliser des bénéfices considérables ; que les moyens envisagés pour la suppression de ces établissements sont la vente, la cession à une société mixte ou à une société privée ou encore la fermeture pure et simple ; qu'en application de ces décisions le ministère des armées a entrepris des discussions ou des études avec Citroën pour l'établissement d'Irigny, la S. F. E. N. A., pour Châtelleraut, la S. N. E. C. M. A. et d'autres sociétés privées pour le Havre ; que parallèlement à ces suppressions d'autres mesures sont en cours dans plusieurs établissements : a) installation de sociétés privées ou mixtes comme la Thomson dans une partie de l'établissement de Salbris, la Sereb à l'arsenal de Puteaux ; b) compression d'effectifs (précédée de mutations dans d'autres établissements) à la manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne ; que les établissements visés ont des commandes nécessitant plusieurs mois et même années de travail ; que ces mesures de liquidation ou de réduction d'activité qui s'inscrivent dans le IV^e plan, dans l'application des accords militaires occidentaux, ainsi que dans le Marché commun, ont des conséquences pour : a) l'ensemble du pays qui verrait des intérêts privés disposer des établissements appartenant à la nation ; b) des personnels qui perdraient leurs statuts et certains leur emploi. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour : 1° que ces établissements de l'Etat ne soient pas remis aux trusts ; 2° que les travailleurs de ces établissements de l'Etat ne soient pas privés de leur gain-pain ; 3° que soient respectés les droits des personnes [4 octobre 1962] (n° 444).

Questions orales avec débat :

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les dispositions que le nouveau gouvernement compte prendre en ce qui concerne : 1. l'application loyale des accords d'Evian, l'anéantissement de l'O. A. S. et la mise hors d'état de

nuire de ses soutiens et de ses complices ; le règlement du problème allemand, de Berlin-Ouest, les rapports avec les autres pays européens et le désarmement ; la réduction massive des dépenses militaires et le retour immédiat au service militaire à dix-huit mois ; 2° la mise en œuvre d'une politique sociale comportant notamment : a) le relèvement des salaires, traitements, retraites et pensions, le retour à la semaine de quarante heures sans diminution des salaires, l'octroi de quatre semaines de congés payés, l'élevation du taux de la pension des vieux travailleurs à 50 p. 100 du salaire moyen au lieu de 40 p. 100, le relèvement du plafond des ressources permettant l'obtention des allocations de vieillesse qui ne devraient pas être inférieures à 20.000 F par mois, l'accroissement des crédits destinés à la construction de logements locatifs à loyer accessible ; b) le relèvement du budget de l'éducation nationale, le rétablissement de la laïcité et la réforme démocratique de l'enseignement de plus en plus placé sous la coupe du grand patronat, de l'église et de l'armée, l'augmentation des crédits relatifs à l'équipement sportif du pays ; c) le développement de l'équipement rural, la suppression de l'application des dispositions du Marché commun contraires aux intérêts de l'agriculture française, l'abrogation des dispositions de la loi d'orientation agricole tendant à l'expropriation des exploitations agricoles familiales, l'octroi aux ouvriers agricoles des mêmes droits et avantages qu'aux ouvriers de l'industrie ; d) le respect du « rapport constant » en matière de pensions de guerre, le rajustement de la retraite du combattant au taux de la pension d'invalidité de 10 p. 100 [24 avril 1962] (n° 2).

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les dispositions que le nouveau Gouvernement compte prendre en ce qui concerne l'application loyale des accords d'Evian, l'anéantissement de l'O. A. S. et la mise hors d'état de nuire de ses soutiens et de ses complices ; le règlement du problème allemand, de Berlin-Ouest, les rapports avec les autres pays européens et le désarmement ; la réduction massive des dépenses militaires et le retour immédiat au service militaire à dix-huit mois [8 mai 1962] (n° 11). Discussion [12 juin 1962] (p. 456 à 488).

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les dispositions que le nouveau Gouvernement compte prendre en ce qui concerne la mise en œuvre d'une politique économique, financière et sociale comportant notamment : a) Le relèvement des salaires, traitements, retraites et pensions, le retour à la semaine de quarante heures sans diminution des salaires, l'octroi de quatre semaines de congés payés, l'élevation du taux de la pension des vieux travailleurs à 50 p. 100 du salaire moyen au lieu de 40 p. 100, le relèvement du plafond des ressources permettant l'obtention des allocations de vieillesse qui ne devraient pas être inférieures à 20.000 francs par mois, l'accroissement des crédits destinés à la construction de logements locatifs à loyer accessible ; b) Le relèvement du budget de l'éducation nationale, le rétablissement de la laïcité et la réforme démocratique de l'enseignement de plus en plus placé sous la coupe du grand patronat, de l'église et de l'armée, l'augmentation des crédits relatifs à l'équipement sportif du pays ; c) Le développement de l'équipement rural, la suppression de l'application des dispositions du Marché commun contraires aux intérêts de l'agriculture française, l'abrogation des dispositions de la loi d'orientation agricole tendant à l'expropriation des exploitations agricoles familiales, l'octroi aux ouvriers agricoles des mêmes droits et avantages qu'aux ouvriers de l'industrie ; d) Le respect du « rapport constant » en matière de pension de guerre, le rajustement de la retraite du combattant au taux de la pension d'invalidité de 10 p. 100 [8 mai 1962] (n° 12). Discussion [15 mai 1962] (p. 198 à 224).

M. Jacques Duclos rappelle à *M. le Premier ministre* que la presse fait état de projets de révision constitutionnelle par voie de référendum et lui demande si, dans cette éventualité, il entend utiliser en vue d'une telle révision l'article 11 de la Constitution. Il souligne, en outre, que cela constituerait une violation flagrante de la Constitution, celle-ci ne pouvant être révisée que par la mise en œuvre de dispositions continues dans son article 89 [26 juin 1962] (n° 19). — Discussion [17 juin 1962] (p. 948 et suiv.).

M. Jacques Duclos rappelle à *M. le Premier ministre* que la Constitution ne peut être légalement révisée que par l'application de son article 89. Il lui demande si le Gouvernement entend appliquer cet article ou prendra la responsabilité de violer délibérément la Constitution [4 octobre 1962] (n° 28).

M. Jacques Duclos appelle l'attention de *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* sur l'émotion légitime et grandissante qui s'empare des anciens combattants et victimes

de guerre : celle-ci s'est traduite, notamment, par la manifestation du 1^{er} décembre à l'Opéra qui avait pour but de protester contre les dispositions contenues dans les décrets du 26 mai 1962 concernant les aménagements des catégories C à D de la fonction publique, d'où il résulte que les pensions de guerre rattachées par référence à l'indice 190 brut, qui est celui de l'huissier de ministère arrivé en fin de carrière, sont exclues des mesures envisagées, les indices de début de carrière étant seuls relevés, et l'indice 190, de fin de carrière de la nouvelle échelle E 2, reste sans changement alors que les fonctionnaires ayant atteint cet indice, et notamment l'huissier de ministère, accéderont à l'échelle supérieure E 3 avec un indice de fin de carrière de 210 ; il lui expose qu'il semble que le fait d'avoir écarté l'indice 190 de toute augmentation soit un moyen détourné d'annuler les effets des dispositions légales relatives au rapport constant et semble s'inspirer d'une volonté délibérée de nuire aux anciens combattants. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que l'indice 210 serve désormais de référence, par application du rapport constant, pour la fixation de la valeur du point d'indice des pensions de guerre [13 décembre 1962] (n° 1).

Interventions :

Sur sa **question orale avec débat** (n° 12) relative à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 209 à 211). — **Projet de loi portant allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des redevables disposant de faibles revenus** [24 mai 1962]. — Discussion générale (p. 386 à 388). — Prend la parole lors de la **fixation de la date de discussion des questions orales avec débat sur la politique étrangère du Gouvernement** [24 mai 1962] (p. 391). — Sur sa **question orale avec débat** (n° 11) relative à la **politique étrangère du Gouvernement** [12 juin 1962] (p. 469 à 472, 487). — Sa **question orale relative à l'équipement scolaire de la ville de Montreuil** [19 juin 1962] (p. 517 à 519). — Sa **question orale avec débat relative à la revision constitutionnelle par référendum** [17 juil. 1962] (p. 951 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** [18 juil. 1962] (p. 990 et suiv.).

DUFEU (M. BAPTISTE) [Isère].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

DULIN (M. ANDRÉ) [Charente-Maritime].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Question orale avec débat :

M. André Dulin demande à **M. le Premier ministre** les raisons pour lesquelles le Gouvernement a maintenu le prix du lait à trente-huit centimes, au moment même où, par suite de la sécheresse qui sévit dans certaines régions, la production laitière a baissé de 30 à 40 p. 100, diminuant ainsi les mois de lait des exploitants agricoles de près de la moitié. Il rappelle en outre à **M. le Premier ministre** que, par suite de l'augmentation récente du prix de l'acier, des salaires et des charges sociales, la courbe de l'évolution des prix est passée en 1962 — si l'on prend comme base 100 pour l'année 1960 — à 183 contre 134 pour le beurre, augmentant ainsi la distorsion existant entre les prix agricoles et industriels. Il se permet de signaler à **M. le Premier ministre** que plus de 90 p. 100 des exploitants agricoles français sont des producteurs de lait et que la décision gouvernementale risque de provoquer l'extension des protestations dans les milieux paysans [4 octobre 1962] (n° 34).

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 731). — Sur les **questions orales** avec débat n° 21 de **M. René Tinant** et n° 20 de **M. Michel Kauffmann** relatives à l'**application de la loi d'orientation agricole** [9 juillet 1962] (p. 800). — **IV^e Plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 810) ; interrompt **M. Blondelle** (p. 813) ; interrompt **M. le ministre de l'agriculture** (p. 826, 828). Expli-

cation de vote sur l'ensemble [12 juil. 1962] (p. 933). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** sur les articles [18 juil. 1962] (p. 1020). — **Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole** [20 juil. 1962] sur l'article 1^{er} (p. 1084). Explique son vote sur l'ensemble (p. 1085). — **Orientation agricole** [25 juil.] (1204, 1208).

DUMAS (M. PIERRE).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement. (Cabinets de **M. Georges Pompidou** du 16 avril 1962 et 28 novembre 1962.)

Interventions :

Intervient au sujet de la **fixation de la date de discussion de questions orales avec débat concernant la politique étrangère du Gouvernement** [17 mai 1962] (p. 261 et 262). — Répond à la question orale posée par **M. Charles Durand** à **M. le ministre des finances** concernant les **bases d'imposition sur les bénéfices agricoles dans le département du Cher** [22 mai 1962] (p. 270). — Répond à la question orale de **M. Charles Naveau** relative aux **prix des produits agricoles** [22 mai 1962] (p. 271 et 272). — Répond à la question orale de **M. Pierre Garet** relative à la **situation des personnes âgées** [22 mai 1962] (p. 273). — **Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire** [24 mai 1962]. Discussion générale (p. 388). — Discussion de l'article unique : sur les amendements n° 1 et n° 2 de **M. Monteil** (p. 389). — Prend la parole lors de la **fixation de la date de discussion des questions orales avec débat sur la politique étrangère du Gouvernement** [24 mai 1962] (p. 390 et 391). — **Projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant une servitude sur les fonds privés par la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement**. — Deuxième lecture. Discussion des articles [14 juin 1962] (p. 495). — Question orale de **M. Jacques Duclos** relative à l'**équipement scolaire de la ville de Montreuil** [19 juin 1962] (p. 516 à 519). — **Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relative à la caisse des retraites des membres de l'ancienne Assemblée de l'Union française**. Discussion générale [14 juin 1962] (p. 522). — Proposition de loi relative à la **durée du mandat des sénateurs remplaçants** [3 juil. 1962] (p. 657). — **IV^e Plan de développement économique et social** [5 juil. 1962] (p. 729, 731, 732). — Sur les quatre questions orales avec débat relatives à la **revision constitutionnelle par référendum** [17 juil. 1962] (p. 964 et suiv.). — Lit une **déclaration de politique générale du Gouvernement** [13 décembre 1962] (p. 1353 à 1356). — Intervient sur le **retrait de l'ordre du jour du projet de loi, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [13 décembre 1962] (p. 1356). — Sur la **conférence des présidents** [13 décembre 1962] (p. 1357).

DURAND (M. CHARLES) [Cher].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Charles Durand expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le taux des bénéfices agricoles a été considérablement augmenté dans certains départements, et notamment dans le département du Cher, bien qu'il ait été reconnu officiellement comme sinistré. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses pour le moins paradoxal [30 novembre 1961] (n° 372). — Réponse [18 mai 1962] (p. 270).

Intervention :

Sur sa **question orale** (n° 372) concernant les **bases d'imposition sur les bénéfices agricoles dans le département du Cher** [22 mai 1962] (p. 271).

DURAND (M. HUBERT) [Vendée].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

DURIEUX (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Emile Durieux expose à *M. le ministre de l'agriculture* que, pour la campagne 1959-1960, les producteurs de céréales ont bénéficié de la prime de conservation à la ferme jusqu'au 15 mai, que pour la campagne 1960-1961 la date limite a été ramenée au 15 avril et que pour la campagne 1961-1962 c'est au 28 février que cesse l'attribution de la prime; qu'une prolongation jusqu'au 31 mars peut bien être accordée, moyennant un engagement de livraison, mais que son inexactitude à 5 p. 100 près entraîne la perte de la prime et l'application de sanctions fiscales. Il lui demande : 1° s'il entend maintenir d'aussi draconiennes dispositions qui, dans la majorité des cas, ne peuvent être utilisées et aboutissent à pénaliser les producteurs; 2° comment il entend concilier les réductions successives de la durée de stockage à la ferme avec les encouragements maintes fois répétés du Gouvernement sur la valorisation des produits agricoles par les cultivateurs eux-mêmes [17 février 1962] (n° 380). — Réponse [8 mai 1962] (p. 176, 177).

M. Emile Durieux expose à *M. le ministre de l'agriculture* qu'au moment où les régions qui pratiquent traditionnellement la culture de la betterave à sucre voient leur production de plus en plus réduite par le contingentement et où leurs planteurs sont obligés de liquider leurs excédents à bas prix, on peut constater des créations de sucreries nouvelles dans des régions où la culture de la betterave n'était guère développée; que certaines d'entre elles, en particulier la sucrerie de Mamers, qui a ouvert l'an dernier, paraît l'avoir fait sans raison valable puisqu'elle est obligée de faire de la publicité auprès des cultivateurs de sa région pour obtenir des betteraves pour la prochaine campagne; il lui demande de vouloir bien lui faire connaître dans quelles conditions et pour quelles raisons cette sucrerie a été construite et un contingent lui a été attribué; dans un moment où nul n'ignore les difficultés des planteurs qui ont dû s'équiper pour faire face à une situation de plus en plus difficile relevant de l'insuffisance du prix de la betterave et où, par ailleurs, chacun connaît le désir de certains de nos départements d'outre-mer de produire davantage de sucre, il lui demande s'il compte maintenir et même augmenter le contingent de telles usines au détriment des anciennes sucreries, et plus particulièrement des sucreries coopératives [17 février 1962] (n° 381). — Réponse [8 mai 1962] (p. 177, 178).

Interventions :

Sur sa **question orale** (n° 380) relative à la **prime de conservation des céréales à la ferme** [8 mai 1962] (p. 177). — Sur sa **question orale** (n° 381) relative au **contingentement de la production betteravière** et à la création de nouvelles sucreries [8 mai 1962] (p. 177, 178). — Proposition de loi de MM. Joseph Raybaud, Alex Roubert et Emile Hugues portant **suppression des droits dits « de bandite »** [22 mai 1962]. Explique son vote sur l'ensemble de la proposition de loi (p. 293). — Proposition de loi tendant à supprimer le **privilege des pêcheurs de Fort-Mardyck** [19 juillet 1962] (p. 1042 et 1043). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1151).

DUSSEAULX (M. ROGER)

Ministre des travaux publics [cabinet de M. G. Pompidou du 16 avril 1962. — Nomination du 16 mai 1962].

Interventions :

Répond à la question orale (n° 383) de M. Marcel Audy relative à **l'éclairage de certains véhicules agricoles** [5 juin 1962] (p. 421). — Répond à la question orale avec débat (n° 15) de M. Auguste Pinton relative aux **accidents de la route** [5 juin 1962] (p. 426, 427, 428, 429). — Sur la question orale de M. Jean Bardol relative au **maintien en activité de la gare des Tuitelleries à Boulogne-sur-Mer** [14 juin 1962] (p. 519 et 520). — Projet de loi autorisant l'approbation de la **convention** entre les gouvernements de la République française et l'Etat espagnol concernant la **construction du tunnel transpyrénéen d'Aragnouet à Bielsa** et du protocole annexe à ladite convention. Discussion générale [28 juin 1962] (p. 622). — **IV° plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 743); [10 juillet 1962] (p. 865, 871, 872). — Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 930). — **Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale tendant à accélérer**

la mise en œuvre de travaux publics, et notamment des autoroutes, et à assurer la sécurité de la navigation aérienne [23 juillet 1962] (p. 1091).

DUTOIT (M. ADOLPHE) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales sur les propositions de loi de MM. Camille Vallin, Jean Bardol, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Louis Namy et les membres du groupe communiste et apparenté, tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948; et MM. Francis Dassaud, Gabriel Montpied, Michel Champleboux, André Méric et les membres du groupe socialiste et apparenté, relative à l'extension de l'allocation de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé de province [23 juillet 1962] (n° 307).

Questions orales :

M. Adolphe Dutoit rappelle à *M. le Premier ministre* l'importance que représente pour tous les assurés sociaux le remboursement effectif des dépenses médicales à 80 p. 100. En conséquence, il lui demande : 1° pourquoi le Gouvernement n'a pas entériné entièrement l'accord conclu entre la fédération nationale des organismes de sécurité sociale et la confédération des syndicats médicaux de France; 2° quelles mesures il entend prendre pour favoriser dans tous les départements la signature des conventions; 3° à quel moment il entend mettre en pratique l'accord conclu entre la fédération nationale des organismes de sécurité sociale et la confédération des syndicats médicaux de France [3 mai 1962] (n° 395). — Réponse [29 mai 1962] (p. 401).

M. Adolphe Dutoit signale à *M. le Premier ministre* : 1° les menaces sérieuses de licenciements qui pèsent sur des centaines de travailleurs de l'usine Fives-Lille-Cail; 2° l'intention de la direction des établissements Ceranord, faïenceries, à Saint-Amand (Nord) de procéder à la fermeture de son établissement et de ce fait de licencier les 600 membres du personnel pour le 30 juin prochain; 3° que cette dernière entreprise compte une grosse majorité d'ouvrières pour qui la région de Valenciennes n'offre aucune possibilité de reclassement; 4° que ces nouvelles menaces de licenciements viennent après la fermeture d'autres entreprises dans le département du Nord; 5° que les 2° et 3° plans d'« expansion économique » ont en effet rendu possible la fermeture de nombreuses entreprises dans le Nord; que ces mesures se sont accompagnées de licenciements des travailleurs ou de reclassements d'emplois, de même que de réductions de salaires, de primes, etc., ainsi que par l'augmentation de frais de transports et l'allongement des journées de travail. En conséquence, il lui demande : 1° si le 4° plan présenté comme un « plan d'expansion économique et sociale », alors qu'il prévoit de nouvelles réductions d'emplois dans le textile et les houillères du Nord, a en définitive comme objectif de continuer une politique économique se traduisant par des suppressions d'emplois, cependant que d'après les documents officiels il faudrait, pour le seul département du Nord, créer 64.000 emplois nouveaux pour 1965; 2° comment il concilie une telle politique économique avec l'intérêt bien compris des populations laborieuses; 3° dans l'immédiat, quelles mesures il entend prendre pour empêcher les licenciements de milliers de travailleurs des établissements cités antérieurement [5 juin 1962] (p. 404). — Réponse [26 juin 1962] (p. 591 et 592).

Interventions :

Sur les **questions orales** avec débat (n° 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux relatives à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 218 à 220). — Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'**exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 243 à 244). Discussion de l'article unique; sur l'amendement proposé en séance par M. Levêque (p. 246). — Sur sa **question orale** (n° 395) relative au **remboursement des frais médicaux** [29 mai 1962] (p. 401). — Sur la **conférence des présidents** au sujet de la date de discussion d'une proposition de loi [13 décembre 1962] (p. 1357). — **Projet de loi de finances pour 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles [19 décembre 1962]. Sur l'Art. 9 (p. 1411, 1412).

E

EMAILLE (M. JULES) [Nord].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

ENJALBERT (M. RENÉ) [Oran-Tlemcen].

Question orale avec débat :

M. René Enjalbert constatant que l'accord de cessez-le-feu applicable au territoire algérien depuis le 19 mars 1962 a été étendu, par l'inobservation de ses clauses principales, la violence du terrorisme à l'ensemble des départements français d'Algérie et rendu plus précaire le rétablissement de la paix, demande à *M. le Premier ministre* quelle est la politique, imposée par les circonstances, qu'il entend suivre : 1° Pour assurer, pendant la période transitoire, la sécurité des personnes et des biens, notamment dans les campagnes où l'œuvre de pacification avait jusqu'ici maintenu une étroite collaboration entre les diverses communautés ; 2° Pour faire respecter les lois de la République par les autorités qu'il a lui-même installées sur ce territoire et par les organismes qui dépendent de ces autorités [10 mai 1962] (n° 14).

ERRECART (M. JEAN) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du tunnel transpyrénéen d'Aragnouet à Bielsa et du protocole annexe à ladite convention [21 juin 1962] (n° 231).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du nouveau pont international Hendaye—Irun [21 juin 1962] (n° 232).

Interventions :

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et l'Etat espagnol concernant la construction du tunnel transpyrénéen d'Aragnouet à Bielsa et du protocole annexe à ladite convention. Discussion [28 juin 1962] en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 621). — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du nouveau pont international Hendaye—Irun. Discussion [28 juin 1962] en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 622 et 623). — **IV° plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 745). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1153, 1160, 1167).

ESTEVE (M. YVES) [Ille-et-Vilaine].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Yves Esteve demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures seront prises par le Gouvernement après les tempêtes des 5 et 6 avril 1962 qui ont frappé si lourdement les côtes nord de Bretagne et sous quelle forme la solidarité nationale pourra s'exercer : 1° en faveur des particuliers qui ont été sinistrés dans leurs biens privés (meubles et immeubles) ; 2° en faveur des collectivités locales, villes, communes, syndicats des digues dont les réseaux routiers, équipements portuaires, moyens de défense contre la mer ont été endommagés [3 mai 1962] (n° 393). — Réponse [29 mai 1962] (p. 396).

Interventions :

Sur sa **question orale** (n° 393) relative aux mesures de solidarité en faveur de sinistrés bretons [29 mai 1962] (p. 396). — **IV° plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 749). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel. Sur l'article 1^{er} [19 juillet 1962] (p. 1045). — Résolution tendant à modifier les articles 7 et 63 du règlement du Sénat. **Son amendement** (p. 1063) [20 juillet 1962]. — **Patrimoine historique** [24 juillet 1962] (p. 1116). — **Orientation agricole** [25 juillet] (p. 1170, 1177).

F

FASTINGER (M. PIERRE) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et l'administration générale [5 octobre 1962].

FAURE (M. EDGAR) [Jura].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi relative à la protection du « gruyère de Comté » ou « Comté ». — Présentée par MM. Edgar Faure et Charles Laurent-Thouverey [8 mai 1962] (n° 171).

Intervention :

Orientation agricole [25 juillet] (p. 1174).

FICHOUX (M. JEAN) [Finistère].

Question orale avec débat :

M. Jean Fichoux demande à *M. le Premier ministre*, à la suite de sa déclaration du 26 avril 1962, quelles nouvelles mesures il compte prendre à l'égard des vieillards et des économiquement faibles, afin d'apporter une amélioration à leur sort [10 mai 1962] (n° 13). Discussion [15 mai 1962] (p. 198 à 224).

Interventions :

— sur sa **question orale avec débat** (n° 13) relative à la politique financière, économique et sociale du Gouvernement [15 mai 1962] (p. 211, 212). — **IV° plan de développement économique et social** : explication de vote sur l'ensemble [12 juillet 1962] (p. 934 et 935). — **Orientation agricole** [25 juillet] (p. 1195, 1197, 1199).

FILIPPI (M. JEAN).

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Intervention :

Projet de loi de finances pour 1963. (1^{re} partie) [19 décembre 1962]. Discussion des articles. Sur art. 8 (p. 1407, 1408).

FLEURY (M. JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [29 mai 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

FOSSET (M. ANDRÉ) [Seine].

Est nommé membre de la commission sociale centrale créée auprès du secrétaire d'Etat aux rapatriés [15 mai 1962].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1967].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la caisse des retraites des membres de l'ancienne assemblée de l'Union française [19 juin 1962] (n° 227).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux publics et notamment des autoroutes et à assurer la sécurité de la navigation aérienne [18 juillet 1962] (n° 293).

Interventions :

Sur les **questions orales** avec débat (nos 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux, relatives à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 216, 217). — Intervient au sujet de la **fixation de la date de discussion** des questions orales avec débat concernant la **politique étrangère du Gouvernement** [17 mai 1962] (p. 262). — Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif à la **caisse des retraites des membres de l'ancienne assemblée de l'Union française** [19 juin 1962]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel et d'administration générale, p. 521 à 523. — Projet de loi tendant à **accélérer la mise en œuvre de travaux publics**, et notamment des autoroutes, et à assurer la sécurité de la navigation aérienne. Comme rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [23 juillet 1962] (p. 1090 et 1091). — **Projet de loi de finances pour 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles [19 décembre 1962]; Sur art. 9 (p. 1411).

FOURIER (M. JEAN-LOUIS) [Landes].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi relatif à la **vaccination antipoliomyélitique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 238). Discussion des articles : Art. 1^{er} ter (nouveau) : défend son amendement n° 5 (p. 240).

FOYER (M. JEAN), *Ministre de la justice, garde des sceaux* (Cabinets de M. Georges Pompidou des 16 avril 1962 et 28 novembre 1962).

Interventions :

Question orale (n° 380) de M. Emile Durieux sur la **prime de conservation des céréales à la ferme** [8 mai 1962] (p. 176, 177). — Question orale (n° 381) de M. Emile Durieux sur le **contingentement de la production betteravière et la création de nouvelles sucreries** [8 mai 1962] (p. 177). — Projet de loi relatif à la **cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles** et des unions de coopératives agricoles [8 mai 1962]; propose le retrait du projet de l'ordre du jour (p. 181, 182). — **Projet de loi autorisant l'approbation du statut de la conférence de La Haye de droit international privé** du 31 octobre 1951. Discussion générale [14 juin 1962] (p. 504). — **Projet de loi autorisant la ratification de :** 1° la **convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels**; 2° la **convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères**; 3° la **convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants**. Discussion générale [14 juin 1962] (p. 506). — Proposition de loi de M. André Armengaud sur les **marques de fabrique et de commerce** [28 juin 1962]. Discussion des articles : sur le titre I^{er}, du droit de priorité des marques (p. 637); Art. 15 : amendement n° 3 du Gouvernement (p. 638 et 639). — Proposition de loi de M. Jean Noury tendant à la modification de l'article 47 a du livre I^{er} du code du travail, en vue d'assurer le **paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire** [28 juin 1962]. Discussion générale (p. 643). Discussion des articles : Art. 1^{er} : accepte l'amendement n° 1 de M. Noury (p. 643). — Proposition de loi tendant à **proroger diverses**

dispositions relatives au logement [4 juillet 1962]. Discussion générale (p. 682). — Question orale (n° 409) de M. Huguès [17 juillet 1962] (p. 943). — Proposition de loi tendant à supprimer le **privilège des pêcheurs de Fort-Mardyck** [19 juillet 1962] (p. 1043 et 1044). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation** ou à usage professionnel [19 juillet 1962]; sur l'article 11 (p. 1052).

FREY (M. ROGER), *Ministre de l'intérieur* (Cabinets de M. Georges Pompidou des 16 avril 1962 et 28 novembre 1962).

Interventions :

Répond à la question orale (n° 393) de M. Yves Estève relative aux **mesures de solidarité en faveur de sinistrés bretons** [29 mai 1962] (p. 396). — Répond à la question orale (n° 397) de M. René Dubois relative à l'**internement administratif à Saint-Maurice-l'Ardoise** [29 mai 1962] (p. 397, 398); reprend la parole après l'intervention de M. Dubois (p. 398, 399). — Répond à la question orale (n° 408) de M. Chauvin [17 juillet 1962] (p. 942).

FRUH (M. CHARLES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome III : équipement culturel, patrimoine artistique [26 juin 1962] (n° 239).

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [6 juillet 1962], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'équipement culturel et le patrimoine artistique (p. 783, 785); sur les articles [12 juillet 1962] (p. 930).

G

GADQIN (M. JACQUES) [Nièvre].

Est élu questeur du Sénat [4 octobre 1962].

GANEVAL (GÉNÉRAL JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [17 juillet 1962] (n° 285).

Interventions :

Projet de **loi de finances rectificative** pour 1962. En tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées [17 juillet 1962] (p. 973 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative** pour 1962. Discussion générale [20 décembre 1962], en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères et de la défense (p. 1453).

GARAUDY (M. ROGER) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Se démet de son mandat de sénateur le 31 octobre 1962 [6 décembre 1962].

GARET (M. PIERRE) [Somme].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le fonctionnement du service des télécommunications en Suède [9 janvier 1963] (n° 35).

Questions orales :

M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* la situation particulièrement pénible des personnes âgées : sans doute a-t-on institué, par décret du 8 avril 1960, une commission chargée d'étudier les problèmes posés par l'emploi et les conditions d'existence de ces personnes et de proposer au Gouvernement la solution à donner à ces problèmes, dans le cadre d'une politique d'ensemble et compte tenu de l'évolution démographique prévisible au cours des années à venir ; pendant deux années, aux questions à lui posées, le Gouvernement a donc pu répondre que la commission créée était au travail et qu'il fallait, avant de décider quoi que ce soit, obtenir ses conclusions ; aujourd'hui que celles-ci sont connues, il lui demande de lui dire ce que le Gouvernement compte faire et quelles dispositions il envisage, dispositions auxquelles d'ailleurs il n'a pas pu ne pas déjà songer pendant les deux années durant lesquelles la commission créée a travaillé [27 mars 1962] (n° 385). — Réponse [22 mai 1962] (p. 273).

M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre de la construction* qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 33 de la loi de finances du 21 décembre 1961, la part des prêts consentis aux organismes d'habitations à loyer modéré s'occupant d'accession à la propriété ne doit pas être inférieure au cinquième du montant global des crédits prévus à l'alinéa 1^{er} du même article ; il lui demande pour quelle raison cette disposition légale n'a pas jusqu'à ce jour reçu application et s'il entend, par un moyen détourné, faire échec à ce qui a été longuement discuté et finalement décidé par le Parlement [27 mars 1962] (n° 386). — Réponse [8 mai 1962] (p. 166, 167).

M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* qu'aux termes de l'article 55 de la dernière loi de finances, il a été prévu que le Parlement serait saisi, dans le cadre d'un plan quadriennal, de dispositions relatives à l'ensemble des questions concernant les anciens combattants et victimes de la guerre, notamment au rajustement des pensions des veuves, ascendantes et des orphelins, ainsi que des grands invalides et des mutilés à moins de 100 p. 100, aux conditions de paiement du pécule aux prisonniers de guerre 1914-1918, à l'établissement de l'égalité des droits pour tous les titulaires de la carte du combattant, à la revalorisation de la retraite sur la base d'une pension d'invalidité de 10 p. 100 à partir de soixante-cinq ans. Il lui demande de lui préciser les grandes lignes du plan quadriennal qui a dû être préparé par le ministère des anciens combattants et quelles sont les premières dispositions qui seront retenues au titre de la prochaine loi de finances [10 avril 1962] (n° 387). — Réponse [22 mai 1962] (p. 277, 278).

Interventions :

Sur sa question orale (n° 386) relative aux **prêts consentis aux organismes d'H. L. M. s'occupant d'accession à la propriété** [8 mai 1962] (p. 167). — Sur sa question orale (n° 385) relative à la **situation des personnes âgées** [22 mai 1962] (p. 273). — Sur sa question orale (n° 387) relative aux **mesures concernant les anciens combattants** [22 mai 1962] (p. 278).

DE GEOFFRE (M. JEAN) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

GEOFFROY (M. JEAN) [Vaucluse].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, modifiée

par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à modifier, pour les réclamations relatives aux enfants nés en Polynésie française, les articles 316 à 318 du code civil relatifs au désaveu de paternité [12 juillet 1962] (n° 271).

Intervention :

Deuxième lecture de la proposition de loi tendant à modifier, pour les **réclamations relatives aux enfants nés en Polynésie française**, les articles 316 à 318 du code civil relatifs au **désaveu de paternité**, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [19 juillet 1962] (p. 1041).

GIACOBBI (M. FRANÇOIS) [Corse].

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

GISCARD D'ESTAING (M. VALÉRY), *ministre des finances et des affaires économiques* (cabinets de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962 et du 28 novembre 1962).

Interventions :

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de l'exercice 1957** et projet de loi portant règlement définitif du **budget de l'exercice 1958** [24 mai 1962]. Discussion générale (p. 304-305). — Projet de loi portant **allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des redevables disposant de faibles revenus** [24 mai 1962]. Discussion générale (p. 380-381) : apporte une précision au cours du rapport de M. Pellenc (p. 382) ; répond aux orateurs qui sont intervenus dans la discussion générale (p. 385, 386) ; prend la parole au cours de l'intervention de M. Duclos (p. 387). — **Projet de loi de finances rectificative** pour 1962 relative à la participation de la France au fonds monétaire international [29 mai 1962]. Discussion générale (p. 403 à 406). — IV^e plan de développement économique et social [3 juillet 1962] (p. 657) ; [12 juil. 1962] (p. 912 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative** pour 1962 [17 et 18 juillet 1962] (p. 967 et suiv.), en 2^e lecture [24 juil. 1962] (p. 1119 et suiv.). — **Projet de loi de finances** pour 1963 (1^{re} partie). Discussion générale [19 décembre 1962] (p. 1388 à 1398) : interrompt M. Ludovic Tron (p. 1397). — **Projet de loi de finances** pour 1963 (1^{re} partie). Discussion des articles [19 déc. 1962] : art. 2 : sur amendement du Gouvernement n° 12. Réponses à M. Cornat et à M. Sempé (p. 1404 à 1406) ; art. 5 : répond à M. Armengaud (p. 1406) ; Art. 6 : répond à M. Bertaud (p. 1407) ; art. 8 : accepte l'amendement n° 1 rectifié de M. Pellenc (p. 1409) ; sur l'art. 9 (p. 1413 à 1415) ; réponse à M. Antoine Courrière sur le vote bloqué (p. 1415) ; art. 9 bis : accepte les amendements n° 3 et 4 de M. Marcel Pellenc (p. 1429) ; art. 11 : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Lagrange (p. 1440) ; sur article 9 et réponse à M. Filippi (p. 1440) ; réponse à M. Brégégère sur les rachats de cotisation (p. 1441).

GOLVAN (M. VICTOR) [Morbihan].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif au groupement agricoles d'exploitation en commun [10 mai 1962] (n° 175).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun [26 juillet 1962] (n° 320).

Question orale :

M. Victor Golvan demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* : 1° quels seront les moyens mis à la disposition de l'académie de Rennes qui lui permettront la formation rapide d'une main-d'œuvre qualifiée indispensable au développement du plan industriel breton, ce développement industriel devant bénéficier en priorité aux populations locales ; 2° quels sont les crédits accordés ou les travaux entrepris par le ministère de l'éducation nationale dans le département du Morbihan et les cantons limitrophes au titre de la zone d'action rurale [27 novembre 1962] (n° 449).

Interventions :

Projet de loi relatif à la **vaccination antipoliomyélitique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 235 à 236). — Projet de loi relatif aux **groupements agricoles d'exploitation en commun** [17 mai 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 250). — Discussion des articles : Art. 1^{er} : défend son amendement n° 1 (p. 251) ; répond à l'observation de M. Pisani (p. 252) ; art. 2 : défend son amendement n° 3 (p. 252) ; sur le sous-amendement n° 11 de M. Molle (p. 253) ; art. 3 : sur l'amendement n° 12 de M. Molle (p. 254) ; art. 5 : défend son amendement n° 4 (p. 254) ; sur le sous-amendement n° 13 de M. Molle (p. 255) ; art. 6 : défend son amendement n° 5 (p. 255) ; sur le sous-amendement n° 14 de M. Molle (p. 255) ; art. 8 : défend son amendement n° 6 (p. 256 et 257) ; défend son amendement n° 7 (p. 258) ; art. 10 : sur son amendement n° 8 et sur l'amendement n° 18 de M. Molle (p. 258) ; art. 10 bis (nouveau) : défend son amendement n° 9 (p. 259) ; art. 11 (p. 259) ; art. 1^{er} : amendement n° 1 de la commission ; accepte le sous-amendement du Gouvernement (p. 259) ; défend son amendement n° 19 (p. 259) ; accepte l'amendement n° 10 de M. Molle (p. 260). — **IV^e plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 822) [10 juillet 1962] (p. 847). — **Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [20 juillet 1962] (p. 1077 et suivantes). — Troisième lecture du projet de loi modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande**, au nom de M. Yvon, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [23 juillet 1962] (p. 1104). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1149, 1204, 1205). — **Groupements agricoles d'exploitation en commun** [26 juillet 1962], rapporteur de la commission des affaires économiques. Discussion générale (p. 1224), à l'article 1^{er} (p. 1225) ; à l'article 6 (p. 1225) ; à l'article 8 (p. 1226).

GORSE (M. GEORGES) *Ministre d'Etat chargé de la coopération* (cabinet de M. Georges Pompidou, du 16 avril 1962, nomination du 16 mai 1962).

Interventions :

Question orale (n° 375) de M. Ludovic Tron, relative à la **nomination d'un nouveau délégué français à l'Euratom** [8 mai 1962] (p. 173). — Question orale (n° 377) de M. Louis Gros sur l'**indemnisation des Français sinistrés lors de la guerre italo-éthiopienne de 1936** [8 mai 1962] (p. 174).

GRAND (M. LUCIEN) [Charente-Maritime].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la **médecine préventive du travail agricole** [13 décembre 1962] I., N° 19).

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [9 juillet 1962] (p. 821). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1159).

GRANDVAL (M. GILBERT), *ministre du travail* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Interventions :

Répond à la question orale (n° 394) de M. Camille Vallin, relative à l'**attribution de la prime mensuelle de transport** [29 mai 1962] (p. 399). — Répond à la question orale (n° 395) de M. Adolphe Dutoit, relative au **remboursement des frais médicaux** [29 mai 1962] (p. 400-401). — **Projet de loi**, tendant à accorder à certaines catégories de travailleurs, obligatoirement affiliés au régime général de la sécurité sociale postérieurement au 1^{er} juillet 1930, la **faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse** [7 juin 1962]. Discussion de l'article unique : accepte une nouvelle rédaction du premier alinéa

et la modification de l'intitulé (p. 449). — **IV^e Plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 753). — *Proposition de loi*, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à revision des **victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles** et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945 [23 juillet 1962] (p. 1102). — *Projet de loi*, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux **pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale** ou d'allocations familiales du régime général [23 juillet 1962] (p. 1106).

GRAVIER (M. ROBERT) [Meurthe-et-Moselle].

Est élu questeur du Sénat [4 octobre 1962].

GREGORY (M. LÉON-JEAN) [Pyrénées-Orientales].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'**exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [17 mai 1962]. — Discussion des articles : sur l'article additionnel (p. 249).

GROS (M. LOUIS) [Français établis hors de France].

Est nommé président de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est élu membre titulaire délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

Questions orales :

M. Louis Gros attire l'attention de *M. le ministre des affaires étrangères* sur la situation des Français victimes d'événements survenus à l'étranger soit avant, soit après la deuxième guerre mondiale. Il lui signale tout particulièrement le cas des Français qui, résidant en Ethiopie lors de la guerre italo-éthiopienne de 1936, ont eu leurs biens sinistrés, perdus ou spoliés et lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'indemniser ces Français qui ne peuvent prétendre au bénéfice de la législation et de la réglementation sur les dommages de guerre [21 décembre 1961] (n° 377). — Réponse [8 mai 1962] (p. 174).

M. Louis Gros attire l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur la double imposition qui frappe les salaires, pensions ou revenus : 1° des Français résidant au Maroc lorsque ces salaires, pensions, commissions ou revenus leur sont payés en France ; 2° des agents ou fonctionnaires français retraités de l'Etat marocain, des offices chérifiens ou sociétés concessionnaires, payables au Maroc lorsque ces agents ou fonctionnaires ont fixé leur domicile en France. Il lui demande s'il ne considère pas comme urgent de prévoir, pour éviter cette double imposition, une convention avec l'Etat marocain et si, en attendant la signature d'une telle convention, il ne serait pas possible de suspendre provisoirement la perception d'impôts sur des revenus déjà frappés par l'impôt marocain [7 juin 1962] (n° 405). — Réponse [17 juillet 1962] (p. 944).

M. Louis Gros rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* la situation des Français exploitant des terres collectives au Maroc, en vertu de contrats de longue durée ou bénéficiaires de conventions d'aliénation perpétuelle de jouissance qui, à la suite de l'application du dahir du 9 mai 1959, ont dû abandonner, sans préavis ni indemnité, les domaines qu'ils avaient mis en valeur et qu'ils exploitaient depuis de nombreuses années en vertu de droits régulièrement et légalement acquis. Il lui demande s'il est permis d'espérer que ces Français recevront, dans un avenir prochain, la juste indemnisation qui leur est due [4 juillet 1962] (n° 427).

Intervention :

Sur sa **question orale (n° 377)** relative à l'**indemnisation des Français sinistrés lors de la guerre italo-éthiopienne de 1936** [8 mai 1962] (p. 174).

GUERIL (GEORGES) [Guyane].

Intervention :

— **IV^e plan de développement économique et social** [11 juillet 1962] (p. 844 et suiv.).

GUILLAUMOT (M. PAUL) [Yonne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

GUILLE (M. GEORGES) [Aude].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Intervention :

Projet de **loi de finances rectificative** pour 1962. Soutient la motion préjudicielle du groupe socialiste [18 juillet 1962] (p. 983).

GUILLOU (M. LOUIS).

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

GUYOT (M. RAYMOND) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Raymond Guyot appelle l'attention de *M. le ministre des armées* sur les circonstances tragiques de la mort d'un jeune appelé parachutiste du 18^e R. C. P., survenue le 8 mai dernier. En conséquence, il aimerait savoir s'il est exact : que le jeune Henri Candian, originaire de Bazillac (Hautes-Pyrénées), a été contraint par son chef de section de participer à une marche d'environ 45 km, le lundi 7 à partir de dix-neuf heures, alors qu'il était exempt de marche ; qu'il aurait été frappé, par ce même chef de section, sous le prétexte qu'il marchait en arrière de ses camarades. Ces brutalités auraient duré jusqu'à ce que ce jeune s'évanouisse ; que de retour au casernement, ce jeune aurait été admis à l'infirmerie et y aurait décédé à 7 heures 15 du matin ; que les parents de ce jeune soldat n'ont été avisés du décès que tardivement et par simple correspondance ; que ceux-ci se rendant à Pau, il leur aurait été indiqué que c'est par « oubli » s'ils n'ont pas été avisés plus tôt. Cette réponse ne peut que renforcer le caractère suspect des conditions de ce décès ; que l'autorité militaire aurait indiqué comme cause du décès une « encéphalite foudroyante », alors que les parents ayant vu le corps eurent peine à reconnaître leur fils dont le visage très enflé était en partie violacé. Le diagnostic de l'autorité militaire étant fortement sujet à caution, il serait souhaitable que les résultats de l'autopsie soient communiqués aux parents ; que dans cette même unité sévit une discipline particulièrement brutale et inhumaine, notamment la pratique de la pelote, ceci en violation des règlements militaires et du respect de la personne humaine ; que les conditions d'entraînement à terre et pour le saut en parachute amènent des accidents fréquents. C'est pourquoi il lui demande : dans le cas où ces faits seraient confirmés : 1° quelles sanctions ont été prises à l'encontre de ce chef de section, dont on ne pourrait admettre, pour le moins, qu'il puisse continuer à exercer un commandement ; et d'une manière générale ; 2° quelles instructions et mesures urgentes il compte prendre pour que de tels faits ne puissent plus se reproduire envers de jeunes appelés et engagés dans les unités parachutistes [7 juin 1962] (n° 406). — Réponse [26 juin 1962] (p. 589 à 591).

H**HALGOUET (M. ROGER DU) [Ille-et-Vilaine].**

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

HAMON (M. YVES) [Finistère].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

HENRIET (M. JACQUES) [Doubs].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélique obligatoire et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [10 mai 1962] (n° 178).

Proposition de loi tendant à modifier l'organisation actuelle de l'éducation physique et des sports et à créer des centres d'éducation physique et sportive, dits « Cités sportives ». [13 décembre 1962] (n° 14).

Interventions :

Projet de loi relatif à la **vaccination antipoliomyélique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 232 à 235). Discussion des articles : art. 1^{er} : défend son amendement n° 1 (p. 239) ; défend son amendement n° 2 (p. 239) ; Art. 1^{er} bis (nouveau) : défend son amendement n° 3 (p. 239) ; sur la nouvelle rédaction proposée par le Gouvernement (p. 239) ; Art. 1^{er} ter : sur l'amendement n° 5 de M. Fournier (p. 240) ; Art. 1^{er} quater (nouveau) : défend son amendement n° 4 (p. 241). — **Projet de loi de programme** relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole [20 juillet 1962] (p. 1077).

HEON (M. GUSTAVE).

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

HOUDET (M. ROGER) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Intervention :

Projet de **loi de finances rectificative** pour 1962 : sur l'article 39 [18 juillet 1962] (p. 1025).

HUGUES (M. EMILE) [Alpes-Maritimes].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi de MM. Emile Hugues et Marcel Molle tendant à modifier l'article 832-2 du code civil et l'article 807 du code rural relatifs à la dévolution successorale des exploitations agricoles. (Enregistrée à la présidence le 23 janvier 1962.) Rattachée pour ordre à la séance du 15 décembre 1961 (n° 153).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de MM. Joseph Raybaud, Alex Roubert et Emile Hugues, portant suppression des droits dits « de bandite ». [17 mai 1962] (n° 192).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée d'examiner les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [27 juillet 1962] (n° 322).

Question orale :

M. Emile Hugues demande à *M. le ministre de la justice* quand il envisage de demander l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale du projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux, retiré de l'ordre du jour par le Gouvernement le 12 juillet 1961, et qui n'a fait l'objet depuis d'aucun débat en séance publique [12 juin 1962] (n° 409). — Réponse [17 juillet 1962] (p. 943).

Interventions :

Sur les **questions orales** avec débat (n° 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux, relatives à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 214 à 216). — Proposition de loi de MM. Joseph Raybaud, Alex Roubert et Emile Hugues, portant **suppression des droits dits « de bandite »** [22 mai 1962], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 292). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. Discussion générale, deuxième lecture [26 juin 1962] (p. 595 et 596). Discussion des articles : Art. 2 bis (nouveau) : défend son amendement n° 17 (p. 600). Art. 2 ter : sur les amendements 7 et 18 (p. 601, 602 et 603). Art. 14 : défend son amendement n° 15 (p. 607, 608 et 609) ; défend son amendement n° 16 (p. 610). Sur l'ensemble, en réponse à M. Waldeck L'Huilier (p. 611). — **IV° plan de développement économique et social** [4 juillet 1962] (p. 697). — **Sa question orale** (n° 409) [17 juillet 1962] (p. 944). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1158 et suiv.). — Sur les conclusions de la commission mixte paritaire, en qualité de rapporteur [27 juillet 1962] (p. 1231 et suiv.).

I

ISAUTIER (M. ALFRED) [Réunion].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Intervention :

— **IV° plan de développement économique et social** [11 juillet 1962] (p. 856 et suiv.).

J

JACQUINOT (M. LOUIS), *Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* (Cabinets de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962 et du 28 novembre 1962).

Interventions :

Donne lecture d'une **communication du Gouvernement sur son programme** [26 avril 1962] (p. 152). — Sur la question orale de M. Lucien Bernier relative à la **récolte sucrière de 1962 à la Guadeloupe** [19 juin 1962] (p. 519). — **IV° plan de développement économique et social** [11 juillet 1962] (p. 905). — **Projet de loi organique concernant la représentation de la Polynésie française au Sénat** [27 juillet 1962] ; retire le projet de loi (p. 1230).

JAGER (M. RENÉ) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome VI : Industries, commerce et artisanat [26 juin 1962] (n° 238).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, du 7 au 27 mars 1962 [28 juin 1962] (n° 244).

Interventions :

Projet de loi relatif à la caisse des retraites des membres de l'ancienne Assemblée de l'Union française [19 juin 1962]. — Discussion générale (p. 522). — **IV° plan de développement économique et social** [10 juillet 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan sur l'industrie, le commerce et l'artisanat (p. 838).

JAMAIN (M. EUGÈNE) [Cher].

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

JOXE (M. LOUIS), *Ministre d'Etat, chargé des affaires algériennes* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Interventions :

Questions orales (n° 389, 390, 391) de M. Bernard Lafay relatives au **sort des militaires français capturés au combat par le F. L. N. en Algérie** [8 mai 1962] (p. 167 à 170 et 172, 173).

JOZEAU-MARIGNE (M. LÉON) [Manche].

Est élu vice-président du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, présentée par MM. Raymond Bonnefous, Emile Hugues et Paul-Jacques Kalb, tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de la loi validée du 22 septembre 1942 sur les effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux [22 mars 1962] (n° 163).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant l'article 48 de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs [10 mai 1962] (n° 173).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à relever de la forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du code rural [13 décembre 1962] (n° 22).

Interventions :

Projet de loi modifiant l'article 48 de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 231). — Proposition de loi de MM. Raymond Bonnefous, Emile Hugues et Paul-Jacques Kalb tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de la loi validée du 22 septembre 1942 sur les effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 231). — **Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction** [19 juin 1962], en tant que président de la commission spéciale sur la suite du débat (p. 542) ; suite de la discussion des articles [21 juin 1962]. En conclusion du débat (p. 580). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation, deuxième lecture. Discussion des articles [26 juin 1962] : sur l'article 1^{er} bis (p. 598 et 599). Art. 7 : sur l'amendement n° 11 de la commission (p. 605 et 606) ; Art. 14 : sur l'amendement n° 15 de M. Hugues (p. 608 et 609). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel** [19 juillet 1962] ; sur l'article 11 quater, son amendement (p. 1050). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1174, 1177, 1209). — Préside la 2^e séance du 19 décembre 1962.

JUNG (M. LOUIS) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions législatives concernant les monuments historiques et relatives aux objets mobiliers [6 décembre 1962] (n° 12).

Question orale :

M. Louis Jung expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la non-reconstruction des ponts détruits par faits de guerre représente un danger et une entrave très grave à la circulation. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement pense prendre afin d'accélérer la reconstruction des ponts et dans quels délais ces travaux pourraient être réalisés [10 juillet 1962] (n° 432).

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion de l'article unique : explique son vote sur l'amendement n° 1 de *M. Levègue* (p. 245) ; Art. additionnel : défend son sous-amendement n° 5 rectifié (p. 248) ; répond à *M. de Broglie* (p. 248) ; retire son amendement à la suite des assurances données par le Gouvernement (p. 249). — **IV° Plan de développement économique et social** [10 juillet 1962] (p. 856).

K

KALB (*M. PAUL-JACQUES*) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Est élu membre titulaire délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à l'organisation de la Guyane [19 juin 1962] (n° 228).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant l'article 2 du décret n° 53-161 du 24 février 1953 déterminant les modalités d'application du code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer [12 juillet 1962] (n° 272).

Interventions :

Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques [22 mai 1962]. Discussion de l'article unique : sur l'amendement n° 1 de *M. Raybaud* (p. 287). — Projet de loi modifiant l'article 2 du décret n° 53-161 du 24 février 1953 déterminant les modalités d'application du code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [19 juillet 1962] (p. 1041).

KAMIL (*M. MOHAMED*) [Côte française des Somalis].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Interventions :

IV° plan de développement économiques et social [11 juillet 1962] (p. 904 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** : sur l'article 41 [18 juillet 1962] (p. 1029).

KAUFFMANN (*M. MICHEL*) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Michel Kauffmann signale à *M. le Premier ministre* que, dans un de ses discours, le Président de la République avait justement déclaré : « Lorsque l'intérêt de l'Etat est en cause, le pouvoir ne recule pas. » Or le fonctionnement régulier des services publics, comme l'eau, le gaz, l'électricité, les transports en commun, correspondent à l'intérêt vital de tous les citoyens sans distinction et, par conséquent, de l'Etat tout entier. Les

grèves fréquentes qui affectent ces services sans que le Gouvernement ne s'attache sérieusement à les éviter ou, éventuellement, à les interdire, lui apparaissent en contradiction totale avec cette déclaration. Il lui demande quelles mesures le pouvoir compte prendre afin que soit respecté à l'avenir le principe énoncé et que l'ensemble des citoyens et des usagers ne continue pas à être brimé comme il l'est périodiquement aujourd'hui. [21 juin 1962] (n° 415).

M. Michel Kauffmann expose à *M. le ministre de l'agriculture* que la commission du lait et produits laitiers de la Communauté économique européenne est en train d'élaborer le règlement portant institution d'un régime de prélèvements et établissement graduel d'une organisation commune des marchés du lait et des produits laitiers. Il attire son attention sur les dangers d'une libération des échanges des produits laitiers et du beurre en particulier, sans unification préalable des diverses législations laitières, et harmonisation des diverses subventions attribuées directement ou indirectement aux producteurs de lait par les Etats membres. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour hâter l'harmonisation de ces différentes législations, et quel sera en particulier le sort réservé aux dispositions de l'accord franco-sarrois concernant le beurre [28 juin 1962] (n° 421). — Réponse : [18 décembre 1962] (p. 1368, 1369).

Question orale avec débat :

M. Michel Kauffmann rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que l'article 1^{er} de la loi d'orientation agricole impose au Gouvernement, dans le cadre de la politique économique et sociale, d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques ; l'article 2 spécifie que la politique agricole doit assurer aux agriculteurs les moyens indispensables pour atteindre ces objectifs ; l'article 5 lui fait obligation, dans un délai d'un an à dater de la promulgation de la loi, de prendre toutes les mesures nécessaires permettant de diminuer la disparité entre les prix agricoles à la production et les prix de détail des produits alimentaires ; l'article 6 lui fait obligation de déposer devant le Parlement chaque année avant le 1^{er} juillet un rapport sur l'exécution du plan de production agricole ; d'autres articles enfin lui imposent d'établir chaque année des objectifs d'exportation ainsi que de déposer avant le 1^{er} janvier 1962 un projet de loi sur les calamités agricoles. Il lui demande de vouloir bien préciser les mesures que le Gouvernement a déjà prises dans l'esprit de ces textes, les raisons qui ont retardé le dépôt des autres, et enfin les mesures qu'il compte prendre dans le domaine des prix agricoles afin de réaliser d'urgence les objectifs de l'article 1^{er} de la loi d'orientation [28 juin 1962] (n° 20). — Discussion [9 juillet 1962] (p. 798 à 802).

Interventions :

Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole [20 juillet 1962] (p. 1077). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1149, 1194, 1198). — **Harmonisation des législations sur les produits laitiers à l'intérieur du Marché commun**, remercie le ministre de l'agriculture pour les exportations du beurre français [18 décembre 1962] (p. 1369). — **Projet de loi de finances pour 1963** (1^{re} partie) [19 décembre 1962]. Discussion des articles : Art. 8 : sur amendement n° 1 rectifié de *M. Pellenc* (p. 1408).

KISTLER (*M. MICHEL*) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le fonctionnement du service des télécommunications en Suède [9 janvier 1963] (n° 35).

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion des articles : Article additionnel : sur les sous-amendements n° 5 rectifié de *M. Jung* et n° 3 de *M. Zussy* (p. 249). — **Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques** [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 286). — **IV° Plan de développement économique et social** [4 juillet 1962] (p. 708).

L

LACAZE (M. JEAN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

LACHEVRE (M. ROGER) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962 [18 juillet 1962] (p. 999 et suiv.). — Projet de loi de finances pour 1963 (1^{re} partie). Discussion des articles [19 décembre 1962] : Art. 9 bis : sur amendement n° 3 de M. Pellenc (p. 1429).

LACHOMETTE (M. JEAN DE) [Haute-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

LAFAY (M. BERNARD) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à instituer un fonds sanitaire routier (F.S.R.) destiné à créer, à développer et à moderniser les équipements techniques et hospitaliers propres à perfectionner l'organisation des secours et des soins aux victimes des accidents corporels de la route [23 juillet 1962] (n° 304).

Questions orales :

M. Bernard Lafay, se référant à la réponse de *M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes*, parue au *Journal officiel* du 17 avril 1962 (débat parlementaire, Sénat, page 127), se permet d'en rappeler un passage essentiel : « L'article 11 de l'accord de cessez-le-feu, conclu le 18 mars 1962 à Evian... dispose que tous les prisonniers faits au combat détenus par chacune des parties au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu seront libérés; ils seront remis dans les vingt jours à dater du cessez-le-feu aux autorités désignées à cet effet. Les deux parties informeront le comité international de la Croix-Rouge du lieu de stationnement de leurs prisonniers et de toutes les mesures prises en faveur de leur libération ». Le délai fixé étant largement dépassé, sans qu'aucune information officielle ait été communiquée sur ce grave problème, il le prie de vouloir bien indiquer les raisons venues à sa connaissance de la non-exécution d'une clause aussi importante de l'accord évoqué et, en tout état de cause, de faire connaître ses intentions à cet égard [26 avril 1962].

M. Bernard Lafay expose à *M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes* que l'imprécision, les reticences et les contradictions des réponses officielles relatives au sort des militaires français capturés au combat par le F. L. N. en Algérie ont aggravé l'anxiété de leurs familles et troublé l'opinion. Il est nécessaire que toute la vérité soit connue sur ce grave problème, eu égard en particulier aux récents communiqués de la Croix-Rouge internationale et aux nouvelles alarmantes parues dans la presse étrangère. C'est pourquoi il le prie de vouloir bien donner enfin des informations contrôlées sur cette question, sur l'effectif des prisonniers, sur les lieux de leur détention, sur les raisons des variations des statistiques officielles et, en général, sur le sort de jeunes Français à l'égard desquels la solidarité nationale et la sollicitude du Gouvernement doivent s'exercer autrement que par des déclarations de principe [26 avril 1962].

M. Bernard Lafay rappelle à *M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes* que lors de la libération par le F. L. N., fin 1961, des soldats Hurtaud et Lepreux, la presse française a fait état, sur leurs dires, de l'identité et du bon état de santé de trois autres militaires français restés captifs au même lieu que les deux libérés : Moïse Dorizon, Raymond Protch, Jean-Claude Saille. Il lui demande ce que sont devenus ces trois derniers prisonniers. C'est une question à laquelle au moins

M. le ministre d'Etat devrait être en mesure de répondre et il insiste pour que l'opinion soit éclairée sur ce point précis [16 avril 1962]. — Réponse [8 mai 1962] (p. 167 à 173).

M. Bernard Lafay a l'honneur de demander à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il a l'intention de prendre prochainement une décision positive en ce qui regarde le nouvel échelonnement indiciaire des personnels sous-officiers, caporaux et sapeurs du régiment des sapeurs-pompiers de Paris. Ce projet a reçu l'agrément du préfet de police et a été approuvé par le conseil municipal de Paris qui a voté, en ce qui le concerne, les crédits correspondants. Il semble bénéficier de l'approbation des ministères des armées et de l'intérieur. Il serait difficilement concevable que le ministère des finances retarde plus longtemps la mise en œuvre de ces dispositions conformes à l'équité et que l'état présent des problèmes de recrutement des cadres du régiment de sapeurs-pompiers de Paris rend particulièrement urgent [21 juin 1962] (n° 413).

Interventions :

Sur ses questions orales (n°s 389, 390, 391) relatives au sort des militaires français capturés au combat par le F. L. N. en Algérie [8 mai 1962] (p. 167 à 173).

LAFLEUR (M. HENRI) [Nouvelle-Calédonie].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome XI : Départements et territoires d'outre-mer [26 juin 1962] (n° 238).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification des décrets n° 61-622 du 17 juin 1961, n° 61-1106 du 9 octobre 1961 et n° 61-1323 du 7 décembre 1961, portant refus d'approbation de délibérations douanières des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie [13 décembre 1962] (n° 17).

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social. En tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [11 juillet 1962] (p. 884 et suiv.). — **Délibérations douanières de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie.** Discussion générale [21 décembre 1962] (p. 1470 et 1471), en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan.

LA GONTRIE (M. PIERRE DE) (Savoie).

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Intervention :

Sur la date du débat suivant la communication du Gouvernement sur les accords d'Evian [20 mars 1962] (p. 77).

LAGRANGE (M. ROGER) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de la loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à revision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945 [17 juillet 1962] (n° 276).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales du régime général [23 juillet 1962] (n° 311).

Questions orales :

M. Roger Lagrange demande à *M. le Premier ministre* de lui faire connaître les raisons pour lesquelles les conclusions du haut comité consultatif de la population et de la famille sur les problèmes de la vieillesse (commission Laroque) n'ont pas

été mises à la disposition des parlementaires et, d'autre part, s'il envisage de saisir rapidement le Parlement de ces importantes questions [21 juin 1962] (n° 417).

M. Roger Lagrange demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il est exact qu'à l'occasion de la préparation du budget de l'année 1963, il est envisagé de détacher, tant en recettes qu'en dépenses, la section d'assurances sociales et de prestations familiales des salariés agricoles du budget annexe des prestations sociales agricoles pour le rattacher financièrement à la caisse nationale de sécurité sociale; il lui demande, en outre, les raisons qui ont présidé à un tel choix et les conséquences qui peuvent en découler sur le plan technique, financier et gestion, tant pour le régime agricole que pour le régime général de sécurité sociale [2 octobre 1962] (n° 442). — Réponse [18 décembre 1962] (p. 1372).

Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962 sur l'article 20 [18 juillet 1962] (p. 1013). — Proposition de loi relative au **droit à revision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles** et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945, comme rapporteur de la commission des affaires sociales [23 juillet 1962] (p. 1102). — **Projet de loi relatif aux pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales du régime général**, en tant que rapporteur de la commission des affaires sociales [23 juillet 1962] (p. 1106). — **Orientation agricole** [25 juillet] (p. 1210, 1211, 1213). — **Assurances sociales et prestations familiales des salariés agricoles** [18 décembre 1962] (p. 1372); accepte de retirer sa question orale n° 442. — **Projet de loi de finances pour 1963 (1^{re} partie)** [15 décembre 1962]. Discussion des articles : sur l'art. 9 (p. 1410, 1411), en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.

LALLOY (M. MAURICE) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome X : eau [26 juin 1962] (n° 238).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la suppression de la commission supérieure de cassation des dommages de guerre [18 juillet 1962] (n° 288).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi relatif à la réalisation de certains travaux d'équipement rural, notamment en matière d'hydraulique [6 décembre 1962] (n° 9).

Question orale avec débat :

M. Maurice Lalloy rappelle à **M. le Premier ministre** que l'article 4 de la loi de programme n° 60-775 du 30 juillet 1960 relative aux investissements agricoles portait obligation pour le Gouvernement de déposer, avant le 31 mars 1961, un projet de loi relatif aux adductions d'eau rurales, fixant le volume des travaux restant à engager, l'échéancier de ces travaux, les moyens financiers nécessaires à leur réalisation, les dispositions leur assurant une rentabilité convenable et maintenant les tarifs de vente de l'eau dans des limites compatibles avec son utilisation en milieu agricole. A ce jour, le projet de loi n'a pas été déposé. En conséquence, il lui demande de bien vouloir faire connaître au Sénat les intentions du Gouvernement au regard des dispositions édictées par le texte législatif dont il s'agit [18 juillet 1962] (n° 25).

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [9 juillet 1962], en sa qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan pour les problèmes de l'eau (p. 814). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** Sur l'article 41, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [18 juillet 1962] (p. 1028 et suiv.). — **Projet de loi relatif à la suppression de la commission supérieure de cassation des dommages de guerre**. Comme rapporteur de la commission des affaires économiques [19 juillet 1962] (p. 1044). — **Projet de loi relatif aux travaux d'équipement rural en matière hydraulique**, comme rapporteur de la commission des affaires économiques dans la discussion générale [18 décembre 1962] (p. 1372, 1373). Art. 1^{er} :

sur amendement n° 1 en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques [18 décembre 1962] (p. 1374); sur amendement n° 2 en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques [18 décembre 1962] (p. 1375); sur amendement n° 3 en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques [18 décembre 1962] (p. 1375); sur amendement n° 4 en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques [18 décembre 1962] (p. 1375); sur amendement n° 5 rectifié [18 décembre 1962] (p. 1376); sur amendement n° 6 [18 décembre 1962] (p. 1376); Art. 2 et 3 : sur amendement n° 7 [18 décembre 1962] (p. 1377); sur amendement n° 8 [18 décembre 1962] (p. 1377); Art. 6 nouveau : sur amendement n° 9 [18 décembre 1962] (p. 1377).

LAMBERT (M. MARCEL) [Morbihan].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi de M. Jean Noury, tendant à la modification de l'article 47 a du livre I^{er} du code du travail, en vue d'assurer le paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire [5 juin 1962] (n° 215).

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi de M. Jean Noury tendant à la modification de l'article 47 a du livre I^{er} du code du travail en vue d'assurer le paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire [21 juin 1962] (n° 235).

Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'assurance maladie aux anciens exploitants agricoles titulaires d'une allocation de vieillesse agricole [27 juillet 1962] (n° 326).

Interventions :

Sur les **questions orales avec débat** (n° 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux relatives à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 220). — Proposition de loi de M. Jean Noury tendant à la modification de l'article 47 a du livre I^{er} du code du travail, en vue d'assurer le **paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire** [28 juin 1962]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 641 et 642). Discussion des articles : art. 1^{er} : sur l'amendement n° 1 de M. Noury (p. 643). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** : sur l'article 39 [18 juillet 1962] (p. 1027).

LAMOUSSE (M. GEORGES) [Haute-Vienne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Intervention :

Question orale n° 6 de Bordeneuve sur **l'aide aux créateurs d'art non salariés** [3 juillet 1962] (p. 651).

LAPLACE (M. ADRIEN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

LAURENS (M. ROBERT) [Aveyron].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

LAURENT-THOUVEREY (M. CHARLES) [Jura].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

LA VASSELAIS (M. GUY DE) [Eure-et-Loir].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Interventions :

Sur la **date du débat** suivant la communication du Gouvernement sur les **accords d'Evian** [20 mars 1962] (p. 77). — Sur la **question orale avec débat** (n° 15) relative aux **accidents de la route** [5 juin 1962] (p. 425, 426, 429).

LAVY (M. ARTHUR) [Haute-Savoie].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

LE BASSER (M. FRANCIS) [Mayenne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

LE BELLEGOU (M. EDOUARD) [Var].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi relatif à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense [12 juin 1962] (n° 218).

Question orale avec débat :

M. Edouard Le Bellegou demande à **M. le Premier ministre** de vouloir bien préciser le sens de sa déclaration du 26 avril concernant sa conception de l'Europe et définir la doctrine du Gouvernement sur la construction politique de l'Europe [3 mai 1962] (n° 9). — Discussion [12 juin 1962] (p. 456 à 488).

Interventions :

Sur sa **question orale avec débat** (n° 9) relative à la **politique étrangère du Gouvernement** [12 juin 1962] (p. 466 à 469). — **Projet de loi relatif à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense** [14 juin 1962]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 496 et 497, 498). — Discussion des articles : Art. 5 : amendement sur la composition des tribunaux des forces armées (p. 498 et 499) ; sur la désignation des juges avant le 2 janvier de chaque année (p. 499 et 500).

LEBRETON (M. MARCEL) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

LECANUET (M. JEAN) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion des articles : art. additionnel : sur le sous-amendement n° 4 rectifié de M. Lemarié (p. 247) ; répond à M. Abel-Durand (p. 247). — Sur les **questions orales avec débat** n° 4, 5, 8, 9 et 11) de MM. Georges Portmann, Jean Péridier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos, relatives à la **politique étrangère du Gouvernement** [12 juin 1960] (p. 478, 485). — **IV° plan de développement économique et social** [10 juillet 1962] (p. 854, 855) : sur les articles [12 juillet 1962] (p. 920) ; sur les 4 **questions orales** avec débat relatives à la **revision constitutionnelle par referendum** [17 juillet 1962] (p. 961 et suiv.).

LEGOUEZ (M. MODESTE) [Eure].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, du 7 au 27 mars 1962 [28 juin 1962] (n° 244).

Interventions :

IV° plan de développement économique et social [4 juillet 1962] (p. 714).

LEGROS (M. MARCEL) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

LEMAIRE (M. MARCEL) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Est élu membre suppléant délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

LEMARIE (M. BERNARD) [Côtes-du-Nord].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion des articles : Art. additionnel : défend son sous-amendement n° 4 rectifié (p. 246 et 247) ; répond à M. de Broglie (p. 247). — **Orientation agricole** [20 juillet 1962] (p. 1200).

LE SASSIER-BOISAUNE (M. ETIENNE) [Orne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

LEVACHER (M. FRANÇOIS) [Eure-et-Loir].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé secrétaire de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

LEVEQUE (M. PAUL) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [3 mai 1962] (n° 167).

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 241 à 243) : Répond à M. Dutoit (p. 244). Discussion de l'article unique : défend son amendement n° 1 (p. 245) ; propose un nouvel amendement (p. 246) ; Art. additionnel : sur son amendement n° 2 (p. 246) ; accepte le sous-amendement n° 4 rectifié de M. Lemarié (p. 247) ; répond à M. Bertaud (p. 248).

L'HUILLIER (M. WALDECK) [Seine].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Est élu député à l'Assemblée nationale à la suite du scrutin du 25 novembre 1962 [6 décembre 1962]. Cette élection étant contestée, la vacance du siège de sénateur de M. Waldeck L'Huillier ne pourra être proclamée, le cas échéant, que lorsque le conseil constitutionnel aura statué sur cette contestation [13 décembre 1962].

Interventions :

Projet de loi relatif à la **caisse des retraites des membres de l'ancienne assemblée de l'union française**. Discussion générale [19 juin 1962] (p. 521 et 522). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation,

deuxième lecture [26 juin 1962] : explication de vote sur l'ensemble (p. 610 et 611). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Sur l'article 35 [18 juillet 1962] (p. 1018). — **Résolution tendant à modifier les articles 7 et 63 du règlement du Sénat**. Sur l'amendement de M. Estève [20 juillet 1962] (p. 1063). — **Complément à la loi d'orientation agricole** : sur les conclusions de la commission mixte paritaire [27 juillet 1962] (p. 1239).

LIOT (M. ROBERT) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, du 7 au 27 mars 1962 [25 juin 1962] (n° 244).

LONGCHAMBON (M. HENRI) [Français établis hors de France].

Réélu le 4 octobre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome I : ensemble du projet [26 juin 1962] (n° 238).

Interventions :

IV° plan de développement économique et social [6 juillet 1962] (p. 772, 780) ; sur les articles [12 juillet 1962] (p. 920 et suiv.).

LOSTE (M. HENRI) [Wallis et Futuna].

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

LOUVEL (M. JEAN-MARIE) [Calvados].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 285, 286). Discussion de l'article unique : amendement n° 1 de M. Raybaud ; répond à l'intervention de M. le ministre d'Etat (p. 287) ; sur le sous-amendement n° 2 de M. Bène (p. 287) ; répond à M. Bène (p. 288). — **IV° plan de développement économique et social** [4 juillet 1962] (p. 706). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Sur les articles [18 juillet 1962] (p. 1016 et suiv.). — **Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques** [19 juillet 1962] (p. 1039). — **Projet de loi relatif au régime économique des rhums dans les départements d'outre-mer**, en tant que rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [19 juillet 1962] (p. 1040).

M

MALRAUX (M. ANDRÉ), *Ministre d'Etat, chargé des affaires culturelles* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Interventions :

Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 280, 281). Discussion de l'article unique : sur l'amendement n° 1 de M. Joseph Raybaud (p. 286) ; répond à l'intervention de M. Louvel (p. 287) ; s'oppose à la prise en

considération du sous-amendement n° 2 de M. Bène (p. 287). — **Projet de loi complétant l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques**, modifiée par la loi du 25 février 1943 [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 288). — Intervient sur la demande de retrait de l'ordre du jour, demandée par M. Roubert au nom de la commission des finances, de la proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à rendre obligatoire et effective la **participation des collectivités publiques aux frais d'entretien et de réparation des édifices de leur domaine classés « monuments historiques »** [22 mai 1962] (p. 289). — Question orale (n° 6) de M. Borde-neuve sur l'**aide aux créateurs d'art non salariés** [3 juillet 1962] (p. 652). — **IV° plan de développement économique et social** [6 juillet 1962] (p. 785). — **Projet de loi de programme relatif à la restauration de grands monuments historiques** [19 juillet 1962] (p. 1039).

MARCELLIN (M. RAYMOND), *Ministre de la santé publique* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962. — Nomination du 16 mai 1962).

Interventions :

Question orale (n° 418) de Mme Cardot [3 juillet 1962] (p. 655). — **IV° plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 797).

MARCILHACY (M. PIERRE) [Charente].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. André Armengaud, sur les marques de fabrique et de commerce [21 juin 1962] (n° 230).

Questions orales :

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des armées* s'il est exact qu'à la date du dépôt de la présente question, de jeunes soldats du contingent doivent être envoyés en renfort à Oran [15 mai 1962] (n° 398). — Réponse [26 juin 1962] (p. 588 et 589).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des armées* s'il est exact que le dernier condamné passé par les armes vivait et souffrait encore près de dix minutes après le commandement du feu et s'il dut être achevé à ce moment-là, dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour que, quelles que puissent être les fautes d'un condamné, de pareils spectacles ne risquent plus de déshonorer la France et l'armée, ou du moins ceux qui l'utilisent [9 juillet 1962] (n° 430).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* s'il ne lui paraît pas possible de faire attribuer dans chaque localité pour les services publics essentiels, un numéro d'appel téléphonique identique. Ces services pourraient être les pompiers, la police, la mairie, la préfecture ou la sous-préfecture, les médecins ou les hôpitaux [18 décembre 1962] (n° 454).

Interventions :

Projet de loi relatif à la cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles [8 mai 1962]. Discussion des articles : Art. 1^{er} : son amendement n° 48 (p. 181). — **Projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 237) : Art. 1^{er} : sur l'amendement n° 2 de M. Henri (p. 239) ; Art. 1^{er} bis : sur l'amendement n° 3 de M. Henri et le sous-amendement du Gouvernement (p. 239) ; Art. 1^{er} ter : sur l'amendement n° 5 de M. Fournier (p. 240). — **Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques** [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 285). — Proposition de loi de M. André Armengaud sur les **marques de fabrique et de commerce** [28 juin 1962]. Discussion générale : en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 635 et 636). Discussion des articles : titre I^{er} : du droit de priorité des marques : sur l'amendement n° 1 rectifié bis de M. Armengaud (p. 637 et 638) ;

Art. 15 : sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (p. 639) ; Art. 28 : sur l'article (p. 640) ; Art. 31 : sur l'article (p. 640) . — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1159, 1163, 1173, 1174, 1178, 1181, 1189, 1192, 1216).

MARETTE (M. JACQUES), *Ministre des postes et télécommunications* [Cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962].

Interventions :

Projet de loi autorisant l'approbation des **conventions** du 25 septembre 1956 relatives au **fonctionnement collectif de certains services de navigation aérienne au Groenland et en Islande** [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 290). — Projet de loi autorisant la ratification de la **convention internationale des télécommunications**, signée à Genève le 21 décembre 1959 [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 290). — Projet de loi autorisant la ratification de la **convention** entre la République française et la République italienne sur l'**aménagement hydro-électrique du Mont-Cenis** et prévoyant des dispositions pour l'application de l'article 6 de cette convention [22 mai 1962]. Discussion générale (p. 292). — **IV^e plan de développement économique et social** [10 juillet 1962] (p. 833, 835, 849).

MARIE-ANNE (M. GEORGES) [Martinique].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social, tome IV : les problèmes sociaux dans les départementaux d'outre-mer [18 juin 1962] (n° 243).

Questions orales :

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre des armées* que lors de la discussion du budget des armées, section des affaires communes, affaires d'outre-mer, de 1961 (débat budgétaires du Sénat, séance du 26 novembre 1960, p. 2026 et 2027), il lui a rappelé que la question de l'intégration des personnels civils auxiliaires de l'armée en service dans les départements d'outre-mer n'avait pas encore reçu la solution qu'elle attend depuis douze ans de départementalisation. Il a bien voulu lui répondre que cette revendication était juste et qu'il s'emploierait à en accélérer l'aboutissement. Il lui demande si des dispositions ont été enfin prises pour que soit réglée sans plus tarder cette irritante question qui entretient un climat de malaise dans les personnels civils auxiliaires de l'armée aux Antilles [22 mars 1962] (n° 384). — Réponse [22 mai 1962] (p. 270).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le Premier ministre* ce qui suit : aux termes du décret n° 60-408 du 26 avril 1960, le Parlement est représenté au comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer par : quatre députés choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer, à raison d'un pour chaque département, et désignés par le président de l'Assemblée nationale, sur proposition de la commission de la production et des échanges de cette Assemblée ; deux députés représentant la commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale ; deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer et désignés par le président du Sénat, sur proposition de la commission des affaires économiques et du plan de cette assemblée ; un sénateur représentant la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation du Sénat. Selon les usages généralement admis en la matière, les représentants des assemblées aux organismes extraparlamentaires font l'objet d'une nouvelle désignation au moins après chaque élection générale. Mais le texte précité n'ayant pas fixé expressément la durée du mandat des députés et sénateurs représentant le Parlement au comité directeur du fonds des départements d'outre-mer, il s'ensuit que bien que l'Assemblée nationale ait été récemment renouvelée dans son intégralité et le Sénat pour un tiers de ses membres, les députés et sénateurs désignés en 1959 sont reconduits tacitement dans leur délégation, sauf ceux qui n'ont pas été réélus. Il est évident qu'il s'agit là d'une situation anormale. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager : 1° de modifier le décret n° 60-408 du 26 avril 1960, de telle sorte que les représentants du Parlement au comité directeur du fonds des départements d'outre-mer soient soumis à une nouvelle désignation après chaque élection générale pour l'Assemblée nationale, et chaque renouvellement triennal pour le Sénat ; 2° de porter de deux à

quatre le nombre des sénateurs des départements d'outre-mer à désigner par le président du Sénat sur proposition de la commission des affaires économiques et du plan de cette Assemblée [27 décembre 1962] (n° 456).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le Premier ministre* ce qui suit : le décret n° 60-69 du 12 janvier 1960 réglant la composition du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique a prévu entre autres dispositions que le conseil comprend : deux députés choisis parmi les représentants des départements ou des territoires d'outre-mer et désignés par le président de l'Assemblée nationale ; deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer ou des territoires d'outre-mer et désignés par le président du Sénat. Selon les usages généralement admis en la matière, les représentants du Parlement à cet organisme extraparlamentaire auraient dû faire l'objet d'une nouvelle désignation, au moins après chaque élection générale ou triennale de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Mais le texte précité n'ayant pas expressément prévu la durée du mandat des représentants du Parlement au conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique, les représentants désignés auprès de cet organisme en 1959 sont reconduits tacitement dans leur délégation bien qu'il y ait eu récemment renouvellement de l'Assemblée nationale dans son intégralité et renouvellement du Sénat pour le tiers de ses membres. Il s'agit là, de toute évidence, d'une situation anormale. Il lui demande s'il ne serait pas disposé à envisager : 1° de modifier le décret du 12 janvier 1960 par une disposition qui stipulerait que les représentants du Parlement auprès du conseil de surveillance de la caisse centrale seront soumis à une nouvelle désignation après chaque élection générale ou triennale de l'Assemblée nationale ou du Sénat ; 2° de préciser par ailleurs : a) que les deux députés choisis parmi les représentants des départements ou territoires d'outre-mer comprendront un député pour les D. O. M. et un député pour les T. O. M. ; b) que les deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements ou territoires d'outre-mer comprendront un sénateur pour les D. O. M. et un sénateur pour les T. O. M. [27 décembre 1962] (n° 457).

Interventions :

Sur les **questions orales** avec débat (nos 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux relatives à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 220, 221). — Proposition de loi de MM. Raymond Bonnefous, Emile Hugues et Paul-Jacques Kalb tendant à étendre aux **départements d'outre-mer** l'application de la loi validée du 22 septembre 1942 sur les **effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux** [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 232). — Sur sa question orale (n° 384) concernant la **situation des personnels civils auxiliaires de l'armée dans les départements d'outre-mer** [22 mai 1962] (p. 270). — **IV^e plan de développement économique et social**. En tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales [11 juillet 1962] (p. 889 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Sur l'article 38 *quater* [18 juillet 1962] (p. 1022). — **Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole** [20 juillet 1962] (p. 1078).

MARSELLI (M. ANDRÉ) [Haute-Saône].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [10 juillet 1962] (p. 858). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**, en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [17 juillet 1962] (p. 971 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Discussion générale [20 décembre 1962], en tant que rapporteur de la commission des finances pour les dépenses militaires (p. 1451).

MARRANE (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

Interventions :

Discussion générale sur un projet de loi relatif à la **participation des employeurs à l'effort de construction** [19 décembre 1962] (p. 1385, 1386). — Discussion générale du projet de loi **de finances pour 1963** (1^{re} partie) [19 décembre 1962] (p. 1401, 1402).

MARTIN (M. LOUIS) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

MASSE (M. PIERRE), *Commissaire général au Plan*.

Intervention :

IV^e plan de développement économique et social [3 juillet 1962] (p. 653).

MASTEAU (M. JACQUES) [Vienne].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

MATHEY (M. PIERRE-RENÉ) [Haute-Marne].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale [5 octobre 1962].

MAUPEOU (M. JACQUES DE) [Vendée].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs.

Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application de la décision du 24 avril 1961 étendant l'application de l'ordonnance n° 58-916 du 7 octobre 1958 [21 juin 1962] (n° 234).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière [24 juillet 1962] (n° 315).

Question orale :

M. Jacques de Maupeou demande à **M. le Premier ministre** s'il estime suffisantes les mesures prises pour la protection et l'évacuation de la population française d'Algérie, et s'il ne compte pas utiliser tous les moyens que peuvent fournir l'armée, la marine et l'aviation, pour mettre fin, au plus tôt, à la situation tragique où se trouve cette population, et lui apporter toute l'aide que requièrent la défense de nos compatriotes et l'honneur de la France [10 juillet 1962] (n° 431).

Interventions :

Sur la **date du débat** suivant la communication du Gouvernement sur les **accords d'Evian** [20 mars 1962] (p. 77). — Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'**exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [17 mai 1962]. Discussion de l'article unique : Explique son vote sur l'amendement n° 1 de M. Levêque (p. 245). — **Projet de loi** complétant l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 sur les **monuments historiques**, modifiée par la loi du 25 février 1943 [22 mai 1962], en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles. Discussion générale (p. 288). — **projet de loi** sur le **patrimoine historique** ; rapporteur [24 juillet 1962] (p. 1113 et suiv.).

MAURICE-BOKANOWSKI (M. MICHEL), *Ministre de l'industrie* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Interventions :

Proposition de loi de M. André Armengaud sur les **marques de fabrique et de commerce** [28 juin 1962]. Discussion générale (p. 636 et 637). — **IV^e Plan de développement économique et social** [10 juillet 1962] (p. 841, 843, 882, 884).

MAZIOL (M. JACQUES), *ministre de la construction* (cabinets de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962 et du 28 novembre 1962).

Interventions :

Question orale (n° 386) de M. Pierre Garet relative aux **prêts consentis aux organismes d'H. L. M. s'occupant d'accession à la propriété** [8 mai 1962] (p. 167). — **Projet de loi** relatif à la

construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [19 juin 1962]. Discussion générale (p. 529 à 531). Discussion des articles :

Art. 1^{er} : propose que la loi s'applique aux « immeubles comprenant des locaux à usage d'habitation » (p. 532) ; qu'ils soient à usage principal ou secondaire ; Art. 4 : accepte l'amendement de la commission proposant deux seuls types de vente : la vente en l'état futur d'achèvement et la vente à terme (p. 534) ; accepte le nouvel intitulé relatif à la vente en l'état futur d'achèvement (*idem*) ; Art. 5 : accepte la définition donnée par la commission de la vente en l'état futur d'achèvement (*idem*) ; Art. 16 : accepte les modifications rédactionnelles proposées par la commission (*idem*) ; Art. 7 : se rallie à l'amendement n° 10 de la commission (p. 535) ; Art. 8 : repousse l'amendement de M. Vallin tendant à n'accorder au vendeur que le cinquième des voix au lieu du tiers (p. 535) ; assure M. Vallin que les garanties supplémentaires qu'il demanderait pour les acquéreurs dans son amendement n° 133 figureront dans le règlement d'administration publique (*idem*) ; Art. 9 : accepte la nouvelle rédaction proposée par la commission (p. 536) ; Art. 10 : sous-amendement n° 114 du Gouvernement (*idem*) ; Art. 11 : se rallie à la modification de présentation (p. 537) ; accord sur le nouvel intitulé de la section III, relative aux dispositions communes (*idem*) ; accepte le nouvel article additionnel 11 bis relatif au contenu du contrat de vente (p. 537) ; article additionnel 11 ter (nouveau) ; se rallie à l'amendement n° 17 de la commission relatif à la garantie des vices des immeubles construits (p. 539) ; accord sur le nouvel article additionnel 11 quater relatif à la cession pendant la période d'exécution du contrat (*idem*) ; Art. 12 : accepte l'amendement n° 19 de la commission (*idem*), mais repousse celui de M. Voyant, n° 119 (p. 540) ; Art. 15 : sur l'amendement n° 134 de M. Vallin (p. 541) ; accepte l'amendement n° 22 de la commission (*idem*) ; puis l'amendement n° 23 (*idem*) ; l'amendement n° 24 (p. 542) ; l'amendement n° 25 tendant à la suppression du chapitre III relatif à la promesse de vente (*idem*) et les amendements 26, 27, 28 et 29 tendant à la suppression des articles 17, 18, 19 et 20 relatif à la promesse de vente. — *Suite de la discussion* [21 juin 1962] : Art. 21 : accepte l'amendement n° 30 de la commission (p. 550) ; Art. 22 : accepte l'amendement n° 32 de la commission relatif à l'établissement du contrat du promoteur (p. 551) ; Art. 24 : accepte l'amendement n° 33 de la commission (p. 551) ; accepte le sous-amendement n° 122 de M. Voyant (*idem*) ; Art. 25 : accepte l'amendement n° 34 de la commission (p. 552) ; Art. 26 : accepte l'amendement n° 123 de M. Voyant (*idem*) ; Art. 27 : accepte l'amendement n° 35 de la commission (*idem*) ; Art. 32 : accepte l'amendement n° 36 de la commission (p. 553) ; Art. 34 : accepte l'amendement n° 37 de la commission (p. 554) ; Art. 35 : amendement n° 115 présenté par le Gouvernement (p. 554) ; Art. 37 : accepte l'amendement n° 39 de la commission, relatif au contenu des statuts, sous réserve de l'adoption de l'amendement n° 116 du Gouvernement (p. 555) ; accepte l'amendement n° 40 de la commission et n° 135 du groupe communiste instituant un article additionnel 37 bis (nouveau) (p. 556) ; Art. 42 : sous-amendement n° 154 du Gouvernement (p. 557) ; accepte les amendements n° 42, 45 et 46 de la commission (p. 557) ; Art. 43 : accepte l'amendement n° 47 de la commission (*idem*) ; Art. 44 : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Vallin, mais accepte l'amendement n° 48 de la commission sur le contrôle opéré par le commissaire-censeur (p. 558) ; Art. 45 : amendement n° 117 rectifié du Gouvernement (*idem*) ; Art. 47 : accepte l'amendement n° 50 de la commission (p. 559) ; Art. 48 : maintient son texte sur cet article (p. 560), mais se prononce pour l'adoption des amendements n° 52 et 53 de la commission ; Art. 50 : accepte l'amendement n° 56 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 57 de la commission (p. 561) ; Art. 51 : accepte l'amendement n° 58 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 60 de la commission (*idem*) ; Art. 52 : accepte l'amendement n° 61 de la commission (p. 562) ; Art. 53 : accepte l'amendement n° 62 de la commission (*idem*) ; Art. 55 : accepte l'amendement n° 63 de la commission (*idem*) ; soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (*idem*) ; accepte l'amendement n° 64 de la commission (p. 563) ; Art. 56 : accepte l'amendement n° 65 de la commission (*idem*) ; accepte la première partie de l'amendement n° 67 de la commission et se rallie à l'amendement n° 127 de M. Voyant (*idem*) ; Art. 57 : accepte l'amendement n° 68 de la commission (p. 564) ; accepte l'amendement n° 69 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 70 rectifié de la commission (*idem*) ; Art. 58 : s'oppose aux amendements n° 113 de MM. Emile Hugues et Molle et n° 152 de M. Chauvin (p. 566) ; accepte l'amendement n° 71 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 72 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 73 de la commission (p. 567) ; repousse l'amendement n° 163 de M. Chauvin (*idem*) ; Art. 59 : accepte l'amendement n° 74 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 76 de la com-

mission (*idem*) ; Art. 60 : accepte l'amendement n° 77 de la commission (p. 568) ; Art. 61 : accepte l'amendement n° 78 de la commission (*idem*) ; Art. 62 : accepte l'amendement n° 79 de la commission (*idem*) ; Art. 62 bis nouveau : accepte l'amendement n° 80 de la commission (*idem*) ; Art. 63 : accepte l'amendement n° 81 de la commission (p. 569) ; accepte l'amendement n° 82 de la commission (p. 570) ; accepte l'amendement n° 84 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 86 de la commission (*idem*) ; Art. 64 : accepte l'amendement n° 88 de la commission (p. 571) ; défend l'amendement 157 du Gouvernement (*idem*) ; l'amendement n° 118 rectifié (p. 572) ; Art. 65 : accepte l'amendement n° 91 de la commission et soutient le sous-amendement n° 158 du Gouvernement (*idem*) ; accepte l'amendement n° 92 de la commission sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 159 du Gouvernement (*idem*) ; Art. 66 : accepte l'amendement n° 93 de la commission (p. 573) ; Art. 71 : accepte l'amendement n° 97 de la commission (*idem*) ; sur l'amendement n° 160 rectifié du Gouvernement (p. 574) ; Art. 73 : accepte l'amendement n° 99 de la commission (*idem*) ; Art. 74 : accepte l'amendement n° 100 de la commission (*idem*) ; Art. 81 : accepte l'amendement n° 108 de la commission (p. 577) ; Art. 67 : accepte l'amendement n° 94 de la commission (*idem*) ; accepte l'amendement n° 95 de la commission (*idem*) ; Art. 79 : défend son amendement n° 156 (p. 577 et 578) ; Art. 182 : accepte l'amendement n° 109 de la commission (p. 579) ; Art. 83 : accepte l'amendement n° 110 de la commission (*idem*) ; Art. 84 : accepte l'amendement n° 111 de la commission (*idem*). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation. — Discussion générale en deuxième lecture [16 juin 1962] (p. 594 et 595 ; p. 596). Discussion des articles : Art. 1^{er} : sur l'amendement n° 1 de la commission (p. 596 et 597) ; Art. 1^{er} bis : en réponse à une intervention de M. Bernard Chochoy sur les moyens mis au service de la politique foncière (p. 598 et 599) ; Art. 1^{er} quater : accepte l'amendement n° 2 de la commission (p. 599) ; Art. 1^{er} quinquies et amendement n° 3 de la commission (*idem*) ; Art. 2 et amendement n° 4 de la commission (p. 600) ; Art. 2 bis (nouveau) : repousse l'amendement n° 17 de M. Hugues (*idem*) ; accepte les amendements n° 5 et 6 de la commission (p. 600 et 601) ; Art. 2 ter : sur les amendements n° 7 et 18 (p. 601, 602 et 603) ; Art. 7 : accepte l'amendement n° 11 de la commission (p. 606) ; Art. 11 : accepte l'amendement n° 12 de la commission (p. 606) ; accepte l'amendement n° 13 de la commission tendant à rétablir l'article 12 (*idem*) ; Art. 14 : sur l'amendement n° 15 de M. Hugues (p. 608, 609 et 610) ; sur l'amendement n° 16 de M. Hugues (p. 610). — Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyer modéré pour les années 1962 à 1965 [28 juin 1962]. Discussion générale (p. 631 et 632). Discussion des articles : sur l'amendement n° 1 de la commission (p. 633) ; sur l'amendement n° 2 de la commission (p. 634 et 635). — Projet de loi en deuxième lecture relatif aux rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel [19 juillet 1962] ; Sur les articles (p. 1046 et suiv.). — Patrimoine historique [24 juillet 1962] (p. 1116). — Participation des employeurs à l'effort de construction. Discussion générale [19 décembre 1962] (p. 1386). Discussion des articles : Art. 3 : accepte l'amendement n° 1 de M. Douloux (p. 1387) ; Répond à M. Chochoy (p. 1388).

MENARD (M. JACQUES) [Deux-Sèvres].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

MENU (M. ROGER) [Marne].

Est nommé président de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport d'information de MM. Roger Menu, André Chazalon, Mme Renée Dervaux, MM. Louis Martin, André Méric et Léon Messaud, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite de la mission effectuée du 6 au 8 février 1962 par une délégation de cette commission dans le département de l'Aveyron en vue d'étudier les problèmes posés par le conflit minier de Decazville. (Enregistré à la présidence le 26 février 1962.) [Rattaché pour ordre à la séance du 15 décembre 1961] (n° 157).

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social. Tome I : aspects sociaux du plan [28 juin 1962] (n° 243).

Interventions :

Projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique, en qualité de président de la commission des affaires sociales [17 mai 1962]. Discussion des articles : Art. 1^{er} bis (nouveau) : sur l'amendement n° 3 de M. Henriet et le sous-amendement du Gouvernement (p. 239) ; propose une modification de l'intitulé (p. 241). — Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion de l'article unique. Répond, en qualité de président de la commission des affaires sociales, à une observation de M. Dutoit concernant l'amendement présenté en séance par M. Levêque (p. 246). Article additionnel (p. 249). Propose une modification de l'intitulé (p. 250). — Projet de loi tendant à accorder à certaines catégories de travailleurs, obligatoirement affiliés au régime général de la sécurité sociale postérieurement au 1^{er} juillet 1930, la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse [7 juin 1962]. Discussion de l'article unique. Propose une nouvelle rédaction du premier alinéa (p. 448, 449). — IV^e plan de développement économique et social [4 juillet 1962] ; rapporteur pour avis de l'ensemble du projet au nom de la commission des affaires sociales (p. 689).

MERIC (M. ANDRÉ) [Haute-Garonne]

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est élu vice-président du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

En qualité de vice-président du Sénat, préside : la séance du 15 mai 1962 ; la deuxième partie de la séance du 12 juin 1962 ; la séance du 4 juillet 1962 (matin et soir) ; la séance du 5 juillet 1962 (matin) ; la séance du 11 juillet 1962 (matin) ; la séance du 18 juillet 1962 (soir) ; la séance du 19 juillet 1962 (soir), du 25 juillet 1962 (après-midi), du 26 juillet 1962 (après-midi) ; la séance du 20 décembre 1962 (après-midi). Annonce le scrutin pour l'élection des juges titulaires de la haute cour de justice et en proclame les résultats [20 décembre 1962] (p. 1448 et 1463).

Question orale :

M. André Méric rappelle à M. le ministre des armées les termes de la question qu'il avait posée en ce qui concerne le choix d'un avion pour les déplacements du chef du Gouvernement français à l'étranger ; il lui rappelle également à ce sujet les termes de la réponse faite devant le Sénat le 7 novembre 1961. Depuis cette date, le chef de l'Etat a effectué deux voyages officiels en Italie et en Allemagne sur le même appareil étranger alors que les distances sont précisément celles du moyen courrier « La Caravelle », avion qui n'a pas été retenu pour les voyages officiels gouvernementaux. Cette utilisation semble infirmer les déclarations faites par M. le ministre des armées. Il lui demande en conséquence : 1° si à sa connaissance, un chef d'Etat dont le pays possède sa propre construction aéronautique a effectué un voyage officiel sur un appareil de production étrangère ; 2° s'il est possible d'espérer que les prochains déplacements officiels du Président de la République s'effectueront sur « La Caravelle » [2 octobre 1962] (n° 441).

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [10 juillet 1962] (p. 861, 868, 869, 872). Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 920).

MESSAUD (M. LÉON) [Haute-Garonne]

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction. Discussion des articles [19 juin 1962] : Art. 1^{er} : se rallie à l'amendement du Gouvernement proposant que la loi s'applique aux immeubles comprenant des locaux à usage d'habitation (p. 532). Art. additionnel 11 bis : sur la garantie en

matière d'assurance (p. 538). Suite de la discussion des articles [21 juin 1962]. Explication de vote sur l'ensemble (p. 580). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **rappports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation** ou à usage professionnel [19 juillet 1962]. En tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1048 et suiv.).

MESSMER (M. PIERRE), *Ministre des armées* (cabinets de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962 et du 28 novembre 1962).

Interventions :

Répond à la question orale (n° 384) de M. Georges Marie-Anne concernant la **situation des personnels civils auxiliaires de l'armée dans les départements d'outre-mer** [22 mai 1962] (p. 270). — Projet de loi relatif à la **procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense** [14 juin 1962]. Discussion générale (p. 496). Discussion des articles (p. 499). — Projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 sur l'**organisation générale de la défense**. Discussion générale [14 juin 1962] (p. 501). Discussion des articles : Art. 1^{er} : accepte l'amendement tendant à déterminer par décret les obligations des employeurs des assujettis au service national (p. 502).

METAYER (M. PIERRE) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Pierre Métayer demande à *M. le ministre des armées* s'il est exact que les autorités militaires ont envisagé de requérir la gendarmerie pour entrer dans la composition des pelotons d'exécutions capitales et lui signale qu'une telle mesure serait une violation flagrante des prescriptions de l'annexe II C, article 6 du règlement sur le service dans l'armée (3^e partie) et des articles 86 et 106 du décret du 20 mai 1903 sur le service spécial de la gendarmerie [25 septembre 1962] (n° 437).

M. Pierre Métayer demande à *M. le ministre des armées* quelles mesures il envisage de prendre ou de proposer pour que toute revalorisation qui pourrait intervenir en faveur de la police se fasse, non seulement dans le respect des parités sûreté nationale, préfecture de police, mais aussi dans le respect de la parité gendarmerie-police, voulue par le législateur en 1955, et que toutes sortes de raisons commandent de maintenir plus particulièrement au sortir des épreuves que le pays vient de traverser et au cours desquelles « l'accroissement des tâches », que les exigences de l'ordre public ont imposées à la gendarmerie, n'a pas été moindre que celui qu'a supporté la police [25 septembre 1962] (n° 438).

M. Pierre Métayer s'étonne auprès de *M. le ministre du travail* des conditions inadmissibles dans lesquelles s'est déroulé le scrutin du 13 décembre pour l'élection des administrateurs de la sécurité sociale et lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer la régularité des élections et en particulier pour permettre à ceux qui n'ont pas pu voter de le faire [18 décembre 1962] (n° 453).

Intervention :

Projet de **loi de finances rectificative** pour 1962. Discussion générale [20 décembre 1962] (p. 1456).

MINARD (M. FRANÇOIS) [Allier].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [8 mai 1962].

MINVIELLE (M. GÉRARD) [Landes].

Est élu questeur du Sénat [4 octobre 1962].

MISSOFFE (M. FRANÇOIS), *Secrétaire d'Etat au commerce intérieur* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Interventions :

Répond à la **question orale n° 405** de M. Louis Gros [17 juillet 1962] (p. 944) ; à la **question orale n° 412** de M. Armengaud [17 juillet 1962] (p. 945) ; à la **question orale n° 414** de M. Armengaud [17 juillet 1962] (p. 946) ; à la **question orale n° 419 de M. Audy** [17 juillet 1962] (p. 947).

MISTRAL (M. PAUL) [Isère].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission à la Réunion et aux Comores, par MM. Paul Mistral, Joseph Beaujannot, Raymond Brun, Jacques Gadoin, Victor Golvan et Jacques Marette [17 mai 1962] (n° 196).

MITTERRAND (M. FRANÇOIS) [Nièvre].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Elu député à l'Assemblée nationale à la suite du scrutin du 25 novembre 1962 [6 décembre 1962].

Vacance de son siège de sénateur proclamée [13 décembre 1962].

Questions orales avec débat :

M. François Mitterrand demande à *M. le Premier ministre* quelle serait, dans l'éventualité d'une réforme des institutions, la position du Gouvernement quant à l'interprétation des articles 11 et 89 de la Constitution [4 juillet 1962] (n° 22). Discussion [17 juillet 1962] (p. 948 et suiv.).

M. François Mitterrand a l'honneur de demander à *M. le Premier ministre* de bien vouloir faire connaître au Sénat les raisons qui ont conduit le Gouvernement à préférer s'incliner devant les injonctions du Chef de l'Etat plutôt que devant les exigences de la loi en consentant à engager une procédure de révision constitutionnelle non conforme aux dispositions de l'article 89 [4 octobre 1962] (n° 31).

M. François Mitterrand, constatant les intolérables manquements de la radiotélévision française à son devoir d'information exacte et complète, a l'honneur de demander à *M. le Premier ministre* de bien vouloir faire connaître au Sénat les mesures qu'il compte prendre pour que cesse l'accapement par une faction de ce service public [4 octobre 1962] (n° 32).

Interventions :

Sur les **questions orales avec débat** (n°s 4, 5, 8, 9 et 11) de MM. Georges Portmann, Jean Péridier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos, relatives à la **politique étrangère du Gouvernement** [12 juin 1962] (p. 472 à 475, 482). — **Revision constitutionnelle par référendum**. Sa question orale avec débat [17 juillet 1962] (p. 953 et suiv.). — Projet de loi autorisant la ratification du **traité de cession des Etablissements français de l'Inde** [23 juillet 1962] (p. 1096 et suiv.).

MOLLE (M. MARCEL) [Ardèche].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Avis, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif aux **groupements agricoles d'exploitation en commun** [15 mai 1962] (n° 182).

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence [24 juillet 1962] (n° 316).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à modifier les articles 811, 837, 838, 842, 843, 845 et 861 du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [13 décembre 1962] (n° 15).

Interventions :

Projet de loi relatif aux **groupements agricoles d'exploitation en commun** [17 mai 1962]. — Discussion des articles : Art 2 : amendement n° 3 de M. Golvan ; défend son sous-amendement n° 11 (p. 252). Art. 3 : défend son amendement n° 12 (p. 253). Art. 5 : amendement n° 4 de M. Golvan ; défend son sous-amendement n° 13 (p. 254) ; amendement n° 5 de M. Golvan ; défend son sous-amendement n° 14 (p. 255). Art. 8 : défend ses amen-

dements n^{os} 15, 16 et 17 (p. 256 et 257) ; accepte l'amendement n^o 7 de M. Golvan (p. 258). Art. 10 : défend son amendement n^o 18 (p. 258). Art 1^{er} : défend son amendement n^o 10 (p. 260). — **Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition** ou de construction [19 juin 1962]. Discussion des articles : art. 2 : son amendement (n^o 112) tendant à exclure les coopératives du champ d'application de la loi (p. 533). — *Suite de la discussion* [21 juin 1962]. Art. 58 : son amendement n^o 113 sur les dispositions particulières aux sociétés de construction de forme coopérative (p. 565). — **Orientation agricole** (rapporteur) [25 juillet 1962] (p. 1158 et suiv.).

MONICHON (M. MAXIME) [Gironde].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Interventions :

Sur les **questions orales** avec débat n^o 21 de M. René Tinant et n^o 20 de M. Michel Kauffmann, relatives à l'**application de la loi d'orientation agricole** [9 juillet 1962] (p. 800). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Sur l'article 38 *ter* [18 juillet 1962] (p. 1021 et suiv.).

MONNERVILLE (M. GASTON) [Lot].

Est réélu président du Sénat [2 octobre 1962].

En sa qualité de **président du Sénat**, préside la séance du 20 mars 1962 ; prononce l'**éloge funèbre de M. Fernand Auberger**, sénateur de l'Allier [20 mars 1962] (p. 72). — Préside : la séance du 21 mars 1962, la séance du 24 avril 1962, la séance du 26 avril 1962, la séance du 3 mai 1962, la séance du 10 mai 1962, la deuxième partie de la séance du 15 mai 1962, la séance du 24 mai 1962, la séance du 7 juin 1962, la première partie de la séance du 12 juin 1962. — Préside la séance du 21 juin 1962. — **Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition** ou de construction. Suite de la discussion [21 juin 1962]. A propos de l'effort accompli par la commission et sur la vertu de l'efficacité des commissions spéciales (p. 580). — Préside la deuxième séance du 3 juillet 1962. — Sur la **cessation du mandat des députés et sénateurs algériens** [3 juillet 1962] (p. 667). — Préside la séance du 5 juillet 1962 (après-midi). — Répond à M. Raymond Brun sur les propositions de la conférence des présidents [5 juillet 1962] (p. 751). — Préside la séance du 6 juillet 1962 (matin) ; la séance du 9 juillet (matin). — Questions orales avec débat n^o 21 de M. René Tinant et n^o 20 de M. Michel Kauffmann, relatives à l'**application de la loi d'orientation agricole** [9 juillet 1962]. Donne des précisions sur la date de clôture de la session et la date de discussion du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole (p. 801). — Préside la séance du 10 juillet (après-midi). — Communique au Sénat la décision prise par le Conseil constitutionnel sur une loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [11 juillet 1962] (p. 881 et 882). — Préside la séance du 12 juillet 1962 (après-midi). Sur l'application de l'article 40 (p. 928). — Préside la séance du 17 juillet 1962 (après-midi). Apport des précisions sur l'article 89 de la Constitution (p. 961). — Préside la séance du 18 juillet 1962 (après-midi). Précise comment doit être appliqué l'article 44 du règlement du Sénat (p. 988 et 989). — Préside la séance du 23 juillet 1962 (soir). Porte à la connaissance du Sénat la prolongation de la session ordinaire (p. 1104) et la convocation du Parlement en session extraordinaire (p. 1107). — Préside la première séance du 24 juillet 1962. Déclare close la session ordinaire. Ouvre la session extraordinaire. — Préside la séance du 25 juillet 1962 (soir). — Préside la séance du 27 juillet 1962. Au cours de cette séance, tire les conclusions de la session qui s'achève et demande au Gouvernement d'améliorer les conditions du travail parlementaire [27 juillet 1962] (p. 1240). — Préside, après sa réélection, la fin de la séance du 2 octobre 1962 et prononce, au cours de cette séance un **discours de remerciement à ses collègues** à l'occasion duquel il **prend position sur la revision constitutionnelle** (p. 1272). — Préside la première séance du 4 octobre 1962 (matin). Procède à l'élection des vice-présidents et des questeurs (p. 1290). — Préside la deuxième séance du 4 octobre 1962 (après-midi). Procède à la nomination des huit secrétaires du Sénat (p. 1292). Donne lecture d'une lettre du président du Conseil constitutionnel (p. 1292). — Préside la troisième séance du 4 octobre 1962 (après-midi). Proclame l'élection des deux sénateurs représentant les Français hors de France. Donne communication du dépôt de protestations du Conseil constitutionnel contre les élections sénatoriales des

Ardennes, Aisne, Gard, Guyane. — Préside la séance du 5 octobre 1962 (après-midi). Nomination des membres des commissions. — Préside la séance du 9 octobre 1962 (après-midi). Allocution sur la **revision constitutionnelle** (p. 1306, 1307, 1308). — Ajourne le Sénat [9 octobre 1962] (p. 1309). — Préside la séance du 6 décembre 1962. Au cours de cette séance **rend hommage à la mémoire du Président René Coty** [6 décembre 1962] (p. 1337 et 1338). Ajourne le Sénat [6 décembre 1962] (p. 1338). — Préside la séance du 13 décembre 1962. — Préside la séance du 19 décembre 1962 (après-midi). — Préside la séance du 21 décembre 1962 (après-midi) et annonce la clôture de la session ordinaire (p. 1472). — Préside la séance du 27 décembre 1962. Annonce l'ouverture de la session extraordinaire et donne communication d'une lettre du Premier ministre.

MONSARRAT (M. FRANÇOIS) [Tarn].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

MONT (M. CLAUDE [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

MONTALEMBERT (M. GEOFFROY DE) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

En qualité de **vice-président du Sénat**, préside la séance du 17 mai 1962. Présente une observation à M. Dutoit qui manifestait son intention de lire un télégramme reçu par des parlementaires avant le débat sur la proposition de loi relative à l'**exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [17 mai 1962] (p. 243). — Préside la deuxième séance du 22 mai 1962. Intervient sur le retrait de l'ordre du jour, demandé par M. Roubert, au nom de la commission des finances de la proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à rendre obligatoire et effective la **participation des collectivités publiques aux frais d'entretien et de réparation** des édifices de leur domaine classés « monuments historiques » [22 mai 1962] (p. 289). — Préside : la séance du 19 juin 1962, la séance du 5 juillet 1962 (soir), la séance du 9 juillet 1962 (soir), la séance du 10 juillet 1962 (fin d'après-midi et soir), préside la séance du 18 juillet 1962 (fin d'après-midi), la deuxième séance du 24 juillet 1962.

Interventions :

Sur les 4 **questions orales** avec débat relatives à la **revision constitutionnelle par référendum** [17 juillet 1962] (p. 959 et suivantes). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** sur l'article 39 [18 juillet 1962] (p. 1025). — Résolution tendant à modifier les **articles 7 et 63 du règlement du Sénat**. Sur l'amendement de M. Rombert [20 juillet 1962] (p. 1064). — **Collectif 2^e lecture** [24 juillet 1962] (p. 1125).

MONTEIL (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens et aux militaires de la disponibilité ou des réserves, victimes d'accident lors de leur participation à des séances d'instruction militaire [24 mai 1962]. Discussion de l'article unique. Défend ses amendements n^o 1 et n^o 2 (p. 289). Répond à l'intervention de M. le secrétaire d'Etat (p. 339 et 390). — **IV^e plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 742). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** [18 juillet 1962] (p. 992 et suivantes). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1155, 1199, 1200).

MONTPIED (M. GABRIEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

MOREVE (M. ROGER) [Indre].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accident lors de leur participation à des séances d'instruction militaire [24 mai 1962], en remplacement de M. Labidi Neddof, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Discussion générale (p. 383). Discussion de l'article unique. Sur les amendements n° 1 et n° 2 de M. Monteil (p. 390). Sur amendement n° 4 de M. Maurice Lalloy [18 décembre 1962] (p. 1376).

MOTAIS DE NARBONNE (M. LÉON) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

MOTTE (M. EUGÈNE) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

MOUTET (M. MARIUS) [Drôme].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Est élu membre titulaire délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

En sa qualité de *président d'âge du Sénat*, préside la séance du 2 octobre 1962. Au cours de cette séance, donne lecture du message de M. le Président de la République (p. 1270) et prononce l'allocution du président d'âge (p. 1270). Demande l'affichage du discours du président du Sénat et la nomination d'une commission pour cet affichage [9 octobre 1962] (p. 1308).

Question orale :

M. Marius Moutet demande à M. le ministre des affaires étrangères : 1° de bien vouloir indiquer la position du Gouvernement à l'égard de la recommandation 288 (coopération avec les pays en voie de développement), adoptée par l'Assemblée du Conseil de l'Europe le 22 septembre 1961 ; 2° de lui préciser quelle suite a été donnée à cette recommandation par le Conseil de l'O. C. D. E., compte tenu du fait que le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a décidé de la transmettre à cet organisme ; et, enfin, si le Gouvernement est disposé à proposer au sein de l'O. C. D. E. l'ouverture d'une négociation sur les moyens de remédier à l'instabilité des marchés des matières premières [5 février 1962] (n° 125).

Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962 relative à la participation de la France au fonds monétaire international [29 mai 1962]. Discussion générale. Demande un éclaircissement au cours de l'exposé de M. le ministre des finances (p. 405). — Sur les questions orales avec débat (n° 4, 5, 8, 9 et 11) de MM. Georges Portmann, Jean Péridier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos, relatives à la politique étrangère du Gouvernement [12 juin 1962] (p. 478, 486). — Projet de loi autorisant l'approbation du statut de la Conférence de la Haye de droit international privé du 31 octobre 1951. Discussion générale [14 juin 1962] (p. 504). — Projet de loi autorisant la ratification du traité de cession des établissements français de l'Inde. Contre la motion préjudicielle [23 juillet 1962] (p. 1099 et suiv.). — Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1189, 1192, 1196, 1205).

N

NAMY (M. LOUIS) [Seine-et-Oise].

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Louis Namy expose à M. le ministre des affaires étrangères que des informations concordantes en provenance du Sud-Viet-Nam font état : 1° de véritables opérations militaires, se déroulant sur l'ensemble du territoire du Sud-Viet-Nam avec la participation d'un nombre toujours plus élevé d'officiers et de

troupes spécialisées américaines sous la direction d'un état-major, utilisant un armement très important fourni par les U. S. A. ; 2° d'un ensemble de mesures comportant notamment l'organisation de « villages stratégiques », entraînant la concentration des populations rurales, qu'un journal américain qualifie de « la plus grande opération de transfert de populations du Sud-Est asiatique ». Cette situation, jointe à l'existence d'importantes bases aériennes et navales américaines installées sur le territoire du Sud-Viet-Nam depuis 1954, en contradiction avec les accords de Genève, aggrave dangereusement la tension internationale dans cette partie du monde, est contraire à la politique de neutralité qui constitue la lettre et l'esprit des accords de Genève, appliquée au Cambodge, et qui vient de triompher heureusement au Laos, compromet gravement les intérêts français dans le Sud-Est asiatique. En conséquence, il lui demande quelles initiatives le Gouvernement compte prendre pour contribuer à diminuer la tension internationale dans cette région, promouvoir une politique conforme aux accords de Genève, garantir les véritables intérêts de la France au Viet-Nam et préserver les rapports d'amitié avec la nation vietnamienne [17 juillet 1962] (n° 433).

M. Louis Namy expose à M. le ministre des armées que le 4 décembre 1962, deux jeunes soldats du contingent, affectés au 151^e train stationné au camp de Monthéry, ont trouvé la mort à la suite de l'éboulement d'une sablière dans laquelle ils effectuaient une corvée. Il lui rappelle qu'il y a quelques mois un accident mortel dont un jeune soldat fut victime s'est déjà produit dans cette unité lors d'une corvée de vidange d'une fosse d'aisance. Considérant la multiplication de tels accidents mortels au camp de Monthéry — accidents nullement imputables à la fatalité — il lui demande : 1° pourquoi les mesures de sécurité de rigueur dans les entreprises privées ou nationalisées effectuant des travaux dangereux ne sont pas prises par les autorités militaires lorsqu'elles font exécuter par les militaires des travaux du même genre ; 2° quelles sanctions il entend prendre à l'encontre des responsables de tels accidents mortels plongeant des familles dans la douleur ; 3° quelles dispositions réglementaires il estime devoir édicter ou rappeler aux chefs d'unités afin que ces accidents ne se reproduisent pas [13 décembre 1962] (n° 452).

Interventions :

Projet de loi fixant le régime d'importation, de vente, de cession, de transport, de port, de détention et d'exportation des armes, articles d'armement, munitions et matériel de guerre en Côte française des Somalis [22 mai 1962]. Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 280). — **IV^e plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 795). Explication de vote sur l'ensemble [12 juillet 1962] (p. 933 et 934). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel. Article 1^{er} : son amendement [19 juillet 1962] (p. 1046). Article II *quater* (p. 1048 et 1051).

NAVEAU (M. CHARLES) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Charles Naveau rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 1^{er} de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 stipule que l'ensemble des dispositions prises, en matière agricole, doit avoir pour objet d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques ; que l'article 31 de cette loi a, notamment, pour objectif de fixer les prix des produits agricoles en tenant compte de la rémunération du travail et du capital et lui demande comment il entend concilier ces impératifs avec la déclaration qu'il vient de faire récemment aux organisations agricoles dans laquelle il déclare vouloir maintenir la stabilité des prix, en général, en bloquant les prix actuels des produits agricoles, déjà en retrait cependant de 5 à 7 p. 100 sur l'indice du coût de la vie [7 mars 1962] (n° 382). Réponse [22 mai 1962] (p. 271).

M. Charles Naveau rappelle à M. le ministre de l'agriculture que, le 17 mars, il avait déposé une question écrite (n° 2498) relative au tonnage d'orge des récoltes 1960 et 1961 (*Journal officiel* du 20 mars 1961). — Débats parlementaires. — Sénat. — page 81) ; que, le 24 avril, le ministre de l'agriculture lui faisait connaître qu'un délai lui était nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à cette question ; que, cependant, dans le même temps, une information identique lui était demandée par un parlementaire de l'Assemblée nationale appartenant à la majorité ; que ce dernier obtenait dans un délai très court la réponse souhaitée alors que le sénateur précité

attend toujours la sienne ; tenant compte de ces faits, il lui demande : 1° les motifs qu'il peut invoquer pour justifier ce procédé puisqu'il établit une nette discrimination entre un député et un sénateur ; 2° si le fait d'appartenir à un groupe de la majorité ne constituerait pas pour le Gouvernement un motif suffisant pour justifier la procédure précitée [17 mai 1962] (n° 399). Réponse [5 juin 1962] (p. 418).

M. Charles Naveau attire l'attention de *M. le ministre de l'Agriculture* sur les conséquences économiques et sociales qui peuvent découler de l'implantation du programme d'équipement d'abattoirs tel qu'il est présentement arrêté. Il lui signale en particulier qu'il n'est tenu aucun compte de la densité de la population dans certains départements comme par exemple le département du Nord qui a une population de plus de deux millions d'habitants consommant annuellement plus de 100.000 tonnes de viande et qui, outre les 964 tueries particulières, disposait de 50 abattoirs publics et 14 abattoirs individuels, et qui voit dans le nouveau plan son dispositif d'abattage réduit à 13 abattoirs publics répartis sur un territoire s'étendant sur 200 km alors que, dans les départements moins peuplés, on prévoit un dispositif cinq à six fois supérieur ; que cette concentration excessive est singulièrement dommageable tant aux utilisateurs qu'aux producteurs et consommateurs ; que, si la suppression des tueries particulières pouvait à la rigueur s'expliquer pour éviter toute possibilité de fraude fiscale et une insuffisance en matière sanitaire, cette suppression enlèvera aux bouchers leur caractère artisanal pour n'en faire que des commerçants sans qualité ; que, contrairement à l'objectif qui était prévu, c'est-à-dire une baisse de prix à la consommation et une part plus grande aux producteurs, les frais de déplacement, de transport seront augmentés et supportés par le consommateur ; que la taxe d'abattage imposée pour le financement des abattoirs modernes est trois à quatre fois plus élevée que celle existant actuellement dans les abattoirs en activité ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour y remédier [24 mai 1962] (n° 401). Réponse [5 juin 1962] (p. 419).

M. Charles Naveau expose à *M. le ministre de l'Agriculture* les réactions que suscitent, chez les producteurs de blé, les conditions dans lesquelles s'effectuent les transactions sur le blé, et au cours desquelles les acheteurs n'appliquent pas aux producteurs les bonifications de prix sur les qualités de poids spécifique. Il lui signale que s'introduit ainsi une notion de liberté dans le marché du blé, contraire aux principes même de l'office du blé, et néfaste pour l'encouragement à la production de blés de qualité ; il lui demande s'il ne compte pas mettre un terme à cet état de choses qui lèse directement les producteurs et s'il tiendra compte de cette situation anarchique pour la fixation du prix du blé fermage [5 octobre 1962] (n° 445).

M. Charles Naveau attire une fois de plus l'attention de *M. le ministre de l'Agriculture* sur le mécontentement grandissant des masses paysannes qui ne sauraient se contenter de demi-mesures n'ayant qu'un caractère d'efficacité problématique à très longue échéance et qui protestent avec véhémence contre la non-application de l'article 31 de la loi d'orientation agricole ayant trait tout spécialement à la fixation des prix des produits agricoles. Il s'insurge contre la décision gouvernementale de reconduire purement et simplement pour l'hiver 1962-1963 le prix du lait à la production à 0,38 nouveau franc tout en permettant par ailleurs une augmentation de 6 francs le litre du prix à la consommation parisienne, sans tenir compte : a) du décalage qui s'accroît entre les prix et dont les chiffres officiels donnés par l'institut national de la statistique sont les suivants, à savoir que, depuis 1949, les prix de détail ont augmenté de 100 p. 100, les prix de gros de 83 p. 100, les prix agricoles de 65 p. 100 seulement ; b) de l'augmentation générale des frais de production d'une période à l'autre évaluée à plus de 3 p. 100 ; c) des répercussions extrêmement graves des effets de la sécheresse d'été sur la production laitière ; il proteste contre le refus de reconnaître les frais réels de fabrication et de traitement dans les prix de soutien et contre la suppression de l'action de stockage qui s'était révélée la plus efficace et la moins coûteuse et qui risque d'avoir pour effet dans l'avenir d'empêcher même le règlement à la production sur la base de 0,38 nouveau franc. Il constate que la dépense engagée par le F. O. R. M. A. pour le soutien du marché du lait en 1962 est inférieure de 15 milliards à celle de 1961 ; et il lui demande de lui fournir sur ces points les propositions indispensables et s'il entend laisser la situation du marché du lait dans l'état actuel [5 octobre 1962] (n° 446).

Interventions :

Sur sa question orale (n° 382) relative aux prix des produits agricoles [22 mai 1962] (p. 272). — Sur sa question orale (n° 399) relative au retard dans les réponses à certaines ques-

tions écrites [5 juin 1962] (p. 418). — Sur sa question orale (n° 401) relative au programme d'équipement en abattoirs [5 juin 1962] (p. 420). — Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole [20 juillet 1962] (p. 1071). — Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1213).

NAYROU (M. JEAN) [Ariège].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'Éducation nationale* sur la situation de l'école Freinet, école expérimentale du mouvement de l'école moderne et de l'institut coopératif de l'école moderne, qui risque de disparaître si des mesures spéciales ne sont pas prises rapidement, et lui demande s'il envisage : 1° de reconnaître l'école Freinet comme école expérimentale de l'école moderne, sous la direction de son responsable actuel et avec des instituteurs I. C. E. M. ; 2° d'ouvrir un troisième poste à l'école ; 3° de prendre toutes les mesures pour que puissent travailler à l'école Freinet, par détachement ou par stages, les éducateurs de France et de l'étranger qui sont désireux de s'initier aux techniques Freinet de l'école moderne [26 avril 1962] (n° 338). Réponse [22 mai 1962] (p. 274).

Interventions :

Sur sa question orale (n° 388) relative à la situation de l'école Freinet [22 mai 1962] (p. 274 et 275). — IV° plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 738) ; [9 juillet 1962] (p. 809) ; [10 juillet 1962] (p. 864) ; [11 juillet 1962] (p. 883). — Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole [20 juillet 1962] (p. 1072 et suiv.).

NEDDAF (M. LABIDI) [Alger].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accident lors de leur participation à des séances d'instruction militaire [15 mai 1962] (n° 191).

NICOLAY (M. FRANÇOIS DE) [Sarthe].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

NOURY (M. JEAN) [Ille-et-Vilaine].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Interventions :

Proposition de loi tendant à la modification de l'article 47 a du livre I^{er} du code du travail, en vue d'assurer le paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire [28 juin 1962]. Discussion générale (p. 642 et 643). Discussion des articles : art. 1^{er} : son amendement n° 1 (p. 643).

P

PALEWSKI (M. GASTON), *Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Intervention :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962 [18 juillet 1962] (p. 995 et suiv.).

PAMS (M. GASTON) [Pyrénées-Orientales].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation des conventions du 25 septembre 1956 relatives au fonctionnement collectif de certains services de navigation aérienne au Groenland et en Islande [10 mai 1962] (p. 176).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève le 19 juin 1948 [14 juin 1962] (n° 223).

PARISOT (M. HENRI) [Vosges].

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

PASCAUD (M. GUY) [Charente].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

PATENOTRE (M. FRANÇOIS) [Aube].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

PATRIA (M. PIERRE) [Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

PAULIAN (M. GILBERT) [Alger].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 62-421 du 13 avril 1962 concernant les accords à établir et les mesures à prendre au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 [22 mai 1962] (n° 205).

PAULY (M. PAUL) [Creuse].

Démissionne de la commission des affaires culturelles [8 mai 1962].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [8 mai 1962].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1962].

PAUMELLE (M. HENRI) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

PAUZET (M. MARC) [Gironde].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Question orale avec débat :

M. Pauzet demande à **M. le ministre de l'Agriculture** les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'organisation du marché du vin, étant donné que le décret du 16 mai 1959 régissant la matière prend fin avec la récolte de 1961 ; s'il entend proroger ce décret ou bien, suivant certaines informations, procéder à une refonte complète du statut viticole et, d'une manière générale, de définir la politique viti-vinicole que se propose de suivre le Gouvernement en vue de : 1° remédier à une crise qui dure et va s'aggravant du fait, en particulier, des prix insuffisants, fixés sans tenir compte des dispositions de l'article 31 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960, d'une fiscalité exorbitante, de l'augmentation inquiétante des excédents en dépit de plusieurs récoltes déficitaires ; 2° préparer l'entrée de la viticulture française dans le Marché commun [19 juin 1962] (n° 18).

Interventions :

Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1177, 1179). — **Projet de loi de finances 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles. Sur l'article 2 en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan [15 décembre 1962] (p. 1403, 1404). Sur l'article 8 (p. 1407) ; sur l'article 9 (p. 1409), en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.

PELLENC (M. MARCEL) [Vaucluse].

Est nommé rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1957 [17 mai 1962] (n° 197).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1958 [17 mai 1962] (n° 198).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des redevables disposant de faibles revenus [17 mai 1962] (n° 199).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, relative à la participation de la France au Fonds monétaire international, adopté par l'Assemblée nationale [24 mai 1962] (n° 208).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [17 juillet 1962] (n° 284).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962 [20 juillet 1962] (n° 302).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [24 juillet 1962] (n° 317).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [13 décembre 1962] (n° 16).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1963 (1^{re} partie : conditions générales de l'équilibre financier), adopté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1962] (n° 247).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [19 décembre 1962] (n° 26).

Interventions :

Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1957 et projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1958 [24 mai 1962] en qualité de rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 302 à 304). — **Projet de loi portant allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques** en faveur des redevables disposant de faibles revenus [24 mai 1962], en qualité de rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 381 à 383). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962 relative à la participation de la France au fonds monétaire international** [29 mai 1962], en qualité de rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 402). — **IV^e plan de développement économique**

et social, sur les articles [12 juillet 1962] (p. 926 et suiv.), en qualité de rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** [17 et 18 juillet 1962] (p. 1969 et suiv.), en qualité de rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Collectif 2^e lecture** [24 juillet 1962] (p. 1116 et suiv.). — **Projet de loi de finances 1962**. Discussion générale [19 décembre 1962] (p. 1392 à 1396). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962** [20 décembre 1962]. Discussion générale (p. 1449, 1450 et 1451), en qualité de rapporteur général de la commission des finances.

PELLERAY (M. PAUL) [Orne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1962 [18 juillet 1962] (p. 998 et suiv.). — **Collectif 2^e lecture** [24 juillet 1962] (p. 1125). — **Projet de loi de finances 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles : Art. 2 [19 décembre 1962] (p. 1404).

PERDEREAU (M. ADRIEN) [Loiret].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

PERIDIER (M. JEAN) [Hérault].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Questions orales avec débat :

M. Jean Périquier demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les raisons que le Gouvernement peut invoquer pour justifier l'absence de la France à la Conférence internationale sur le désarmement et s'il ne pense pas que cette absence est préjudiciable au prestige et aux intérêts de la France [3 mai 1962] (n° 5). — Discussion [12 juin 1962] (p. 456 à 488).

M. Jean Périquier demande à *M. le ministre de l'Agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour l'organisation de la campagne viticole [18 décembre 1962] (n° 3).

Interventions :

Sur sa **question orale avec débat** (n° 5) relative à la **politique étrangère du Gouvernement** [12 juin 1962] (p. 458 à 461). — **IV^e plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 808). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Sur l'article 38 *ter* [18 juillet 1962] (p. 1021).

PESCHAUD (M. HECTOR) [Cantal].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

PETIT (GÉNÉRAL ERNEST) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

PETIT (M. GUY) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Question orale avec débat :

M. Guy Petit demande à *M. le Premier ministre* si, se fondant sur l'article 11 de la Constitution, il interprète l'article 89 de la Constitution en ce sens que, sur sa proposition ou sur celle du Gouvernement, le Président de la République pourrait soumettre directement au référendum un projet de loi comportant modification des modalités d'élection du Président de la République fixées expressément par les articles 6 et 7 de la Constitution, ou sur une nouvelle application de l'article 24 qui dispose que « Le Sénat est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République » [11 juillet 1962] (n° 24). Discussion [17 juillet 1962] (p. 948 et suiv.).

Interventions :

Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [19 juin 1962]. Discussion des articles : Art. 1^{er} :

demande que ce texte ne s'applique pas à la construction de résidences secondaires (p. 532). — **IV^e plan de développement économique et social** [10 juillet 1962] (p. 856). — Sa question orale avec débat sur la **revision constitutionnelle par référendum** [17 juillet 1962] (p. 958 et suiv.). — Discussion générale sur le projet de **loi de finances 1963** (1^{re} partie) [19 décembre 1962] (p. 1402, 1403).

PHILIPPON (M. GUSTAVE) [Haute-Vienne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962].

PIALES (M. PAUL) [Cantal].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Intervention :

IV^e plan de développement économique et social [10 juillet 1962] (p. 859).

PICARD (M. ANDRÉ).

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

PINSARD (M. JULES) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

PINTON (M. AUGUSTE) [Rhône].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Est élu membre titulaire délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social. Tome VII : transports et tourisme [26 juin 1962] (n° 238).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, du 7 au 27 mars 1962 [28 juin 1962] (n° 244).

Question orale avec débat

M. Auguste Pinton demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* les mesures qu'il compte prendre sur le plan de l'infrastructure routière, de la réglementation de la circulation et de la répression des infractions au code de la route, pour remédier à l'augmentation continue du nombre des accidents qui ont causé, en 1961, la mort de plus de 10.000 personnes. Il désirerait connaître, compte tenu de cette situation, les raisons pour lesquelles les crédits retenus dans le cadre du IV^e plan pour les opérations de sécurité ont été réduits à 80 millions de NF, soit moins de 8 p. 100 des sommes consacrées à l'aménagement du réseau routier [15 mai 1962] (n° 15). Réponse [5 juin 1962] (p. 421 à 429).

Question orale :

M. Auguste Pinton attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur les difficultés croissantes que connaissent les exploitants des services ruraux de transports de voyageurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider ces transporteurs, trop souvent mis dans l'impossibilité de poursuivre une activité cependant indispensable à la vie de nombreuses communes situées loin des grands axes de communication. Il lui suggère de mettre à l'étude, en accord avec le ministre des finances, des mesures réglementaires tendant à accorder à ceux de ces exploitants dont l'activité serait estimée indispensable par les conseils généraux : d'une part, une subvention qui serait attribuée de plein droit et calculée en fonction de la capacité de transport jugée nécessaire ; d'autre part, pour leurs investissements en matériel roulant, des facilités d'emprunt à taux réduit analogues à celles qui sont concédées aux agriculteurs ou aux hôteliers [6 juillet 1962] (n° 428).

Interventions :

Sur sa **question orale avec débat** (n° 15) relative aux *accidents de la route* [5 juin 1962] (p. 421 à 424, 428). — **Projet de loi** relatif à la **construction d'immeubles à usage d'habitation** et aux **sociétés immobilières d'acquisition** ou de construction [1^{er} juin 1962]. Discussion des articles : art. 13 : sur le dépôt de garantie (p. 540 et 541). — **IV^e plan de développement économique et social** [10 juillet 1962]. En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan sur les transports et le tourisme (p. 849, 852, 855, 859, 860, 870) [11 juillet 1962] (p. 891). Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 927). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Sur les articles [18 juillet 1962] (p. 1011 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Discussion générale [20 décembre 1962] en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 1451 à 1453).

PISANI (M. EDGARD), *Ministre de l'Agriculture* (Cabinets de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962 et du 28 novembre 1962).

Interventions :

Question orale (n° 378) de M. Roger Carcassonne sur la **protection des producteurs de fruits et primeurs du Sud-Est** [8 mai 1962] (p. 174, 175). — Question orale (n° 379) de M. Léon David sur les **mesures de sauvegarde en faveur des arboriculteurs et des maraîchers** [8 mai 1962] (p. 175). — **Projet de loi** relatif aux **groupements agricoles d'exploitation en commun** [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 250). Discussion des articles : Art. 1^{er} : sur l'amendement n° 1 de M. Golvan (p. 251) ; propose une adjonction au texte (p. 252) ; demande que l'article 1^{er} soit réservé (p. 252) ; Art. 2 : sur l'amendement n° 3 de M. Golvan et le sous-amendement n° 11 de M. Molle (p. 253) ; Art. 3 : sur l'amendement n° 12 de M. Molle (p. 254) ; Art. 5 : sur l'amendement n° 4 de M. Golvan et le sous-amendement n° 13 de M. Molle (p. 255) ; Art. 8 : sur l'amendement n° 6 de M. Golvan et les amendements n°s 15, 16 et 17 de M. Molle (p. 257) ; accepte l'amendement n° 7 de M. Golvan (p. 258) ; Art. 10 : accepte l'amendement n° 18 de M. Molle (p. 258) ; Art. 10 bis (nouveau) : accepte l'amendement n° 9 de M. Golvan (p. 259) ; Art. 1^{er} : accepte l'amendement n° 19 de M. Golvan (p. 259) ; accepte les amendements n° 2 et n° 10 de M. Golvan et de M. Molle (p. 260). — Question orale (n° 373) de M. Modeste Zussy relative à l'**acquisition de forêts par des acheteurs étrangers** [5 juin 1962] (p. 417, 418). — Question orale (n° 399) de M. Charles Naveau relative au **retard dans les réponses à certaines questions écrites** [5 juin 1962] (p. 418). — Question orale (n° 401) de M. Charles Naveau relative au **programme d'équipement en abattoirs** [5 juin 1962] (p. 419, 420). — **Projet de loi** relatif à la **cessation des paiements des coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles** [5 juin 1962] (p. 429 à 441). Discussion des articles : Art. 1^{er}, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 9 bis nouveau, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 22, 23, 24, 24 bis, 24 ter : accepte les amendements n°s 1 rectifié, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 rectifié, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26 présentés par M. Abel-Durand ; Art. 25 : sur l'article s'en remet à la sagesse du Sénat au sujet de l'amendement n° 27 de M. Abel-Durand ; Art. 26, 27, 28, 29 : accepte les amendements n°s 29, 65, 30, 31, 32 de M. Abel-Durand relatifs à ces articles (p. 430 à 436) ; Art. 31 : sur le troisième alinéa de l'article, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée en ce qui concerne les amendements n°s 33 et 34 de M. Abel-Durand (p. 438) ; Art. 32, 34, 36, 40, 41, 42, 44, 45 bis nouveau, 46, 47, 48, 49, 50, 22 : accepte les amendements n°s 35, 36, 37, 38 rectifié, 39, 40, 41 rectifié, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 22 de M. Abel-Durand relatifs à ces articles (p. 439 à 441). — Sur les **propositions de la conférence des présidents** [5 juillet 1962] (p. 751). — Sur les questions orales avec débat n° 21 de M. René Tinant et n° 20 de M. Michel Kauffmann relatives à l'**application de la loi d'orientation agricole** [9 juillet 1962] (p. 801). — **IV^e plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 814) ; interrompt M. Lalloy (p. 818) ; (p. 824). — **Projet de loi de programme** relatif à la **création et au développement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole** [20 juillet 1962] (p. 1064 et suiv.). — **Complément à la loi d'orientation agricole** [24 juillet 1962] (p. 1131 et suiv.) [25 juillet 1962] (p. 1152 et suiv.). — **Groupements agricoles d'exploitation en commun** [26 juillet 1962], sur l'article 6 (p. 1226). — **Orientation agricole** ; sur les conclusions de la commission mixte paritaire [27 juillet 1962] (p. 1232 et suivantes). — **Présente ses remerciements et ses vœux au Sénat** à l'issue de la session [27 juillet] (p. 1241). — **Donne lecture du décret de clôture** [27 juillet 1962] (p. 1241). — Question orale (n° 421) de M. Michel Kauffmann sur l'**harmonisation des législations sur les produits laitiers à l'intérieur du Marché commun** [18 décembre 1962] (p. 1368, 1369). — **Production d'alcool de betterave et d'alcool de mélasse**. Répond à M. René Tinant [18 décembre 1962] (p. 1369, 1370). — Question orale (n° 435), de M. Abel

Sempé sur l'**aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse** [18 décembre 1962] (p. 1370, 1371, 1372). — Question orale (n° 442) de M. Roger Lagrange sur les **assurances sociales et prestations familiales des salariés agricoles**. Demande à son auteur de la retirer. — **Projet de loi** relatif à la **réalisation de certains travaux d'équipement rural en matière hydraulique** [18 décembre 1962]. — Art. 1^{er} : sur amendement n° 13 du Gouvernement [18 décembre 1962] (p. 1374) ; accepte l'amendement n° 1 de M. Lalloy (p. 1374) ; demande à M. Sempé de retirer son amendement n° 12 (p. 1374) ; accepte les amendements n° 10 de M. Audy (p. 1375), n°s 2, 3, 4, 5 rectifié de M. Lalloy (p. 1375, 1376) ; l'amendement n° 11 de M. Audy (p. 1376), l'amendement n° 6 de M. Lalloy et remercie la commission (p. 1376). Art. 2 et 3 : accepte les amendements n°s 7 et 8 de M. Lalloy (p. 1377). Art. 6 (nouveau) : accepte l'amendement n° 9 de M. Lalloy (p. 1377). — **Proposition de loi** relative à l'**institution d'un parc de chasse du grand gibier** [18 décembre 1962] (p. 1378). Art. 1^{er} : accepte l'amendement n° 1 de M. Michel de Pontbriand (p. 1378). Art. 2 : sur amendement n° 2 du Gouvernement ; demande au Sénat le renvoi, pour raison de santé, de la suite de la discussion (p. 1379).

PLAIT (M. ANDRÉ) [Yonne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social. Tome III : les équipements sociaux et la vieillesse [28 juin 1962] (n° 243).

Intervention :

IV^e plan de développement économique et social [9 juillet 1962]. En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales sur les équipements sanitaires et sociaux et la vieillesse (p. 792).

POHER (M. ALAIN) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Interventions :

Sur les **questions orales avec débat** (n°s 4, 5, 8, 9 et 11) de MM. Georges Portmann, Jean Périodier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos, relatives à la **politique étrangère du Gouvernement** [12 juin 1962] (p. 475 à 477, 478).

POMMERY (M. JOSEPH DE) [Meurthe-et-Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

POMPIDOU (M. GEORGES). *Premier ministre* le 16 avril 1962, renversé le 5 octobre 1962.

Interventions :

Sur les **questions orales avec débat** (n°s 1, 10, 12 et 13) de MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux relatives à la **politique financière, économique et sociale du Gouvernement** [15 mai 1962] (p. 221 à 224). — **IV^e plan de développement économique et social** [12 juillet 1962]. Sur les articles (p. 919 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962**. Demande un vote bloqué sur l'ensemble [18 juillet 1962] (p. 1031).

PONTBRIAND (M. MICHEL DE) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un plan de chasse du grand gibier pour créer un nécessaire équilibre agro-sylvocynégétique [6 décembre 1962] (n° 11).

Interventions :

Proposition de loi sur l'**institution d'un plan de chasse du grand gibier** [18 décembre 1962]. En tant que rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1378). — Art. 2 : sur l'amendement n° 2 du Gouvernement [18 décembre 1962] (p. 1375).

POROI (M. ALFRED) [Polynésie française].

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

PORTMANN (M. GEORGES) [Gironde].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

En qualité de vice-président du Sénat, préside : les séances des 8 mai 1962 ; 5 juin ; 14 juin ; du 3 juillet (1^{re}) ; — la séance du 4 juillet 1962 (après-midi) ; la séance du 6 juillet 1962 (milieu de l'après-midi) ; — la séance du 10 juillet 1962 (matin) ; — remercie le ministre des postes et télécommunications d'avoir annoncé la mise sur orbite du satellite américain Telstar et salue cet événement ; — préside les séances des 12 juillet 1962 (soir) ; 17 juillet 1962 (soir) ; 25 juillet 1962 (matin).

Question orale :

M. Georges Portmann demande à M. le Premier ministre quelle est la position du Gouvernement sur la transformation de l'Alliance atlantique en une véritable communauté politique et son extension à l'ensemble des domaines militaire, économique, culturel, scientifique et technique, selon les principes retenus par la Convention atlantique dans sa déclaration de Paris [24 janvier 1962] (n° 124).

Rendue caduque par la démission de M. Michel Debré [24 avril 1962]. — Reprise le 3 mai 1962 (n° 4) sous forme de question orale avec débat. Discussion [12 juin 1962] (p. 456 à 488).

Interventions :

Projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 236). — Sur sa question orale avec débat (n° 4) relative à la politique étrangère du Gouvernement [12 juin 1962] (p. 456 à 458). — IV^e plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 753) ; [10 juillet 1962] (p. 847, 849). — Projet de loi de finances pour 1963 (1^{re} partie) [19 décembre 1962]. Discussion des articles. Art. 8 : sur amendement n° 1 rectifié de M. Pellenc (p. 1408). — Projet de loi de finances rectificative pour 1962. Discussion générale [20 décembre 1962] (p. 1454, 1455).

PRELOT (M. MARCEL) [Doubs].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du statut de la conférence de la Haye de droit international privé du 31 octobre 1951 [12 juin 1962] (n° 220).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de : 1° la convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels ; 2° la convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères ; 3° la convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants [12 juin 1962] (n° 221).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi organique, modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958, portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [28 juin 1962] (n° 246).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à modifier les articles 7 et 63 du règlement du Sénat [18 juillet 1962] (n° 296).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à modifier les articles 44 et 45 du règlement du Sénat [20 décembre 1962] (n° 27).

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion des articles. Art. additionnel : sur l'amendement n° 2 de M. Levêque (p. 246) ; sur les sous-amendements n° 5 rectifié de M. Jung et n° 3 de M. Zussy (p. 249). — Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun [17 mai 1962]. Discussion des articles. Art. 2 : sur l'amendement n° 3 de M. Gelvan et le sous-amendement n° 11 de M. Molle (p. 253). — Projet de loi autorisant l'approbation du statut de la conférence de la Haye de droit international privé du 31 octobre 1951. Discussion générale. En tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [14 juin 1962] (p. 503 et 504). — Projet de loi autorisant la ratification de : 1° la convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels ; 2° la convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères ; 3° la convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants. Discussion générale. En tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [14 juin 1962] (p. 505 et 506), rapporteur de la proposition de loi organique relative à la durée du mandat des sénateurs remplaçants [3 juillet 1962] (p. 656). — Rapport tendant à modifier les articles 7 et 63 du règlement du Sénat. Comme rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [20 juillet 1962] (p. 1062 et suiv.). — Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [20 juillet 1962]. Art. 1^{er} : son amendement (p. 1083).

PRETRE (M. HENRI) [Haute-Saône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du protocole du 21 juin 1961 portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale [14 juin 1962] (n° 224).

Interventions :

Projet de loi autorisant la ratification du protocole du 21 juin 1961 portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale [19 juin 1962]. Discussion générale. En tant que rapporteur de la convention des affaires économiques et du plan (p. 520 et 521).

R

RABOUIN (M. ETIENNE) [Maine-et-Loire].

Est nommé secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du logement et d'administration générale [5 octobre 1962].

RAPUZZI (Mlle IRMA), [Bouches-du-Rhône].

Est réélue le 23 septembre 1962.

Est nommée membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret n° 54-372 du 29 mars 1954, en faveur des inscrits maritimes relevant de l'établissement national des invalides de la marine marchande [15 mai 1962] (n° 188).

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [4 juillet 1962] (p. 711) ; [10 juillet 1962] (p. 848).

RAYBAUD (M. JOSEPH) [Alpes-Maritimes].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi, portant suppression des droits dits « de Bandite ». — Présentée par M. Joseph Raybaud, Alex Roubert et Emile Hugues [3 mai 1962] (n° 169).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la restauration de grands monuments historiques [17 mai 1962] (n° 195).

Questions orales :

M. Joseph Raybaud demande à M. le ministre de l'intérieur dans quelles conditions et à quelle date il compte faire application du décret n° 60-400 du 22 avril 1960, relatif au statut particulier des chefs de division, attachés principaux et attachés de préfecture, dans ses dispositions relatives à la création du grade d'attaché principal de préfecture. Il constate que l'article 2 de ce décret a intercalé dans la hiérarchie du cadre national des préfectures entre les grades de chefs de division et d'attachés, celui d'attaché principal dont les missions sont définies à l'article 2 ci-après : « ... les attachés principaux, outre les fonctions dévolues aux attachés de préfecture, sont chargés des bureaux les plus importants et peuvent se voir confier des fonctions impliquant des responsabilités particulières ». En vertu de l'article 14 dudit décret, les attachés de préfecture doivent, pour accéder au grade d'attaché principal, subir les épreuves d'un examen. L'article 13 du même statut prévoyant par ailleurs que les chefs de division sont recrutés exclusivement parmi les attachés principaux, il résulte de cette réforme que les chefs de division seront désormais recrutés par voie d'épreuves et non plus par examen de leurs titres et de leurs mérites professionnels sanctionnés par inscription sur une liste d'aptitude. Rendant hommage à la valeur du cadre des chefs de division de préfecture, il s'étonne qu'on ait pu estimer nécessaire de modifier des modalités de sélection qui avaient largement fait leurs preuves. Il relève les conséquences regrettables que ne manquera pas d'entraîner l'application de ces nouvelles dispositions qui auront pour effet d'écartier de toute possibilité d'avancement au grade de chef de division des fonctionnaires ayant fait leurs preuves dans des postes de responsabilité mais n'ayant plus, en raison de leur âge, la même aptitude que leurs cadets à affronter les épreuves d'un examen [19 juillet 1962] (n° 434).

M. Joseph Raybaud demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des rapatriés quelles mesures il compte prendre ou provoquer à l'effet d'indemniser totalement nos compatriotes, mis en demeure par les événements de quitter l'Algérie, des dommages qu'ils ont subis [9 octobre 1962] (n° 447).

M. Joseph Raybaud attire l'attention de M. le Premier ministre sur les dégâts qui ont été infligés au département des Alpes-Maritimes par le cyclone qui s'est abattu sur le littoral et l'arrière-pays dans la nuit du 15 au 16 décembre et dans la matinée de ce dernier jour. Les dommages subis par les récoltes, les immeubles privés et ceux des collectivités locales apparaissent très importants. Il lui demande quelle action immédiate compte entreprendre le Gouvernement pour venir en aide aux personnes privées et publiques, et sur un plan plus général s'il compte saisir le Parlement du projet de loi relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages causés par les calamités atmosphériques, qui devait être déposé dans l'année suivant le vote de la loi du 21 décembre 1960 concernant les sinistres du centre de la France [18 décembre 1962] (n° 455).

Interventions :

*Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques [22 mai 1962]. En qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 281 à 283). — **IV° plan de développement économique et social** [9 juillet 1962] (p. 819); [12 juillet 1962] (p. 911). — *Projet de loi relatif à la restauration des grands monuments historiques*: en tant que rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [19 juillet 1962] (p. 1038). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1205).*

REPIQUET (M. GEORGES) [Réunion].

Est nommé secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Intervention :

IV° plan de développement économique et social [11 juillet 1962] (p. 897 et suiv.).

RESTAT (M. ETIENNE) [Lot-et-Garonne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Dépose avec MM. Jean Errecart, Roger Houdet, Charles Naveau et Paul Pelleray, un rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission aux Etats-Unis du 3 au 18 avril 1962 (enregistré à la présidence le 19 octobre 1962) [rattaché pour ordre à la séance du 9 octobre 1962] (n° 7).

Question orale avec débat :

M. Etienne Restat fait connaître à M. le Premier ministre que la sécheresse qui sévit dans le Sud-Ouest et le Midi de la France a très gravement compromis les récoltes de vins, tabacs, maïs et fourrages, occasionnant également des destructions de nombreux massifs forestiers ravagés par les incendies. Il lui signale qu'à ces importantes pertes de récoltes s'ajoute le manque d'eau dans de très nombreuses fermes et villages. Il lui rappelle : a) que l'article 41 de la loi d'orientation agricole du 8 août 1960 fait obligation au Gouvernement de déposer, avant le 1^{er} janvier 1962, un projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles; b) que l'article 13 de la loi complémentaire d'orientation agricole du 10 août 1962 fait obligation au Gouvernement de déposer, avant le 15 septembre 1962, un projet de loi relatif aux adductions d'eau rurales, déjà prévu par l'article 4 de la loi de programme du 30 juillet 1960; c) que le projet de loi relatif à l'hydraulique, qui est déposé sur le bureau du Sénat, comporte des réformes de structures, mais n'est assorti d'aucun crédit permettant d'envisager les investissements indispensables pour rattraper le retard sur les objectifs du plan quadriennal; d) que le projet de loi sur l'organisation des forêts ne prévoit également aucun crédit pour leur sauvegarde contre les incendies. Il regrette que le Gouvernement n'ait pas cru devoir, à ce jour, appliquer les dispositions des lois votées et rappelées ci-dessus. Il lui demande, en conséquence : 1° quelles mesures urgentes il entend prendre pour venir en aide aux agriculteurs, victimes de la sécheresse en 1961 et 1962, pour compenser les pertes subies sur : a) la vigne; b) le tabac; c) le maïs; d) les fourrages; 2° à quelle date il entend déposer le projet de loi sur les calamités agricoles; 3° à quelle date peut-on envisager le dépôt du projet de loi concernant les adductions d'eau rurales; 4° s'il envisage de déposer un projet de loi complémentaire portant attribution de crédits pour l'hydraulique agricole; 5° s'il prévoit de déposer un projet de loi comportant l'attribution de crédits pour l'organisation de la défense des forêts contre les incendies. (Question transmise à M. le ministre de l'agriculture) [4 octobre 1962] (n° 33).

Interventions :

*Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun [17 mai 1962] en qualité de vice-président de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 250). Discussion des articles. Art. 1^{er}: demande que l'article soit réservé (p. 252). — **IV° plan de développement économique et social** [9 juillet 1962]. Interrompt M. Lalloy (p. 817) [10 juillet 1962] (p. 861). Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 930 et suiv.). — *Résolution tendant à modifier les articles 7 et 63 du règlement du Sénat* [20 juillet 1962]. Art. 2: son amendement (p. 1063). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1191).*

RIBEYRE (M. PAUL) [Ardèche].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

RICHARD (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

RITZENTHALER (M. EUGÈNE) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

ROCCA SERRA (M. JEAN-PAUL DE) [Corse].

Élu député à l'Assemblée nationale à la suite du scrutin du 25 novembre 1962.

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [9 juillet 1962] (p. 823). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962.** Sur l'article 10 [18 juillet 1962] (p. 1010).

ROMAINE (M. EUGÈNE) [Creuse].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la Commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

ROTINAT (M. VINCENT) [Indre].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

ROUBERT (M. ALEX) [Alpes-Maritimes].

Est nommé membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [29 mai 1962].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, pour demander le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à rendre obligatoire et effective la **participation des collectivités publiques aux frais d'entretien et de réparation** des édifices de leur domaine classés « **monuments historiques** » [22 mai 1962] (p. 289). — **IV^e plan de développement économique et social** [12 juillet 1962] (p. 910 et suiv.). Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 925 et suiv.). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1962.** Sur l'article 39, en tant que président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [18 juillet 1962] (p. 1025). — **Résolution tendant à modifier les articles 7 et 63 du règlement du Sénat.** Son amendement n° 2 [20 juillet 1962] (p. 1064). — Sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant **réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [13 décembre 1962] (p. 1356). — **Projet de loi de finances pour 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles [19 décembre 1962]. Sur l'état E (p. 1429).

ROUGERON (M. GEORGES) [Allier].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

ROY (M. LOUIS) [Aisne].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé secrétaire de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

S

SCHLEITER (M. FRANÇOIS) [Meuse].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [10 juillet 1962] (p. 838). Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 927).

SEMPE (M. ABEL) [Gers].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre de l'agriculture* de lui faire connaître les raisons pour lesquelles certains départements ayant subi une perte supérieure à 20 p. 100 par suite de la sécheresse ne sont pas déclarés sinistrés et ce qui s'oppose à ce que les régions de certains départements victimes d'un égal ou supérieur pourcentage de dégâts soient également déclarées sinistrées. Il lui demande par ailleurs si des mesures complémentaires semblent être prévues par la loi d'orientation ne peuvent être envisagées. Il souhaite connaître : 1° si des moyens de trésorerie seront mis à la disposition du crédit agricole pour corriger les prêts déjà contractés, au bénéfice des agriculteurs ne pouvant envisager le risque de nouvelles dettes ; 2° si des mesures de sauvegarde des prix du bétail sur pied et à abattre sont envisagées, en attendant la mise en place des fourrages complémentaires ; 3° si des moratoires d'un an avec prise en charge des intérêts par l'Etat seront consentis aux producteurs de maïs et de vin, dont la perte sur récolte moyenne se révélera supérieure à 25 p. 100, le montant des prêts du genre dans le Gers pour la seule couverture des engrais dépassant plusieurs milliards d'anciens francs, et si des remises d'annuités pour les producteurs de maïs seront consenties conformément aux articles 675, 679, 696 du code rural ; 4° si des remises d'impôts, de cotisations et d'indemnités de retard réclamées par le fisc et les caisses de mutualité sociale pourront être obtenues ; 5° si les aliments du bétail et les blés dénaturés seront mis à la disposition des régions sinistrées suivant les règles édictées en 1956. Les ristournes envisagées ne sont pas suffisantes. Elles s'appliquent par ailleurs à des frais de transport que l'Etat veut majorer à partir du 1^{er} octobre dans la plupart des départements réellement sinistrés ; 6° si le report de ces majorations, du coût des transports est automatiquement applicable au bénéfice des régions sinistrées ; 7° si les aides complémentaires en faveur des exploitants particulièrement sinistrés tiendront compte des dépenses supportées pour l'acquisition de l'eau (allant jusqu'à 1 ancien franc par litre) et si le montant de ces aides complémentaires pourra être mis très rapidement à la disposition des préfets des départements sinistrés ; 8° si la réforme du crédit à long terme envisagée (et prévoyant un plafond de prêt allant jusqu'à 8 millions d'anciens francs) sera mise en pratique par priorité dans lesdits départements [1^{er} octobre 1962] (n° 439). — Réponse [18 décembre 1962] (p. 1370, 1371, 1372).

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de lui faire connaître la définition de « département favorisé ». Il ne comprend pas en effet pourquoi la réforme des tarifs marchandises de la Société nationale des chemins de fer français peut entrer en vigueur dans le Gers ou les Hautes-Pyrénées par exemple, et exclure le Tarn ou l'Aveyron. En effet les distances moyennes de ces départements pris à titre d'exemple (Gers et Hautes-Pyrénées) pour les marchandises reçues, engrais, etc. et les produits agricoles expédiés, sont supérieures à celles des départements non visés. Il lui demande comment il pourrait être admis que le coût d'une tonne d'engrais irait d'un département à l'autre de 2.900 anciens francs à 4.200 anciens francs, et qu'en même temps une tonne de blé paierait 5.000 anciens francs ici et 1.200 anciens francs ailleurs. Il lui demande comment de telles mesures peuvent se concilier avec la nécessité d'une parité des prix de revient et de vente, entre tous les agriculteurs français, à l'égard de nos partenaires de l'Europe des six. Il lui demande enfin s'il ne s'est pas soucié de l'étude de la situation de fait existant dans les départements victimes de la sécheresse [1^{er} octobre 1962] (n° 440).

Interventions :

Projet de loi autorisant l'approbation de la **convention** entre les Gouvernements de la République française et l'Etat espagnol concernant la **construction du tunnel transpyrénéen d'Aragnouet à Bielsa** et du protocole annexe à ladite convention. Discussion générale [28 juin 1962] (p. 621 et 622). — **IV^e plan de développement économique et social** [5 juillet 1962] (p. 739). — **Projet de loi de programme relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole** [20 juillet 1962]. Sur l'article 1^{er} (p. 1084). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1213). Sur les conclusions de la commission mixte paritaire [27 juillet 1962] (p. 1234). — **Aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse** [18 décembre 1962] (p. 1370, 1371). Sur sa question orale n° 439. — **Projet de loi relatif aux travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique.** Art. 1^{er}. — Sur son amendement n° 12

[18 décembre 1962] (p. 1374) ; accepte de le retirer (p. 1375). — **Projet de loi de finances 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles. Art. 2 [19 décembre 1962] (p. 1405-1406).

SINSOUT (M. CHARLES) [Dordogne].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

SOLDANI (M. EDOUARD) [Var].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

SOUDANT (M. ROBERT) [Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Interventions :

Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1186).

SOUFFLET (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le fonctionnement du service des télécommunications en Suède [9 janvier 1963] (n° 35).

Interventions :

Sur les 4 **questions orales** avec débat relatives à la **revision constitutionnelle par référendum** [17 juillet 1962] (p. 959 et suivantes). — **Projet de loi de finances rectificative** pour 1962 contre la motion préjudicielle du groupe socialiste [18 juillet 1962] (p. 987 et suiv.).

SUDREAU (M. PIERRE), *ministre de l'éducation nationale* (cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962).

Interventions :

Répond à la question orale (n° 388) de M. Jean Nayrou relative à la **situation de l'école Freinet** [22 mai 1962] (p. 274 et 275). — Répond à la question orale (n° 392) de M. Bernard Chochoy relative à la **situation des inspecteurs départementaux des écoles primaires et maternelles** [22 mai 1962] (p. 275-276). — Répond à la question orale (n° 396) de M. Louis Courroy relative aux **congés scolaires** [22 mai 1962] (p. 276-277). — **IV^e plan de développement économique et social** [6 juillet 1962] (p. 775).

SURAN (M. CHARLES) [Haute-Garonne].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

SYMPHOR (M. PAUL) [Martinique].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [11 juillet 1962] (p. 902 et suiv.).

T

TAILHADES (M. EDGAR) [Gard].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social. Tome I: équipement scolaire, universitaire et sportif [26 juin 1962] (n° 239).

Intervention :

IV^e plan de développement économique et social [6 juillet 1962]. En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'équipement scolaire universitaire et sportif (p. 768).

TELLIER (M. GABRIEL) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

TERRENOIRE (M. LOUIS), *Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959 ; nomination du 24 août 1961), jusqu'au 15 avril 1962 (démission du cabinet).

Interventions :

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de **M. Fernand Auberger**, sénateur de l'Allier [20 mars 1962] (p. 74).

TINANT (M. RENÉ) [Ardennes].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

Question orale :

M. René Tinant signale à *M. le ministre de l'agriculture* la légitime émotion de la profession betteravière à la suite de certaines informations parues dans la presse concernant une réduction possible de la production d'alcool de betterave. Cette mesure serait une injustice, l'alcool de betterave qui assure la production la plus régulière et la moins chère étant le seul touché. Ce serait aussi une erreur de diminuer les références de production à la veille de la réalisation du Marché commun. Il lui demande quelles sont ses intentions concernant la production d'alcool de betterave et d'alcool de mélasse [3 juillet 1962] (n° 424).

Question orale avec débat :

M. René Tinant demande à *M. le ministre de l'agriculture* comment il pense mettre en application la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 ; quand seront pris les décrets et soumis au Parlement les projets de loi prévus dans les différents articles de cette loi d'orientation ; dans quelles conditions le Sénat sera appelé à en discuter [28 juin 1962] (n° 21). Discussion : [9 juillet 1962] (p. 798 à 802).

Interventions :

Sur sa **question orale** avec débat (n° 21) relative à l'application de la loi d'orientation agricole [9 juillet 1962] (p. 799). — **Projet de loi de programme** relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole [20 juillet 1962] (p. 1074 et suiv.). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1195). — **Production d'alcool de betterave** [18 décembre 1962] (p. 1369, 1370).

TINAUD (M. JEAN-LOUIS) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

Est élu membre suppléant délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

TORIBIO (M. RENÉ) [Guadeloupe].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e plan de développement économique et social [11 juillet 1962] (p. 894 et suiv.).

TOURNAN (M. HENRI) [Gers].

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [5 octobre 1962].

TRIBOULET (M. RAYMOND), *Ministre des anciens combattants* [cabinet de M. Georges Pompidou du 16 avril 1962].

Interventions :

Répond à la question orale (n° 387) de M. Pierre Garet, relative aux **mesures concernant les anciens combattants** [22 mai 1962] (p. 277, 278).

TRON (M. LUDOVIC) [Hautes-Alpes].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1962].

Question orale :

M. Ludovic Tron demande à *M. le ministre des affaires étrangères* : 1° quelles raisons ont conduit le Gouvernement à remplacer le délégué français à l'Euratom ; 2° si ce changement répond à une conception nouvelle du rôle à tenir par ce délégué et quelle conception le Gouvernement se fait de la mission qui lui est dévolue ; 3° quel écho un pareil changement peut avoir chez nos partenaires [13 décembre 1961] (n° 375). — Réponse [8 mai 1962] (p. 173).

Interventions :

Sur sa **question orale** (n° 375) relative à la **nomination d'un nouveau délégué français à l'Euratom** [8 mai 1962] (p. 173). — **Projet de loi portant allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des redevables disposant de faibles revenus** [24 mai 1962]. Discussion générale (p. 383 à 385). Répond à *M. le ministre des finances* (p. 386). — **IV° Plan de développement économique et social** [4 juillet 1962] (p. 700). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1189). — **Projet de loi de finances 1963**. Discussion générale [19 décembre 1962] (p. 1796 à 1798).

V

VALLIN (M. CAMILLE) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Questions orales :

M. Camille Vallin demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour étendre à tous les salariés, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 et modifiée dans son montant par la loi du 30 juillet 1960 [3 mai 1962] (n° 394). — Réponse [29 mai 1962] (p. 399).

M. Camille Vallin demande à *M. le ministre de l'intérieur* de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin aux activités criminelles d'un ancien ministre, actuellement encore conseiller municipal de Lyon, et qui est, de notoriété publique, un des chefs de l'organisation d'assassins dénommés « O. A. S. ». L'absence de toutes poursuites, qui a déjà provoqué beaucoup d'émotion et d'indignation parmi les démocrates, est injustifiable, à plus forte raison au moment où des poursuites sont engagées contre une autre personnalité politique qui participe aux mêmes activités criminelles. Il attire son attention sur le fait que tout nouveau retard ne pourrait être interprété que comme une manifestation de complicité du pouvoir avec les factieux et un intolérable encouragement à leur plan criminel [9 juillet 1962] (n° 429).

M. Camille Vallin attire l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la situation des établissements Remington Rand à Caluire (Rhône). Cette firme américaine, qui occupe 1.200 salariés, a décidé l'arrêt des fabrications et la fermeture prochaine de l'usine, dont la construction a été achevée il y a seulement trois ans et a bénéficié d'une aide financière substantielle de l'Etat. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour empêcher le licenciement des salariés de cette entreprise, soit par le maintien de son activité actuelle, soit par la reconversion de ses fabrications [30 octobre 1962] (n° 448).

Interventions :

Sur sa **question orale** (n° 394) relative à l'**attribution de la prime mensuelle de transport** [29 mai 1962] (p. 399, 400). — **Projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage**

d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction. Discussion générale [1^{er} juin 1962] (p. 527 et 528). Discussion des articles. Art. 8 : son amendement n° 132 tendant à limiter les pouvoirs du vendeur (p. 535). Son amendement n° 133 tendant à insérer un article additionnel 8 bis donnant des garanties supplémentaires aux acquéreurs (p. 535). Amendement n° 148 : sur le contenu du contrat de vente (p. 538) ; retire son amendement après assurance de *M. le ministre* que la plupart des garanties demandées figureront dans le règlement d'administration publique (*idem*). — Art. 15 : son amendement n° 134 : sur la dénonciation de l'engagement du candidat acheteur en cas de non-signature du contrat dans un délai de soixante jours (p. 541) ; sur les assurances données par *M. le ministre*, retire son texte (*idem*). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1147).

VANRULLEN (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'**exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [17 mai 1962]. Discussion générale (p. 244). Discussion des articles. Art. additionnel : sur le sous-amendement n° 5 rectifié de *M. Jung* (p. 243). — **IV° Plan de développement économique et social** [10 juillet 1962] (p. 851). — Proposition de loi relative au **droit à la révision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles** et leurs ayants droit, dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945 [23 juillet 1962] (p. 1102).

VASSOR (M. JACQUES) [Indre-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

VERDEILLE (M. FERNAND) [Tarn].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à l'organisation de sociétés communales et intercommunales de chasse [26 avril 1962] (n° 166).

VERILLON (M. MAURICE) [Drôme].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

VERMEERSCH (Mme JEANNETTE) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

VERNEUIL (M. JACQUES) [Charente-Maritime].

Est réélu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

Orientation agricole [25 juillet 1962] (p. 1146, 1217). — **Projet de loi de finances 1963** (1^{re} partie). Discussion des articles. Art. 2 [15 décembre 1962] (p. 1404).

VIGIER (M. JEAN-LOUIS) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1962].

VIGNON (M. ROBERT) [Guyane].

Est élu le 23 septembre 1962.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

VILLOUTREYS (M. PIERRE DE) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [5 juillet 1962] (p. 747) ; [9 juillet 1962] (p. 822). Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 929 et suiv.).

VOYANT (M. JOSEPH) [Rhône].

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Interventions :

Projet de loi relatif à la **construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition** ou de construction. Discussion générale [19 juin 1962] (p. 526 et 527). Discussion des articles. Art. 12 : son amendement n° 119 relatif aux indications devant figurer dans le contrat préliminaire (p. 539). — Retiré (*idem*). Art. 13 : son sous-amendement n° 120 sur le dépôt de garantie (p. 540). — *Suite de la discussion* [21 juin 1962]. Art. 24 : son sous-amendement n° 122 précisant que les fonds versés par l'acquéreur sont insaisissables et incessibles (p. 552). Art. 26 : son amendement n° 123 ayant le même objet (p. 552). — Art. 48 : sur l'amendement n° 51 de la commission (p. 559). — Art. 56 : son amendement n° 127 (p. 563). Art. 78, relatif aux dispositions transitoires : défend son amendement n° 128 (p. 575 et 576). Art. 80 : défend son amendement n° 130 (p. 576). Art. 79 : défend son amendement n° 129 (p. 578). Art. 82 : soutient son amendement n° 131 (p. 579). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation**. Deuxième lecture. Discussion des articles [26 juin 1962]. Art. 2 *ter* : à propos des amendements n° 7 et 18 (p. 602). — **IV^e plan de développement économique et social** [6 juillet 1962] (p. 767, 774). Sur les articles [12 juillet 1962] (p. 921 et suiv.). — **Projet de loi en deuxième lecture relatif aux rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel** [19 juillet 1962]. Sur l'article 11 *quater* (p. 1049). — **Orientation agricole** [25 juillet 1962] (p. 1162, 1183 et 1192).

W**WACH (M. PAUL)** [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1962].

Est élu membre titulaire délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

WAZIERES (M. RAYMOND) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1962].

Dépôt législatif :

Proposition de loi de MM. Wazières, Pierre Garet et Omer Capelle tendant à modifier et à compléter les dispositions des articles 3, 7 et 21 du code rural relatives au remembrement des propriétés rurales. (*Enregistrée à la présidence le 23 janvier 1962.*) [Rattachée pour ordre à la séance du 15 décembre 1961] (n° 154).

Y**YVER (M. MICHEL)** [Manche].

Est nommé secrétaire du Sénat [4 octobre 1962].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1962].

YVON (M. JOSEPH) [Morbihan].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1962].

Est élu membre suppléant délégué représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à la réouverture de certains délais prévus par la loi du 7 février 1953 tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires [28 juin 1962] (n° 248).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [23 juillet 1962] (n° 306).

Interventions :

IV^e Plan de développement économique et social [10 juillet 1962] En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan sur les ports maritimes, la marine marchande et les pêches maritimes (p. 843, 848).

Z**ZUSSY (M. MODESTE)** [Haut-Rhin].**Dépôt législatif :**

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, fixant le régime d'importation, de vente, de cession, de transport, de port, de détention et d'exportation des armes, articles d'armement, munitions et matériels de guerre en Côte française des Somalis [17 mai 1962] (n° 193).

Question orale :

M. Modeste Zussy signale à **M. le ministre de l'agriculture** le danger que présente pour notre patrimoine forestier privé la venue en France de nombreux acheteurs de forêts, étrangers, principalement allemands, qui, très largement dotés en crédits très souvent consentis pour des banques allemandes, acquièrent par milliers d'hectares les forêts du pays, procèdent à leur exploitation sans se soucier du reboisement, ajoutant ainsi de nouveaux terrains en friche aux autres déjà trop nombreux sur notre sol de France. Il lui signale par ailleurs que, par les mêmes procédés financiers, certaines usines allemandes de pâtes à papier se constituent sur notre territoire d'importantes réserves en bois à papeterie, alors que nos usines sont contraintes de s'approvisionner à l'étranger avec les pertes en devises que cela comporte. Il lui fait enfin connaître que ces acheteurs étrangers jouissent de l'appui de certains exploitants de chez nous dont l'activité malfaisante pour le pays se développe grâce à l'appui financier des banques étrangères. Il lui demande par quels moyens il entend mettre fin à de telles pratiques et sauver notre patrimoine forestier [6 décembre 1961] (n° 373). — Réponse [5 juin 1962] (p. 417).

Interventions :

Proposition de loi étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [17 mai 1962]. Discussion des articles. Art. additionnel : défend son sous-amendement n° 3 (p. 248) ; le retire à la suite des assurances données par le Gouvernement (p. 249). — **Projet de loi** fixant le régime d'importation, de vente, de cession, de transport, de port, de détention et d'exportation des armes, articles d'armement, munitions et matériel de guerre en Côte française des Somalis [22 mai 1962]. En qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 279, 280). — Sur sa **question orale** n° 373 relative à l'acquisition de forêts par des acheteurs étrangers [5 juin 1962] (p. 417, 418).

TABLE ANALYTIQUE

A

ACQUISITION DE FORETS PAR DES ACHETEURS ETRANGERS, voy. : QUESTION ORALE n° 373 de M. Modeste Zussy.

ACTIVITE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Dépôt d'un rapport du Gouvernement sur l'activité du centre national d'études spatiales du 1^{er} mars 1962 au 1^{er} septembre 1962 [19 décembre 1962].

ADOPTION ET LEGITIMATION ADOPTIVE

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive [28 juin 1962] (I., n° 245). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

ADOPTION

Proposition de loi, tendant à modifier les dispositions de l'article 359 du code civil relatif à l'adoption. — Présentée par M. Joseph Raybaud [3 juillet 1962] (I., n° 257). — Renvoi à la commission de législation.

AFFICHAGE ALLOCUTION PRESIDENT DU SENAT

— demandé par M. Moutet [9 octobre 1962] (p. 1308).
— intervention de M. Bonnefous pour discussion immédiate (p. 1308).

AGRICULTURE

Voy. : PRIX AGRICOLES.

Voy. : COTISATIONS D'ASSURANCES VIEILLESSE AGRICOLES.

Voy. : ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES.

AIDE AUX CREATEURS D'ART NON SALARIES, voy. : QUESTION ORALE n° 6 de M. Bordeneuve [3 juillet 1962] (p. 650).

AIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIÉS DU CONGO EX-BELGE, voy. : QUESTION ORALE n° 414 de M. Armengaud [17 juillet 1962] (p. 946).

ALGERIE

Proposition de loi, présentée par M. Gilbert Paulian, tendant à modifier la loi n° 62-421 du 13 avril 1962 concernant les accords à établir et les mesures à prendre au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 [22 mai 1962] (I., n° 205). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ALLOCATION DE TRANSPORT

Proposition de loi, présentée par MM. Camille Vallin, Jean Bardol, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Louis Namy et les membres du groupe communiste et apparenté, tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 [16 mai 1961] (I., n° 214). — Renvoi à la commission des affaires sociales sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Adolphe Dutoit [23 juillet 1962] (I., n° 307).

Proposition de loi, présentée par M. Francis Dassaud et plusieurs de ses collègues relative à l'extension de l'allocation de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé de province [17 mai 1962] (I., n° 200). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Adolphe Dutoit [23 juillet 1962] (I., n° 307).

ALLOCUTION DU PRESIDENT D'AGE

Allocution de M. Marius Montel, président d'âge du Sénat [2 octobre 1962] (n° 2) (1962-1963).

ALLOCUTION DU PRESIDENT DU SENAT

Allocution de M. Monnerville sur la révision constitutionnelle [9 octobre 1962] (p. 1306, 1307, 1308).

AMENAGEMENT HYDRO-ELECTRIQUE DU MONT-CENIS

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République italienne sur l'aménagement hydro-électrique du Mont-Cenis et prévoyant des dispositions pour l'application de l'article 6 de cette convention [15 mai 1962] (I., n° 185). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [17 mai 1962] (I., n° 194). — Discussion [22 mai 1962] (p. 291). — Discussion générale : MM. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Marette, ministre des postes et télécommunications ; Paul Chevallier. — Adoption des articles 1^{er} et 2 du projet de loi (p. 292).

APPRENTIS, voy. : CONGÉS NON RÉMUNÉRÉS.

ARBORICULTEURS ET MARAICHERS, voy. : QUESTION ORALE n° 379 de M. Léon David.

ARMES ET MUNITIONS EN COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, fixant le régime d'importation, de vente, de cession, de transport, de port, de détention et d'exportation des armes, articles d'armement, munitions et matériels de guerre en Côte française des Somalis [8 mai 1962] (I., n° 170). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, de suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [17 mai 1962] (I., n° 193). — Discussion [22 mai 1962] (p. 279). — Discussion générale : MM. Modeste Zussy, rapporteur de la commission des lois ; Mohamed Kamil. — Articles 2, 3, 4 et 5 : adoption (p. 280). — Sur l'ensemble : M. Louis Namy. — Adoption du projet de loi (p. 280).

ARTICLE 11 DE LA CONSTITUTION

Proposition de loi constitutionnelle présentée par M. Edmond Barrachin, tendant à compléter l'article 11 de la Constitution [24 avril 1962] (I., n° 164). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

ASBESTOSE, voy. : REVISION DES RÉPARATIONS ACCORDÉES AUX VICTIMES DE L'ASBESTOSE.

ASSAINISSEMENT, voy. : CANALISATIONS D'EAU.

ASSURANCE MALADIE A D'ANCIENS EXPLOITANTS AGRICOLES

Proposition de loi présentée par M. Lambert et plusieurs de ses collègues, tendant à étendre le bénéfice de l'assurance maladie aux anciens exploitants agricoles titulaires d'une allocation de vieillesse agricole [27 juillet 1962] (I., n° 326). — Ren-

voi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ASSURANCE VIEILLESSE

Projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à accorder à certaines catégories de travailleurs obligatoirement affiliés au régime général de la sécurité sociale postérieurement au 1^{er} juillet 1930, la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse [22 mai 1962] (I., n° 203). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. André Chazalon [5 juin 1962] (I., n° 214). — Discussion en deuxième lecture [7 juin 1962] (p. 443). — Discussion générale : M. André Chazalon, rapporteur de la commission des affaires sociales. — Article unique : (p. 448). — Amendement de M. Roger Menu : MM. Roger Menu, Gilbert Grandval, ministre du travail. — Adoption. — Adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 449). — Modification de l'intitulé.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser que les ostréiculteurs et les mytilculteurs inscrits maritimes relevant de la caisse de retraite des marins ne dépendent pas du régime de l'assurance vieillesse des personnes non salariées de l'agriculture [3 juillet 1962] (I., N° 254). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

AUTOROUTES, VOY : TRAVAUX PUBLICS.

B

BAILLEURS ET LOCATAIRES

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, en première lecture, complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et rétablissant l'article 1751 du code civil [3 juillet 1962] (n° 255). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. Jacques Delalande [12 juillet 1962] (I., N° 270). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [12 juillet 1962]. — Rapport par M. Léon Messaud — Discussion [19 juillet 1962]. — Discussion générale : M. Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois. — Art. 1^{er} (p. 1045) : amendements de M. Yves Estève et de M. Louis Namy : MM. Yves Estève, Louis Namy, le rapporteur, Jacques Mazziol, ministre de la construction ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 2, 3 bis, 3 ter, 4, 5, 6 bis et 8 : adoption. — Art. 11 : réservé.

Art. 11 bis : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre : adoption ; suppression de l'article. — Art. 11 ter : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 11 quater (p. 1048) : amendements de M. Jacques Delalande, de M. Léon Messaud et de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. le rapporteur, Léon Messaud, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Namy, Joseph Voyant, le ministre, Léon Jozeau-Marigné ; rejet de l'amendement de M. Jacques Delalande ; adoption des amendements de M. Léon Messaud et de M. Léon Jozeau-Marigné ; adoption de l'article modifié. — Art. 11 (réservé) (p. 1051) : amendements de M. Jacques Delalande et de M. Yves Estève : MM. le rapporteur, Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande ; suppression de l'article. — Art. 12 et 13 : adoption. — Art. 13 bis : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 13 ter, 14 et 15 : adoption ; adoption du projet de loi (p. 1053) ; modification de l'intitulé. — Transmission en troisième lecture [23 juillet 1962] (n° 308). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [23 juillet 1962] (n° 309). — Discussion [23 juillet 1962] (p. 1106 et 1107). — Discussion générale : MM. Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Mazziol, ministre de la construction. — Art. 11 ter : suppression ; adoption du projet de loi.

BAUX RURAUX

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à relever de la conclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du code rural [16 novembre 1961] (I., N° 63). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration

générale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [5 décembre 1961] (p. 2280). — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [13 décembre 1962] (I., N° 22).

BOURSE D'ÉCHANGE DE LOGEMENTS

Rapport sur l'activité de la bourse d'échange de logements en 1961 transmis par M. le Premier ministre, en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960 [9 octobre 1962] (p. 1309).

BUDGET DE 1957

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1957 [15 mai 1962] (I., N° 179). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [17 mai 1962] (I., N° 197). — Discussion [24 mai 1962] (p. 302). — Discussion générale : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. — Adoption des articles 1^{er} à 19 et du projet de loi (p. 343).

BUDGET DE 1958

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1958 [15 mai 1962] (I., N° 180). — Renvoi à la commission des finances, de contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [17 mai 1962] (I., N° 198). — Discussion [24 mai 1962] (p. 344). — Adoption des articles 1^{er} à 16 et du projet de loi (p. 379).

C

CAISSE DES RETRAITES DES MEMBRES DE L'ANCIENNE ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la caisse des retraites des membres de l'ancienne Assemblée de l'Union française [5 juin 1962] (I., N° 211). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Fosset [19 juin 1962] (I., N° 227). — Discussion [19 juin 1962]. — Discussion générale : MM. André Fosset, rapporteur de la commission des lois ; Waldeck L'Huillier, René Jager, Marcel Champeix, Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (p. 521 à 523). — Adoption des articles 1^{er} à 3 et du projet de loi (p. 523).

CANALISATIONS D'EAU

Projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement [22 mai 1962] (I., N° 201). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [29 mai 1962] (I., N° 210).

CESSATION DE MANDAT

Communication au Gouvernement [3 juillet 1962] (p. 667).

CITES SPORTIVES, VOY. : ÉDUCATION PHYSIQUE ET CRÉATION DE « CITES SPORTIVES ».

CODE CIVIL (Art. 75).

Proposition de loi, présentée par M. Jacques Descours-Desacres tendant à modifier le premier alinéa de l'article 75 du code civil [19 juillet 1962] (I., N° 300). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Projet de loi, présenté par M. Louis Jacquinot, ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, modifiant l'article 2 du décret n° 53-161 du 24 février 1955 déterminant les modalités d'application du code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer [21 juin 1962]

(I., N° 229). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Paul-Jacques Kalb [12 juillet 1962] (I., N° 272). — Discussion [19 juillet 1962] (p. 1040). — Discussion générale : M. Paul-Jacques Kalb, rapporteur de la commission des lois. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

CODE DE LA SANTE, voy. : OPTICIEN LUNETIER.

CODE DISCIPLINAIRE ET PENAL DE LA MARINE MARCHANDE

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande** [23 juillet 1962] (I., N° 305). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Joseph Yvon [23 juillet 1962] (I., N° 306). — Discussion [23 juillet 1962] (p. 1104 et 1105). — Discussion générale : M. Victor Golvan, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 1^{er}, 2, 7, 9, 11, 13, 18 et 21 : adoption. — Adoption du projet de loi.

CODE ELECTORAL

Projet de loi, portant modification des articles 12, 14 et 87 du corps électoral, relatifs à l'**inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [5 juin 1962] (I., N° 213). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Rapport par M. Georges Boulanger [6 décembre 1962] (I., n° 13).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **modifier certains articles du code électoral** [24 juillet 1962] (I., n° 312). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

CODE PENAL

Projet de loi, présenté par M. le garde des sceaux, tendant à compléter l'**article 335-4 du code pénal** [4 octobre 1962] (I., n° 4). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

Sur les **accords d'Evian** [20 mars 1962] (n° 161). — Sur son programme [26 avril 1962] (p. 151).

COMPOSITION DU SENAT ET DUREE DU MANDAT DES SENATEURS

Proposition de loi organique, modifiée par l'Assemblée nationale, en première lecture, tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958, portant loi organique relative à la **composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs** [28 juin 1962] (I., n° 240). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [28 juin 1962] (I., n° 246). — Discussion le 3 juillet 1962. Discussion générale : MM. Prélot, rapporteur de la commission des lois, Courrière, Dumas, secrétaire d'Etat. — Adoption.

Projet de loi organique portant dérogation temporaire en ce qui concerne la **Polynésie française** à l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la **composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs** [12 juillet 1962] (I., n° 273). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Raymond Bonnefous [25 juillet 1962] (I., n° 318). — Projet de loi retiré le 27 juillet 1962 (p. 1230).

CONFERENCE DE LA HAYE, voy. : DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I. — Elections. — 1° Dépôt de protestations :

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans les départements des Ardennes, de l'Aisne, du Gard et de la Guyane [4 octobre 1962] (p. 1297). — Avis de dépôt de protestations dirigées contre l'élection sénatoriale dans le territoire des îles Wallis et Futuna [6 décembre 1962] (p. 1336).

2° Décisions :

Décision déclarant conformes à la Constitution les dispositions des articles 7 et 63 (6^e alinéa) du règlement du Sénat, dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution en date du 20 juillet 1962 [4 octobre 1962] (p. 1297 et 1298). — Décision de rejet, dans sa séance du 4 décembre 1962, des requêtes portant contestation du résultat des opérations électorales du 23 septembre 1962 dans le département du Gard (élection de Mme Suzanne Crémieux) [6 décembre 1962] (p. 1336 et 1339).

Communications :

Lettre de M. le président du Conseil constitutionnel constatant que l'élection de MM. André Chazalon, Gaston Defferre et François Mitterrand, proclamés députés à l'Assemblée nationale, n'a fait l'objet d'aucune contestation, mais que celle de M. Waldeck L'Huillier à cette même Assemblée a été contestée [13 décembre 1962] (p. 1352).

CONSERVATION DES CEREALES, voy. : QUESTION ORALE n° 38 de M. Emile Durieux.

CONSTRUCTEURS D'IMMEUBLES

Proposition de loi, présentée par M. André Cornu, tendant à modifier l'article 1792 du code civil, en ce qui concerne la **responsabilité des constructeurs d'immeubles** [3 mai 1962] (I., n° 168). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

CONSTRUCTION, voy. : EFFORT DE CONSTRUCTION.

CONSTRUCTION D'IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION

Proposition de loi, présentée par M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues, relative à la **construction d'immeubles à usage d'habitation** [8 mai 1962] (I., n° 172). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Projet de loi, présenté par M. Pierre Sudreau, ministre de la construction, relatif à la **construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction** [5 octobre 1961] (I. n° 3). — Renvoi à une commission spéciale. — Rapport par M. Jacques Delalande [24 mai 1962] (I., n° 207). Discussion [19 juin 1962]. Discussion générale : MM. Jacques Delalande, rapporteur de la commission spéciale ; Jacques Voyant, Camille Vallin, Bernard Chochoy, Jacques Maziol, ministre de la construction (p. 523 à 531). — Art. 1^{er} (p. 531) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Léon Messaud, Guy Petit ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 532) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Emile Hugues : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre ; retrait ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 533) : amendement de M. Jacques Delalande ; retrait ; adoption de l'article ; M. le rapporteur. — Art. 4 (p. 534) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié ; M. le rapporteur. — Art. 5 (*id.*) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 6 (*id.*) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 7 (*id.*) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 (p. 535) : amendements de M. Jacques Delalande et de M. Camille Vallin : MM. le rapporteur, Camille Vallin, le ministre ; rejet de l'amendement de M. Camille Vallin ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 8 bis (amendement de M. Camille Vallin) : MM. Camille Vallin, le rapporteur, le ministre ; rejet de l'article. — Art. 9 (*id.*) : amendement de M. Jacques Delalande : M. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 10 (p. 536) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Maurice Coutrot ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 11 (p. 537) : Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié ; M. le rapporteur. — Art. additionnel 11 bis (amendements de M. Jacques Delalande et de M. Camille Vallin) : MM. le rapporteur, le ministre, Camille Vallin, Léon Messaud ; adoption de l'article. — Art. additionnel 11 ter (amendement de M. Jacques Delalande) (p. 538) : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Art. additionnel 11 quater (amendement de M. Jacques Delalande) : adoption. — Art. 12 (p. 539) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Joseph Voyant : MM. Joseph Voyant, le rapporteur, le ministre ; retrait ; adoption de l'article modifié. — Art. 13

(p. 540) : amendements de M. Jacques Delalande et de M. Joseph Voyant : MM. le rapporteur, Joseph Voyant, le ministre, Auguste Pinton ; rejet de l'amendement de M. Joseph Voyant ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande ; adoption de l'article modifié. — Art. 14 : adoption (p. 541). — Art. 15 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et de M. Camille Vallin : MM. le rapporteur, Camille Vallin, le ministre ; retrait de l'amendement de M. Camille Vallin ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande. — Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption. — Amendement de M. Joseph Voyant ; retrait. — Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 16 (p. 542) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 17, 18, 19 et 20 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande ; MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression des articles ; M. le rapporteur. — Renvoi de la suite de la discussion : M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission spéciale. — *Suite de la discussion* [21 juin 1962]. — Art. 21 (p. 550) : amendements de M. Jacques Delalande : MM. Jacques Delalande, rapporteur de la commission spéciale ; Jacques Maziol, ministre de la construction ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 22 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et de M. Camille Vallin : M. le rapporteur, Mme Renée Dervaux, M. le ministre ; retrait de l'amendement de M. Camille Vallin ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande ; adoption de l'article modifié. — Art. 23 : adoption (p. 551). — Art. 24 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre, Auguste Pinton ; adoption. — Amendement de M. Joseph Voyant : MM. Joseph Voyant, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 25 (p. 552) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 26 (*idem*) : amendement de M. Joseph Voyant ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 27 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 28, 29, 30 et 31 : adoption (p. 553). — Art. 32 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié ; M. le rapporteur. — Art. 33 : adoption (p. 554). — Art. 34 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 35 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, André Fosset ; adoption de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'amendement modifié de M. Jacques Delalande ; adoption de l'article modifié. — Art. 36 : adoption (p. 555). — Art. 37 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 37 *bis* (amendements de M. Jacques Delalande et M. Camille Vallin) : MM. le rapporteur, le ministre, Mme Renée Dervaux ; adoption de l'article. — Art. 38 : adoption (p. 556). — Art. additionnel 38 *bis* (amendement de M. Jacques Delalande) : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 39 : adoption (*idem*). — Art. 40 (*idem*) : amendement de M. Camille Vallin : Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur, le ministre ; rejet. — Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 41 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 42 (p. 557) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 43 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 44 (*idem*) : amendement de M. Camille Vallin : Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur, le ministre ; retrait. — Amendement de M. Jacques Delalande et de M. Camille Vallin : MM. le rapporteur, le ministre, Mme Renée Dervaux ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande ; rejet de l'amendement de M. Camille Vallin, adoption de l'article modifié. — Art. 45 (p. 558). — Amendement du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 46 : adoption (*idem*). — Art. 47 (*idem*) : amendement de M. Camille Vallin : Mme Renée Dervaux, M. le rapporteur ; retrait. — Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 48 (p. 559) : amendement de M. Camille Vallin : Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur, le ministre ; retrait. — Amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, Joseph Voyant, le ministre ; adoption. — Amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 49 (p. 560) : amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 50 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et de M. Camille Vallin : M. le rapporteur, Mme Renée Dervaux ; retrait de l'amendement de M. Camille Vallin ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande ; adoption de l'article modifié. — Art. 51 (p. 561) : amendements de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié.

— Art. 52 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 53 (p. 562) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 54 : adoption (*idem*). — Art. 55 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 56 (p. 563) : amendements de M. Jacques Delalande ; adoption. — Amendements de M. Jacques Delalande et de M. Joseph Voyant : MM. le rapporteur, le ministre, Joseph Voyant ; rejet de l'amendement de M. Joseph Voyant ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande ; adoption de l'article modifié. — Art. 57 (p. 564) : amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 58 (*idem*) : amendements de M. Emile Hugues et de M. Adolphe Chauvin : MM. Marcel Molle, Adolphe Chauvin, le rapporteur, le ministre ; rejet. — Amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de M. Adolphe Chauvin ; MM. Adolphe Chauvin, le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 59 (p. 567) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 60 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 61 (p. 568) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 62 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 62 *bis* (amendement de M. Jacques Delalande) : adoption. — Art. 63 (*idem*) : amendement de M. Camille Vallin : Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur, le ministre ; rejet. — Amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié ; titre V : MM. le rapporteur, Bernard Chochoy (p. 570). — Art. 64 (p. 571) : amendements de M. Jacques Delalande ; adoption. — Amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; M. le président ; adoption de l'article modifié. — Art. 65 (p. 572) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Pierre Marcilhacy ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 66 (p. 573) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 67 : réservé (*idem*). — Art. 68 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 69 et 70 : adoption (*idem*). — Art. 71 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption. — Amendement du Gouvernement ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 71 *bis* (amendement de M. Jacques Delalande et du Gouvernement) : adoption (p. 574). — Art. 72 : adoption (*idem*). — Art. 73 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et du Gouvernement ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 74 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 75 : adoption (*idem*). — Art. 76 (p. 575) : amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 77 : adoption (*idem*). — Art. 78 (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande et de M. Joseph Voyant : MM. le rapporteur, Joseph Voyant, le ministre ; adoption de l'amendement de M. Jacques Delalande. — Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 79 : réservé. — Art. 80 (p. 576) : amendement de M. Joseph Voyant : MM. Joseph Voyant, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 81 (p. 577) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 67 (réservé) (*idem*) : amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 79 (réservé) (*idem*) : amendements du Gouvernement et de M. Joseph Voyant : MM. le ministre, Joseph Voyant, le rapporteur ; retrait de l'amendement de M. Joseph Voyant ; adoption de l'amendement du Gouvernement. — Amendement de M. Camille Vallin : Mme Renée Dervaux ; retrait. — Amendements de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 82 (p. 578) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption. — Amendement de M. Joseph Voyant : MM. Joseph Voyant, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 83 (p. 579) : amendement de M. Camille Vallin : Mme Renée Dervaux ; retrait. — Amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 84 (*idem*) : amendement de M. Jacques Delalande ; adoption ; adoption de l'article modifié ; sur l'ensemble de MM. Léon Messaud, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission spéciale. — Adoption du projet de loi (p. 58).

CONVENTION

Voy. : ECHANTILLONS COMMERCIAUX ET MATÉRIEL PUBLICITAIRE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de : 1° la convention sur loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels ;

2° la convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères ; 3° la convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants [15 mai 1962] (I., n° 187). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [12 juin 1962] (I., n° 221). — Discussion [14 juin 1962]. — Discussion générale : MM. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice (p. 504, 505 et 506) ; adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 506).

CONVENTION FRANCO-ESPAGNOLE CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UN TUNNEL TRANSPYRENEEN

Projet de loi, présenté par M. le ministre des affaires étrangères, autorisant l'approbation de la convention entre les gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du tunnel transpyrénéen d'Aragnouet à Bielsa et du protocole annexe à ladite convention [12 juin 1962] (I., n° 216). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Errecart [21 juin 1962] (I., n° 231). — Discussion [28 juin 1962]. — Discussion générale : MM. Jean Errecart, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Abel Sempé, Roger Dusseaux, ministre des travaux publics et des transports (p. 621 et 622) ; adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 622).

CONVENTION FRANCO-ESPAGNOLE RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PONT INTERNATIONAL HENDAYE-IRUN

Projet de loi, présenté par M. le ministre des affaires étrangères, autorisant l'approbation de la convention entre les gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction du nouveau pont international Hendaye-Irun [12 juin 1962] (I., n° 217). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Errecart [21 juin 1962] (I., n° 232). — Discussion [28 juin 1962]. — Discussion générale : M. Jean Errecart, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 622 et 623) ; adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 623).

CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention internationale des télécommunications, signée à Genève le 21 décembre 1959 [24 octobre 1961] (I., n° 32). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Joseph Beaujannot [10 mai 1962] (I., n° 177). — Discussion [22 mai 1962] (p. 290). — Discussion générale : MM. Joseph Beaujannot, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Marette, ministre des postes et télécommunications ; adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 291).

CONVENTION RELATIVE A L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du protocole du 21 juin 1961 portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale [5 juin 1962] (I., n° 212). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Prêtre [14 juin 1962] (I., n° 224). — Discussion [19 juin 1962]. — Discussion générale : M. Henri Prêtre, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 520) ; adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 521).

COOPERATIVES AGRICOLES

Projet de loi, présenté par M. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture, relatif à la cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles [4 octobre 1960] (I., n° 1). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [5 juillet 1961] (I., n° 301). — Rapport supplémentaire par M. Abel-Durand [26 octobre 1961] (I., n° 43). — Discussion. — Discussion générale : M. Abel-Durand, rapporteur de la commission des lois : Art. 1^{er} : amendement de M. Pierre Marcilhacy ; MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; le rapporteur ; retrait du projet de loi de l'ordre du jour. — Deuxième rapport supplémentaire par M. Abel-Durand [24 mai 1962] (n° 209). — Suite de la discussion [5 juin 1962] (p. 429) :

Art. 1^{er} (suite) : amendement de M. Abel-Durand : MM. Abel-Durand, rapporteur de la commission des lois ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 430). — Art. 2 : amendements de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 430). — Art. 3 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 431). — Art. 4 : adoption (p. 431). — Art. 5 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 431). — Art. 6 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 431). — Art. 7 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 431). — Art. 8 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 432). — Art. 9 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 432). — Article additionnel 9 bis (amendement de M. Abel-Durand) ; adoption (p. 432). — Art. 10 : adoption (p. 432). — Art. 11 : amendements de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 432). — Art. 12 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 433). — Art. 13 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 433). — Art. 14 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 433). — Art. 15 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 434). — Art. 16 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 434). — Art. 17 : adoption (p. 434). — Art. 18 : amendements de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 434). — Art. 19 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 434). — Art. 20 et 21 : adoption (p. 434). — Art. 22 : amendement de M. Abel-Durand : MM. le ministre, le rapporteur ; réservé ; l'article est réservé (p. 435). — Art. 23 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 435). — Art. 24 : amendement de M. Abel-Durand : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption, modifié ; adoption de l'article modifié (p. 435). — Articles additionnels 24 bis et 24 ter (amendements de M. Abel-Durand) : adoption (p. 436). — Art. 25 : amendements de M. Abel-Durand : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 436). — Art. 26 : amendements de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 437). — Art. 27 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 437). — Art. 28 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 437). — Art. 29 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 438). — Art. 30 : adoption (p. 438). — Art. 31 : amendements de M. Abel-Durand : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 438). — Art. 32 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 439). — Art. 33 : adoption (p. 439). — Art. 34 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 439). — Art. 35 : adoption (p. 439). — Art. 36 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 439). — Art. 37, 38 et 39 : adoption (p. 439). — Art. 40 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 439). — Art. 41 : amendement de M. Abel-Durand : adoption ; adoption de l'article modifié (p. 439). — Art. 42 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 440). — Art. 43 : adoption (p. 440). — Art. 44 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 440). — Art. 45 : adoption (p. 440). — Article additionnel 45 bis (amendement de M. Abel-Durand) : adoption (p. 440). — Art. 46 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 440). — Art. 47 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 440). — Art. 48 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 441). — Art. 49 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 441). — Art. 50 : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 441). — Art. 22 (réservé) : amendement de M. Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 441). — Adoption du projet de loi (p. 441).

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Voy : ARMES ET MUNITIONS EN CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS.

COTISATIONS D'ASSURANCE VIEILLESSE DES EXPLOITANTS AGRICOLES

Proposition de loi, présentée par MM. Marcel Brégégère, Roger Lagrange et les membres du groupe socialiste, tendant à modifier l'article 1-106 du code rural et permettant le rachat de cotisations d'assurance vieillesse en faveur des exploitants agricoles [5 juillet 1962] (I., n° 264). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

D

DECAZEVILLE

Rapport d'information de MM. Roger Menu, André Chazalon, Mme Renée Dervaux, MM. Louis Martin, André Méric et Léon Messaud, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite de la mission effectuée du 6 au 8 février 1962 par une délégation de cette commission dans le département de l'Aveyron en vue d'étudier les **problèmes posés par le conflit minier de Decazeville**. (Enregistré à la présidence le 26 février 1962.) [Rattaché pour ordre à la séance du 15 décembre 1961] (n° 157).

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

Lecture par M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, d'une déclaration de **politique générale du Gouvernement** [13 décembre 1962] (p. 1353 à 1356).

DEDOMMAGEMENT DES FRANÇAIS D'EGYPTE

Voy. : QUESTION ORALE, n° 412, de M. Armengaud.

DELIBERATIONS DOUANIERES DES TERRITOIRES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification des décrets n° 61-622 du 17 juin 1961, n° 61-1106 du 9 octobre 1961 et n° 61-1323 du 7 décembre 1961 portant refus d'**approbation de délibérations douanières des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie** [17 juillet 1962] (I., n° 278). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Renvoi par M. Henri Lafleur [13 décembre 1962] (I., n° 17). — **Discussion** [21 décembre 1962]. — *Discussion générale* : MM. Henri Lafleur, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget (p. 1470 et 1471). — Article unique : amendement de M. Henri Lafleur ; adoption (p. 1471) ; adoption de l'article modifié (p. 1471). — Adoption du projet de loi (p. 1471). — Modification de l'intitulé (p. 1471).

DEPARTEMENTS ALSACIENS

Voy. : LÉGISLATION CONCERNANT LES MONUMENTS HISTORIQUES.

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Voy. : EFFETS DU MARIAGE DANS LES D. O. M.

DESAVEU DE PATERNITE

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier, pour les réclamations relatives aux **enfants nés en Polynésie française**, les articles 316 à 318 du code civil relatifs au **désaveu de paternité** [3 juillet 1962] (I., n° 253). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. Jean Geoffroy [12 juillet 1962] (I., n° 271). — **Discussion** [19 juillet 1962] (p. 1041 et 1042). — *Discussion générale* : MM. Jean Geoffroy, rapporteur de la commission des lois ; Gérard Coppenrath. Art. 1^{er}, 2 et 4 : adoption. — Adoption de la proposition de loi.

DEVOLUTION SUCCESSORALE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Proposition de loi, présentée par MM. Emile Hugues et Marcel Molle, tendant à modifier l'article 832-2 du code civil et l'article 807 du code rural relatifs à la **dévolution successorale des exploitations agricoles** (enregistrée à la présidence le 23 janvier 1962) [rattaché pour ordre à la séance du 15 décembre 1961] (I., n° 153). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

DIVORCE

Voy. : DROIT DE GARDE DE L'ENFANT.

DOCUMENTS FISCAUX

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'**usage de documents fiscaux dans les relations de droit public et de droit privé** [3 juillet 1962] (I., n° 256). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [18 juillet 1962] (I., n° 291). — **Discussion** [23 juillet 1962] (p. 1092 à 1094). — *Discussion générale* : MM. Adolphe Chauvin, rapporteur de la commission des lois ; Antoine Courrière ; adoption des articles 1^{er} à 3. — Adoption du projet de loi.

DOMMAGES CAUSES AUX CULTURES

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la réparation des **dommages causés aux cultures par les sangliers** [18 juillet 1962] (I., n° 286). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

DOMMAGES DE GUERRE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **suppression de la commission supérieure de cassation des dommages de guerre** [17 juillet 1962] (I., n° 280). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy [18 juillet 1962] (I., n° 288). — **Discussion** [19 juillet 1962] (p. 1044 et 1045). — *Discussion générale* : M. Maurice Lalloy, rapporteur de la commission des affaires économiques ; art. 1^{er} à 3 : adoption. — Adoption du projet de loi.

DOUBLE IMPOSITION DES SALAIRES, PENSIONS OU REVENUS DES FRANÇAIS DU MAROC

Voy. : QUESTION ORALE, n° 405, de M. Gros.

DROIT DE GARDE DE L'ENFANT

Proposition de loi, présentée par M. Roger Carcassonne et les membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à instituer au cours de la procédure de divorce, tant en première instance qu'en appel, un conseil désigné à l'effet de donner son avis sur l'**attribution du droit de garde et à proposer toutes mesures dans l'intérêt de l'enfant** (enregistrée à la présidence le 30 janvier 1962) [rattachée pour ordre à la séance du 15 décembre 1961] (I., n° 156). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

DROIT INTERNATIONAL PRIVE (STATUT DE LA CONFERENCE DE LA HAYE)

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'**approbation du statut de la conférence de la Haye de droit international privé du 31 octobre 1951** [15 mai 1962] (I., n° 186). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [12 juin 1962] (I., n° 220). — **Discussion** [14 juin 1962]. — *Discussion générale* : MM. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Marius Moutet (p. 503 et 504) ; adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 504).

DROIT DE PREEMPTION

Voy. : ZONES A URBANISER EN PRIORITE ET ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE.

DROITS DE BANDITE

Proposition de loi, présentée par MM. Joseph Raybaud, Alex Roubert et Emile Hugues, portant **suppression des droits dits « de Bandite »** [3 mai 1962] (I., n° 169). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Hugues [17 mai 1962] (I., n° 192). — **Discussion** [22 mai 1962] (p. 292). — *Discussion générale* : M. Emile Hugues, rapporteur de la commission des lois ; articles 1^{er} à 7 : adoption ; sur l'ensemble : M. Emile Durieux. — Adoption de la proposition de loi (p. 293).

DROITS DE DOUANE D'IMPORTATION (Décret n° 61-1517)

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, présenté par M. Georges Pompidou, Premier ministre, ratifiant le décret n° 61-1517 du 30 décembre 1961 qui a **modifié les tarifs des droits de douane d'importation** [5 juillet 1962] (I., n° 262). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [18 juillet 1962] (I., n° 289). — **Discussion** [21 décembre 1962]. — *Discussion générale* : M. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques ; adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 1462).

DROITS DE DOUANE D'IMPORTATION (Décret n° 62-494)

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, présenté par M. Georges Pompidou, Premier ministre, ratifiant le décret n° 62-494 du 14 avril 1962, qui a **modifié le tarif des droits de douane d'importation** [5 juillet 1962] (I., n° 263). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport

par M. Henri Cornat [18 juillet 1962] (I, n° 290). — **Discussion** [21 décembre 1962]. — *Discussion générale*: M. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1468 et 1469); adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 1469).

DROITS DE REPRISE (BAUX RURAUX)

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 811, 837, 838, 842, 843 et 861 du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [3 juillet 1962] (I, n° 252). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [13 décembre 1962] (n° 15). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [11 juillet 1962]. — Rapport pour avis de M. Octave Bajoux [13 décembre 1962] (n° 20).

DROITS SCOLAIRES OBLIGATOIRES

Proposition de loi tendant à assurer aux enfants aveugles, infirmes, sourds-muets ou très déficients les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants, présentée par Mme Renée Dervaux et plusieurs de ses collègues [18 juillet 1962] (I, n° 294). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

DROITS SUR AERONEFS

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève le 19 juin 1948 [15 mai 1962] (I, n° 183). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Gaston Pams [14 juin 1962] (I, n° 223).

E

ECHANGE DE LOGEMENTS

Dépôt d'un rapport du Premier ministre sur l'activité de la bourse d'échange de logements en 1961 [9 octobre 1962] (p. 1309).

ECHANTILLONS COMMERCIAUX ET MATERIEL PUBLICITAIRE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, présenté par M. Georges Pompidou, Premier ministre, autorisant l'adhésion de la France à la convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire en date du 7 novembre 1952 [5 juillet 1962] (I, n° 281). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [8 décembre 1962] (I, n° 10). — **Discussion**. — *Discussion générale*: MM. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Adoption de l'article unique et du projet de loi [21 décembre 1962].

ECLAIRAGE DE CERTAINS VEHICULES AGRICOLES, voy. QUESTION ORALE n° 383 de M. Marcel Audy.

EDUCATION PHYSIQUE ET CREATION DE « CITES SPORTIVES »

Proposition de loi, présentée par M. Jacques Henriet, tendant à modifier l'organisation actuelle de l'éducation physique et des sports et à créer des centres d'éducation physique et sportive dits « cités sportives » [13 décembre 1962] (I, n° 14). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

EFFETS DU MARIAGE DANS LES D. O. M.

Proposition de loi, présentée par MM. Raymond Bonnefous, Emile Hugues et Paul-Jacques Kalb tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de la loi validée du 22 septembre 1942 sur les effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux (enregistrée à la présidence le 28 février 1962). [Rattachée pour ordre à la séance du 15 décembre 1961] (I, n° 159). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [Rattaché pour ordre à la séance du 21 mars 1962] (I, n° 163). — **Discussion**

[17 mai 1962] (p. 231). — *Discussion générale*. MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre; Georges Marie-Anne. — Adoption de l'article unique et de la proposition de loi (p. 232).

EFFORT DE CONSTRUCTION DES EMPLOYEURS

Projet de loi, présenté par M. Maziol, ministre de la construction, relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction [4 octobre 1962] (I, n° 3). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean-Marie Bouloux [13 décembre 1962] (I, n° 18). — **Discussion** [19 décembre 1962] (p. 1384 à 1388). — *Discussion générale*: MM. Jean-Marie Bouloux, rapporteur de la commission des affaires économiques; Georges Marrane, Jacques Maziol, ministre de la construction (p. 1384 à 1386). — Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: amendement de M. Jean-Marie Bouloux: MM. le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble: MM. Bernard Chochoy, le ministre. — Adoption du projet de loi (p. 1386 à 1388).

ELECTIONS CANTONALES ET MUNICIPALES (Date des).

Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif aux dates des élections cantonales et des élections municipales et validant rétroactivement le décret n° 61-250 du 18 mars 1961 [15 mai 1962] (I, n° 184). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

ENREGISTREMENT

Voy: RÉFORME DE..., DU TIMBRE ET DE LA FISCALITÉ IMMOBILIÈRE.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, présenté par M. Georges Pompidou, Premier ministre, relatif à la création et développement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles [6 juillet 1962] (I, n° 265). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Paul Driant [11 juillet 1962] (I, n° 266). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [9 juillet 1962]. — Rapport par M. Claudius Delorme [12 juillet 1962] (I, n° 269). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan [11 juillet 1962]. — Rapport par M. Etienne Dailly [18 juillet 1962] (I, n° 287). — **Discussion** [20 juillet 1962]: M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture (p. 1064). — *Discussion générale*: MM. Paul Driant, rapporteur de la commission des finances; Claudius Delorme, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Charles Naveau; Jean Nayrou, Mme Renée Dervaux, MM. René Tinant, Jean Brajeux, Michel Kauffmann, Victor Golvan, Jacques Henriet; Georges Marie-Anne, le ministre, Abel-Durand. — Art. 1^{er} (p. 1082); amendements de M. Charles Suran et de Mme Renée Dervaux: M. Jean Neyrou, Mme Renée Dervaux, MM. le ministre, le rapporteur; rejet; amendement de M. Raymond Brun; MM. Raymond Brun, Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre; adoption; amendement de M. Marcel Prélot: MM. Marcel Prélot, le ministre; retrait; MM. Abel Sempé, le ministre, André Dullin; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 1084); amendement de M. Claudius Delorme; retrait; M. Raymond Brun; adoption de l'article. — Article additionnel (amendement de M. Georges Cogniot): Mme Renée Dervaux, MM. le ministre, le rapporteur, Etienne Dailly, rapporteur pour avis; retrait de l'article. — Sur l'ensemble: MM. André Dullin, le ministre. — Adoption du projet de loi de programme (p. 1086).

EQUILIBRE AGRO-SYLVO-CYNEGETIQUE

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un plan de chasse au grand gibier, pour créer un nécessaire équilibre agro-sylvo-cynégétique [11 juillet 1962] (I, n° 267). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Michel de Pontbriand [6 décembre 1962] (I, n° 11). — **Discussion** [18 décembre 1962] (p. 1378 et 1379). — *Discussion générale*: M. Michel de Pontbriand, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 1^{er}: amendement de M. Michel de Pontbriand; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 2: amendement du Gouvernement: MM. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture; le rapporteur; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 3: adoption. — Adoption de la proposition de loi.

EQUIPEMENT RURAL

Projet de loi, présenté par M. le ministre de l'agriculture, relatif à la réalisation de certains travaux d'équipement rural, notamment en matière d'hydraulique [27 juillet 1962] (I., n° 325). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy [6 décembre 1962] (I., n° 9). — Discussion [18 décembre 1962] (p. 1372 à 1378). — Discussion générale : M. Maurice Lalloy, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 1^{er} : amendement de M. Maurice Lalloy : MM. le rapporteur, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; adoption ; amendement du Gouvernement ; MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; amendement de M. Abel Sempé ; MM. Abel Sempé, le ministre ; amendement de M. Marcel Audy ; MM. Marcel Audy, le ministre, le rapporteur ; adoption ; amendement de M. Maurice Lalloy : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; MM. le rapporteur, le ministre ; amendements de M. Maurice Lalloy : MM. le rapporteur, le ministre, Roger Morève ; adoption ; amendement de M. Marcel Audy : MM. Marcel Audy, le ministre, le rapporteur ; adoption ; amendement de M. Maurice Lalloy : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 : adoption. — Art. 3 : amendements de M. Maurice Lalloy : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 et 5 : adoption. — Article additionnel 6 (amendement de M. Maurice Lalloy) : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Adoption du projet de loi.

EQUIPEMENT MILITAIRE

Voy : DÉPÔT D'UN RAPPORT DU GOUVERNEMENT [18 décembre 1962] (p. 1379).

EQUIPEMENT SCOLAIRE DE LA VILLE DE MONTREUIL

Voy. : QUESTION ORALE, n° 403, de M. Jacques Duclos.

EQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO-EDUCATIF

Dépôt d'un rapport du Premier ministre sur la mise en œuvre du plan d'équipement sportif et socio-éducatif [9 octobre 1962] (p. 1309).

ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE MARCHANDE

Voy. : INSCRITS MARITIMES.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de cession des établissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanam, signé à New Delhi le 28 mai 1956 [17 juillet 1962] (I., n° 279). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Philippe d'Argenlieu [19 juillet 1962] (I., n° 297). — Discussion [23 juillet 1962] (p. 1094 à 1102). — Discussion générale : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Philippe d'Argenlieu, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; François Mitterrand, Jacques Baumel. — Question préalable de M. Jean Brajeux : MM. Jean Brajeux, Marius Moutet, le ministre, retrait. — Adoption de l'article unique et du projet de loi au scrutin public.

EURATOM

Voy. : QUESTION ORALE, n° 375, de M. Ludovic Tron.

EXONERATIONS FISCALES RELATIVES AU REBOISEMENT

Voy. : QUESTION ORALE, n° 419, de M. Audy [17 juillet 1962] (p. 947).

EXPLOITANTS AGRICOLES

Voy. : ASSURANCE MALADIE.

EXPLOITATIONS TYPES

Proposition de loi, présentée par MM. Jean Brajeux et Modeste Legouez, tendant à prolonger le délai de deux ans fixé par l'article 7 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 prévoyant la définition des exploitations types [27 juillet 1962] (I., n° 323). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

F**FAILLITE**

Voy. : PAIEMENT PAR PRIVILÈGE DES SALAIRES.

FISCALITE IMMOBILIERE

Voy. : RÉFORME DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DE LA...

FONCTIONNAIRES DE L'ORDRE TECHNIQUE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant à certains fonctionnaires de l'ordre technique une option en faveur d'une pension acquise au titre de la loi du 2 août 1949, à la date de leur mise à la retraite [17 juillet 1962] (I., n° 277). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1962.

FONDS SANITAIRE ROUTIER

Proposition de loi tendant à instituer un fonds sanitaire routier (F. S. R.) destiné à créer, à développer et à moderniser les équipements techniques et hospitaliers propres à perfectionner l'organisation des secours et des soins aux victimes des accidents corporels de la route, présentée par M. Bernard Lafay [23 juillet 1962] (I., n° 304). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

G**GARE DE TINTELLERIES A BOULOGNE-SUR-MER (maintien en activité).**

Voy. : QUESTION ORALE, n° 407, de M. Jean Bardol.

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun [14 décembre 1961] (I., n° 139). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Victor Golvan [10 mai 1962] (I., n° 175). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [15 mai 1962] (I., n° 182). — Discussion [17 mai 1962] (p. 250). — Discussion générale : MM. Victor Golvan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — Art. 1^{er} (p. 251) : amendement de M. Victor Golvan : MM. le rapporteur, le ministre, le vice-président de la commission, réservé ; l'article est réservé. — Art. 2 (p. 252) : amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois ; le ministre, Marcel Prélot, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 253) : amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre, rejet ; adoption de l'article. — Art. 4 : adoption. — Art. 5 (p. 254) : amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 6 (p. 255) : amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre, adoption de l'amendement de M. Marcel Molle ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 (p. 256) : amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre, adoption, modifiés ; amendement de M. Victor Golvan, adoption ; adoption de l'article modifié. — Article additionnel 10 (amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle) (p. 258) : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 10 bis (p. 258) : amendement de M. Victor Golvan : MM. le rapporteur, le ministre, adoption ; suppression de l'article. — Art. 11 (p. 259) : amendement de M. Victor Golvan, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 13 : adoption (p. 259). — Art. 1^{er} (réservé) : amendements de M. Victor Golvan et du Gouvernement, adoption ; amendement de M. Victor Golvan, adoption ; amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre, adoption ;

adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 260). — Transmission en troisième lecture [25 juillet 1962] (I., n° 319). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Victor Golvan [26 juillet 1962] (I., n° 320). — *Discussion* [26 juillet 1962] (p. 1224). — *Discussion générale*: M. Victor Golvan, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 1^{er}: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 6: MM. le rapporteur, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture; adoption de l'article. — Art. 8: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Adoption du projet de loi.

GRUYERE DE COMTE

Proposition de loi, présentée par MM. Edgar Faure et Charles Laurent-Thouvery, relative à la **protection du « gruyère de Comté »** ou « Comté » [8 mai 1962] (I., n° 171). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

GUYANE

Voy.: ORGANISATION DE LA GUYANE.

GUYANE ET MARTINIQUE

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la suite de la mission effectuée du 28 janvier au 10 février par une délégation de la commission chargée d'étudier les **projets d'organisation de la Guyane et l'état de départementalisation de la Guadeloupe et de la Martinique**, par MM. Raymond Bonnefous, Emile Hugues et Paul-Jacques Kalb [21 mars 1962] (I., n° 162).

H

HABITATIONS A LOYERS MODERES

Voy.: LOI DE PROGRAMME CONCERNANT LES H. L. M.

HYDRAULIQUE

Voir: EQUIPEMENT RURAL.

I

IMPOT SUR LE REVENU DE CERTAINS CONTRIBUABLES

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des redevables disposant de faibles revenus** [15 mai 1962] (I., n° 181). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [17 mai 1962] (I., n° 199). — *Discussion* [24 mai 1962] (p. 380). — *Discussion générale*: MM. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; Ludovic Tron, Jacques Duclos. — Adoption des articles 1^{er} et 2 du projet de loi (p. 388).

INDEMNISATION DES FRANÇAIS SINISTRES (Guerre italo-éthiopienne de 1936).

Voy.: question orale, n° 377, de M. Louis Gros.

INSCRITS MARITIMES

Proposition de loi, présentée par Mlle Irma Rapuzzi et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les dispositions du décret n° 54-372 du 29 mars 1954, en faveur des inscrits maritimes relevant de l'**établissement national des invalides de la marine marchande** [15 mai 1962] (I., n° 188). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M.

INTERNEMENT ADMINISTRATIF

Proposition de loi, présentée par M. Jacques de Maupéou et plusieurs de ses collègues, tendant à mettre fin à l'application de la **décision du 24 avril 1961**, étendant l'application de l'ordonnance n° 58-916 du 7 octobre 1958 (**Internement**

administratif) [21 juin 1962] (I., n° 234). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement, par l'article 43 de la Constitution, de demander la nomination d'une commission spéciale.

L

LEGISLATION

CONCERNANT LES MONUMENTS HISTORIQUES

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux départements du **Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle**, les dispositions législatives concernant les **monuments historiques et relatives aux objets mobiliers** [18 juillet 1962] (I., n° 295). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Louis Jung [6 décembre 1962] (I., n° 12).

LOI DE FINANCES POUR 1963

Projet de loi de finances pour 1963 (1^{re} partie: conditions générales de l'équilibre financier) [19 décembre 1962] (I., n° 23). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [19 décembre 1962]. Rapport par M. Marcel Pellenc (I., n° 24). — *Discussion* [19 décembre 1962]. — *Discussion générale*: MM. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques; Jean-Eric Bousch, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; Ludovic Tron, Yvon Coudé du Foresto (p. 1388 à 1398). — *Suite de la discussion générale*: MM. André Armengaud, Georges Marrane, Guy Petit (p. 1399 à 1403). — Art. 1^{er}: adoption (p. 1403). — Art. 2: MM. Marc Pauzet, Henri Cornat, Jacques Verneuil, Paul Pelleray, Vincent Delpuech; amendements du Gouvernement et de M. Bernard Chochoy: MM. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques; André Armengaud, rapporteur de la commission des finances; Bernard Chochoy, Henri Cornat, Abel Sempé, Jacques Verneuil; adoption de l'amendement du Gouvernement; retrait de l'amendement de M. Bernard Chochoy; adoption de l'article modifié (p. 1403 à 1406). — Art. 3 et 4: adoption (p. 1406). — Art. 5: MM. le rapporteur, le ministre; adoption de l'article (p. 1406). — Art. 6: MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques; le ministre; adoption de l'article (p. 1406 et 1407). — Art. 7: adoption. — Art. 8: MM. Marc Pauzet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean Filippi, Jean Bardol, Vincent Delpuech; amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur, Georges Portmann, Michel Kauffmann, le ministre, adoption; adoption de l'article modifié (p. 1407 à 1409). — Art. 9: MM. Marc Pauzet, Roger Lagrange, André Fosset, Adolphe Dutoit, Jean-Eric Bousch, Marcel Brégégère; amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur, le ministre, Antoine Courrière; décision, au scrutin public, de réserver l'article (p. 1409 à 1415). — Art. 9 bis: amendements de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur, Roger Lachèvre, le ministre, adoption; M. Alex Roubert, président de la commission des finances; adoption de l'article modifié (p. 1415 à 1429). — Art. 9 ter et 10: adoption (p. 1429). — Art. 11: amendements de M. Marcel Pellenc, adoption; amendement de M. Roger Lagrange: MM. Antoine Courrière, le rapporteur, le ministre, rejet; adoption de l'article modifié (p. 1425 à 1440). — Vote global, demandé par le Gouvernement, sur l'article 9 (réservé) et l'ensemble du projet de loi: MM. le ministre, le rapporteur, Marcel Brégégère. — Adoption, au scrutin public, de l'article 9 et du projet de loi (p. 1440 et 1441).

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1962

(Fonds monétaire international).

Projet de loi de finances rectificative pour 1962, relative à la **participation de la France au fonds monétaire international**, adopté par l'Assemblée nationale [22 mai 1962] (I., n° 204). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation). — Rapport par M. Marcel Pellenc [24 mai 1962] (I., n° 208). *Discussion* [29 mai 1962] (p. 401). — *Discussion générale*: MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques; Marius Moutet. — Art. 1^{er} à 3: adoption. — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 406).

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1962

Projet de loi de finances rectificative pour 1962, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [17 juillet 1962] (I., n° 283). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par MM. Marcel Pellenc et André Maroselli [17 juillet 1962] (I., n° 284). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Jean Ganeval [17 juillet 1962] (I., n° 285). **Discussion** [17 juillet 1962] (p. 967 et suiv.). — *Discussion générale* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; André Maroselli, rapporteur de la commission des finances pour les dispositions militaires ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission de la défense [18 juillet 1962]. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 983). — Question préalable de M. Antoine Courrière : MM. Georges Guille, Jacques Soufflet. — Rappel au règlement : MM. Jean-Eric Bousch, le président, Antoine Courrière, Abel-Durand (p. 588). — *Suite de la discussion générale* : MM. Jacques Duclos, André Monteil, Gaston Palewski, ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales ; Yvon Coudé du Foresto, Paul Pelleray, Martial Brousse, Gustave Atric, Martial Brousse, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, Roger Lachèvre, Julien Brunhes, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. — Vote sur la question préalable de M. Antoine Courrière. — Remond Barrachin, le ministre des finances ; rejet, au scrutin public, de la question préalable (p. 1007). — Art. 1^{er} à 5 : adoption (p. 1008). — Art. 6 : Mme Marie-Hélène Cardot, M. le ministre des finances ; amendement de M. Marcel Pellenc, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 7 et 8 : adoption. — Art. 9 : amendements de Mme Marie-Hélène Cardot et de M. André Dulin ; Mme Marie-Hélène Cardot, MM. André Dulin, le rapporteur général, le ministre des finances, adoption ; suppression de l'article. — Art. 10 : amendement de M. Jean-Paul de Rocca-Serra : MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, le rapporteur général, le ministre des finances, irrecevabilité ; adoption de l'article. — Art. 11 à 15 : adoption. — Art. 16 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, Auguste Pinton, adoption ; suppression de l'article. — Art. 17 : adoption. — Art. 17 bis : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, retrait ; adoption de l'article. — Art. 17 ter : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, adoption ; suppression de l'article. — Art. 18 : amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc : MM. le ministre des finances, le rapporteur général, adoption de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'article modifié. — Art. 19 : amendements de M. Marcel Pellenc et du Gouvernement, adoption de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'article modifié. — Art. 20 (p. 1013) ; amendements de M. Roger Lagrange : MM. Roger Lagrange, le ministre des finances, le rapporteur général, irrecevabilité ; adoption de l'article. — Art. 22 et 23 : adoption. — Art. 23 bis (amendement de M. Marcel Pellenc) : MM. le rapporteur général, le ministre des finances ; adoption de l'article. — Art. 24 et 25 : adoption. — Art. 26 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, adoption ; suppression de l'article. — Art. 27 à 29 bis : adoption. — Art. 29 ter : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. Jean-Marie Louvel, le rapporteur général, le ministre des finances, irrecevabilité ; adoption de l'article. — Art. 30 à 33 : adoption. — Art. 35 (p. 1018) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Waldeck L'Huilier, Vincent, Delpuech, le ministre des finances, Jacques Descares, Descares, André Dulin, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 36 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, retrait ; adoption de l'article. — Art. 37 : adoption. — Art. 38 : M. Georges Bonnet ; adoption de l'article. — Art. 38 bis : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, adoption ; suppression de l'article. — Art. 38 ter : amendement de M. Max Monichon : MM. Max Monichon, le rapporteur général, Jean Périquier, le ministre des finances, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 38 quater : amendement de M. Georges Marie-Anne : MM. Georges Marie-Anne, le ministre des finances, retrait ; adoption de l'article. — Art. 38 quinquies : adoption. — Art. 39 (p. 1022) : M. Jean-Marie Louvel ; amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, retrait ; amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, adoption ; amendement de M. Jean-

Marie Louvel : MM. Jean-Marie Louvel, le rapporteur général, le ministre des finances, Alex Roubert, président de la commission des finances ; Geoffroy de Montalembert, Roger Houdet, adoption ; Mme Marie-Hélène Cardot, M. le ministre des finances ; amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, adoption ; MM. Auguste Pinton, au nom de la commission des affaires économiques ; Marcel Lambert, le ministre des finances, adoption de l'article modifié. — Art. 40 (p. 1027) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 41 : MM. Maurice Lalloy, au nom de la commission des affaires économiques ; le ministre des finances, Mohamed Kamil ; amendement de M. Marcel Pellenc : M. le rapporteur général, adoption ; amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Georges Bonnet, le ministre des finances, adoption, adoption de l'article modifié. — Art. 42 à 44 : adoption. — Art. 45 : MM. le ministre des finances, le rapporteur général ; l'article est réservé. — Art. 46 à 53 : adoption. — Art. 45 (réservé) : M. Georges Pompidou, Premier ministre. — Vote unique demandé par le Gouvernement sur l'article 45 et l'ensemble du projet de loi. — Rejet, au scrutin public ; rejet du projet de loi (p. 1031). — Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte, par M. Marcel Pellenc [20 juillet 1962] (n° 302). — Transmission pour deuxième lecture [21 juillet 1962] (n° 313). — Renvoi à la commission des finances. — Rapport de M. Marcel Pellenc [24 juillet 1962] (n° 317). — **Discussion** [24 juillet 1962] (p. 1116). — *Discussion générale* : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Jean-Eric Bousch, le président. — Art. 1^{er} à 18 : adoption. — Art. 19 : amendement de M. Jean-Eric Bousch : MM. Jean-Eric Bousch, le rapporteur général, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 20 et 22 à 27 : adoption. — Art. 28 : amendement de M. Jean-Eric Bousch : MM. Jean-Eric Bousch, le ministre, retrait ; adoption de l'article. — Art. 29 à 34 : adoption. — Art. 35 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Jacques Descours Descares, le ministre, adoption ; suppression de l'article. — Art. 36 à 38 : adoption. — Art. 38 bis : amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; MM. Jean-Eric Bousch, le ministre ; adoption de l'article modifié. — Art. 38 ter à 38 quinquies : adoption. — Art. 39 : MM. Paul Pelleray, le ministre, Jacques Descours Descares, Geoffroy de Montalembert ; rejet de l'article. — Art. 40 : adoption. — Art. 41 : amendement de M. Marcel Pellenc : M. le rapporteur général, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 42 à 44 : adoption. — Art. 45 : M. le ministre ; l'article est réservé. — Art. 46 à 54 : adoption. — Art. 45 (réservé) : M. le ministre. — Vote unique, demandé par le Gouvernement, sur l'article 45 et l'ensemble du projet de loi : MM. Antoine Courrière, le ministre, Jean-Eric Bousch, rejet, au scrutin public. — Rejet du projet de loi.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1962

Projet de loi de finances rectificative pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [25 décembre 1962] (n° 25 et 26). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan et à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [15 décembre 1962]. — **Discussion** [20 décembre 1962]. — *Discussion générale* : MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Jean-Eric Bousch, Jacques Bordeneuve ; André Maroselli, rapporteur de la commission des finances ; Auguste Pinton, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères et de la défense ; Raymond Bossus, Bernard Chochoy, Georges Portmann, Etienne Dailly, Pierre Métayer. — Art. 1^{er} : MM. Antoine Courrière, le secrétaire d'Etat, Jean-Eric Bousch, Abel-Durand, Marcel Darou ; adoption de l'article. — Art. 2 : adoption. — Art. 3 : MM. Antoine Courrière, le secrétaire d'Etat, Mme Marie-Hélène Cardot ; adoption de l'article. — Art. 5 à 14 : adoption. — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 1448 et suiv.).

LOI DE PROGRAMME CONCERNANT LES HABITATIONS A LOYERS MODERES

Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les habitations à loyers modérés pour les années 1962 à 1965 [14 juin 1962] (I., n° 226). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Jean-Eric Bousch [21 juin 1962] (I., n° 233). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [21 juin 1962] (p. 550). — Rapport

présenté par M. Jean-Marie Bouloux [26 juin 1962] (n° 236). — **Discussion** [28 juin 1962]. — *Discussion générale* : MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission des finances ; Jean-Marie Bouloux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Léon David, Bernard Chochoy, Maurice Coutrot, Adolphe Chauvin, Jacques Maziol, ministre de la construction (p. 623 à 632). — Art. 1^{er} : adoption (p. 632). — Art. additionnel 1^{er} bis (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : MM. le rapporteur, Bernard Chochoy, le ministre ; retrait de l'article (p. 633). — Art. additionnel 1^{er} ter (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : MM. le rapporteur, le ministre, Bernard Chochoy, Yvon Coué du Foresto ; retrait de l'article (p. 634 et 635). — Art. 2 à 8 : adoption. — Adoption du projet de loi (p. 635).

M

MARCHE COMMUN

Voy. : PRODUITS LAITIERS.

Voy. : QUESTION ORALE, n° 421, de M. Michel Kauffmann.

MARINE MARCHANDE

Voy. : CODE DISCIPLINAIRE ET PÉNAL.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

Proposition de loi, présentée par M. André Armengaud, sur les marques de fabrique et de commerce [13 décembre 1961] (I., n° 136). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [21 juin 1962] (I., n° 230). — **Discussion** [28 juin 1962]. — *Discussion générale* : MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois ; André Armengaud, Michel Maurice-Bokanowski, ministre de l'industrie (p. 635 à 637). — Art. 1^{er} : amendement de M. André Armengaud : MM. André Armengaud, le rapporteur, Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; adoption (p. 637) ; adoption de l'article modifié (p. 638). — Art. 2 à 14 : adoption (p. 638). — Art. 15 (p. 634) : amendement du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 16 à 40 : adoption (p. 639 à 641). — Adoption de la proposition de loi (p. 641).

MEDECINE PREVENTIVE DU TRAVAIL AGRICOLE

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la médecine préventive du travail agricole [22 mai 1962] (I., n° 202). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Grand [13 décembre 1962] (I., n° 19).

MESSAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur les accords d'Evian [20 mars 1962] (n° 160) (1961-1962).

Sur la réforme constitutionnelle [2 octobre 1962] (n° 1) (1962-1963).

MILITAIRES FRANÇAIS PRISONNIERS DU F. L. N.

Voy. : QUESTIONS ORALES, n° 389, 390 et 391, de M. Bernard Lafay.

MISSIONS D'INFORMATION

Lettre par laquelle M. Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, me fait connaître que, dans sa séance du 9 mai 1962, cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée de visiter les forces françaises en Allemagne [15 mai 1962] (p. 198) : autorisation de désigner la mission [17 mai 1962] (p. 231).

Lettre par laquelle M. Raymond Bonnéfous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, me fait connaître que dans sa séance du 27 juin 1962 cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au centre de résidence surveillée de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard) [28 juin 1962] (p. 621) ; autorisation le 3 juillet 1962 (p. 650).

Lettre par laquelle M. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles, me fait connaître que dans sa séance du 11 juillet 1962 cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'ensemble des questions culturelles intéressant la France et certains pays d'Afrique et de l'Océan Indien [20 juillet 1962] (p. 1062) ; autorisation le 23 juillet 1962 (p. 1090).

Lettre par laquelle M. Alex Roubert, président de la commission des finances, me fait connaître que dans sa séance du 11 juillet 1962 cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'infrastructure de certains aérodromes insuffisamment équipés faisant partie soit du territoire français, soit de l'organisation française chargée de l'équipement d'aérodromes dans les pays francophones (A. S. E. C. N. A.) [20 juillet 1962] (p. 1062) ; autorisation le 23 juillet 1962 (p. 1090).

MONT-CENIS

Voy. : AMÉNAGEMENT HYDRO-ÉLECTRIQUE DU...

MONUMENTS HISTORIQUES

Voy. : RESTAURATION DES...

Voy. : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DES...

Voy. : LÉGISLATION CONCERNANT LES...

Proposition de loi, présentée par M. Bernard Lafay, tendant à rendre obligatoire et effective la participation des collectivités publiques aux frais d'entretien et de réparation des édifices de leur domaine, classés « monuments historiques » [2 mai 1961] (I., n° 177). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. André Cornu [17 octobre 1961] (I., n° 13). — Retirée de l'ordre du jour du 22 mai 1962 (p. 289). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

N

NATURALISATION DES VIETNAMIENS REPLIES EN FRANCE

Voy. : QUESTION ORALE, n° 418, de Mme Cardot.

NAVIGATION AERIENNE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation des conventions du 25 septembre 1956 relatives au fonctionnement collectif de certains services de navigation aérienne au Groenland et en Islande [24 octobre 1961] (I., n° 31). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Gaston Pams [10 mai 1962] (I., n° 176). — **Discussion** [22 mai 1962] (p. 289). — *Discussion générale* : MM. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Marette, ministre des postes et télécommunications. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 290).

NAVIGATION AERIENNE

Voy. : TRAVAUX PUBLICS.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Voy. : DÉLIBÉRATIONS DOUANIÈRES.

O

OPTICIENS-LUNETIERS DÉTAILLANTS

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant le bénéfice des dispositions de l'article L 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [13 décembre 1961] (I., n° 128). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Paul Lévêque [3 mai 1962] (I., n° 167). — **Discussion** [17 mai 1962] (p. 241). — *Discussion générale* : MM. Paul Lévêque, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Adolphe Dutoit, le président, Emile Vanrullen, René Dubois, Hector Dubois. — Article unique (p. 244) : amendement de

M. Paul Lévêque : MM. le rapporteur, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Bertaud, Jacques de Moupeou, Louis Jung. Rejet ; amendement de M. Paul Lévêque : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Adolphe Dutoit, Roger Menu, président de la commission des affaires sociales. Rejet ; adoption de l'article. — Article additionnel (amendement de M. Paul Lévêque) (p. 246) : MM. le rapporteur, Marcel Prélot, le secrétaire d'Etat, Bernard Lemarié, Jean Lecanuet, Abel-Durand, Jean Bertaud, Louis Jung, Modeste Zussy, Emile Vanrullen, René Jager, Michel Kistler, Léon-Jean Grégory ; adoption de l'article modifié. — Adoption de la proposition de loi (p. 249). — Modification de l'intitulé : M. le président de la commission. — Transmis en deuxième lecture le 11 juillet 1962 [n° 268]. — Renvoi à la commission des affaires sociales — Rapport par M. Paul Lévêque (I., n° 99).

ORGANISATION DE LA GUYANE

Projet de loi, présenté par M. Robert Lecourt, ministre d'Etat, relatif à l'organisation de la Guyane [13 juin 1961] (I., n° 241). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Paul-Jacques Kalb [19 juin 1962] (I., n° 228).

ORGANISATION GENERALE DE LA DEFENSE

Projet de loi, présenté par M. Georges Pompidou, Premier ministre, modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense [15 mai 1962] (I., n° 190). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Brajeux [12 juin 1962] (I., n° 219). — Discussion [14 juin 1962]. — Discussion générale : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Jean Brajeux, rapporteur de la commission de la défense (p. 501 et 502). — Art. 1^{er} : amendement de M. Jean Brajeux : MM. le rapporteur, le ministre, adoption ; M. Louis Namy (p. 502). — Adoption de l'article modifié. — Art. 2 à 7 : adoption. — Adoption du projet de loi (p. 503).

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales du régime général [23 juillet 1962] (I., n° 310). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Lagrange [23 juillet 1962] (I., n° 311). — Discussion [23 juillet 1962] (I., n° 1105 et 1106). — Discussion générale : MM. Roger Lagrange, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

ORIENTATION AGRICOLE

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n°s 20, de M. Michel Kauffmann, et 21, de M. René Tinant.

Projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence [20 juillet 1962] (I., n° 301). — Renvoi à une commission spéciale. — Rapport par MM. Deguise et Molle [24 juillet 1962] (I., n° 316). — Discussion [24 juillet 1962] p. 1131. — Discussion générale ; M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture [25 juillet 1962] (p. 1145). — Suite de la discussion générale : MM. Jean Deguise, rapporteur de la commission spéciale ; Jacques Verneuil, Camille Vallin, Victor Golvan, Michel Kauffmann, Marcel Brégégère, Emile Durieux, Paul Driant, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; René Blondelle, Jean Errecart, André Monteil. — Art. 1^{er} (p. 1157) : MM. Marcel Molle, rapporteur de la commission spéciale ; Emile Hugues, Pierre Marcilhacy ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Lucien Grand, le ministre, Marcel Molle, rapporteur, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 : M. Marcel Molle, rapporteur ; Jean Errecart ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, adoption ; amendement de M. Emile Hugues : MM. Emile Hugues, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 2 bis (amendement de M. Marcel Molle) : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre ; amendement de M. Emile Hugues : MM. Emile

Hugues, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, adoption ; MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : M. Marcel Molle, rapporteur ; amendement de M. Joseph Voyant : MM. Joseph Voyant, le ministre, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 : M. Marcel Molle, rapporteur ; amendements de M. Marcel Molle et du Gouvernement : MM. Marcel Molle, rapporteur ; Pierre Marcilhacy, le ministre, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 bis : MM. Jean Deguise, rapporteur ; le ministre ; suppression de l'article. — Suspension et reprise de la séance : MM. le ministre, Pierre de La Gontrie. — Art. 11 (p. 1164) : MM. Marcel Molle, rapporteur ; Emile Hugues, Martial Brousse, le ministre ; amendement de M. Jean Errecart : MM. Jean Errecart, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, André Colin, rejet, au scrutin public. — Suspension et reprise de la séance : MM. Etienne Restat, président de la commission spéciale ; Antoine Courrière, le ministre ; amendement de M. Yves Estève : MM. Yves Estève, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, rejet ; amendement de M. Louis André ; MM. Louis André, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, rejet ; amendements de M. Marcel Molle, adoption ; amendement du Gouvernement : MM. le ministre, Marcel Molle, rapporteur, René Blondelle, adoption ; amendements de M. Marcel Molle et de M. Emile Hugues : MM. Marcel Molle, rapporteur ; Emile Hugues, le ministre, André Dulin, adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. Marcel Molle ; rejet de l'amendement de M. Emile Hugues ; amendement de M. Marcel Molle, adoption ; amendement de M. Marcel Molle, retrait ; amendement du Gouvernement : MM. le ministre, Marcel Molle, rapporteur ; Jacques Descours Desacres, Pierre Marcilhacy. — Adoption (p. 1173) ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, Edgar Faure, Jean Deguise, rapporteur ; Antoine Courrière, Pierre Marcilhacy, Léon Jozeau-Marigné, adoption ; amendement de M. Louis André : MM. Jacques Descours Desacres, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, rejet ; amendements de M. Marcel Molle, du Gouvernement ; de M. Octave Bajoux et de M. Jacques Descours Desacres : MM. Octave Bajoux, Jacques Descours Desacres, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, adoption ; adoption de l'amendement du Gouvernement ; amendements du Gouvernement et de M. Marcel Molle ; adoption de l'amendement du Gouvernement ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, Yves Estève, adoption ; amendement de M. Marc Pauzet : MM. Marc Pauzet, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, retrait ; MM. Emile Hugues, le ministre, Léon Jozeau-Marigné, Pierre Marcilhacy ; amendement de M. Marcel Molle : M. Marcel Molle, rapporteur ; Yvon Coudé du Foresto, le ministre, Octave Bajoux, Jacques Descours Desacres, adoption ; amendement de M. Marcel Molle, adoption ; amendement de M. Marc Pauzet, adoption ; amendement de M. Claudius Delorme, retrait ; amendement de M. Louis André, retrait ; amendement du Gouvernement, adoption ; amendements de M. Marcel Molle, adoption ; amendement de M. Claudius Delorme, retrait ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; Pierre Marcilhacy, Emile Hugues, le ministre, adoption ; M. Pierre Marcilhacy. — Art. additionnel 11 bis (amendement de M. Yves Estève), (p. 1181) : MM. Yves Estève, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, rejet de l'article. — Art. 12 : M. Marcel Molle, rapporteur ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, adoption ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, Joseph Voyant, adoption ; amendements de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur, le ministre, adoption ; amendement de M. Octave Bajoux : MM. Octave Bajoux, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, rejet ; amendement de M. Claudius Delorme : MM. Claudius Delorme, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, retrait ; amendement de M. Octave Bajoux, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, retrait ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, Joseph Voyant, adoption ; amendements de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, retrait ; amendement de M. Octave Bajoux : MM. Octave Bajoux, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, retrait ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, retrait ; amendement de M. Octave Bajoux : MM. Octave Bajoux, Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, retrait ; amendement de M. Marcel Molle (réservé) ; adoption ; amendement du Gouvernement, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 13 (p. 1188) : M. Marcel Molle, rapporteur ; amendement de M. Marcel Molle, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 18 : M. Marcel Molle, rapporteur ; amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur ; le ministre, Pierre Marcilhacy, Etienne Dailly, adoption ; amendement de M. Ludovic Tron : MM. Ludovic Tron, le ministre, retrait ; amendement de M. Claudius Delorme : MM. Claudius Delorme, Marcel Molle, rapporteur, retrait ; amendement de M. Claudius Delorme : MM. Claudius Delorme, le ministre, Jean Eric Bousch, au nom de la commission des finances, irreceva-

bilité; amendement de M. Marcel Molle, adoption; MM. Henri Cornat, le ministre; adoption de l'article modifié. — Art. 18 bis: amendement de M. Marcel Molle: MM. Marcel Molle, rapporteur; le ministre, Octave Bajeux, adoption; suppression de l'article. — Art. 18 ter: amendement de M. Marcel Molle, adoption; adoption de l'article modifié; MM. le président, le ministre. — Art. 19 A: amendement de M. Etienne Restat: MM. Etienne Restat, président de la commission spéciale; le ministre, Jean Deguise, rapporteur; Pierre Marcilhacy, Marius Moutet, Joseph Voyant, adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 24: amendements de M. Jean Deguise et du Gouvernement: MM. Jean Deguise, rapporteur; Claudius Delorme, André Dulin, adoption; amendement de M. Michel Kauffmann, adoption; amendements de M. Jean Deguise et de M. Michel Kauffmann, adoption de l'amendement de M. Jean Deguise; amendements de M. Jean Deguise et de M. Jean Fichoux, adoption de l'amendement de M. Jean Deguise; amendement de M. Jean Deguise, adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 25: amendements de M. Jean Deguise, adoption; amendement de M. Jean Fichoux, retrait; adoption de l'article modifié. — Art. 26 (p. 1195): amendement de M. Jean Deguise: MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre, Claudius Delorme, Marius Moutet, adoption; amendement de M. René Tinant: MM. René Tinant, Jean Deguise, le ministre, retrait; amendements de M. Jean Fichoux, de M. Jean Deguise, du Gouvernement et de M. André Chazalon: MM. Jean Fichoux, Jean Deguise, André Chazalon, le ministre, adoption de l'amendement du Gouvernement; MM. Jacques Descours Desacres, le ministre; amendement de M. Jean Deguise: MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre, Jean-Eric Bousch, irrecevabilité; amendements de M. Jean Deguise et du Gouvernement: MM. le ministre, Jean Deguise, rapporteur; Raymond Brun, André Dulin, Michel Kauffmann, adoption de l'amendement du Gouvernement; amendement de M. Jean Fichoux: MM. Jean Fichoux, Jean Deguise, rapporteur; le ministre, retrait; amendements de M. Jean Deguise et de M. René Tinant: MM. Jean Deguise, rapporteur; René Tinant, le ministre, André Monteil, adoption; amendements de M. Jean Deguise et de M. Bernard Lemarié: MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre, Bernard Lemarié, Jean-Eric Bousch, irrecevabilité de l'amendement de M. Bernard Lemarié; adoption de l'amendement de M. Jean Deguise; adoption de l'article modifié. — Art. 27 (p. 1201): MM. Raymond Brun, le ministre, amendement de M. Jean Fichoux: MM. Jean Fichoux, Jean Deguise, rapporteur; le ministre, rejet; adoption de l'article. — Art. 27 bis: adoption. — Art. 29: amendement de M. Martial Brousse, retrait; amendements de M. Marcel Molle et du Gouvernement, adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 30: amendement de M. Jean Deguise: MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre, André Dulin, adoption; amendement de M. Jean de Bagnoux: MM. Jean de Bagnoux, Jean Deguise, rapporteur; le ministre, adoption; amendement de M. Jean Deguise, adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 31 bis: amendement du Gouvernement: MM. le ministre, André Dulin, retrait; adoption de l'article. — Art. 33: amendement de M. Jean Deguise, adoption; suppression de l'article. — Art. 34: amendement de M. Victor Golvan: MM. Victor Golvan, le ministre, Jean Deguise, rapporteur; Joseph Raybaud, rejet; adoption de l'article. — Art. 35 (p. 1205): MM. Marius Moutet, le ministre; amendements de M. Jean Errecart et de M. André Chazalon; MM. André Chazalon, Jean Deguise, rapporteur; le ministre, retrait; amendement de M. Jean Deguise: MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre André Dulin, rejet; adoption de l'article. — Art. additionnel 35 bis (amendement de M. Jean Deguise): MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre, Jean-Eric Bousch, irrecevabilité de l'article. — Art. additionnel 35 ter (amendement de M. René Blondelle): MM. René Blondelle, le ministre, retrait de l'article. — Art. 36: amendements de M. Jacques Delalande: MM. Léon Jozeau-Marigné, Jean Deguise, rapporteur; le ministre, adoption; adoption de l'article modifié; MM. Emile Claparède, le ministre. — Art. 37: adoption. — Art. 38: amendement de M. Jean Deguise: MM. Jean Deguise, rapporteur; Roger Lagrange, le ministre, adoption; amendement du Gouvernement, adoption; amendement de M. Jean Deguise: MM. Roger Lagrange, le ministre, retrait; amendement de M. Jean Deguise: MM. Roger Lagrange, le ministre, Jean-Eric Bousch, irrecevabilité; amendement de M. Louis André: MM. Louis André, Jean-Eric Bousch, le ministre, adoption; amendement de M. Abel Sempé: MM. Abel Sempé, le ministre, retrait; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 38 bis (amendement de M. Roger Lagrange): MM. Roger Lagrange, René Tinant, le ministre, Charles Naveau, Jean-Eric Bousch, irrecevabilité de l'article. — Articles additionnels (amendements de M. René Tinant): MM. René Tinant, le ministre, Jean-Eric Bousch, irrecevabilité des articles. — Art. additionnel 39 (amendement de M. Jean Deguise): MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre; adoption de l'article (p. 1214). — Art additionnel 39 bis (amende-

ment de M. Charles Durand): MM. Charles Durand, Jean Deguise, rapporteur; le ministre; adoption de l'article. — Art. 40 à 42: adoption. — Art. additionnel 43 (amendement de M. Raymond Brun): MM. Raymond Brun, Jean Deguise, rapporteur; le ministre, adoption de l'article. — Art. 11 (réservé): M. Yvon Coudé du Foresto; adoption de l'article, au scrutin public. — Nouvelle délibération sur les articles 11 et 24: MM. le ministre, Marcel Molle, rapporteur; Pierre Marcilhacy, Jacques Verneuil, Roger Houdet, Jean Deguise, rapporteur. — Adoption du projet de loi.

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée d'examiner les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, par MM. Jean Deguise et Emile Hugues [27 juillet 1962] (n° 322). — Discussion [27 juillet 1962]. — Discussion générale: MM. Jean Deguise et Emile Hugues, rapporteurs, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture (p. 1231). — Vote unique, demandé par le Gouvernement, sur l'ensemble du texte proposé par la commission mixte paritaire. — Art. 11: MM. Abel Sempé, le ministre (p. 1232). — Art. 38: MM. Jean Deguise, rapporteur; le ministre, Antoine Courrière, René Blondelle, Waldeck L'Huilier (p. 1237). — Adoption, au scrutin public, des conclusions de la commission mixte paritaire: MM. le président, le ministre (p. 1240).

P

PATRIMOINE HISTORIQUE ET ESTHETIQUE DE LA FRANCE

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière [24 juillet 1962] (I., n° 314). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jacques de Maupeou [24 juillet 1962] (I., n° 315). — Discussion le 24 juillet 1962 (p. 1113). — Discussion générale: M. Jacques de Maupeou, rapporteur de la commission des affaires culturelles. — Art. 1^{er}: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 2: amendement de M. Jacques de Maupeou, adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 5 et 5 bis: adoption. — Art. 5 ter: amendement de M. Jacques de Maupeou, adoption; suppression de l'article. — Art. 6 à 13: adoption. — Art. 14: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 16: amendement de M. Vincent Delpuech, adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 17: adoption. — Art. 18: amendement du Gouvernement: MM. Jacques Maziol, ministre de la construction; adoption; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble: MM. Yves Estève, le rapporteur, le ministre. — Adoption du projet de loi.

PAIEMENT PAR PRIVILEGE DES SALAIRES EN CAS DE FAILLITE OU DE REGLEMENT JUDICIAIRE

Proposition de loi, présentée par M. Jean Noury, tendant à la modification de l'article 47 a du livre 1^{er} du code du travail, en vue d'assurer le paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire [30 novembre 1961] (n° 99) — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Marcel Lambert [5 juin 1962] (I., n° 215). — Rapport supplémentaire par M. Marcel Lambert [21 juin 1962] (n° 235). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [21 juin 1962] (p. 550). — Discussion (28 juin 1962). — Discussion générale: MM. Marcel Lambert, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean Noury, Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice (p. 641 à 643). — Art. 1^{er}: amendement de M. Jean Noury: MM. Jean Noury, le rapporteur, le garde des sceaux, adoption; adoption de l'article modifié (p. 643). — Art. 2: adoption. — Adoption de la proposition de loi. — Modification de l'intitulé (*idem*).

PERIMETRE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Projet de loi présenté par M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, complétant l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, modifié par la loi du 25 février 1943 [25 septembre 1961] (I., n° 365). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jacques de Maupeou [26 octobre 1961] (I., n° 42). — Discus-

sion [22 mai 1962] (p. 288). — *Discussion générale* : MM. Jacques de Maupeou, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 289).

PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **approbation du plan de développement économique et social** [26 juin 1962] (I, n° 237). — *Renvoi à la commission* des affaires économiques et du plan. — Rapport présenté : tome I^{er} : Ensemble du projet, par M. Henri Longchambon ; tome II : Aménagement du territoire et économies régionales, par M. Etienne Dailly ; tome III : Habitation, par M. Jean-Marie Bouloux ; tome IV : Agriculture et industries agricoles et alimentaires, par M. Raymond Brun ; tome V : Energie, par MM. Henri Cornat et Georges Bonnet ; tome VI : Industries, commerce et artisanat, par M. René Jager ; tome VII : Transports et tourisme, par M. Auguste Pinton ; tome VIII : Ports et télécommunications, par M. Joseph Beaujeannot ; tome X : Eau, par M. Maurice Lalloy ; tome XI : Départements et territoires d'outre-mer, par M. Henri Laffleur ; tome XII : Conclusions et examen des articles, par l'ensemble des rapporteurs [26 juin 1962] (n° 238. — *Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles* [26 juin 1962]. — Rapport présenté : tome I^{er} : Equipement scolaire, universitaire et sportif, par M. Edgar Tailhades ; tome II : Recherche scientifique et technique, par M. Jacques Baumel ; tome III : Equipement culturel, patrimoine artistique, par M. Charles Fruh [26 juin 1962] (n° 239). — *Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales* : rapport présenté : tome I^{er} : Aspects sociaux du plan, par M. Roger Menu ; tome II : L'emploi, par M. André Chazalon ; tome III : Les équipements sociaux et la vieillesse, par M. André Plait ; tome IV : Les problèmes sociaux dans les départements d'outre-mer, par M. Georges Marie-Anne [28 juin 1962] (n° 243). — *Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation*. — Rapport présenté par M. André Armengaud [28 juin 1962] (n° 247). — *Discussion* le 3 juillet 1962 (p. 657) : MM. Giscard d'Estaing, ministre des finances, Massé, commissionnaire, Longchambon, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 668). — [4 juillet 1962]. *Suite de la discussion générale* : MM. André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Roger Menu, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Emile Hugues, Ludovic Tron, Yvon Coudé du Foresto, Jean-Marie Louvel, Michel Kistler, Jean Bardol, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Roger Carcassonne, Modeste Legouez. — *Renvoi de la suite de la discussion*. — [5 juillet 1962]. *Suite de la discussion générale* : MM. Abel-Durand, Jean-Eric Bousch. — *Aménagement du territoire et économies régionales* : MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Antoine Courrière, Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Dulin (p. 720) ; MM. Marcel Champeix, Marcel Brégégère, Edouard Bonnefous, Jean Nayrou, Abel Sempé, Raymond Bonnefous, André Monteil, Roger Dusseaux, ministre des travaux publics et des transports ; Jean Errecart, Etienne Dailly, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre de Villoutreys, Jacques Descours-Desacres, Yves Estève (p. 733). — *Problème de l'emploi* : MM. André Chazalon, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Georges Portmann, Gilbert Grandval, ministre du travail ; Mme Renée Dervaux. — *Renvoi de la suite de la discussion* (p. 751). — [6 juillet 1962]. *Habitation* (p. 759) : MM. Jean-Marie Bouloux, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Bernard Chochoy, Joseph Voyant. — *Equipement scolaire, universitaire et sportif* : MM. Edgar Tailhades, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Georges Cogniot, Henri Longchambon, Joseph Voyant, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Pierre Sùdreau, ministre de l'éducation nationale ; Bernard Chochoy. — *Recherche scientifique et technique* (p. 777) : MM. Jacques Baumel, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Henri Longchambon, Georges Cogniot, André Armengaud. — *Equipement culturel et patrimoine artistique* (p. 783) : MM. Charles Fruh, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — *Renvoi de la suite de la discussion*. — [9 juillet 1962] *Equipements sanitaires et sociaux*. — *Vieillesse* (p. 792) : M. André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Louis Namy, Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population ; Antoine Courrière. — *Agriculture et industries agricoles et alimentaires* (p. 802) : MM. Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Bardot, Marcel Bré-

gère, Jean Périquier, Jean Nayrou, André Dulin, René Blondelle, Léon David, Philippe d'Argenlieu, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques. — *Problèmes de l'eau* (p. 814) : MM. Maurice Lalloy, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Etienne Restat, le ministre, Joseph Raybaud, Lucien Grand, Pierre de Villoutreys, Victor Golvan, Léon David, Jean-Paul de Rocca Serra, le ministre. — [10 juillet 1962] *Postes et communications* (p. 832) : MM. Joseph Beaujeannot, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Marette, ministre des postes et télécommunications ; Bernard Chochoy, le président. — *Industrie, commerce et artisanat* (p. 838) : MM. René Jager, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Michel Maurice-Bokanowski, ministre de l'industrie ; Jean de Bagneux. — *Ports maritimes, marine marchande et pêches maritimes* (p. 843) : MM. Joseph Yvon, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Léon David, Georges Portmann, Victor Golvan, Abel-Durand, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Jean Bardol, Jacques Marette, ministre des postes et télécommunications. — *Transports et tourisme* (p. 849) : MM. Auguste Pinton, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Emile Vanrullen, Marcel Brégégère, Yvon Coudé du Foresto, Abel-Durand, Vincent Delpuech, Mme Marie-Hélène Cardot, M. Jean Lecanuet, le rapporteur, Jean Lecanuet, Louis Jung, Guy Petit, André Maroselli, Paul Piales, le président, Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques ; Adolphe Chauvin, André Méric, Octave Bajoux, Jean Nayrou, Roger Dusseaux, ministre des travaux publics et des transports ; le rapporteur. — [11 juillet 1962] *Energie* (p. 878) : MM. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques, Georges Bonnet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Michel Maurice-Bokanowski, ministre de l'industrie ; Jean Nayrou, Léon David. — *Départements et territoires d'outre-mer* (p. 884) : MM. Henri Laffleur, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Georges Marie-Anne, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Auguste Pinton, Lucien Bernier, René Toribio, Alfred Isautier, Georges Repiquet, Georges Guénil, Gérard Coppenrath, Ahmed Abdallah, Paul Symphor, Mohamed Kamil, Louis Jacquinet, ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. — [12 juillet 1962] *Problèmes financiers* (p. 910) : MM. Alex Roubert, Joseph Raybaud, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Auguste Pinton. — Art. 1^{er} : réservé. — Art. 1^{er} bis (p. 918) : amendements de M. Henri Longchambon, de M. André Armengaud et du Gouvernement : MM. Henri Longchambon, rapporteur ; André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Georges Pompidou, Premier ministre, adoption de l'amendement du Gouvernement ; amendements de M. Henri Longchambon et de M. André Armengaud : MM. André Armengaud, rapporteur pour avis ; Jean-Eric Bousch, Jean Lecanuet, Antoine Courrière, Henri Longchambon, rapporteur, retrait de l'amendement de M. Henri Longchambon, adoption de l'amendement de M. André Armengaud ; amendement de M. Henri Longchambon : MM. Henri Longchambon, rapporteur ; le ministre, André Méric, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 921) : amendements de M. Henri Longchambon et de M. André Armengaud : MM. Henri Longchambon, rapporteur ; André Armengaud, rapporteur pour avis ; Jean-Eric Bousch, le ministre, Edouard Bonnefous, Joseph Voyant, rejet de l'amendement de M. Henri Longchambon ; adoption de l'amendement de M. André Armengaud ; amendement de M. Etienne Dailly : MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des affaires économiques ; le ministre, André Armengaud, rapporteur pour avis ; Jean-Eric Bousch, adoption, modifié ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 3 (amendement de M. Jean-Marie Bouloux) (p. 924) : MM. Jean-Marie Bouloux, rapporteur de la commission des affaires économiques ; le ministre, Alex Roubert, président de la commission des finances ; Joseph Voyant, André Armengaud, rapporteur pour avis ; Jean-Eric Bousch ; amendement de M. Joseph Voyant, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 4 (amendements de M. André Armengaud, de M. François Schleiter et de M. Auguste Pinton) (p. 926) : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Auguste Pinton, rapporteur de la commission des affaires économiques ; François Schleiter, le Premier ministre ; rappel au règlement : MM. le président de la commission des finances, le président ; Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Jean-Eric Bousch, Pierre de Villoutreys. — *Lettre portant rectification à la deuxième lettre de M. le Premier ministre à M. le président de l'Assemblée nationale apportant des rectifications à la rédaction du IV^e plan de développement économique et social* (n° 274). — Art. additionnel 4 (*suite*) (p. 929) : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques ; Georges Pompidou, Premier ministre ; Charles Fruh, Pierre de Villoutreys, Roger Dusseaux, ministre des travaux

publics et des transports, retrait de l'article. — Art. 1^{er} (réservé) : amendement de M. Raymond Brun. — MM. Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques ; le Premier ministre, adoption ; adoption de l'article modifié. — Deuxième lettre concernant la rédaction du IV^e plan de développement économique et social (n° 275). — Demande de deuxième délibération sur l'article 3 : MM. Georges Pompidou, Premier ministre ; Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques (p. 931) ; MM. le vice-président de la commission, Jean-Marie Bouloux, rapporteur de la commission des affaires économiques, le Premier ministre, Léon David, Maurice Coutrot ; suppression de l'article 3. — Sur l'ensemble : MM. Antoine Courrière, André Dulin, Louis Namy, Robert Soudant, Edmond Barrachin, Jean Fichoux, René Blondelle. — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 935).

PLAN D'EQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO-EDUCATIF

Rapport sur la mise en œuvre de ce plan, transmis par M. le Premier ministre, en application de l'article 3 de la loi de programme n° 61-806 du 28 juillet 1961 [9 octobre 1962] (p. 1309).

POLITIQUE ETRANGERE DU GOUVERNEMENT

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n°s 4, 5, 8, 9 et 11, de MM. Georges Portmann, Jean Périquier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos.

POLYNESIE FRANÇAISE

Voy. : DÉLIBÉRATIONS DOUANIÈRES.

PRETS AUX ORGANISMES D'H. L. M. S'OCCUPANT D'ACCESSION A LA PROPRIETE

Voy. : QUESTION ORALE, n° 386, de M. Pierre Garet.

PROCEDURE DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Projet de loi, présenté par M. Roger Frey, ministre de l'intérieur, modifiant l'article 48 de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs. (Enregistré à la présidence le 28 février 1962.) [Rattaché pour ordre à la séance du 15 décembre 1961] (L. n° 158). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [10 mai 1962] (L. n° 173). — Discussion [17 mai 1962] (p. 231). — Discussion générale : M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 231).

PRODUCTEURS DE FRUITS ET PRIMEURS DU SUD-EST

Voy. : QUESTION ORALE, n° 378, de M. Roger Carcassonne.

PRODUCTION LITTERAIRE

Voy. : QUESTION ORALE, n° 381, de M. Emile Durieux.

PROGRAMME D'EQUIPEMENT EN ABATTOIRS

Voy. : QUESTION ORALE, n° 401, de M. Charles Naveau.

PROROGATION DE DIVERSES MESURES TRANSITOIRES RELATIVES AU LOGEMENT

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement [28 juin 1962] (L. n° 242). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [28 juin 1962] (L. n° 249). — Discussion [4 juillet 1962]. — Discussion générale : MM. Abel-Durand, rapporteur de la commission des lois ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Adaption des articles 1^{er} à 4 et de la proposition de loi (p. 682).



QUESTIONS ORALES

372. — Bases d'imposition sur les bénéficiaires agricoles dans le département du Cher. — Question posée par M. Charles Durand à M. le ministre des finances et des affaires économiques [22 mai 1962] (p. 270).

373. — Acquisition de forêts par des acheteurs étrangers. — Question posée par M. Modeste Zussy à M. le ministre de l'agriculture [5 juin 1962] (p. 417).

375. — Nomination d'un nouveau délégué français à l'Euratom. — Question posée par M. Ludovic Tron à M. le ministre des affaires étrangères [8 mai 1962] (p. 173).

377. — Indemnisation des Français sinistrés lors de la guerre italo-éthiopienne de 1936. — Question posée par M. Louis Gros à M. le ministre des affaires étrangères [8 mai 1962] (p. 174).

378. — Protection des producteurs de fruits et primeurs du Sud-Est. — Question posée par M. Roger Carcassonne à M. le ministre de l'agriculture [8 mai 1962] (p. 174, 175).

379. — Mesures de sauvegarde en faveur des arboriculteurs et des maraichers. — Question posée par M. Léon David à M. le ministre de l'agriculture [8 mai 1962] (p. 175, 176).

380. — Prime de conservation des céréales à la ferme. — Question posée par M. Emile Durieux à M. le ministre de l'agriculture [8 mai 1962] (p. 176, 177).

381. — Contingentement de la production betteravière et création de nouvelles sucreries. — Question posée par M. Emile Durieux à M. le ministre de l'agriculture [8 mai 1962] (p. 177, 178).

382. — Prix des produits agricoles. — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre des finances et des affaires économiques [22 mai 1962] (p. 271).

383. — Eclairage électrique de certains véhicules agricoles. — Question posée par M. Marcel Audy à M. le ministre des travaux publics et des transports [5 juin 1961] (p. 421).

384. — Situation des personnels civils auxiliaires de l'armée dans les départements d'outre-mer. — Question posée par M. Georges Marie-Anne à M. le ministre des armées [22 mai 1962] (p. 270).

385. — Situation des personnes âgées. — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre des finances et des affaires économiques [22 mai 1962] (p. 273).

386. — Prêts consentis aux organismes d'H. L. M. s'occupant d'accession à la propriété. — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre de la construction [8 mai 1962] (p. 166, 167).

387. — Mesures concernant les anciens combattants. — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre [22 mai 1962] (p. 277, 278).

388. — Situation de l'école Freinet. — Question posée par M. Jean Nayrou à M. le ministre de l'éducation nationale [22 mai 1962] (p. 274).

389, 390, 391. — Sort des militaires français capturés au combat par le F. L. N. en Algérie. — Questions posées par M. Bernard Lafay à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes [8 mai 1962] (p. 167 à 173).

392. — Situation des inspecteurs départementaux des écoles primaires et maternelles. — Question posée par M. Bernard Chochoy à M. le ministre de l'éducation nationale [22 mai 1962] (p. 275, 276).

393. — Mesures de solidarité en faveur des sinistrés bretons. — Question posée par M. Yves Estève à M. le Premier ministre [29 mai 1962] (p. 396).

394. — Attribution de la prime mensuelle de transport. — Question posée par M. Camille Vallin à M. le Premier ministre et transmise à M. le ministre du travail [29 mai 1962] (p. 399).

395. — Remboursement des frais médicaux. — Question posée par M. Adolphe Dutoit à M. le Premier ministre et transmise à M. le ministre du travail [29 mai 1962] (p. 400).

396. — Congés scolaires. — Question posée par M. Louis Courroy à M. le ministre de l'éducation nationale [22 mai 1962] (p. 276, 277).

397. — Internement administratif à Saint-Maurice-l'Ardoise. — Question posée par M. René Dubois à M. le ministre de l'intérieur [29 mai 1962] (p. 397).

398. — Envoi à Oran de soldats du contingent. — Question posée par M. Pierre Marcilhacy à M. le ministre des armées [26 juin 1962] (p. 588 et 589).

399. — **Retard dans les réponses à certaines questions écrites.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture [5 juin 1962] (p. 418).

400. — **Récolte sucrière de 1962 à la Guadeloupe.** — Question posée par M. Lucien Beinier à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer [19 juin 1962] (p. 519).

401. — **Programme d'équipement en abattoirs.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture [5 juin 1962] (p. 419).

402. — **Application de la convention franco-belge relative aux victimes civiles de la guerre 1939-1945.** — Question posée à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre [26 juin 1962] (p. 592 et 593).

403. — **Equipement scolaire de la ville de Montreuil.** — Question posée par M. Jacques Duclos à M. le ministre de l'éducation nationale [19 juin 1962] (p. 516 à 519).

404. — **Menaces de licenciement de travailleurs dans les usines du Nord.** — Question posée par M. Adolphe Dutoit à M. le Premier ministre [26 juin 1962] (p. 591 et 592).

405. — **Double imposition des salaires, pensions ou revenus des Français au Maroc.** — Question posée par M. Louis Gros à M. le ministre des finances [17 juillet 1962] (p. 944 et 945).

406. — **Mort d'un jeune appelé parachutiste.** — Question posée par M. Raymond Guyot à M. le ministre des armées [26 juin 1962] (p. 389 à 391).

407. — **Maintien en activité de la gare de Tintelleries à Boulogne-sur-Mer.** — Question posée par M. Jean Bardol à M. le ministre des travaux publics et des transports [1^{er} juin 1962] (p. 519 et 520).

408. — **Création de sous-préfectures en Seine-et-Oise.** — Question posée par M. Chauvin à M. le ministre de l'intérieur [17 juillet 1962] (p. 942 et 943).

409. — **Réforme des régimes matrimoniaux.** — Question posée par M. Hugues à M. le ministre de la justice [17 juillet 1962] (p. 943 et 944).

412. — **Dédommagement des Français d'Egypte.** — Question posée par M. Armengaud à M. le ministre des finances [17 juillet 1962] (p. 945 et 946).

414. — **Aide aux Français rapatriés du Congo ex-belge.** — Question posée par M. Armengaud à M. le ministre des finances [17 juillet 1962] (p. 946 et 947).

418. — **Naturalisation des Vietnamiens repliés en France.** — Question posée par Mme Cardot à M. le ministre de la santé publique [3 juillet 1962] (p. 655).

419. — **Exonérations fiscales relatives au reboisement.** — Question posée par M. Audun à M. le ministre des finances [17 juillet 1962] (p. 947).

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

1, 10, 12, 13. — **Politique financière, économique et sociale du Gouvernement.** — Questions orales avec débat posées par MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos et Jean Fichoux à M. le Premier ministre [15 mai 1962] (p. 198 à 224). — *Sont entendus* : MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, Jacques Duclos, Jean Fichoux, Mme Suzanne Crémieux, MM. Emile Hugues, André Fosset, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Dutoit, Marcel Lambert, Georges Marie-Anne, Georges Pompidou, Premier ministre.

4, 5, 8, 9, 11. — **Politique étrangère du Gouvernement.** — Questions orales avec débat posées par MM. Georges Portmann, Jean Périquier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou et Jacques Duclos à M. le Premier ministre (transmises à M. le ministre des affaires étrangères) [12 juin 1962] (p. 456 à 488). — *Sont entendus* : MM. Georges Portmann, Jean Périquier, Edouard Bonnefous, Edouard Le Bellegou, Jacques Duclos, François Mitterrand, Alain Poher, Jacques Baumel, Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères; François Mitterrand, Edouard Bonnefous, Jean Lecanuet, Marius Moutet, Jacques Baumel, Jacques Duclos.

6. — **Aide matérielle et soutien moral aux créateurs d'art non salariés.** — Question orale avec débat posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles [3 juillet 1962] (p. 650). — *Sont entendus* : MM. Jacques Bordeneuve, Georges Lamousse, André Cornu, André Malraux.

7, 19, 22 et 24. — **Procédure du référendum en matière de revision constitutionnelle.** — Questions orales avec débat posées Par MM. Antoine Courrière, Jacques Duclos, François Mitterrand et Guy Petit à M. le Premier ministre [17 juillet 1962] (p. 948 à 967). — *Sont entendus* : MM. Antoine Courrière, Jacques Duclos, Edmond Barrachin, François Mitterrand, le président, Guy Petit, Jacques Soufflet, Geoffroy de Montalembert, Jean Lecanuet, Robert Bruyneel, Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

15. — **Accidents de la circulation.** — Question orale avec débat posée par M. Auguste Pinton à M. le ministre des travaux publics et des transports [5 juin 1962] (p. 421 à 429). — *Sont entendus* : MM. Auguste Pinton, Edouard Bonnefous, Amédée Bouquerel, Guy de La Vasselais, Roger Dusseaux, ministre des travaux publics et des transports; Abel-Durand.

20, 21. — **Application de la loi d'orientation agricole.** — Questions orales avec débat posées par MM. Michel Kauffmann et René Tinant à M. le ministre de l'agriculture [9 juillet 1962] (p. 798 à 801). — *Sont entendus* : MM. René Tinant, Antoine Courrière, André Dulin, Max Monichon, le président, Edgard Pisan, ministre de l'agriculture.

3. — **Organisation de la campagne viticole.** — Question posée Par M. Périquier à M. le ministre de l'agriculture [18 décembre 1963] (n° 3).

R

RAPPORTS D'INFORMATION

— Rapport d'information de MM. Etienne Restat, Jean Errecart, Roger Houdet, Charles Naveau et Paul Pelleray, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission aux Etats-Unis, du 3 au 18 avril 1962. — (Enregistré à la présidence le 19 octobre 1962) [Rattaché pour ordre à la séance du 9 octobre 1962] (n° 7).

RAPPORT SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU GROUPEMENT DES COLLECTIVITES POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'EQUIPEMENT

En application du décret n° 60-953 du 8 septembre 1960, M. le président du Sénat a reçu de M. le président du conseil de surveillance du groupement des collectivités pour le financement de ce groupement au cours de l'année 1961 [6 décembre 1962] (p. 1340).

RECOLTE SUCRIERE DE 1962 A LA GUADELOUPE

Voy. : question orale, n° 400, de M. Bernier.

REFORME DE L'ENSEIGNEMENT, DU TIMBRE ET DE LA FISCALITE IMMOBILIERE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [26 juillet 1962] (I, n° 321). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [13 décembre 1962] (I, n° 16).

REFORME DES REGIMES MATRIMONIAUX

Voy. : QUESTION ORALE, n° 409, de M. Hugues.

REGIME ECONOMIQUE ET FISCAL DES RHUMS ET ALCOOLS A BRULER DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant divers aménagements du régime économique et fiscal des rhums et des alcools à brûler dans les départements d'outre-mer [28 juin 1962] (I, n° 251). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Jean-Marie Louvel ([4 juillet 1962] n° 260). Discussion ([19 juillet 1962], p. 1040). — *Discussion générale* : M. Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances. — Art. 2 à 4 : adoption. — Adoption du projet de loi.

REGLEMENT JUDICIAIRE

Voy. : PAIEMENT PAR PRIVILEGE DES SALAIRES.

REMEMBREMENT DES PROPRIETES RURALES

Proposition de loi, présentée par MM. Wazières, Pierre Garet et Omer Capelle tendant à modifier et à compléter les dispositions des articles 3, 7 et 21 du code rural relatives au **remembrement des propriétés rurales** (enregistrée à la présidence le 23 janvier 1962, rattachée pour ordre à la séance du 15 décembre 1962 (I, n° 154). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan ([14 juin 1962] p. 494).

REORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA FRANCE

Proposition de loi, présentée par M. Jean Bertrand, tendant à assurer une **réorganisation administrative de la France** (enregistrée à la présidence le 6 novembre 1962), rattachée pour ordre à la séance du 9 octobre 1962 (I, n° 8). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

REPARATIONS AUX JEUNES GENS OU AUX MILITAIRES DE LA DISPONIBILITE OU DES RESERVES, VICTIMES D'ACCIDENT

Projet de loi présenté par M. Pierre Messmer, ministre des armées, relatif aux **réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves, victimes d'accident lors leur participation à des séances d'instruction militaire** ([12 décembre 1961], I, n° 125). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Labidi Neddaf ([15 mai 1962], I, n° 191). — Discussion ([24 mai 1962], p. 388). — Discussion générale : MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Morève, rapporteur de la commission des forces armées. — Article unique : amendement de M. André Monteil : MM. André Monteil, le secrétaire d'Etat, le rapporteur, adoption ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 390). — Transmission en deuxième lecture ([17 juillet 1962], I, n° 281). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Brajeux ([19 juillet 1962], I, n° 298). — Discussion ([23 juillet 1962], p. 1092). — Discussion générale : M. Jean Brajeux, rapporteur de la commission des forces armées. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

REPARATION DES PREJUDICES DE CARRIERE SUBIS PAR CERTAINS FONCTIONNAIRES

Proposition de loi, tendant à la réouverture de certains délais prévus par la loi du 7 février 1953 tendant à la **réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires** [28 juin 1962] (I, n° 248). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

RESEAUX ROUTIERS DEPARTEMENTAUX

Proposition de loi, présentée par MM. Jean Brajeux et M. Legouez, tendant à atténuer les inégalités de densité entre les réseaux routiers départementaux [27 juillet 1962] (I, n° 324). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

RESTAURATION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Projet de loi de programme relatif à la restauration des grands monuments historiques [15 décembre 1961] (I, n° 151). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Joseph Raybaud [17 mai 1962] (I, n° 195). — Renvoi pour

avis à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. André Cornu [10 mai 1962] (I, n° 174). — Discussion [22 mai 1962] (p. 280). — Discussion générale : MM. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles ; Joseph Raybaud, rapporteur de la commission des finances ; André Cornu, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Abel-Durand, Pierre Marilhac, Jean-Marie Louvel, Michel Kistler. — Article unique (p. 286) : amendement de M. Joseph Raybaud et de M. Jean Bène. — MM. le rapporteur, le ministre, Jean-Marie Louvel, Paul-Jacques Kalb, Jean Bène, rejet de l'amendement de M. Jean Bène ; adoption de l'amendement de M. Joseph Raybaud ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 288). — Transmis par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [28 juillet 1962] (I, n° 250). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes de la nation. — Rapport par M. Joseph Raybaud [4 juillet 1962] (I, n° 259). — Discussion [19 juillet 1962] (p. 1038 et 1039). — Discussion générale : MM. Joseph Raybaud, rapporteur de la commission des finances ; Jean-Marie Louvel, André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

RESTAURATION IMMOBILIERE

Voy. : PATRIMOINE HISTORIQUE ET ESTHÉTIQUE DE LA FRANCE.

RETARD DANS LES REPONSES A CERTAINES QUESTIONS ECRITES

Voy. : QUESTION ORALE, n° 399, de M. Charles Naveau.

REVISION DES REPARATIONS ACCORDEES AUX VICTIMES DE LA SILICOSE ET DE L'ASBESTOSE

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au **droit à revision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles** et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945 [14 juin 1962] (I, n° 225). — Renvoi à la commission des affaires sociales. Rapport par M. Roger Lagrange [17 juillet 1962] (I, n° 276). — Discussion [23 juillet 1962] (p. 1102 et 1103). — Discussion générale : MM. Roger Lagrange, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Emile Vanrullen, Gilbert Grandval, ministre du travail. — Article unique ; amendement de M. Roger Lagrange, adoption ; adoption de l'article modifié. — Adoption de la proposition de loi. — Modification de l'intitulé.

S**SENAT (Convocation du)**

Communication au Sénat d'une lettre du 7 décembre 1962, par laquelle le Gouvernement demande l'inscription à l'ordre du jour de la séance du Sénat du 13 décembre 1962 : 1° de la lecture de la déclaration de politique générale faite devant l'Assemblée nationale ; 2° de la discussion du projet de loi n° 321 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière (adopté par l'Assemblée nationale). En conséquence, le Sénat a été convoqué par son président pour examiner, le 13 décembre 1962, cet ordre du jour [13 décembre 1962] (p. 1351 et 1352).

SENAT (Règlement du).

Proposition de résolution tendant à modifier les **articles 7 et 63 du règlement du Sénat**. — Présentée par la commission de législation. — Rapport par M. Marcel Prélot [18 juillet 1962] (I, n° 296). — Discussion [20 juillet 1962] (p. 1062 à 1064). — Discussion générale : M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission du règlement. — Art. 1^{er} : adoption. — Art. 2 : amendement de M. Etienne Restat : MM. Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques ; le rapporteur, adoption ; adoption de l'article modifié. — Article additionnel (amendement de M. Yves Estève) : MM. Yves Estève, le rapporteur, Waldeck L'Huillier ; renvoi en commission. — Article additionnel (amendement de M. Alex Roubert) : MM. Alex Roubert, président de la commission des finances ; Geoffroy de Montalembert, le rapporteur ; renvoi en commission. — Adoption de la résolution.

SENATEURS

Remplacements :

M. Jean Fleury appelé à remplacer M. Jacques Marette, sénateur de la Seine, nommé membre du Gouvernement, dont le mandat sénatorial a pris fin à la date du 15 mai 1962 [17 mai 1962] (p. 265).

M. Raymond Bossus appelé à remplacer M. Roger Garaudy, démissionnaire de son mandat de sénateur de la Seine, à compter du 31 octobre 1962 [6 décembre 1962] (p. 1339).

M. Roger Delagnes appelé à remplacer M. Gaston Defferre, en qualité de sénateur des Bouches-du-Rhône [13 décembre 1962] (p. 1352).

SERVICE DE DEFENSE

Projet de loi, présenté par M. Georges Pompidou, Premier ministre, relatif à la **procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense** [15 mai 1962] (I, n° 189). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [12 juin 1962] (I, n° 218). — **Discussion** [14 juin 1962]. — *Discussion générale* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Edouard Le Bellegou, rapporteur de la commission de la défense ; Louis Namy (p. 496 à 428). — Art. 1° à 4 : adoption. — Art. 5 (p. 498) : amendement de M. Edouard Le Bellegou : MM. le rapporteur, le ministre, adoption (p. 499) ; adoption de l'article modifié. — Art. 6 à 13 : adoption (p. 500). — Adoption du projet de loi (p. 501). — Transmission en deuxième lecture [17 juillet 1962] (I, n° 282). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Brajeux [19 juillet 1962] (I, n° 299). — **Discussion** [23 juillet 1962] (p. 1092). — *Discussion générale* : M. Jean Brajeux, rapporteur de la commission des forces armées. — Art. 5 : adoption. — Adoption du projet de loi.

SERVITUDE SUR LES FONDS PRIVES POUR LA POSE DE CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU

Projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant une **servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement** [22 mai 1962] (I, n° 201). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [29 mai 1962] (I, n° 210). — **Discussion** : deuxième lecture [14 juin 1962]. — *Discussion générale* : M. Georges Boulanger, rapporteur de la commission des lois (p. 494). — Art. 1° : amendement de M. Georges Boulanger : MM. le rapporteur, Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, adoption ; adoption de l'article modifié (p. 495). — Art. 2 : adoption. — Art. 2 bis : amendement de M. Georges Boulanger : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : adoption. — Adoption du projet de loi (p. 496).

SILICOSE

Voy. : REVISION DES RÉPARATIONS ACCORDÉES AUX VICTIMES DE LA SILICOSE

SOUS-PREFECTURES EN SEINE-ET-OISE (création de)

Voy., : QUESTION ORALE, n° 408 de M. Chauvin.

SUCRERIES

Voy. : PRODUCTION BETTERAVERIÈRE.

SUPPRESSION DU PRIVILEGE DES PECHEURS DE FORT-MARDYCK

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à supprimer le **privilege des matelots et pêcheurs de la commune de Fort-Mardyck** ([28 juin 1962] (I, n° 241). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Dubois ([4 juillet 1962], (I, n° 258). — **Discussion** ([19 juillet 1962] (p. 1042 à 1044). —

Discussion générale : MM. Emile Dubois, rapporteur de la commission des lois ; Emile Durieux, Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Art. 1° à 6 : adoption. — Art. 7 : amendement du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur, rejet ; adoption de l'article. — adoption de la proposition de loi.

T

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voy. : CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE DANS LES T. O. M.

TIMBRE

Voy. : RÉFORME DE L'ENREGISTREMENT DU..., ET DE LA FISCALITÉ IMMOBILIÈRE.

TRAVAILLEURS

Voy. : CONGÉS NON RÉMUNÉRÉS.

TRAVAUX PUBLICS

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à **accélérer la mise en œuvre de travaux publics et, notamment des autoroutes et à assurer la sécurité de la navigation aérienne** ([18 juillet 1962] (I, n° 292). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset ([18 juillet 1962], I, n° 293). — **Discussion** ([23 juillet 1962] (p. 1090 et 1091). — *Discussion générale* : MM. André Fosset, rapporteur de la commission des lois ; Roger Dusseaux, ministre des travaux publics et des transports. — Adoption des articles 1°, 1° bis et 2. — Adoption du projet de loi.

V

VACCINATION ANTIPOLIOMYELITIQUE

Projet de loi, présenté par M. Joseph Fontanet, ministre de la santé publique et de la population, relatif à la **vaccination antipoliomyélitique obligatoire** et à la modification de l'article L. 48 du code de la santé publique. (Enregistré à la présidence le 29 janvier 1962). [Rattaché pour ordre à la séance du 15 décembre 1962] (I, n° 155). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Jacques Henriet [10 mai 1962] (I, n° 178). — **Discussion** [17 mai 1962] (p. 232). — *Discussion générale* : MM. Jacques Henriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Victor Golvan, Georges Portmann, Mme Renée Dervaux, MM. Pierre Mircilhacy, Jean-Louis Fournier, Marc Desaché, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Art. 1° (p. 238) : amendements de M. Jacques Henriet : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Pierre Mircilhacy, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 1° bis (amendement de M. Jacques Henriet) (p. 239) : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Pierre Mircilhacy, Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; adoption de l'article. — Art. additionnel 1° ter (amendement de M. Jean-Louis Fournier) (p. 240) : MM. Jean-Louis Fournier, le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Pierre Mircilhacy ; adoption de l'article au scrutin public. — Art. additionnel 1° quater (amendement de M. Jacques Henriet) (p. 240) : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. 2 : adoption (p. 241). — Adoption du projet de loi. — Modification de l'intitulé : M. le président de la commission.

VICTIMES DE LA DEPORTATION

Proposition de loi, présenté par M. Jacques Duclos, tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », et à **modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** [4 octobre 1962] (I, n° 5). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

Z

ZONES A URBANISER EN PRIORITE ET ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE

Projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au **droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité**, et dans les **zones d'aménagement différé**, à la juridiction d'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation [22 mai 1962] (I., n° 206). — Renvoi à la commission spécialement désignée pour son examen. — Rapport par M. Jean-Eric Bousch [12 juin 1962] (I., n° 222). — **Discussion** en deuxième lecture [26 juin 1962]. — **Discussion générale**: MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission spéciale, Jacques Maziol, ministre de la construction; Emile Hugues (p. 593 à 596). — Art. 1^{er}: amendement de M. Jean-Eric Bousch: MM. le rapporteur, le ministre, Claudius Delorme, adoption; MM. Claudius Delorme, Etienne Dailly; adoption de l'article modifié (p. 597). — Art. 1^{er} bis: MM. Bernard Chochoy, le ministre, Léon Jozeau-Marigné; adoption de l'article (p. 599). — Art. 1^{er} ter: adoption (p. 599). — Art. 1^{er} quater: amendement de M. Jean-Eric Bousch: MM. le rapporteur, le ministre, adoption; adoption de l'article modifié (*id.*). — Art. 1^{er} quinquies: amendement de M. Jean-Eric Bousch, adoption; adoption de l'article modifié (*id.*). — Art. 1^{er} sexes: adoption (*id.*). — Art. 2: amendement de M. Jean-Eric Bousch:

MM. le rapporteur, le ministre, adoption; adoption de l'article modifié (p. 600). — Art. 2 bis: amendement de M. Emile Hugues: MM. Emile Hugues, le rapporteur, le ministre, rejet; amendements de M. Jean-Eric Bousch, adoption; adoption de l'article modifié (p. 600 à 601). — Art. 2 ter: amendements de M. Jean-Eric Bousch et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre, Emile Hugues, Joseph Voyant, Antoine Courrière, Abel-Durand, président de la commission spéciale; Etienne Dailly, adoption de l'amendement de M. Jean-Eric Bousch, rejet de l'amendement du Gouvernement; amendements de M. Jean-Eric Bousch et du Gouvernement, adoption; adoption de l'article modifié (p. 601 à 604). — Art. 2 quater, 2 quinquies, 2 sexes et 4: adoption (p. 604). — Art. 6: amendement de M. Jean-Eric Bousch, adoption; adoption de l'article modifié (p. 604 et 605). — Art. 7: amendement de M. Jean-Eric Bousch: MM. le rapporteur, Octave Bajoux, Léon Jozeau-Marigné, le ministre, adoption; adoption de l'article modifié (p. 605 et 606). — Art. 8: adoption (p. 606). — Art. 11: amendement de M. Jean-Eric Bousch, adoption; adoption de l'article modifié (*id.*). — Art. 12: amendement de M. Jean-Eric Bousch, adoption; adoption de l'article (*id.*). — Art. 13: adoption (p. 607). — Art. 14: amendements de M. Emile Hugues: MM. Emile Hugues, le rapporteur, Léon Jozeau-Marigné, le ministre, Maurice Coutrot, Gaston Defferre, le président de la commission, rejet; amendements de M. Jean-Eric Bousch et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre, adoption; adoption de l'article modifié (p. 607 à 610). — Sur l'ensemble: MM. Waldeck L'Huillier, Emile Hugues, Bernard Chochoy (p. 610 à 612). — Adoption du projet de loi (p. 612).

TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS

BUREAU DU SENAT

BUREAU D'AGE

(2 octobre 1962.)

PRÉSIDENT D'AGE	SECRÉTAIRES D'AGE
M. Marius MOUTET.	MM. CHAZALON, BARDOL, GUILLOU, LECANUET, DE NICOLAY et GIACOBBI.

BUREAU DU SENAT

(2 octobre - 4 octobre 1962.)

PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENTS	SECRÉTAIRES	QUESTEURS
M. Gaston MONNERVILLE.	MM. André MERIC. Léon JOZEAU-MARIGNE. Mme Marie-Hélène CARDOT. M. Amédée BOUQUEREL.	MM. Lucien BERNIER. Charles DURAND. Lucien GRAND. Louis NAMY. Henri PARISOT. Jacques SOUFFLET. Joseph VOYANT. Michel YVER.	MM. Gérard MINVIELLE. Jacques GADOIN. Robert GRAVIER.

LISTE ALPHABÉTIQUE

de Mmes et MM. les Sénateurs

au 31 décembre 1962.

A

ABEL-DURAND, Loire-Atlantique.
AHMED ABDALLAH, Comores.
Gustave ALRIC, Aube.
Louis ANDRE, Calvados.
Philippe d'ARGENLIEU, Sarthe.
André ARMENGAUD, Français établis hors de France.
Emile AUBERT, Basses-Alpes.
Marcel AUDY, Corrèze.

B

Jean de BAGNEUX, Côtes-du-Nord.
Octave BAJEUX, Nord.
Clément BALESTRA, Var.
Paul BARATGIN, Hautes-Pyrénées.
Jean BARDOL, Pas-de-Calais.
Edmond BARRACHIN, Seine.
Jacques BAUMEL, Seine.
Maurice BAYROU, Seine.
Joseph BEAUJANNOT, Loir-et-Cher.
Jean BENE, Hérault.
Daniel BENOIST, Nièvre.
Lucien BERNIER, Guadeloupe.
Jean BERTAUD, Seine.
Jean BERTHOIN, Isère.
Roger BESSON, Allier.
Général Antoine BETHOUART, Français établis hors de France.
Auguste-François BILLIEMAZ, Ain.
René BLONDELLE, Aisne.
Raymond BOIN, Haute-Marne.
Edouard BONNEFOUS, Seine-et-Oise.
Raymond BONNEFOUS, Aveyron.
Georges BONNET, Lozère.
Jacques BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.
Raymond BOSSUS, Seine.
Albert BOUCHER, Loire-Atlantique.
Marcel BOULANGE, territoire de Belfort.
Georges BOULANGER, Pas-de-Calais.
Jean-Marie BOULOUX, Vienne.
Amédée BOUQUEREL, Oise.
Jean-Eric BOUSCH, Moselle.
Robert BOUVARD, Haute-Loire.

Joseph BRAYARD, Ain.
Marcel BREGEGERE, Dordogne.
Martial BROUSSE, Meuse.
Raymond BRUN, Gironde.
Julien BRUNHES, Seine.
Florian BRUYAS, Rhône.
Robert BRUYNEEL, Loir-et-Cher.
Robert BURRET, Hautes-Pyrénées.

C

Omer CAPELLE, Somme.
Roger CARCASSONNE, Bouches-du-Rhône.
Mme Marie-Hélène CARDOT, Ardennes.
Maurice CARRIER, Français établis hors de France.
Marcel CHAMPEIX, Corrèze.
Michel CHAMPLEBOUX, Puy-de-Dôme.
Maurice CHARPENTIER, Loiret.
Adolphe CHAUVIN, Seine-et-Oise.
Robert CHEVALIER, Sarthe.
Paul CHEVALLIER, Savoie.
Pierre de CHEVIGNY, Meurthe-et-Moselle.
Bernard CHOCHOY, Pas-de-Calais.
Henri CLAIREAUX, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Emile CLAPAREDE, Hérault.
Jean CLERC, Haute-Savoie.
Georges COGNIOT, Seine.
André COLIN, Finistère.
Henri CORNAT, Manche.
André CORNU, Côtes-du-Nord.
Yvon COUDE DU FORESTO, Deux-Sèvres.
Antoine COURRIERE, Aude.
Louis COURROY, Vosges.
Maurice COUTROT, Seine.
Mme Suzanne CREMIEUX, Gard.

D

Etienne DAILLY, Seine-et-Marne.
Georges DARDEL, Seine.
Marcel DAROU, Nord.
Francis DASSAUD, Puy-de-Dôme.
Léon DAVID, Bouches-du-Rhône.
Jean DEGUISE, Aisne.
Alfred DEHE, Nord.
Roger DELAGNES, Bouches-du-Rhône.

Jacques DELALANDE, Mayenne.
Claudius DELORME, Rhône.
Vincent DELPUECH, Bouches-du-Rhône.
Mme Renée DERVAUX, Seine.
Marc DESACHE, Indre-et-Loire.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.
Henri DESSEIGNE, Loire.
Paul DRIANT, Moselle.
Emile DUBOIS, Nord.
Hector DUBOIS, Oise.
René DUBOIS, Loire-Atlantique.
Roger DUCHET, Côte-d'Or.
Jacques DUCLOS, Seine.
Baptiste DUFEU, Isère.
André DULIN, Charente-Maritime.
Charles DURAND, Cher.
Hubert DURAND, Vendée.
Emile DURIEUX, Pas-de-Calais.
Adolphe DUTOIT, Nord.

E

Jules EMAILLE, Nord.
Jean ERRECART, Basses-Pyrénées.
Yves ESTEVE, Ille-et-Vilaine.

F

Pierre FASTINGER, Moselle.
Edgar FAURE, Jura.
Jean FILIPPI, Corse.
Max FLECHET, Loire.
Jean FLEURY, Seine.
André FOSSET, Seine.
Jean-Louis FOURNIER, Landes.
Charles FRUH, Seine.

G

Jacques GADOIN, Nièvre.
Général Jean GANEVAL, Seine.
Pierre GARET, Somme.
Jean de GEOFFRE, Maine-et-Loire.
Jean GEOFFROY, Vaucluse.
François GIACOBBI, Corse.
Victor GOLVAN, Morhihan.
Lucien GRAND, Charente-Maritime.
Robert GRAVIER, Meurthe-et-Moselle.

Léon-Jean GREGORY, Pyrénées-Orientales.
Louis GROS, Français établis hors de France.
Paul GUILLAUMOT, Yonne.
Georges GUILLE, Aude.
Louis GUILLOU, Finistère.
Raymond GUYOT, Seine.

H

Roger du HALGOUET, Ille-et-Vilaine.
Yves HAMON, Finistère.
Jacques HENRIET, Doubs.
Gustave HEON, Eure.
Roger HOUDET, Seine-Maritime.
Emile HUGUES, Alpes-Maritimes.

I

Alfred ISAUTIER, Réunion.

J

René JAGER, Moselle.
Eugène JAMAIN, Cher.
Léon JOZEAU-MARIGNE, Manche.
Louis JUNG, Bas-Rhin.

K

Paul-Jacques KALB, Haut-Rhin.
Mohamed KAMIL, Côte française des Somalis.
Michel KAUFFMANN, Bas-Rhin.
Michel KISTLER, Bas-Rhin.

L

Jean LACAIZE, Tarn-et-Garonne.
Roger LACHEVRE, Seine-et-Oise.
Jean de LACHOMETTE, Haute-Loire.
Bernard LAFAY, Seine.
Henri LAFLEUR, Nouvelle-Calédonie.
Pierre de LA GONTRIE, Savoie.
Roger LAGRANGE, Saône-et-Loire.
Maurice LALLOY, Seine-et-Marne.
Marcel LAMBERT, Morbihan.

Georges LAMOUSSE, Haute-Vienne.
 Adrien LAPLACE, Tarn-et-Garonne.
 Robert LAURENS, Aveyron.
 Charles LAURENT-THOUVEREY, Jura.
 Guy de LA VASSELAIS, Eure-et-Loir.
 Arthur LAVY, Haute-Savoie.
 Francis LE BASSER, Mayenne.
 Edouard LE BELLEGOU, Var.
 Marcel LEBRETON, Seine-Maritime.
 Jean LECANUET, Seine-Maritime.
 Modeste LEGOUEZ, Eure.
 Marcel LEGROS, Saône-et-Loire.
 Marcel LEMAIRE, Marne.
 Bernard LEMARIE, Côtes-du-Nord.
 Etienne LE SASSIER-BOISAUNE, Orne.
 François LEVACHER, Eure-et-Loir.
 Paul LEVEQUE, Seine-et-Marné.
 Robert LIOT, Nord.
 Henri LONGCHAMBON, Français établis hors de France.
 Henry LOSTE, Wallis et Futuna.
 Jean-Marie LOUVEL, Calvados.

M

Pierre MARCILHACY, Charente.
 Georges MARIE-ANNE, Martinique.
 André MAROSELLI, Haute-Saône.
 Georges MARRANE, Seine.
 Louis MARTIN, Loire.
 Jacques MASTEAU, Vienne.
 Pierre-René MATHEY, Haute-Marne.
 Jacques de MAUPEOU, Vendée.
 Jacques MENARD, Deux-Sèvres.
 Roger MENU, Marne.
 André MERIC, Haute-Garonne.
 Léon MESSAUD, Haute-Garonne.
 Pierre METAYER, Seine-et-Oise.

Gérard MINVIELLE, Landes.
 Paul MISTRAL, Isère.
 Marcel MOLLE, Ardèche.
 Max MONICHON, Gironde.
 Gaston MONNERVILLE, Lot.
 François MONSARRAT, Tarn.
 Claude MONT, Loire.
 Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.
 André MONTEIL, Finistère.
 Gabriel MONTPIED, Puy-de-Dôme.
 Roger MOREVE, Indre.
 Léon MOTAIS DE NARBONNE, Français établis hors de France.
 Eugène MOTTE, Nord.
 Marius MOUTET, Drôme.

N

Louis NAMY, Seine-et-Oise.
 Charles NAVEAU, Nord.
 Jean NAYROU, Ariège.
 François de NICOLAY, Sarthe.
 Jean NOURY, Ille-et-Vilaine.

P

Gaston PAMS, Pyrénées-Orientales.
 Henri PARISOT, Vosges.
 Guy PASCAUD, Charente.
 François PATENOTRE, Aube.
 Pierre PATRIA, Oise.
 Paul PAULY, Creuse.
 Henri PAUMELLE, Seine-Maritime.
 Marc PAUZET, Gironde.
 Marcel PELLENC, Vaucluse.
 Paul PELLERAY, Orne.
 Lucien PERDEREAU, Loiret.
 Jean PERIDIER, Hérault.
 Hector PESCHAUD, Cantal.
 Général Ernest PETIT, Seine.
 Guy PETIT, Basses-Pyrénées.

Gustave PHILIPPON, Haute-Vienne.
 Paul PIALES, Cantal.
 André PICARD, Côte-d'Or.
 Jules PINSARD, Saône-et-Loire.
 Auguste PINTON, Rhône.
 André PLAÏT, Yonne.
 Alain POHER, Seine-et-Oise.
 Joseph de POMMERY, Meurthe-et-Moselle.
 Michel de PONTBRIAND, Loire-Atlantique.
 ALFRED POROI, Polynésie française.
 Georges PORTMANN, Gironde.
 Marcel PRELOT, Doubs.
 Henri PRETRE, Haute-Saône.

R

Etienne RABOUIN, Maine-et-Loire.
 Mlle Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.
 Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.
 Georges REPIQUET, Réunion.
 Etienne RESTAT, Lot-et-Garonne.
 Paul RIBEYRE, Ardèche.
 Jacques RICHARD, Seine-et-Oise.
 Eugène RITZENTHALER, Haut-Rhin.
 Eugène ROMAINE, Creuse.
 Vincent ROTINAT, Indre.
 Alex ROUBERT, Alpes-Maritimes.
 Georges ROUGERON, Allier.
 Louis ROY, Aisne.

S

François SCHLEITER, Meuse.
 Abel SEMPE, Gers.
 Charles SINSOUT, Dordogne.
 Edouard SOLDANI, Var.
 Robert SOUDANT, Marne.
 Jacques SOUFFLET, Seine-et-Oise.
 Charles SURAN, Haute-Garonne.
 Paul SYMPHOR, Martinique.

T

Edgar TAILHADES, Gard.
 Louis TALAMONI, Seine.
 Gabriel TELLIER, Pas-de-Calais.
 René TINANT, Ardennes.
 Jean-Louis TINAUD, Basses-Pyrénées.
 René TORIBIO, Guadeloupe.
 Henri TOURNAN, Gers.
 Ludovic TRON, Hautes-Alpes.

V

Camille VALLIN, Rhône.
 Emile VANRULLEN, Pas-de-Calais.
 Jacques VASSOR, Indre-et-Loire.
 Fernand VERDELLE, Tarn.
 Maurice VERILLON, Drôme.
 Mme Jeannette VERMEERSCH, Seine.
 Jacques VERNEUIL, Charente-Maritime.
 Jean-Louis VIGIER, Seine.
 Robert VIGNON, Guyane.
 Pierre de VILLOUTREYS, Maine-et-Loire.
 Joseph VOYANT, Rhône.

W

Paul WACH, Bas-Rhin.
 Raymond de WAZIERES, Somme.

Y

Michel YVER, Manche.
 Joseph YVON, Morbihan.

Z

Modeste ZUSSY, Haut-Rhin.

MODIFICATIONS survenues du 1^{er} janvier au 31 décembre 1962.

SÉNATEURS	CIRCONSCRIPTIONS	MOTIFS	DATES	REPLACÉS PAR	DATES
MM.				MM.	
Fernand AUBERGER.....	Allier.	Décès.	6 mars 1962.	François MINARD.....	9 mars 1962.
Jacques MARETTE.....	Seine.	Ministre P. T. T.	15 mai 1962.	Jean FLEURY.....	16 mai 1962.
Mohamed Saïd ABDEL-LATIF	Tizi-Ouzou.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Youssef ACHOUR.....	Alger.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
AL SID CHEIKH Cheikh.	Saoura.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Mohamed BELABED.....	Oran-Tlemcen.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Sliman BELHABICH.....	Oran-Tlemcen.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Abdenmour BELKADI.....	Tizi-Ouzou.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Amar BELOUCIF.....	Bône.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Brahim BENALI.....	Orléansville-Médéa.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Mouâaouia BENCHERIF..	Orléansville-Médéa.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Ahmed BENTCHICOU....	Constantine.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Ahmed BOUKIKAZ.....	Constantine.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Gabriel BURGAT.....	Bône.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Ahmed CHARABAKA....	Mostaganem-Tiaret.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Claude DUMONT.....	Sétif-Batna.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
René ENJALBERT.....	Oran-Tlemcen.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Manuel FERRE.....	Mostaganem-Tiaret.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Etienne GAY.....	Oran-Tlemcen.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Mohamed GUEROUI.....	Sétif-Batna.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Djilali HAKIKI.....	Oran-Tlemcen.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
M'Hamet KHEIRATE....	Mostaganem-Tiaret.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Mohamed Larbi LAKH-DARI.	Constantine.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Roger MARCELLIN.....	Tizi-Ouzou.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Mohamed MEGDOUD....	Tizi-Ouzou.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Ali MERRED.....	Oasis.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Mohamed El Messaoud MOKRANE	Sétif-Batna.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
René MONTALDO.....	Orléansville-Médéa.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Léopold MOREL.....	Constantine.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Menad MUSTAPHA.....	Orléansville-Médéa.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Labidi NEDDAF.....	Alger.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Hacène OUELLA.....	Bône.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Gilbert PAULIAN.....	Alger.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Abdelkrim SADI.....	Sétif-Batna.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Laurent SCHIAFFINO....	Alger.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Mouloud YANAT.....	Sétif-Batna.	Fin de mandat.	4 juillet 1962.		
Roger GARAUDY.....	Seine.	Démission.	31 octobre 1962.	Raymond BOSSUS.....	6 novembre 1962.
Gaston DEFFERRE.....	Bouches-du-Rhône.	Député.	6-11 décembre 1962.	Roger DELAGNES.....	13 décembre 1962.
Waldeck L'HUILLIER....	Seine.	Député.	6 décembre 1962.	Louis TALAMONI.....	1 ^{er} février 1963.
André CHAZALON.....	Loire.	Député.	6-11 décembre 1962.	Max FLECHET.....	24 février 1963.
François MITTERRAND..	Nièvre.	Député.	6-11 décembre 1962.	Daniel BENOIST.....	24 février 1963.

LISTE DE Mmes ET MM. LES SÉNATEURS par circonscriptions électorales.

au 31 décembre 1962.

A) DEPARTEMENTS METROPOLITAINS

Ain (2 sénateurs). M. BILLIEMAZ (Auguste). M. BRAYARD (Joseph).	AUDE (2 sénateurs). M. COURRIERE (Antoine). M. GUILLE (Georges).	Corrèze (2 sénateurs). M. AUDY (Marcel). M. CHAMPEIX (Marcel).	Finistère (4 sénateurs). M. COLIN (André). M. GUILLOU (Louis). M. HAMON (Yves). M. MONTEIL (André).
Aisne (3 sénateurs). M. BLONDELLE (René). M. DEGUISE (Jean). M. ROY (Louis).	Aveyron (2 sénateurs). M. BONNEFOUS (Raymond). M. LAURENS (Robert).	Corse (2 sénateurs). M. FILIPPI (Jean). M. GIACOBBI (François).	Gard (2 sénateurs). Mme CREMIEUX (Suzanne). M. TAILHADES (Edgar).
Allier (2 sénateurs). M. BESSON (Roger). M. ROUGERON (Georges).	Belfort (Territoire de) (1 sénateur). M. BOULANGE (Marcel).	Côte-d'Or (2 sénateurs). M. DUCHET (Roger). M. PICARD (André).	Garonne (Haute-) (3 sénateurs). M. MERIC (André). M. MESSAUD (Léon). M. SURAN (Charles).
Alpes (Basses-) (1 sénateur). M. AUBERT (Emile).	Bouches-du-Rhône (5 sénateurs). M. CARCASSONNE (Roger). M. DAVID (Léon). M. DELAGNES (Roger). M. DELPUECH (Vincent). Mlle RAPUZZI (Irma).	Côtes-du-Nord (3 sénateurs). M. de BAGNEUX (Jean). M. CORNU (André). M. LEMARIE (Bernard).	Gers (2 sénateurs). M. SEMPE (Abel). M. TOURNAN (Henri).
Alpes (Hautes-) (1 sénateur). M. TRON (Ludovic).	Calvados (3 sénateurs). M. ANDRE (Louis). M. DESCOURS DESACRES (Jacques). M. LOUVEL (Jean-Marie).	Creuse (2 sénateurs). M. PAULY (Paul). M. ROMAINE (Eugène).	Gironde (4 sénateurs). M. BRUN (Raymond). M. MONICHON (Max). M. PAUZET (Marc). M. PORTMANN (Georges).
Alpes-Maritimes (3 sénateurs). M. HUGUES (Emile). M. RAYBAUD (Joseph). M. ROUBERT (Alex).	Cantal (2 sénateurs). M. PESCHAUD (Hector). M. PIALES (Paul).	Dordogne (2 sénateurs). M. BREGEGERE (Marcel). M. SINSOUT (Charles).	Hérault (3 sénateurs). M. BENE (Jean). M. CLAPAREDE (Emile). M. PERIDIER (Jean).
Ardèche (2 sénateurs). M. MOLLE (Marcel). M. RIBEYRE (Paul).	Charente (2 sénateurs). M. MARCILHACY (Pierre). M. PASCAUD (Guy).	Doubs (2 sénateurs). M. HENRIET (Jacques). M. PRELOT (Marcel).	Ille-et-Vilaine (3 sénateurs). M. ESTEVE (Yves). M. du HALGOUET (Roger). M. NOURY (Jean).
Ardennes (2 sénateurs). Mme CARDOT (Marie-Hélène). M. TINANT (René).	Charente-Maritime (3 sénateurs). M. DULIN (André). M. GRAND (Lucien). M. VERNEUIL (Jacques).	Drôme (2 sénateurs). M. MOUTET (Marius). M. VERILLON (Maurice).	Indre (2 sénateurs). M. MOREVE (Roger). M. ROTINAT (Vincent).
Ariège (1 sénateur). M. NAYROU (Jean).	Cher (2 sénateurs). M. DURAND (Charles). M. JAMAIN (Eugène).	Eure (2 sénateurs). M. HEON (Gustave). M. LEGOUZ (Modeste).	
AUBE (2 sénateurs). M. ALRIC (Gustave). M. PATENOTRE (François).		Eure-et-Loir (2 sénateurs). M. de LA VASSELAIS (Guy). M. LEVACHER (François).	

Indre-et-Loire (2 sénateurs). M. DESACHE (Marc). M. VASSOR (Jacques).	Marne (Haute-) (2 sénateurs). M. BOIN (Raymond). M. MATHEY (Pierre).	Pyrénées (Hautes-) (2 sénateurs). M. BARATGIN (Paul). M. BURRET (Robert).	Seine-Maritime (5 sénateurs). M. HOUDET (Roger). M. LEBRETON (Marcel). M. LECANUET (Jean). M. DE MONTALEMBERT (Geoffroy). M. PAUMELLE (Henri).
Isère (3 sénateurs). M. BERTHOIN (Jean). M. DUFEU (Baptiste). M. MISTRAL (Paul).	Mayenne (2 sénateurs). M. DELALANDE (Jacques). M. LE BASSER (Francis).	Pyrénées-Orientales (2 sénateurs). M. GREGORY (Léon-Jean). M. PAMS (Gaston).	Seine-et-Marne (3 sénateurs). M. DAILLY (Etienne). M. LALLOY (Maurice). M. LEVEQUE (Paul).
Jura (2 sénateurs). M. FAURE (Edgar). M. LAURENT-THOUVEREY (Charles).	Meurthe-et-Moselle (3 sénateurs). M. de CHEVIGNY (Pierre). M. GRAVIER (Robert). M. de POMMERY (Joseph).	Rhin (Bas-) (4 sénateurs). M. JUNG (Louis). M. KAUFFMANN (Michel). M. KISTLER (Michel). M. WACH (Paul).	Seine-et-Oise (8 sénateurs). M. BONNEFOUS (Edouard). M. CHAUVIN (Adolphe). M. LACHEVRE (Roger). M. METAYER (Pierre). M. NAMY (Louis). M. POHER (Alain). M. RICHARD (Jacques). M. SOUFFLET (Jacques).
Landes (2 sénateurs). M. FOURNIER (Jean-Louis). M. MINVIELLE (Gérard).	Meuse (2 sénateurs). M. BROUSSE (Martial). M. SCHLEITER (François).	Rhin (Haut-) (3 sénateurs). M. KALB (Paul-Jacques). M. RITZENTHALER (Eugène). M. ZUSSY (Modeste).	Sèvre (Deux-) (2 sénateurs). M. COUDE DU FORESTO (Yvon). M. MENARD (Jacques).
Loir-et-Cher (2 sénateurs). M. BEAUJANNOT (Joseph). M. BRUYNEEL (Robert).	Morbihan (3 sénateurs). M. GOLVAN (Victor). M. LAMBERT (Marcel). M. YVON (Joseph).	Rhône (5 sénateurs). M. BRUYAS (Florian). M. DELORME (Claudius). M. PINTON (Auguste). M. VALLIN (Camille). M. VOYANT (Joseph).	Somme (3 sénateurs). M. CAPELLE (Omer). M. GARET (Pierre). M. DE WAZIERES (Raymond).
Loire (4 sénateurs). M. DESSEIGNE (Henri). M. MARTIN (Louis). M. MONT (Claude). M. N...	Moselle (4 sénateurs). M. BOUSCH (Jean-Eric). M. DRIANT (Paul). M. FASTINGER (Pierre). M. JAGER (René).	Saône (Haute-) (2 sénateurs). M. MAROSELLI (André). M. PRETRE (Henri).	Tarn (2 sénateurs). M. MONSARRAT (François). M. VERDEILLE (Fernand).
Loire (Haute-) (2 sénateurs). M. BOUVARD (Robert). M. de LACHOMETTE (Jean).	Nièvre (2 sénateurs). M. GADOIN (Jacques). M. N...	Saône-et-Loire (3 sénateurs). M. LAGRANGE (Roger). M. LEGROS (Marcel). M. PINSARD (Jules).	Tarn-et-Garonne (2 sénateurs). M. LACAZE (Jean). M. LAPLACE (Adrien).
Loire-Atlantique (4 sénateurs). M. ABEL-DURAND. M. BOUCHER (Albert). M. DUBOIS (René). M. de PONTBRIAND (Michel).	Nord (9 sénateurs). M. BAJEUX (Octave). M. DAROU (Marcel). M. DEHE (Alfred). M. DUBOIS (Emile). M. DUTOIT (Adolphe). M. EMAILLE (Jules). M. LIOT (Robert). M. MOTTE (Eugène). M. NAVEAU (Charles).	Sarthe (3 sénateurs). M. D'ARGENLIEU (Philippe). M. CHEVALIER (Robert). M. DE NICOLAY (François).	Var (3 sénateurs). M. BALESTRA (Clément). M. LE BELLEGOU (Edouard). M. SOLDANI (Edouard).
Loiret (2 sénateurs). M. CHARPENTIER (Maurice). M. PERDEREAU (Lucien).	Oise (3 sénateurs). M. BOUQUEREL (Amédée). M. DUBOIS (Hector). M. PATRIA (Pierre).	Savoie (2 sénateurs). M. CHEVALLIER (Paul). M. DE LA GONTRIE (Pierre).	Vaucluse (2 sénateurs). M. GEOFFROY (Jean). M. PELLENC (Marcel).
Lot (1 sénateur). M. MONNERVILLE (Gaston).	Orne (2 sénateurs). M. LE SASSIER-BOISAUNE (Etienne). M. PELLERAY (Paul).	Savoie (Haute-) (2 sénateurs). M. CLERC (Jean). M. LAVY (Arthur).	Vendée (2 sénateurs). M. DURAND (Hubert). M. DE MAUPEOU (Jacques).
Lot-et-Garonne (2 sénateurs). M. BORDENEUVE (Jacques). M. RESTAT (Etienne).	Pas-de-Calais (6 sénateurs). M. BARDOL (Jean). M. BOULANGER (Georges). M. CHOCHOY (Bernard). M. DURIEUX (Emile). M. TELLIER (Gabriel). M. VANRULLEN (Emile).	Seine (22 sénateurs). M. BARRACHIN (Edmond). M. BAUMEL (Jacques). M. BAYROU (Maurice). M. BERTAUD (Jean). M. BOSSUS (Raymond). M. BRUNHES (Julien). M. COGNIOT (Georges). M. COUTROT (Maurice). M. DARDEL (Georges). Mme DERVAUX (Renée). M. DUCLOS (Jacques). M. FLEURY (Jean). M. FOSSET (André). M. FRUH (Charles). M. GANEVAL (Jean). M. GUYOT (Raymond). M. LAFAY (Bernard). M. MARRANE (Georges). M. PETIT (Ernest). Mme VERMEERSCH (Jeannette). M. VIGIER (Jean-Louis). M. N...	Vienne (2 sénateurs). M. BOULOUX (Jean-Marie). M. MASTEAU (Jacques).
Lozère (1 sénateur). M. BONNET (Georges).	Puy-de-Dôme (3 sénateurs). M. CHAMPLEBOUX (Michel). M. DASSAUD (Francis). M. MONTPIED (Gabriel).		Vienne (Haute-) (2 sénateurs). M. LAMOUSSE (Georges). M. PHILIPPON (Gustave).
Maine-et-Loire (3 sénateurs). M. de GEOFFRE (Jean). M. RABOUIN (Etienne). M. de VILLOUTREYS (Pierre).	Pyénées (Basses-) (3 sénateurs). M. ERRECART (Jean). M. PETIT (Guy). M. TINAUD (Jean-Louis).		Vosges (2 sénateurs). M. COURROY (Louis). M. PARISOT (Henri).
Manche (3 sénateurs). M. CORNAT (Henri). M. JOZEAU-MARIGNE (Léon). M. YVER (Michel).			Yonne (2 sénateurs). M. GUILLAUMOT (Paul). M. PLAIT (André).
Marne (3 sénateurs). M. LEMAIRE (Marcel). M. MENU (Roger). M. SOUDANT (Robert).			

B) DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe (2 sénateurs). M. BERNIER (Lucien). M. TORIBIO (René).	Guyane (1 sénateur). M. VIGNON (Robert).	Martinique (2 sénateurs). M. MARIE-ANNE (Georges). M. SYMPHOR (Paul).	La Réunion (2 sénateurs). M. ISAUTIER (Alfred). M. REPIQUET (Georges).
--	--	--	---

C) TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Comores (1 sénateur). M. AHMED Abdallah.	Nouvelle-Calédonie (1 sénateur). M. LAFLEUR (Henri).	Iles Wallis et Futuna (1 sénateur). M. LOSTE (Henri).	Saint-Pierre-et-Miquelon (1 sénateur). M. CLAIREAUX (Henri).
Côte française des Somalis (1 sénateur). M. KAMIL Mohamed.	Polynésie française (1 sénateur). M. POROI (Alfred).		

D) SENATEURS REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE

(6 sénateurs.)

M. ARMENGAUD (André). M. le général BETHOUART (Antoine).	M. CARRIER (Maurice). M. GROS (Louis).	M. LONGCHAMBON (Henri).	M. MOTAIS DE NARBONNE (Léon).
--	---	-------------------------	----------------------------------

LISTES DES MEMBRES DES GROUPES

remises à la Présidence du Sénat le 4 octobre 1962

avec les modifications intervenues au 31 décembre 1962.

GRUPE COMMUNISTE

(13 membres.)

MM. Jean Bardol, Georges Cogniot, Léon David, Mme Renée Der-
vaux, MM. Jacques Duclos, Adolphe Dutoit, Roger Garaudy, Ray-
mond Guyot, Waldeck L'Huillier, Georges Marrane, Louis Namy,
Camille Vallin, Mme Jeannette Vermeersch.

Apparenté.

(1 membre.)

M. le général Ernest Petit.

NOTA. — Démission de M. Roger Garaudy [31 octobre 1962]. —
Admission de M. Raymond Bossus [6 novembre 1962].

GRUPE DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE

(50 membres.)

MM. Marcel Audy, Paul Baratgin, Jean Berthoin, Auguste-François
Billiemaz, Raymond Boin, Edouard Bonnefous, Jacques Bordeneuve,
Joseph Brayard, Raymond Brun, Paul Chevallier, Emile Claparède,
André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Etienne Dailly, Vincent
Delpuech, Baptiste Dufeu, André Dulin, Edgar Faure, Jean Filippi,
Jacques Gadoin, François Giacobbi, Lucien Grand, Gustave Héon,
Emile Hugues, Jean Lacaze, Bernard Lafay, Pierre de La Gontrie,
Adrien Laplace, Charles Laurent-Thouverey, Henri Longchambon,
André Maroselli, Jacques Masteau, Pierre-René Mathey, François
Mitterrand, Gaston Monnerville, François Monsarrat, Roger Morève,
Gaston Pams, Guy Pascaud, Henri Paumelle, Marcel Pellenc, Jules
Pinsard, Auguste Pinton, Joseph Raybaud, Etienne Restat, Eugène
Romaine, Vincent Rotinat, Charles Sinsout, Jacques Verneuil, Ray-
mond de Wazières.

NOTA. — Démission de M. François Mitterrand [13 décembre 1962],
élu député.

GRUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

(29 membres.)

MM. Philippe d'Argenlieu, Jacques Baumel, Maurice Bayrou, Jean
Bertaud, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Maurice Carrier,
Robert Chevalier, Marc Desaché, Yves Estève, Jean Fleury, Jean
de Geoffre, Victor Golvan, Roger du Halgouet, Paul-Jacques Kalb,
Mohamed Kamil, Francis Le Basser, Robert Liot, Geoffroy de Monta-
iembert, Eugène Motte, Michel de Pontbriand, Marcel Prélot, Etienne
Rabouin, Georges Repiquet, Jacques Richard, Eugène Ritzenthaler,
Louis Roy, Jacques Soufflet, Modeste Zussy.

Apparentés.

(2 membres.)

MM. Ahmed Abdallah, Robert Vignon.

Rattaché administrativement.

(1 membre.)

M. Maurice Lalloy.

NOTA. — Démission de M. Ahmed Abdallah [8 novembre 1962].

GRUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

(63 membres.)

MM. Abel-Durand, Gustave Alric, Louis André, André Armengaud,
Jean de Bagneux, Edmond Barrachin, Joseph Beaujannot, Raymond
Bonnefous, Georges Bonnet, Albert Boucher, Robert Bouvard, Julien
Brunhes, Florian Bruyas, Robert Bruyneel, Robert Burret, Maurice
Charpentier, Pierre de Chevigny, Henri Cornat, Alfred Dehé, Jac-
ques Delalande, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Roger
Duchet, Hubert Durand, Pierre Fastinger, Charles Fruh, le général
Jean Ganeval, Pierre Garet, Robert Gravier, Louis Gros, Paul
Guillaumot, Jacques Henriet, Roger Houdet, Alfred Isautier, Léon
Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Henri Lafleur, Marcel Lambert,
Robert Laurens, Arthur Lavy, Marcel Lebreton, Modeste Legouez,
Marcel Legros, Etienne Le Sassi-Boisauné, Paul Levêque, Henri
Loste, Louis Martin, Jacques de Maupeou, Jacques Ménard, Henri
Parisot, François Patenôtre, Pierre Patria, Paul Pelleray, Guy
Petit, André Picard, André Plait, Joseph de Pommery, Georges
Portmann, Henri Prêtre, François Schleiter, Jean-Louis Vigier, Pierre
de Villoutreys, Michel Yver.

Apparentés.

(2 membres.)

MM. François de Nicolay, Jean-Louis Tinaud.

GRUPE DES REPUBLICAINS POPULAIRES

(29 membres.)

MM. Octave Bajoux, le général Antoine Béthouart, Georges Bou-
langer, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Chauvin, André
Chazalon, Henri Claireaux, Jean Clerc, André Colin, Jean Deguise,
Henri Desseigne, Jules Emaillé, André Fosset, Louis Guillou, Yves
Hamon, René Jager, Louis Jung, Michel Kistler, Jean Lecanuet,
Bernard Lemarié, Roger Menu, Claude Mont, André Monteil, Léon
Motais de Narbonne, Jean Noury, Alain Poher, Robert Soudant, René
Tinant, Paul Wach.

NOTA. — Démission de M. André Chazalon [13 décembre 1962],
élu député.

FORMATION DU CENTRE DEMOCRATIQUE

*Rattachée administrativement au Groupe
des Républicains populaires aux termes de l'article 6 du règlement.*

(6 membres.)

MM. Yvon Coudé du Foresto, Jean Errecart, Michel Kauffmann,
Jean-Marie Louvel, Joseph Voyant, Joseph Yvon.

GROUPE SOCIALISTE

(51 membres.)

MM. Emile Aubert, Clément Balestra, Jean Bène, Lucien Bernier,
Roger Besson, Marcel Boulangé, Marcel Brégégère, Roger Carcas-
sonne, Marcel Champeix, Michel Champleboux, Bernard Chochoy,
Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Marcel Darou,
Francis Dassaud, Gaston Defferre, Emile Dubois, Emile Durieux,
Jean-Louis Fournier, Jean Geoffroy, Léon-Jean Grégory, Georges
Guille, Roger Lagrange, Georges Lamousse, Edouard Le Bellegou,
André Méric, Léon Messaud, Pierre Métayer, Gérard Minvielle, Paul
Mistral, Gabriel Montpied, Marius Moutet, Charles Naveau, Jean
Nayrou, Paul Pauly, Jean Péridier, Gustave Philippon, Mlle Irma
Rapuzzi, MM. Alex Roubert, Georges Rougeron, Abel Sempé, Edouard
Soldani, Charles Suran, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Toribio,
Henri Tournan, Emile Vanrullen, Fernand Verdeille, Maurice Vérillon.

Apparenté.

(1 membre.)

M. Ludovic Tron.

NOTA. — Démission de M. Gaston Defferre [13 décembre 1962],
élu député. — Admission de M. Roger Delagnes [13 décembre 1962].

**GROUPE DU CENTRE REPUBLICAIN
D'ACTION RURALE ET SOCIALE**

(20 membres.)

MM. René Blondelle, Martial Brousse, Omer Capelle, Louis Courroy,
Claudius Delorme, Hector Dubois, Charles Durand, Eugène Jamain,
Jean de Lachomette, Marcel Lemaire, François Levacher, Marcel
Molle, Max Monichon, Marc Pautet, Lucien Perdereau, Hector
Peschaud, Paul Piales, Paul Ribeyre, Gabriel Tellier, Jacques Vassor.

**SENATEURS NE FIGURANT NI SUR UNE LISTE
NI A LA SUITE D'UNE LISTE DE GROUPE**

(6 sénateurs.)

MM. Jean-Marie Bouloux, René Dubois, Guy de La Vasselais, Pierre
Marcilhacy, Georges Marie-Anne, Alfred Poroi.

NOTA. — M. Ahmed Abdallah [8 novembre 1962].

COMMISSIONS PERMANENTES

ET

COMMISSION SPÉCIALE

chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

(Composition au 31 décembre 1962 avec les modifications intervenues au cours de l'année.)

Commission des affaires culturelles.*Président* : M. Louis Gros.*Vice-présidents* : MM. Georges Lamousse, Vincent Delpuech, René Tinant.*Secrétaires* : MM. Robert Chevalier, Claudius Delorme, Mohamed Kamil.*Membres* : MM. Jean de Bagneux, Clément Balestra, Jacques Baumel, Roger Besson, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Adolphe Chauvin, Georges Cogniot, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, Alfred Dehé, Mme Renée Dervaux, René Dubois, Charles Durand, Hubert Durand, Yves Estève, Jean Fleury, Charles Fruh, François Giacobbi, Alfred Isautier, Eugène Jamain, Louis Jung, Adrien Laplace, Jacques de Maupeou, Claude Mont, Jean Noury, Paul Pauly, Henri Paumelle, Hector Peschaud, Gustave Philippon, André Picard, Georges Rougeron, François Schleiter, Paul Symphor, Edgar Tailhades, Maurice Vérillon, Jean-Louis Vigier.

NOTA. — Démission de M. Roger Garaudy [31 octobre 1962]. — Nomination de Mme Renée Dervaux [6 décembre 1962].

Commission des affaires économiques et du plan.*Président* : M. Jean Bertaud.*Vice-présidents* : MM. Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon, Henri Cornat.*Secrétaires* : MM. René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot, Jean-Marie Bouloux.*Membres* : MM. Louis André, Octave Bajoux, Jean Bardol, Auguste-François Billiemaz, Georges Bonnet, Albert Boucher, Amédée Bouquerel, Marcel Brégégère, Raymond Brun, Michel Champeboux, Henri Claireaux, Emile Claparède, Maurice Coutrot, Etienne Dailly, Léon David, Jean Deguise, Roger Delagnes, Henri Desseigne, Hector Dubois, Emile Durieux, Jean Errecart, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Léon-Jean Grégory, Roger du Halgouet, Yves Hamon, Roger Houdet, René Jager, Michel Kauffmann, Henri Lafleur, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Charles Laurent-Thouverey, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Henri Longchambon, Charles Naveau, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Pierre Patria, Marc Puzet, Paul Pelleray, Lucien Perdereau, Jules Pinsard, Michel de Pontbriand, Henri Prêtre, Eugène Ritzenthaler, Eugène Romaine, Abel Sempé, Charles Suran, Gabriel Tellier, René Toribio, Henri Tournan, Camille Vallin, Emile Vanrullen, Jacques Verneuil, Pierre de Villoutreys.

NOTA. — Démission de M. Jean Bène [18 décembre 1962]. — Nomination de M. Roger Delagnes [18 décembre 1962].

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.*Président* : M. Vincent Rotinat.*Vice-présidents* : MM. Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales.*Secrétaires* : MM. Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard.*Membres* : MM. Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Jean Bène, le général Antoine Béthouart, Raymond Boin, Marcel Boulangé, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Pierre de Chevigny, Georges Dardel, Roger Duchet, Edgar Faure, Jean Filippi, le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean Lacaze, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Guy de La Vasselais, Jean Lecanuet, Etienne Le Sassier-Boisauné, André Monteil, Roger Morève, Léon Motais de Narbonne, François de Nicolay, Henri Parisot, Jean Périquier, le général Ernest Petit, Guy Petit, Alain Poher, Edouard Soldani, Jacques Soufflet, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Michel Yver, N...

NOTA. — Démission de M. Gaston Defferre [13 décembre 1962]. — Démission de M. François Mitterrand [13 décembre 1962]. — Nomination de M. Jean Bène [18 décembre 1962].

Commission des affaires sociales.*Président* : M. Roger Menu.*Vice-présidents* : MM. André Plait, André Dulin, Jean-Louis Fournier.*Secrétaires* : MM. Marcel Lambert, François Levacher, Louis Roy.*Membres* : MM. Ahmed Abdallah, Emile Aubert, Marcel Audy, Lucien Bernier, Raymond Bossus, Joseph Brayard, Robert Burret, Omer Capelle, Mme Marie-Hélène Cardot, Marcel Darou, Francis Dassaud, Baptiste Dufeu, Adolphe Dutoit, Lucien Grand, Paul Guillaumot, Louis Guillou, Jacques Henriot, Roger Lagrange, Arthur Lavy, Francis Le Basser, Marcel Lemaire, Bernard Lemarié, Paul Levêque, Robert Liot, Henry Loste, Georges Marie-Anne, Louis Martin, André Méric, Léon Messaud, Eugène Motte, Joseph de Pommery, Alfred Poroi, Charles Sinsout, Robert Soudant, Mme Jeannette Vermeersch, Raymond de Wazières, N...

NOTA. — Démission de Mme Renée Dervaux [6 décembre 1962]. — Démission de M. André Chazalon [13 décembre 1962]. — Nomination de M. Raymond Bossus [6 décembre 1962].

Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.*Président* : M. Alex Roubert.*Vice-présidents* : MM. Jacques Masteau, Gustave Alric, Yvon Coudé du Foresto.*Secrétaires* : MM. Julien Brunhes, Martial Brousse, Marc Desaché.*Rapporteur général* : M. Marcel Pellenc.*Membres* : MM. André Armengaud, Jean Berthoin, Edouard Bonnefous, Jean-Eric Bousch, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Jacques Duclos, André Fosset, Pierre Garet, Michel Kistler, Roger Lachèvre, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Georges Marrane, Pierre Métayer, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, Joseph Raybaud, Paul Ribeyre, Jacques Richard, Ludovic Tron.

LISTE DES RAPPORTEURS SPECIAUX

<i>Dépenses civiles.</i>	
Budget général.	
	MM.
Affaires algériennes.....	Georges Portmann.
Affaires culturelles.....	Joseph Raybaud.
Cinéma.....	Edouard Bonnefous.
Affaires étrangères.....	Georges Portmann.
Agriculture.....	Paul Driant.
Habitat rural.....	Geoffroy de Montalémbert.
Anciens combattants et victimes de guerre.	Martial Brousse.
Construction.....	Jean-Eric Bousch.
Coopération.....	André Armengaud.
Départements d'outre-mer.....	Jean-Marie Louvel.
Territoires d'outre-mer.....	
Education nationale.....	Pierre Métayer.
Jeunesse et sports.....	Jacques Richard.
Finances et affaires économiques :	
Charges communes.....	Ludovic Tron.
Services financiers.....	
Affaires économiques.....	Marc Desaché.
Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.....	André Armengaud.
Industrie.....	Gustave Alric.
Intérieur.....	Jacques Masteau.
Justice.....	Pierre Garet.
Services du Premier ministre :	
Services généraux.....	Yvon Coudé du Foresto.
Direction des Journaux officiels.....	
Conseil économique et social.....	
Information.....	Edouard Bonnefous.
Secrétariat général à la défense nationale.	Jacques Richard.
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.....	
Groupement des contrôles radio-électriques.....	
Rapatriés.....	André Fosset.
Sahara.....	Jean-Marie Louvel.
Santé publique et population.....	Paul Ribeyre.
Travail.....	Michel Kistler.
Travaux publics et transports :	
Travaux publics et transports.....	Mlle Irma Rapuzzi.
Chemins de fer. — Régie autonome des transports parisiens.....	Antoine Courrière.
Aviation civile.....	Yvon Coudé du Foresto.
Marine marchande.....	Roger Lachèvre.

Budgets annexes.	
Caisse nationale d'épargne.....	Georges Marrane.
Imprimerie nationale.....	Jacques Duclos.
Légion d'honneur.....	Paul Chevallier.
Ordre de la Libération.....	
Monnaies et médailles.....	
Postes et télécommunications.....	Bernard Chochoy.
Prestations sociales agricoles.....	Max Monichon.

<i>Dépenses militaires.</i>	
Budget général.	
	MM.
Section commune (Services communs).....	N...
Section commune (Services d'outre-mer).....	Gustave Alric.
Section air.....	Julien Brunhes.
Section guerre.....	André Maroselli.
Section marine.....	Antoine Courrière.

Budgets annexes.	
Services des essences.....	André Colin.
Service des poudres.....	
**	
Comptes spéciaux du Trésor.....	Jacques Descours Desacres.
Radiodiffusion-télévision française (application de l'article 14 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959).....	Edouard Bonnefous.

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Président : M. Raymond Bonnefous.

Vice-présidents : MM. Pierre de La Gontrie, Marcel Prélot, Marcel Champeix.

Secrétaires : MM. Gabriel Montpied, Etienne Rabouin, Georges Boulanger.

Membres : MM. Abel-Durand, Paul Baratgin, Robert Bouvard, Robert Bruyneel, Maurice Charpentier, Louis Courroy, Jacques Delalande, Emile Dubois, Jules Emaile, Pierre Fastinger, Jean Geoffroy, Gustave Héon, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Paul-Jacques Kalb, Edouard Le Bellegou, Waldeck l'Huillier, Pierre Marilhac, Pierre-René Mathéy, Marcel Molle, François Monsarrat, Louis Namy, Jean Nayrou, Fernand Verdeille, Robert Vignon, Joseph Voyant, Paul Wach, Modeste Zussy, N...

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président : M. Antoine Courrière.

Secrétaire rapporteur : M. Yves Estève.

Membres : MM. Georges Boulanger, Paul Chevallier, Louis Courroy, André Dulin, Roger Lachèvre, Georges Marrane, Jacques Ménard, Paul Pauly.

ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES

REPRESENTATION DU SENAT

ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE.

— Scrutin pour l'élection de six délégués titulaires représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962]. — *Sont élus* : MM. Marius Montet, Louis Gros, Gustave Alric, Auguste Pinton, Paul-Jacques Kalb et Paul Wach (p. 1399). — Scrutin pour l'élection de six délégués représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [19 décembre 1962]. — *Sont élus* : MM. Marcel Lemaire, Emile Claparède, Jean-Louis Tinaud, Georges Dardel, Joseph Yvon et Jacques Baumel (p. 1399).

COMMISSION CENTRALE DE CLASSEMENT DES DEBITS DE

TABAC. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de bien vouloir procéder à la nomination d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de la commission centrale de classement des débits de tabac, en application du décret n° 59-740 du 15 juin 1959 [29 mai 1962] (p. 396). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — *Est nommé* : M. Bernard Chochoy [12 juin 1962] (p. 488).

COMMISSION SOCIALE CENTRALE CREEE AUPRES DU SECRE-

TAIRE D'ETAT AUX RAPATRIES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres pour le représenter au sein de la commission sociale centrale créée auprès du secrétaire d'Etat aux rapatriés par l'arti-

cle 11 de l'arrêté du 10 mars 1962 [24 avril 1962] (p. 140). — Renvoi à la commission de législation et d'administration. — *Est nommé membre* : M. André Fosset [15 mai 1962] (p. 208).

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS

ET CONSIGNATIONS. — Une lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de bien vouloir procéder à la nomination d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, en application de l'article 1^{er} de la loi n° 48-103 du 17 janvier 1948 et de l'article 4 de la loi du 6 avril 1876 [22 mai 1962] (p. 270). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — *Est nommé* : M. Alex Roubert [29 mai 1962] (p. 406).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL. — Membre nommé par M. le président du Sénat : M. René Cassin [17 février 1962].

HAUTE COUR DE JUSTICE.

— Scrutin pour l'élection de douze juges titulaires et de six juges titulaires de la Haute Cour de justice [20 décembre 1962]. — *Sont élus* : MM. Adolphe Chauvin, René Jager, Gustave Philippon, René Garet, Jacques Bordeneuve, Marcel Molle, Roger Carcassonne, Jacques Delalande, André Cornu, Roger Lachèvre et Paul-Jacques Kalb (p. 1463). — Les scrutins pour l'élection d'un juge titulaire et de six juges suppléants ont été reportés à une date ultérieure.

MINISTÈRES EN FONCTION

au cours de l'année 1962.

Cabinet Michel DEBRE

(du 8 janvier 1959).

Remanié les 20 janvier, 20-27-28 mai, 22-23-24 juillet, 24 août, 17 novembre et 23 décembre 1959, 13-15-19 janvier, 5 février et 22 novembre 1960, 20 février, 6-18 mai et 24 août 1961.

	MM.		MM.
1. Premier ministre	Michel DEBRÉ.	10. Armées	Pierre MESSMER. (5 février 1960.)
I. <i>Secrétaire d'Etat</i>	Mlle Nafissa SID CARA.	11. Finances et affaires économiques	Wilfrid BAUMGARTNER. (13 janvier 1960.)
II. <i>Secrétaire d'Etat (information)</i>	Christian DE LA MALÈNE. (24 août 1961.)	VI. <i>Secrétaire d'Etat (finances)</i>	Valéry GISCARD D'ESTAING.
2. } Ministres délégués auprès du	Pierre GUILLAUMAT. (5 février 1960.)	VII. <i>Secrétaire d'Etat (commerce intérieur)</i>	François MISSOFFE. (24 août 1961.)
3. } Premier ministre	Louis TERRENOIRE. (24 août 1961.)	12. Education nationale	Lucien PAYE. (20 février 1961.)
4. Ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer	Louis JACQUINOT. (24 août 1961.)	13. Travaux publics et transports ..	Robert BURON.
III. <i>Secrétaire d'Etat</i>	Jean DE BROGLIE. (24 août 1961.)	14. Industrie	Jean-Marcel JEANNENEY. (17 novembre 1959.)
5. Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles	André MALRAUX.	15. Agriculture	Edgard PISANI. (24 août 1961.)
6. Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes	Louis JOXE.	16. Travail	Paul BACON.
7. Justice	Bernard CHENOT. (24 août 1961.)	17. Santé publique et population ...	Joseph FONTANET. (24 août 1961.)
8. Affaires étrangères	Maurice COUVE DE MURVILLE.	18. Construction	Pierre SUDREAU.
IV. <i>Secrétaire d'Etat</i>	Georges GORSE.	19. Anciens combattants et victimes de guerre	Raymond TRIBOULET.
9. Intérieur	Roger FREY. (6 mai 1961.)	20. Postes et télécommunications ...	Michel MAURICE-BOKANOWSKI. (5 février 1960.)
V. <i>Secrétaire d'Etat (rapatriés)</i> . (24 août 1961.)	Robert BOULIN.	21. Coopération	Jean FOYER. (18 mai 1961.)

Cabinet Georges POMPIDOU

(14-15 avril 1962.)

Remanié le 16 mai 1962.

	MM.
1. Premier ministre	Georges POMPIDOU.
I. <i>Secrétaire d'Etat (information)</i>	Alain PEYREFITTE.
II. <i>Secrétaire d'Etat (fonction publique)</i>	Jean DE BROGLIE.
III. <i>Secrétaire d'Etat (relations avec le Parlement)</i>	Pierre DUMAS. (16 mai 1962).
2. Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles	André MALRAUX.
3. Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer	Louis JACQUINOT.
4. Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes	Louis JOXE.
5. Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales	Gaston PALEWSKI.
6. Justice	Jean FOYER.
7. Affaires étrangères	Maurice COUVE DE MURVILLE.
8. Intérieur	Roger FREY.
IV. <i>Secrétaire d'Etat (rapatriés)</i>	Robert BOULIN.

	MM.
9. Armées	Pierre MESSMER.
10. Finances et affaires économiques. V. <i>Secrétaire d'Etat (commerce intérieur)</i>	Valéry GISCARD D'ESTAING. François MISSOFFE.
11. Education nationale	Pierre SUDREAU.
12. Travaux publics et transports ..	Roger DUSSEAULX. (16 mai 1962.)
13. Industrie	Michel MAURICE-BOKANOWSKI.
14. Agriculture	Edgard PISANI.
15. Travail	Gilbert GRANDVAL. (16 mai 1962.)
16. Santé publique et population ..	Raymond MARCELLIN. (16 mai 1962.)
17. Construction	Jacques MAZIOL.
18. Anciens combattants et victimes de guerre	Raymond TRIBOULET.
19. Postes et télécommunications ..	Jacques MARETTE.
20. Coopération	Georges GORSE. (16 mai 1962.)

Deuxième cabinet Georges POMPIDOU

(Nommé les 28 novembre et 6 décembre 1962.)

	MM.
1. Premier ministre	Georges POMPIDOU.
I. <i>Secrétaire d'Etat (affaires algériennes)</i>	Jean DE BROGLIE.
II. <i>Secrétaire d'Etat (relations avec le Parlement)</i>	Pierre DUMAS.
2. Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles	André MALRAUX.
3. Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer	Louis JACQUINOT.
4. Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative	Louis JOXE.
5. Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifiques et des questions atomiques et spatiales	Gaston PALEWSKI.
6. Justice	Jean FOYER.
7. Affaires étrangères	Maurice COUVE DE MURVILLE.
III. <i>Secrétaire d'Etat</i>	Michel HABIB-DELONCLE.

	MM.
8. Intérieur	Roger FREY.
9. Armées	Pierre MESSMER.
10. Finances et affaires économiques. IV. <i>Secrétaire d'Etat (budget)</i> ..	Valéry GISCARD D'ESTAING. Robert BOULIN.
11. Ministre délégué chargé de la coopération	Raymond TRIBOULET.
12. Education nationale	Christian FOUCHET.
13. Travaux publics et transports ..	Marc JACQUET.
14. Industrie	Michel MAURICE-BOKANOWSKI.
15. Agriculture	Edgard PISANI.
16. Travail	Gilbert GRANDVAL.
17. Santé publique et population ..	Raymond MARCELLIN.
18. Construction	Jacques MAZIOL.
19. Anciens combattants et victimes de guerre	Jean SAINTENY.
20. Postes et télécommunications ..	Jacques MARETTE.
21. Information	Alain PEYREFITTE.
22. Rapatriés	François MISSOFFE.